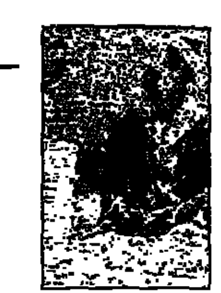
LE MONDE VOYAGES



Terres d'été, un supplément de 12 pages

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 16220 – 7 F — JEUDI 20 MARS 1997 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La mort de Jacques Foccart, l'Africain du gaullisme

CONFIDENT du général de Gaulle, spécialiste des affaires africaines, Jacques Foccart est décédé, à son domicile, dans la nuit du mardi 18 au mercredi 19 mars, dans sa quatre-vingt-quatrième année. Jacques Foccart, ancien résistant et « baron » du gaullisme, chargé des relations avec les chefs d'Etat africains, a exercé ses fonctions sous le général de Gaulle, Georges Pompidou et auprès de Jacques Chirac, à Matignon, pendant la première cohabitation.

Après l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, en 1995, il a continué à traiter des affaires africaines et conservé, pour le compte du chef de l'Etat, des contacts étroits avec le maréchal Mobutu, dont le régime s'effondre sous les assauts des rebelles zaïrois.

Lire page 14

Les adversaires du FN se remobilisent

● Trois Français sur quatre jugent que l'extrême droite est un « danger pour la démocratie » ● Selon un sondage Sofres-« Le Monde »-RTL, l'attitude envers le Front national oppose électeurs RPR et UDF ● A Vitrolles, la suite de notre enquête sur « la France du Front »

UN SONDAGE de la Sofres, réalisé pour RTL et *Le Monde*, montre que la progression de l'influence des idées du Front national n'est pas inéluctable.

Jamais, depuis 1983, le sentiment que le parti de Jean-Marie Le Pen représente *« un danger pour la démocratie »* n'avait été aussi fort : 75 % des Français en sont aujourd'hui persuadés.

De même, 76 % des personnes interrogées se déclarent en désaccord avec les thèses défendues par le FN, soit six points de plus que dans une enquête similaire réalisée il y a un an. Les thèses de l'extrême droite sur l'immigration et la sécurité ne recueillent plus l'adhésion que d'un quart des Français contre un tier en 1996. En revanche, la défense par M. Le Pen des *« valeurs traditionnelles »* est approuvée par 30 % des personnes interrogées.

Pour autant, l'offensive du Front national contre la majorité perturbe l'électorat de droite. C'est particulièrement vrai chez les sympathisants du RPR, dont



une minorité seulement (36 %) juge les positions de M. Le Pen *« inacceptables »* quand la moitié se borne à les qualifier d'*« excessives »*.

Pour l'UDF, ces chiffres sont, respectivement, de 44 % et 41 %. L'électorat de la majorité est divisé, aussi, sur le comportement à adopter face au Front national en cas de second tour opposant celui-ci à la droite et à la gauche : les partisans de l'UDF sont majoritairement favorables au retrait du candidat de la majorité (51 %), ceux du RPR y sont hostiles (50 %).

A Strasbourg, où le Front national a prévu de réunir son congrès fin-mars, la mobilisation s'intensifie parmi les associations, les milieux intellectuels et les partis démocratiques. Nous poursuivons notre enquête sur « La France du Front », avec le troisième épisode du reportage de Dominique Le Guilledoux, à Vitrolles.

Lire pages 6 et 7 et notre enquête page 13

« Vache folle » : les Européens ont modifié leurs habitudes alimentaires

LE 20 MARS 1996, le gouvernement britannique admettait la possibilité d'un lien entre la maladie de Creutzfeldt-Jakob et l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), déclenchant ainsi la crise de la « vache folle ». Un an plus tard, les habitudes alimentaires des Européens ont été modifiées.

La consommation de viande bovine a, en France, chuté de 10 %, plus encore en Allemagne et en Grande-Bretagne. Les consommateurs se sont reportés sur les viandes blanches. Ils sont de plus en plus attentifs aux labels de qualité et aux étiquetages indiquant l'origine des aliments. Les éleveurs et la « filière » bovine ont pu contenir les effets de cette crise. Exportations, stockages et multiplication des primes ont permis de soutenir les cours.

Lire page 9

Les bulldozers de Jérusalem

Le gouvernement de M. Nétanyahou a entrepris les travaux de construction d'une nouvelle colonie juive dans la Ville sainte. p. 4

Fin de règne à Kinshasa

Les parlementaires zaïrois ont destitué le premier ministre, accusé d'être responsable de la déroute militaire face aux rebelles. p. 5

Baisse du dollar

Les déclarations de responsables allemands sur un report de l'Union monétaire provoquent les baisses du dollar, de la lire et de la livre. p. 20

Cinéma

Bilan du 19e Festival du cinéma du réel et ouverture d'une rétrospective sur le cinéma japonais. Parmi les nouveaux films, « Nous sommes tous encore ici », d'Anne-Marie Miéville. p. 27 à 30

Maudit gazon

Avoir une belle pelouse, c'est éliminer la mousse, bêcher, planter, rouler, tondre et arroser : un travail de titan. p. 26

Le projet socialiste

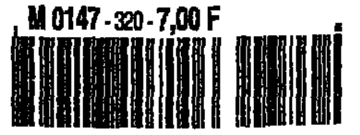
Les réactions de la majorité ont été ironiques après la présentation par M. Jospin du projet économique du PS. p. 8 et notre éditorial p. 15

Procès Turquin

Des cassettes enregistrées à son insu accablent Jean-Louis Turquin, accusé du meurtre de son fils. p. 10

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 380 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2500 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 320 - 7,00 F



A Beauvais, Louis Schweitzer face à onze syndicalistes de Renault

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis l'annonce de la fermeture de l'usine de Vilvorde le jeudi 27 février, la direction de Renault et les syndicats belges de l'entreprise devaient, enfin, se rencontrer mercredi 19 mars.

Rarement rencontre entre *« partenaires sociaux »* aura été si minutieusement négociée. Tant le lieu que la qualité des participants et les thèmes de discussion auront posé problème. Louis Schweitzer, président de Renault, refusait de se rendre à Vilvorde. Pour des raisons de sécurité bien entendu mais aussi de symbole : pas question de négocier en *« territoire occupé »* ! De leur côté, les syndicats belges n'entendaient pas aller à Boulogne-Billancourt, au siège de l'entreprise, sur les terres de la direction. Il fallait donc trouver un terrain neutre, entre Paris et Bruxelles, histoire de montrer que chacun faisait un pas vers l'autre. Le Nord-Pas de Calais était trop proche de la Belgique. Dans le nord de l'Ile-de-France, Creil était exclue, pour cause de fermeture de Chausson. Restait donc Beauvais, chef-lieu de l'Oise, située à 76 km de Paris, et sa chambre de commerce et de l'industrie, un grand batiment de verre.

Une dizaine d'émissaires de la direction de Renault se sont rendus sur place mardi 18 mars. La salle du conseil d'administration est suffisamment grande pour recevoir les 20 participants prévus, et une autre salle permettra de faire patienter la presse. Accessoirement, le bâtiment possède plusieurs issues. On n'est jamais trop prudent. Un accord était intervenu sur la composition des délégations dès le samedi 15 mars. Cinq permanents syndicaux belges et 5 élus du conseil d'entreprise de Vilvorde ont rencontré Ron Breyn, directeur du personnel de l'usine, afin d'étudier les modalités pratiques de la poursuite de la grève. Première ouverture de la direction : celle-ci accepte de payer quatre jours de grève sur cinq. Deuxième ouverture : Louis Schweitzer qui, jusqu'ici, ne voulait rencontrer que le conseil d'entreprise, accepte que se joignent à la rencontre les permanents syndicaux. Les Belges en font une question de principe car le comité d'entreprise est une instance d'information et non de négociation.

Face à Louis Schweitzer, Georges Bouverot, directeur du personnel, Bernard Garsmeur, directeur de Renault Belgique, Ron Breyne et quelques collaborateurs, se trouveront 11 syndicalistes : 5 élus au conseil d'entreprise, 5 permanents et Michel Batt, le secrétaire du comité de groupe européen. Quant au contenu de la rencontre, chaque partie s'est montrée conciliante : la direction a accepté de mettre l'avenir de Vilvorde à l'ordre du jour et les syndicats belges ont accepté de discuter du plan social. Histoire de montrer leur détermination, les syndicats français et belges ont affûté mardi leurs arguments. Sur le terrain juridique, le comité de groupe européen a décidé d'introduire une demande en référé, estimant que la lettre et l'esprit de l'accord ne sont pas respectés.

Sur le terrain social, les syndicats belges et français vont proposer à la direction une réduction du temps de travail de 10 % dans tous les sites de Renault. La production de Vilvorde représentant à peu près 10 % de la production du groupe, l'usine pourrait ainsi être sauvée, estiment-ils. Pour la direction, de telles propositions semblent inacceptables. Le 19 mars, à 15 heures, le décor sera planté mais la messe ne sera pas dite.

Frédéric Lemaître

La grève des internes

LES INTERNES des vingt-six centres hospitalo-universitaires (CHU) ont reconduit, mardi 18 mars, la grève illimitée des soins et des urgences, après avoir poussé le président de leur Intersyndicat à la démission. Après Bordeaux et Strasbourg, les chefs de clinique parisiens ont voté pour la grève à partir de mercredi 19 mars. Ces futurs médecins libéraux réclament, désormais, une renégociation des conventions médicales conclues récemment entre les caisses d'assurance-maladie et deux syndicats de praticiens libéraux.

Le ministre des affaires sociales a conseillé aux internes de ne pas se laisser *« manipuler »* par des syndicats médicaux hostiles à la réforme de la Sécurité sociale.

Lire page 34

L'avenir de l'Europe se joue-t-il à Helsinki ?

BILL CLINTON et Boris Eltsine se retrouvent, jeudi 20 et vendredi 21 mars à Helsinki, pour une négociation diplomatique parfois présentée comme la plus importante de l'après-guerre froide. L'enjeu de ce sommet est en effet de définir le cadre futur de la stabilité et de la sécurité de l'Europe de l'Est – partant, de celles de l'ensemble du continent.

Mais il est probable, vu l'ampleur des préventions suscitées – notamment en Russie – par un tel objectif, que l'épure de la future « architecture » européenne apparaîtra plus tard. Dans cette négociation, les présidents russe et américain ne sont pas à égalité : le premier a beau effectuer un rétablissement politique autant que physique spectaculaire, sa situation demeure fragile.

En engageant son pays dans un processus qui revient à approuver le rattachement des anciens « satellites » de Moscou à une alliance militaire créée pour résister à l'hégémonisme soviétique, Boris Eltsine court d'indéniables risques politiques.

Bill Clinton ne l'ignore pas, et il est prêt, en échange de la bonne volonté dont fera preuve son homologue russe, à lui offrir un certain nombre de compensations : s'il se confirme que les principales objections russes à l'élargissement sont tombées, les Etats-Unis sont disposés à accentuer leurs efforts pour faciliter le processus de transition économique dans lequel est engagée la Russie et à apporter leur concours pour hâter son intégration économique et politique à l'Europe.

C'est pour cette raison que les trois sujets à l'ordre du jour du sommet d'Helsinki – l'élargissement de l'OTAN, la réduction des arsenaux nucléaires et les relations économiques américano-russes – sont étroitement interdépendants bien qu'apparemment distincts. Bill Clinton dispose d'une plus grande marge de manœuvre que Boris Eltsine, mais celle-ci n'est pas illimitée.

Aux Etats-Unis, la stratégie de l'élargissement de l'OTAN ne convainc pas tout le monde, pas plus dans son principe qu'en raison de ses conséquences, à la fois militaires et financières.

Sophie Shihab et Laurent Zecchini

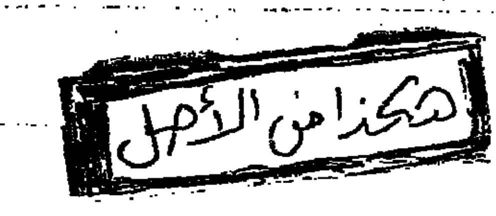
Lire la suite page 15 et nos informations page 2

Deux coups de pied en or

ALI BENARBIA

EN TÊTE du championnat de France de footbal, l'AS Monaco s'est aussi qualifiée, mardi 18 mars, pour les demi-finales de la Coupe de l'UEFA. Les joueurs de Jean Tigana ont éliminé (3-0) les Anglais de Newcastle, grâce, notamment, à deux buts marqués par Ali Benarbia, vingt-huit ans, sous le regard d'Aimé Jacquet, le sélectionneur de l'équipe de France.

Lire page 24



ÉTATS-UNIS **Attendu, jeudi soir 20 mars, à Helsinki pour une rencontre au sommet avec Boris Eltsine, le président Bill Clinton vient de subir un échec politique avec la décision d'Anthony Lake, l'homme qu'il avait choisi pour diriger la CIA, de renoncer à ce poste. ● M. LAKE, ancien conseiller du président pour les questions de sécurité, a cédé au tir de barrage que lui opposaient les républicains au Sénat lors des auditions destinées à confirmer sa nomination. Il a notamment dû faire face à une batterie de questions sans rapport avec la CIA, sur le financement de la campagne démocrate pour l'élection de novembre dernier. ● CE RETRAIT et la permanence du débat sur la manière dont M. Clinton a financé sa campagne vont rendre de plus en plus difficile la coopération, souhaitée par la Maison Blanche, entre démocrates et républicains au Congrès.**

Bill Clinton est affaibli par une série de revers

Harcelé de questions sur le financement de la campagne démocrate de 1996, le candidat du président à la direction de la CIA, Anthony Lake, a décidé de renoncer à ce poste ; l'affaire porte un coup aux possibilités de coopération entre républicains et démocrates au Congrès

WASHINGTON
de notre correspondant

Les problèmes politiques et médicaux de Bill Clinton n'ont pas la gravité de ceux de Boris Eltsine, mais le président américain (handicapé par une opération au genou) aura également des préoccupations domestiques à l'esprit lorsque les deux hommes se retrouveront, jeudi 20 mars, à Helsinki. Le chef de la Maison Blanche vient de subir un revers politique à propos de la confirmation par le Congrès du directeur général du renseignement et patron de la CIA. Anthony Lake, son candidat à ce poste, a annoncé qu'il renonçait à poursuivre plus avant un processus d'auditions entamé il y a trois mois, qui ressemblait de plus en plus à un parcours du combattant. Mais ce sont surtout les révélations liées au financement du Parti démocrate qui lui ont été fatales *(lire ci-dessous)*.



L'ancien conseiller présidentiel pour la sécurité nationale (de 1992 à 1996) a exprimé à M. Clinton sa lassitude de jouer à l'« *ours dansant dans un cirque politique* », une image soulignant sa conviction d'être devenu la victime désignée de l'offensive menée par les républicains pour affaiblir le chef de l'exécutif. Convaincu que les auditions de la commission sénatoriale chargée des affaires de renseignement vont trainer en longueur pendant encore plusieurs mois, M. Lake reconnaît avoir perdu patience. Un tel retard, souligne-t-il dans une lettre adressée à Bill Clinton, ne peut qu'être dommageable à la CIA et au Conseil national de sécurité, tout en affectant sa réputation personnelle d'intégrité.

Citant un membre respecté du Sénat, le républicain Richard Lugar, pour lequel le processus de confirmation du directeur de la CIA est devenu « *de plus en plus choquant* », c'est-à-dire partisan, M. Lake met en cause l'évolution des mœurs politiques : Washington, estime-t-il, « *a perdu la tête* ».

La Maison Blanche a abondé dans ce sens : Sandy Berger, successeur de M. Lake au poste de conseiller pour la sécurité nationale, a regretté que les auditions sénatoriales soient devenues un « *exercice d'endurance* ». L'avenir de la CIA est passé au second plan, a-t-il souligné, au profit de l'exploitation des « affaires » de nature à embarrasser M. Clinton, notamment les révélations sur le financement électoral du Parti démocrate.

Le fait que M. Lake ait décidé de jeter l'éponge représente un camouflet à plusieurs titres pour M. Clinton. Le premier est de signaler que l'état d'esprit de collaboration entre républicains et démocrates, que le chef de l'exécutif appelait de ses vœux, est mort-né. Anthony Lake, a insisté M. Clinton, est victime d'un cycle « *de destruction et de revanche politiques* ».

La Maison Blanche a annoncé la nomination prochaine d'un nouveau candidat, afin de tenter d'effacer au plus vite cette fâcheuse impression. Le nom le plus couramment cité est celui de George Tenet, actuel directeur adjoint de la « compagnie ». Ce choix aurait l'avantage de raccourcir la durée du processus de confirmation, puisque le passé de M. Tenet, ancien responsable des affaires de renseignement au Conseil national de sécurité (de 1993 à 1995), a déjà été passé au crible. Parmi les autres noms avancés figurent ceux de Jamie Gorelick, adjoint du ministre de la justice *(attorney general)*, et de Frank Wisner, ambassadeur des Etats-Unis en Inde.

L'absence d'un directeur général du renseignement (le titulaire de ce poste est le patron de la CIA, et il coordonne une dizaine d'autres agences de renseignement) se fait particulièrement sentir au moment où le président américain entame une série de voyages à l'étranger (notamment à Helsinki et Mexico), tout en infligeant un nouveau coup à une « communauté du renseignement » qui a subi de nombreuses épreuves depuis deux ans.

« EFFONDREMENT »

M. Lake allait devenir le cinquième directeur de la CIA en cinq ans (John Deutch avait démissionné en décembre 1996), ce qui manifeste à la fois la rapidité avec laquelle les titulaires de ce poste sont « usés » et l'ampleur des problèmes qui affectent l'agence de Langley. Celle-ci, soulignait récemment le sénateur démocrate Patrick Moynihan, est dans un état d'« *effondrement institutionnel* ». Traumatisée par deux affaires retentissantes d'agents doubles (Aldrich Ames et Harold James Nicholson, respectivement arrêtés en 1994 et 1996), mise en cause pour des opérations clandestines mal pilotées dans des pays « amis » (notamment en France et en Allemagne), accusée d'avoir cautionné et protégé des agents étrangers, qui étaient aussi des tortionnaires (notamment au Guatemala), la CIA n'a manifestement pas encore réussi sa « mue » dans le monde de l'après-guerre froide.

En raison de ses échecs et de ses dysfonctionnements, elle a, en outre, du mal à justifier un budget annuel de quelque 30 milliards de dollars (environ 165 milliards de francs). Pour reprendre en main la centrale du renseignement, il fallait un candidat inattaquable, ce que n'était peut-être pas Anthony Lake. « Bête noire » de certains républicains, en raison de sa réputation de « libéral », critiqué pour avoir caché au Congrès l'opération secrète par laquelle la Maison Blanche a permis que des armes en provenance d'Iran soient livrées aux musulmans bosniaques, M. Lake n'a jamais pu se disculper totalement d'une vieille histoire de portefeuille d'actions dont il aurait dû se séparer (*Le Monde* du 1er février).

Laurent Zecchini

Les révélations sur la « filière asiatique » enveniment les relations sino-américaines

WASHINGTON
de notre correspondant

En choisissant cette semaine l'ancien vice-président démocrate Walter Mondale et l'ancien sénateur républicain Nancy Kasselbaum pour lancer sa croisade en faveur de la réforme du financement des campagnes électorales, Bill Clinton espérait convaincre de ses bonnes intentions. Las, cette initiative a rapidement été qualifiée de « *tentative de diversion* » par les responsables républicains. Et il ne se passe guère de jour sans que l'affaire des financements douteux de la campagne électorale démocrate de 1996 figure, d'une manière ou d'une autre, en première page des journaux américains.

Lundi, c'était au tour du *Wall Street Journal* de raconter l'étrange histoire de Roger Tamraz, homme d'affaires à la réputation douteuse. Alors même que le Conseil national de sécurité avait expressément recommandé que l'accès à la Maison Blanche lui soit refusé, M. Tamraz a été reçu à plusieurs reprises par Bill Clinton, grâce à l'insistance de Donald Fowler, alors président du Parti démocrate. Pourquoi ? La CIA, qui a ouvert une enquête, devra répondre à cette question. Mais il apparaît déjà que cet homme d'affaires d'origine libanaise, qui a rendu des services aux agences américaines de renseignement, avait versé, en 1995 et en 1996, quelque 177 000 dollars (973 500 francs) au Parti démocrate.

Cette avalanche de révélations, confirmées par la présidence, domine l'actualité politique et le travail parlementaire, mais entraîne aussi la détérioration des relations sino-américaines. Les trois personnes accusées d'avoir récolté des donations illicites au profit de l'état-major de campagne de M. Clinton, John Huang, Johnny Chung et Charles Lin Trie, sont d'origine chinoise.

INFLUENCES

En soi, ce n'est pas suffisant pour parler de « filière asiatique ». Mais il apparaît que le gouvernement de Pékin a réalisé, apparemment tardivement, que les autorités de Taïwan se livraient à un intense travail d'influence auprès de l'administration. Cherchant à rééquilibrer le rapport de forces, la Chine aurait alors tenté de financer plusieurs parlementaires, ainsi que le Parti démocrate, par le biais de donations illicites qui auraient dû rester discrètes.

Tel est, du moins, le point de départ de l'enquête ouverte par le FBI. Bien qu'il ne soit pas encore prouvé que la Chine a tenté d'influencer le cours d'une élection américaine, le simple fait de poser la question est déjà lourd de conséquences diplomatiques. Alors qu'une certaine psychose anti-chinoise se développe à Washington, les autorités de Pékin ne cachent pas leur vive irritation devant les « *fabrications malveillantes* » de la presse américaine.

Tous les prétextes semblent bons pour nourrir le contentieux, au moment même où une série de rencontres de haut niveau sont préyues pour relancer le dialogue bilatéral. Présentée à l'origine comme une échéance diplomatique majeure, la visite que le vice-président Al Gore doit effectuer à Pékin, à la fin du mois, est désormais envisagée par la Maison Blanche comme une source potentielle de controverses. Au Congrès, les faucons renforcent leurs positions, ce qui pourrait gêner l'administration dans les négociations sur l'entrée de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et lors du renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée (MFN).

Les incertitudes à propos du sort de Hongkong, l'augmentation du déficit commercial avec Pékin, la question des droits de l'homme et la militarisation croissante de la Chine sont d'autres pommes de discorde.

PASSIVITÉ

Plusieurs parlementaires se sont également émus des « *implications de sécurité nationale* » liées au contrat accordé à une société chinoise, la China Ocean Shipping Company, pour s'implanter sur les chantiers navals de Long Beach, en Californie, à proximité d'installations militaires. Alerté par des républicains prompts à dénoncer une « *tête de pont* » chinoise sur la façade Pacifique, le secrétaire à la défense, William Cohen, s'est engagé à revoir l'accord.

Mais la « question chinoise », désormais confondue avec celle des financements illicites au profit des démocrates, a aussi pesé sur la confirmation par le Congrès d'Alexis Herman, comme secrétaire au travail, et d'Anthony Lake, comme directeur général du renseignement. La première, qui a joué un rôle de premier plan dans le ralliement du vote noir à M. Clinton, a été impliquée dans la collecte de fonds auprès de la communauté américano-asiatique, menée par Charles Lin Trie. Quant à M. Lake, qui vient d'annoncer le retrait de sa candidature comme directeur de la CIA, il était mis en cause dans le cadre de ses précédentes responsabilités de conseiller pour la sécurité nationale. A ce titre, ont estimé les sénateurs, il a fait preuve d'une étonnante passivité s'agissant de l'accès à la Maison Blanche accordé à diverses personnalités à la réputation douteuse, liées à des « intérêts chinois ».

Le fait que deux membres de ses services aient été avisés par le FBI des efforts prêtés au gouvernement de Pékin pour acheter une influence politique aux Etats-Unis sans que cette information ait été transmise plus haut, ne plaidait pas en faveur du futur directeur de la CIA. Anthony Lake a estimé qu'il s'agissait d'une « *erreur de jugement* », voire d'un « *malentendu* ».

A cause de lui, en tout cas, la Maison Blanche et le FBI se rejetent publiquement la responsabilité d'un dysfonctionnement administratif dont les conséquences diplomatiques ne cessent de prendre de l'ampleur.

L. Z.

Un voltigeur de la finance moyen-orientale

Le financier d'origine libanaise Roger Tamraz, qui vient d'être mis en cause par le *Wall Street Journal* pour ses dons au Parti démocrate, n'est pas un inconnu en France, où son nom avait été cité, en 1989, au moment de l'affaire Pechiney, puis quelques mois plus tard lors du dépôt de bilan de la Banque de participations et de placement (BPP), dont il était l'ancien président. Voltigeur de la finance moyen-orientale, ami de l'ancien président libanais Amine Gemayel, et, un temps, des Syriens installés à Beyrouth, Roger Tamraz avait, entre autres, été accusé d'avoir précipité la chute de la banque par des prélèvements indus.

Lors de l'affaire Pechiney, scandale où des initiés avaient acquis à bon compte des actions américaines de la société American Can juste avant qu'elle ne soit rachetée par le géant de l'aluminium, les enquêteurs soupçonnaient la BPP, sans avoir jamais réussi à fonder leurs soupçons, d'avoir camouflé l'achat d'une partie des actions.

Julius Rosenberg était bien un espion soviétique, affirme un ex-colonel du KGB

NEW YORK
de notre correspondante

L'Histoire finira-t-elle un jour de distiller ses secrets sur le véritable rôle des époux Rosenberg, exécutés en 1953 aux Etats-Unis pour trahison et passés à la postérité aux yeux de la gauche américaine comme martyrs de la guerre froide ? Soucieux, à quatre-vingt-trois ans, de ne pas emporter ses souvenirs dans la tombe, un colonel du KGB à la retraite, Aleksandr Feklissov, vient de livrer aux médias américains sa propre version des faits : oui, Julius Rosenberg fournissait aux Soviétiques des renseignements militaires ; mais, non, il ne leur a jamais livré de secrets nucléaires et, non, sa femme, Ethel, ne travaillait pas pour l'URSS... Tout au plus pouvait-on l'accuser de ne pas avoir dénoncé son mari.

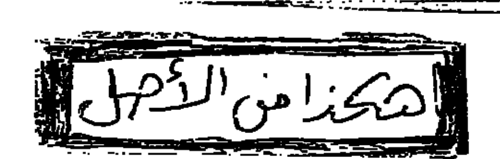
Si les deux enfants du couple, Michael et Robert Meeropol, tragiquement orphelins, continuent de clamer l'innocence de leurs parents, la culpabilité de Julius Rosenberg a largement cessé de susciter des débats passionnés parmi les historiens américains. Il y a deux ans, la publication d'archives de la CIA a révélé au public l'étendue des activités d'espionnage industriel et militaire de Julius Rosenberg, sans pour autant confirmer son rôle dans l'espionnage nucléaire. Celui-ci était mené par trois autres agents au sein du programme atomique américain (projet Manhattan), dont l'un, le savant Klaus Fuchs, fut condamné en 1949 à quatorze ans d'emprisonnement.

ARCHIVES FERMÉES

Aleksandr Feklissov affirme avoir bien connu Julius Rosenberg : entre 1943 et 1946, raconte-t-il au *Washington Post*, les deux hommes se sont rencontrés au moins cinquante fois à New York, où le Soviétique était arrivé en 1941 avec la couverture d'agent consulaire. Recruté par le prédécesseur d'Aleksandr Feklissov, Julius Rosenberg était inspecteur civil dans le corps des transmissions et, à ce titre, pouvait renseigner les Soviétiques sur les nouvelles techniques de radio-électronique. Il aurait aussi permis à l'URSS de recruter quelques-uns de ses amis comme agents. Il essaya bien, déclare l'ex-colonel du KGB au *New York Times*, de se procurer des éléments du programme atomique, grâce à son beau-frère qui occupait un emploi de second rang au laboratoire de Los Alamos, mais il ne transmit à l'URSS que « *des gribouillis infantiles, sans aucun intérêt* ». « *Il ne comprenait rien à la bombe atomique, il ne pouvait pas nous aider*, affirme Aleksandr Feklissov. *Et on l'a quand même tué. Fuchs, qui nous a tout dit sur Los Alamos, n'a eu que quatorze ans.* » Quant à Ethel Rosenberg, « *elle n'avait rien à voir avec tout cela, elle était totalement innocente. Je crois qu'elle savait, mais on ne tue pas des gens pour ça* ».

Seules les archives du KGB permettraient aujourd'hui de corroborer le témoignage tardif de M. Feklissov, mais elles demeurent pour l'instant fermées. Unique survivant russe de ceux qui furent en contact avec Julius Rosenberg, Aleksandr Feklissov a également accordé un long entretien à un réalisateur américain dont le documentaire doit être diffusé, dimanche 23 mars, par la chaîne cablée Discovery Channel. D'ici là, les deux historiens qui ont le plus travaillé sur l'affaire Rosenberg, Walter Schneir (qui a longtemps défendu l'innocence des Rosenberg) et Ronald Radosh (qui soutenait la thèse opposée), auront commenté son témoignage dans deux revues à paraître cette semaine. Quant aux fils des Rosenberg, ils ont décidé d'attendre la diffusion du documentaire pour s'exprimer.

Sylvie Kauffmann



Le premier ministre albanais tente d'établir un dialogue avec les insurgés du Sud

Le gouvernement recrute des policiers volontaires pour essayer de rétablir l'ordre dans le pays

Le premier ministre albanais, Bashkim Fino devait se rendre, mercredi 19 mars, dans le sud du pays pour tenter de dialoguer avec les rebelles. Ces derniers réclament toujours la démission du président Sali Berisha. Si à Gjirokastër de nouveaux pillages de banques ont été rapportés, la situation est plus calme à Tirana, où les autorités essaient de réorganiser la police en recrutant des volontaires pour tenter de désarmer la population.

TIRANA
de notre envoyé spécial

« *Je n'ai aucun emploi. J'espère devenir officier de police.* » Elio, vingt-deux ans, a récemment achevé ses études à la faculté de droit de Tirana. Effrayé par le chaos qui secoue son pays, il s'est spontanément présenté au commissariat nº 2, de la rue Myslym-Shyri. « *Je me sens un peu responsable de la situation tragique en Albanie,* dit-il. *De plus, je dois trouver un travail, et j'ai été alléché par le salaire promis.* »

REPORTAGE

« Le désarmement de la population prendra du temps, mais ce n'est pas une tâche impossible »

Le gouvernement albanais a entamé ces derniers jours le recrutement de policiers qui auront la délicate mission de rétablir l'ordre dans le pays et de tenter de désarmer peu à peu la population. La promesse est de tripler le salaire pour un policier ordinaire, et d'offrir de très fortes primes à ceux qui seront volontaires pour accomplir le travail le plus dangereux : la collecte des armes dérobées dans les dépôts militaires.

« *Il faut complètement bâtir une nouvelle police,* pense Elio. *Avant, la police violait les droits des Albanais, et les services secrets* [le SHIK] *étaient une terrible police politique. Le SHIK doit désormais se contenter de défendre le pays.* » Elio n'a pas hésité à répondre à l'appel télévisé du premier ministre socialiste, Bashkim Fino, qu'il trouve « *jeune et idéaliste* ». Dans le hall d'entrée du commissariat nº 2, Elio parle librement de politique. « *Le président Berisha ? Je m'en fous... Il perdra certainement les prochaines élections.* » Lorsque son ami lui déconseille de donner son nom, Elio n'hésite pas un seul instant. « *Je m'appelle Elio Mazrek ! Elio Mazrek !* », répète-t-il.

Un journaliste albanais est impressionné. « *Soit cet Elio est exceptionnellement courageux, soit quelque chose vient de changer en Albanie,* commente Skender Minxhozi. *Je deviens soudainement optimiste lorsque je vois tous ces hommes s'exprimer librement dans une station de police.* » Car Elio Mazrek n'est pas seul. D'autres candidats veulent parler de l'Albanie d'aujourd'hui et ne dissimulent pas leur identité.

« *Je suis venu pour défendre l'ordre public,* dit Jonuz, vingt et un ans. *Le salaire, ce n'est pas trop important.* » « *Moi, je suis là parce que tous les membres de ma famille sont au chômage,* raconte Gani Shkembi, quarante-neuf ans. *J'ai perdu mon argent dans les "pyramides" financières, et je dois trouver un travail.* » Rustan, quarante et un ans, est venu du port de Durrës. « *J'ai pris la route dès que j'ai entendu l'appel télévisé. Je suis volontaire pour prendre les armes, afin de désarmer ceux qui en ont déjà. Ce qui me préoccupe, c'est que ce pays est envahi par les terroristes, et gangréné par ceux qui se sont enrichis pendant le règne du Parti démocratique de Berisha.* »

Les candidats attendent tranquillement devant un guichet du commissariat. Un homme apparaît et se met à hurler. « *Attention, patriotes ! Le SHIK est de retour, ici, parmi vous, et à tous les coins de rue !* » Ndricim Vangjeli était un agent de police professionnel ; il a déserté. « *Les agents du SHIK essayent de se recycler dans la nouvelle police,* accuse-t-il. *Or, si on veut éviter un bain de sang en Albanie, il faut absolument stopper le SHIK.* » La nouvelle police gouvernementale est effectivement déjà accusée d'être noyautée par des hommes du SHIK en déroute, ou par des bandits qui veulent s'offrir un visage légal. Ndricim hésite à réintégrer les forces de l'ordre. « *J'attends que la situation se normalise,* dit-il. *J'attends de voir si on rappelle les policiers exclus ces dernières années pour des raisons politiques.* » A ses yeux, il est « *impossible de désarmer la population. Il faut absolument obtenir une intervention internationale, et faire confiance aux gens honnêtes* »

Devant le commissariat, des blindés reviennent de patrouille. Ils sillonnent les rues de Tirana, kalachnikovs levées, pour montrer que l'ordre est en train d'être rétabli. A leur bord, il y a à la fois des policiers professionnels et de nouvelles recrues. « *Les patrouilles se déroulent bien,* dit Kurt, policier depuis six ans. *Les volontaires sont un soutien pour nous. Le désarmement de la population prendra du temps, mais ce n'est pas une tâche impossible.* » « *Les Albanais doivent se lever et s'unir pour résoudre tous les problèmes,* pense son collègue Lulzim. *Nous, nous n'ouvrirons pas le feu sur le peuple.* »

Les patrouilles ressemblent à une parade militaire. Les policiers sont fortement armés. Ils essayent de rétablir la confiance au sein d'une population désemparée, et autant armée qu'eux. En passant devant le parc Rinia, où les cafés commencent à rouvrir leurs portes, ils saluent amicalement les jeunes attablés aux terrasses.

Rémy Ourdan

Menàce de pénurie alimentaire

L'Albanie a réclamé, mardi 18 mars, une aide financière d'urgence pour empêcher l'effondrement de son économie alors que le pays est menacé par une pénurie alimentaire après les pillages de la plupart des entrepôts d'Etat. « *Le gouvernement a exprimé son inquiétude d'une pénurie alimentaire* », a déclaré le chef de la mission européenne venue évaluer les besoins de l'Albanie, le diplomate néerlandais Jan d'Ansembourg. « *Toutes les réserves d'Etat se trouvent aujourd'hui dans les mains de la population. Si l'on n'intervient pas rapidement, la situation va devenir critique* », a souligné le nouveau ministre de l'économie et des finances, Arben Malaj. L'Albanie a également besoin d'une aide financière d'urgence d'au moins 300 millions de dollars (1,7 milliards de francs) au cours des six prochains mois, selon le ministre. « *La situation est très difficile,* a estimé M. Malaj, *il n'y a plus aucune rentrée fiscale et douanière depuis plus de deux semaines.* » – (AFP.)

L'économie slovaque connaît une forte croissance

Le premier ministre, Vladimir Meciar, fait une visite officielle de deux jours à Paris à la tête d'une délégation d'entrepreneurs

BRATISLAVA
de notre envoyé spécial

Le premier ministre slovaque, Vladimir Meciar, qui s'entretiendra, jeudi 20 mars à Paris, avec Jacques Chirac est content : « *Les résultats économiques de la Slovaquie sont satisfaisants.* » La république a réalisé d'excellents résultats macro-économiques ces deux dernières années. Bratislava affiche le meilleur taux de croissance en Europe centrale (6,9 % en 1996 et 7,4 % en 1995) et le plus bas taux d'inflation (5,4 % contre 9,9 %). L'endettement de l'Etat à l'étranger a baissé, les réserves en devises augmentent et représentent plus de trois mois de commerce extérieur. Le déficit budgétaire a été réduit de moitié par rapport aux prévisions du gouvernement (2,5 contre 5 milliards de francs) et le taux de chômage a reculé, pour s'établir à 12,3 %.

En revanche, pour la première fois depuis 1994, année où l'économie slovaque a retrouvé la croissance, le commerce extérieur est passé dans le rouge. Le déficit a atteint 12 milliards de francs et l'année 1997 s'annonce noire : au cours des deux premiers mois, le trou s'est chiffré à 2 milliards de francs et la balance globale des paiements, en équilibre en 1996, devrait être déficitaire. A l'origine de cette fragilité : le commerce avec la Russie, dont la Slovaquie est entièrement dépendante pour ses approvisionnements en matières premières et énergétiques. « *C'est un problème que nous devons régler par tous les moyens en libéralisant davantage nos échanges, en étant plus agressifs sur le marché russe et en diversifiant nos importations* », reconnaît M. Meciar lors d'un entretien. « *Le problème est grave* », affirme le chef de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences, Eduard Mikelka, sceptique devant la possibilité de gagner des parts de marché en Russie. « *Les exportations vers les pays de l'OCDE des produits traditionnels slovaques, qui étaient concurrentiels en raison de leurs bas prix, ont reculé de 10 % pour la chimie et la construction mécanique, et de 44 % pour la métallurgie* », ajoute M. Mikelka.

HANDICAP

M. Meciar évoque le handicap que constitue l'ancienne intégration de l'économie slovaque dans les structures du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM, l'organisation commerciale des pays socialistes, dissoute en 1991). « *Notre économie, qui a été conçue pour un pays de 40 millions d'habitants alors que nous n'en comptons que 5,3, repose totalement sur les performances de nos exportations,* affirme M. Meciar. *L'industrie slovaque a besoin de bons partenaires, de nouveaux programmes et de nouveaux marchés. Les avantages comparatifs de la Slovaquie signifient que les coûts de production ne représentent que 40 % des coûts en France.* » Après avoir vendu la plupart des entreprises aux managers ou à des acheteurs locaux, la Slovaquie devrait, selon M. Meciar, s'ouvrir davantage aux investisseurs étrangers. Avec seulement 1 milliard de dollars d'investissements en sept ans, elle figure pour l'heure en bas de tableau des pays d'Europe centrale.

Martin Plichta

Navettes américaines dans le ciel de Tirana

TIRANA
de notre envoyé spécial

Depuis le 13 mars, l'*USS-Nassau*, porte-avions de l'US Navy, fait des ronds dans les eaux internationales entre l'Italie et l'Albanie. Non loin des flancs gris de cette énorme carcasse de 40 000 tonnes, deux croiseurs, le *Pensacola* et le *Nashville*, tournent aussi, mais *pas dans le même sens, dans le détroit d'Otrante.* Ces trois unités de la sixième flotte américaine, basée en Méditerranée, sont venues surveiller d'un peu plus près la marmite albanaise.

Le *Nassau* sert de plaque tournante aux hélicoptères qui font la navette entre Brindisi et Tirana. Plus de 1 300 personnes, dont presque la moitié d'Américains, ont été évacuées depuis jeudi dernier dans un va-et-vient quotidien entre les deux rives de l'Adriatique. De nombreux étrangers ont utilisé l'énorme logistique américaine pour fuir le chaos.

Les deux hélicoptères Chinook viennent de quitter la piste d'atterrissage du *Nassau*. Les précautions d'usage sont prises. A quelques encâblures de la côte albanaise, les deux mitrailleurs, situés de part et d'autre de l'appareil, lâchent chacun une rafale dans l'eau pour vérifier le bon fonctionnement de leurs armes. Sitôt au-dessus du sol, commence un étrange ballet de zigzags entrecroisés entre les deux appareils.

A l'entrée de l'enceinte de l'ambassade des Etats-Unis à Tirana, les « marines » sont sur le pied de guerre, derrière leurs sacs de sable, le doigt sur la détente, prêts à toute éventualité. Les Américains continuent d'être particulièrement présents, montrant leur force. Ils sont les seuls dans le ciel albanais, puisque l'aéroport est toujours fermé, et utilisent donc leurs moyens pour venir en aide à ceux qui *désirent partir.*

Une bonne cinquantaine de personnes ont utilisé, mardi 18 mars, la navette pour rejoindre l'Italie : journalistes, diplomates et autres, y compris de jeunes enfants, voire des bébés, ont fait le voyage dans ces énormes CH-53 Super-Stallion sous l'œil des « marines » impassibles. Ce n'est pas l'exode de Saïgon en 1975. Loin de là. Tout est calme dans Tirana. Seuls quelques coups de feu sporadiques retentissent dans les montagnes. Les opérations de contrôle et d'embarquement se font méticuleusement. Toute le monde passe à la fouille avant d'avancer en file indienne vers les Stallion gris qui, quelques instants auparavant, ont amené la relève des « marines ».

« *L'opération tire à sa fin* », souligne le commandant Kenny Golden. Dans son large fauteuil tournant du poste de pilotage du *Nassau*, il prédit la prochaine arrivée du mauvais temps et, donc, le probable arrêt des évacuations.

Michel Bôle-Richard

Accumulation de malentendus franco-allemands à propos d'une commission parlementaire mixte

BONN
de notre correspondant

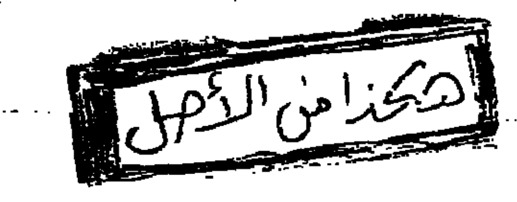
L'ajournement du projet de « commission commune de l'Assemblée nationale et du Bundestag » a semé la confusion dans les relations parlementaires franco-allemandes. Prévue pour le 17 mars à Bonn en présence de Philippe Séguin, la mise en place de cette nouvelle institution consultative a été reportée *sine die* par les députés allemands.

L'événement a provoqué la colère du président de l'Assemblée nationale, qui a annulé au dernier moment son voyage à Bonn (*Le Monde* daté 16-17 mars). L'épisode ne serait pas d'une importance excessive s'il ne faisait qu'illustrer les déficiences administratives qui peuvent survenir de temps à autre à Bonn. Les députés du conseil des anciens, qui sont seuls compétents à pouvoir décider de la création d'une nouvelle commission parlementaire, ont en effet été mis au courant trop tard des détails de ce projet. Cependant, en rejetant la faute sur Rita Süssmuth (CDU), plusieurs députés de la coalition (chrétiens-démocrates et libéraux) ont très clairement voulu profiter de cette affaire pour mettre en difficulté la présidente du Bundestag, dont l'indépendance d'esprit ne plaît pas à *tout le monde* au sein de son propre parti.

L'idée d'une commission parlementaire franco-allemande avait été formulée par le chancelier Kohl en 1993, à l'occasion du trentième anniversaire du traité de l'Elysée. Elle avait été reprise, en janvier 1996 à Aix-la-Chapelle, dans une déclaration commune de Philippe Séguin et Rita Süssmuth. Il ne s'agit pas d'une commission permanente, aux compétences élargies et active dans le processus législatif, mais d'une « *instance permanente* » à caractère consultatif, qui se serait réunie deux fois par an, afin de permettre de répondre, au niveau parlementaire, à l'étroitesse de la coopération qui existe entre les gouvernements et les administrations. D'où le parrainage de Philippe Séguin, qui entendait montrer par là la priorité qu'il donne aux Parlements nationaux sur le Parlement européen dans le contrôle de l'activité européenne.

Ce dernier aspect, précisément, gêne nombre de députés du Bundestag. *Les plus réservés à l'égard* de ce projet soulignent qu'ils ne veulent pas faire de concurrence au Parlement européen et disent : « *Si on crée une commission parlementaire avec la France, que vont dire les Polonais, les Italiens ou les autres ?* » Dans l'entourage de Philippe Séguin, où l'on précise que « *la balle est dans l'autre camp* », on se refuse désormais à tout commentaire sur le sujet.

Lucas Delattre



Le FIS assure ne pas vouloir d'un Etat religieux en Algérie

ALGER. « *Le FIS* [Front islamisque du salut] *ne veut pas d'un Etat religieux ou d'une théocratie* », a indiqué le nouveau porte-parole officiel du FIS à l'étranger, Abdelkrim Ould-Adda, dans une interview au quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* parue mardi 18 mars. « *Nous voulons un Etat civil, une République indépendante sur la base des valeurs fondamentales de l'Islam, avec un président librement élu et une justice indépendante* », a-t-il assuré. Par ailleurs, le FIS et son bras armé, l'Armée islamique du salut (AIS), ont dénié dans un communiqué toute représentativé à des dissidents de ces deux organisations récemment écartés qui avaient refusé une paix « *à n'importe quel prix* » avec le régime algérien. – *(AFP.)*

Manifestations en Papouasie après le limogeage du chef de l'armée

PORT-MORESBY. Le bras de fer entre l'armée et le gouvernement en Papouasie-Nouvelle Guinée s'est déplacé dans la rue, mercredi 19 mars, dans la capitale Port-Moresby, où des heurts ont opposé policiers et manifestants. Ces derniers exigeaient la réintégration du chef des forces armées, révoqué la veille pour avoir réclamé la démission du gouvernement. La crise a été déclenchée par la décision du gouvernement d'engager des mercenaires pour lutter contre les sécessionnistes de l'île de Bougainville en lutte depuis neuf ans contre le régime. – *(Reuter.)*

ASIE

■ **LAOS : le programme alimentaire mondial (PAM)** a lancé un appel de fonds de près de 15 millions de dollars pour aider plusieurs centaines de milliers de Laotiens victimes d'une famine consécutive à des inondations, a déclaré un porte-parole de l'agence de l'ONU. – *(AFP.)*

■ **CORÉE DU NORD : le numéro un nord-coréen Kim Jong-Il affirme** ne plus pouvoir nourrir les soldats de son armée, annonce le mensuel sud-coréen Chosun, qui cite un discours prononcé à huis clos le 7 décembre. Selon ce magazine, Pyongyang n'aurait plus assez de produits alimentaires pour nourrir correctement les 1,1 million de militaires du pays. – *(AFP.)*

■ **TIMOR-ORIENTAL : Jean Paul II a souhaité** la reconnaissance de « *l'identité culturelle et religieuse* » de l'ancienne colonie portugaise, annexée par l'Indonésie, et s'est prononcé en faveur d'« *une solution rapide et authentiquement juste* ». Cet appel a été lu devant plus de 10 000 personnes rassemblées à Baucau pour assister au sacre de Mgr Basilio do Nascimiento à la tête de ce diocèse nouvellement créé par le Vatican. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **RUSSIE : le chef des forces du ministère russe de l'Intérieur,** le général Anatoli Chkirko, a averti mardi 18 mars qu'il utiliserait « *tous les moyens* » à sa disposition en cas de « *désordres de masse* » lors d'une grève générale prévue le 27 mars pour pour obtenir le paiement d'arriérés de salaires, qui atteignent 9 milliards de dollars. – *(AFP.)*

■ **TURQUIE : le gouvernorat d'Ankara a fermé trois écoles islamiques** privées, première d'une série de mesures imposées par les militaires au gouvernement pour lutter contre l'expansion du fondamentalisme musulman, a rapporté la presse locale mardi 18 mars. – *(AFP)*

ÉCONOMIE

■ **ALLEMAGNE : le gouvernement a entériné,** mardi 18 mars, la première partie de sa réforme fiscale, qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 1998. Elle prévoit d'abaisser l'impôt sur les bénéfices des entreprises de 45 à 40 % et l'impôt sur les revenus des travailleurs indépendants de 47 à 40 %. L'impôt de solidarité pour la reconstruction des régions de l'ex-Allemagne de l'Est doit être réduit de deux points à 5,5 %. Ces décisions sont contestées par l'opposition sociale-démocrate, qui a suspendu les négociations engagées pour trouver un consensus.

■ **OMC : le comité chargé par l'Organisation mondiale du Commerce d'instruire la plainte des pays bananiers** latino-américains contre la réglementation européenne en matière d'importation de bananes a *jugé celle-ci contraire aux règles du commerce international.* Son rapport, publié mardi 18 mars à Genève, recommande que l'OMC demande à l'Union de modifier le régime préférentiel dont bénéficient les pays d'Afrique et des Caraïbes auxquels elle est liée dans le cadre des accords de Lomé. – *(Reuter.)*

La Grande-Bretagne commande trois sous-marins nucléaires

LONDRES. Après l'annonce des prochaines élections législatives prévues pour mai, la marine britannique a été autorisée par John Major à passer commande de trois nouveaux sous-marins nucléaires d'attaque. Le contrat conclu avec le groupe GEC Marconi et les chantiers Vickers porte sur l'équivalent de 18 milliards de francs. Ces sous-marins, de la classe *Astute*, déplacent 6 000 tonnes et ils emportent des missiles de croisière à charge militaire classique, éjectés par les tubes lance-torpilles. Le premier de ces bâtiments devrait être opérationnel en 2005. A ce jour, la marine britannique déploie douze sous-marins nucléaires d'attaque, à côté de ses quatre sous-marins nucléaires lance-missiles stratégiques. – *(AFP.)*

Bravant l'opinion mondiale, Israël entame la construction d'une colonie à Jérusalem-Est

M. Nétanyahou accuse M. Arafat de vouloir relancer le terrorisme

Les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Russie ont vivement critiqué, mardi 18 mars, la décision israélienne d'engager le même jour les travaux de construction d'une onzième colonie juive à Jérusalem-Est. L'Autorité palestinienne a demandé la convocation du Conseil de sécurité des Nations unies pour adopter une résolution « *exigeant d'Israël l'arrêt immédiat et total* » **des travaux.**

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Un coup très sérieux, certains dirigeants palestiniens disent « *fatal* », a été porté, mardi 18 mars, par Israël au fragile « *processus de paix* ». Défiant la communauté internationale qui, dans son ensemble, a condamné la construction d'une onzième colonie juive dans la partie arabe occupée de Jérusalem, Benyamin Nétanyahou a donné l'ordre aux bulldozers de passer à l'action sur la colline du djebel Abou Ghneim, rebaptisée Har Homa (« *la colline de la muraille* ») par Israël.

Offensif et intransigeant, le premier ministre a, en outre, ouvertement accusé Yasser Arafat – qui dément – d'avoir « *donné son feu vert à la reprise des attentats-suicides* ». S'appuyant sur des « *renseignements clairs et très solides* », que lui auraient fourni ses services de sécurité, M. Nétanyahou a affirmé que « *le leader palestinien a donné son feu vert aux pires organisations terroristes de la terre pour reprendre les attentats-suicides, les explosions d'autobus et les massacres de masse* ».

Les Palestiniens, qui soulignent au contraire – parfois pour le déplorer –, que le président Arafat « *appelle au calme* », interprètent cette affirmation comme « *une preuve supplémentaire* » de la volonté présumée de M. Nétanyahou de mettre fin au processus de paix, tout en affirmant le contraire. « *D'abord, on provoque*, constate le président de l'assemblée législative palestinienne, Abou Alaa. *S'il y a des réactions violentes isolées, on les met par avance sur le compte de l'Autorité autonome, ce qui permet de tout arrêter. Mais y a-t-il une plus grande violence que celle qui consiste à envoyer des bulldozers défoncer, sous la protection de la force armée, une terre occupée qui appartient à un autre peuple ? La violence, c'est Israël qui la précipite.* »

Hélicoptères, mitrailleuses lourdes, tireurs d'élite équipés de fusils à lunette, des centaines de soldats armés à balles réelles : la police et l'armée israéliennes avaient déployé, mardi, sur la colline occupée et autour d'elle, un impressionnant dispositif de sécurité, qui est parvenu à dissuader les Palestiniens des alentours de s'approcher. « *Ce serait un suicide collectif* », enrageait un jeune homme en blouson. Malgré la pluie, le vent glacé et la menace constante d'être arrêté, le numéro un de l'OLP à Jérusalem-Est, Fayçal Husseini, entouré de quelques responsables palestiniens de Bethléem, maintient un campement de protestation à 300 mètres du site de la colonie en gestation. Pour lui, « *aujourd'hui, les bulldozers tuent tout espoir de paix* ».

Malgré la violence de son discours, M. Nétanyahou, qui ne veut pas être le premier à annoncer la fin du processus de paix – ce qui risquerait d'isoler un peu plus son gouvernement sur la scène internationale – s'est déclaré « *certain* » que ledit processus « *survivra* » à la crise actuelle. A trois conditions. D'abord, que M. Arafat « *annule son feu vert au terrorisme* » ; ensuite qu'« *il remette en prison les chefs du terrorisme qu'il vient de libérer* » ; enfin, qu'« *il revienne à la table des négociations* ». Le second point de l'ultimatum fait référence à Ibrahim Al Moukadmeh, un dirigeant assez obscur du Mouvement de la résistance islamique, Hamas, présumé conduire l'une des branches militaires de l'organisation.

L'intéressé, qui avait été arrêté par la police palestinienne en même temps que six cents militants présumés du Hamas après la vague d'attentats de février-mars 1996 en Israël (cinquante-huit morts), a été libéré *sans avoir été jugé. Plus de* quatre cents autres suspects, contre lesquels rien n'a pu être prouvé, ont également été élargis sans avoir été jugés ces derniers mois.

Terrassé par la répression conjointe israélo-palestinienne, le Hamas a virtuellement éclaté en deux, voire trois, factions. Celle qui a sa direction à Amman, en Jordanie, a appelé, mardi, à la reprise « *immédiate et permanente de l'Intifada* ». Selon Ibrahim Goshé, son porte-parole, Israël « *se moquant de la pression pacifique et diplomatique, la seule voie possible pour parvenir à la libération de notre terre est la résistance* ».

Yasser Arafat, qui a obtenu, dimanche, d'Israël « *un geste* » consistant à lui permettre d'utiliser l'aéroport de Gaza uniquement pour son avion personnel, se tait. Interrogé, sur le point de savoir s'il avait appelé son peuple à ne pas recourir à la violence, le chef de l'OLP a répondu : « *Oui, je l'ai fait.* » Quant à savoir si le processus de paix pourrait résister à Har Homa. M. Arafat, énigmatique, s'est contenté d'un « *attendons et voyons...* ».

Les contacts discrets visant à arranger une rencontre au sommet avec M. Nétanyahou n'ont rien changé, le premier ministre refusant de discuter de Har Homa. « *Jérusalem* [dont le statut définitif doit en principe être négocié avec les Palestiniens] *est tout entière sous notre souveraineté et elle le restera* », insiste le premier ministre israélien.

Patrice Claude

Les enclaves autonomes de Cisjordanie déclarées « zones militaires » interdites aux Israéliens

Depuis mardi matin 18 mars, toutes les patrouilles israélo-palestiniennes dans les huits enclaves autonomes de Cisjordanie et de Gaza ont été suspendues « *jusqu'à nouvel ordre* ». **Les enclaves, qui sont sous la menace des chars d'assaut israéliens stationnés un peu partout dans les territoires occupés, ont été déclarées** « *zones militaires* » **interdites aux citoyens israéliens. Des renforts ont été envoyés dans toutes les petites colonies juives isolées des territoires. Les sites présumés être la** « *tombe de Joseph* » **à Naplouse et la** « *tombe de Rachel* » **à l'entrée de Bethléem ont été vidés des colons, rabbins et séminaristes juifs qui les occupent habituellement sous la protection de Tsabal. Lors des affrontements armés de septembre 1996, qui avaient fait soixante et un morts palestiniens et quinze israéliens, ces deux endroits, enclavés à l'intérieur des villes arabes autonomes, avaient été le théâtre d'affrontements meurtriers.**

En Amérique latine, M. Chirac a prôné le « retour » de la France

BUENOS AIRES
de nos envoyés spéciaux

« *Mon voyage en Amérique latine est une sorte d'appel de la France à cette partie du monde qui est en train de passer au premier rang de la scène et qui, aujourd'hui, est nécessaire à l'équilibre du monde.* » La phrase date de 1964, elle est du général de Gaulle. Trente-trois ans plus tard, elle résume, au mot près, les enjeux de la tournée sud-américaine de Jacques Chirac.

ANALYSE
Une tournée aux allures d'une croisade contre Washington

La situation est pourtant bien différente : dans les années 60, de Gaulle entendait favoriser l'émergence d'une « *troisième force* », face aux deux blocs américain et soviétique. Aujourd'hui, la vision du monde que le président français est venu défendre devant ses hôtes du Marché commun du cône sud (Mercosur) prend acte de la disparition du vieil ordre bipolaire, au profit d'une multipolarisation, dans laquelle la France et l'Europe entendent contester toute exclusivité aux Etats-Unis (*lire aussi notre rubrique « Kiosque » page 33).*

Ce voyage d'une semaine a été entièrement conçu autour de cette « *vision* », trouvant dans chaque pays sa déclinaison. Même s'il s'en défend, le chef de l'Etat a donné, jusqu'à l'obsession, et dès le premier jour, des airs de croisade anti-nord-américaine à cette tournée. Au Brésil, il a offert une alternative au projet de Washington d'un grand marché des Amériques, en proposant la tenue, d'ici la fin de 1998, d'un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne et du Mercosur. En Uruguay, il a dénoncé « *les tentations de l'unilatéralisme* », visant implicitement la loi Helms-Burton par laquelle Washington s'érige en gendarme du commerce, et appelé à une réaffirmation de l'autorité de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour « *renforcer l'application des règles multilatérales.* »

PREMIER PARTENAIRE

En Bolivie, c'est sur la question de la drogue qu'il s'est opposé à la politique des Etats-Unis, en défendant l'idée d'une « *co-responsabilité* » entre les pays producteurs et les pays consommateurs. Le chef de l'Etat ne cache pas son irritation face aux Américains qui décernent, chaque 1er mars, un certificat de bonne conduite aux pays concernés par la lutte contre le narco-trafic, mais se refusent à reconnaître leur propre responsabilité alors qu'ils sont le premier pays consommateur de drogue.

A tous ses hôtes, Jacques Chirac a délivré un message simple et cohérent : l'heure est venue d'ajouter une volonté politique à la réalité économique des relations entre les deux grands espaces régionaux (l'Union européenne et le Mercosur). L'UE est le premier partenaire commercial du Mercosur et son premier importateur.

Cette volonté vaut bien quelques petits arrangements avec la réalité. Ainsi, au Paraguay, qui n'offre pas, loin s'en faut, un modèle de vertu républicaine, Jacques Chirac s'est gardé de toute critique afin, reconnaît-il volontiers, d'encourager un processus démocratique encore fragile. Pour le chef de l'Etat, l'intégration de pays comme le Paraguay, dans un espace régional cohérent, est une garantie du caractère irréversible de cette évolution, sur un continent qui, au cours des années 80, Cuba excepté, a découvert ou retrouvé des institutions démocratiques.

Pour renforcer la crédibilité de cette « *ambition* » politique, Jacques Chirac s'est présenté autant en chef de l'Etat français qu'en représentant de l'Union européenne, lui permettant de ne pas apparaître comme le simple vendeur de l'« *entreprise France* », même si cette préoccupation est toujours assumée sans aucun complexe. Le chef de l'Etat ne cesse, en effet, de réaffirmer son souci de ne pas abandonner le terrain de la diplomatie économique aux seuls Nord-Américains et aux Allemands. Il a, d'ailleurs, indiqué qu'il réunirait, dès son retour en France, un conseil ministériel afin d'assurer le suivi concret de ce voyage, en termes commerciaux.

Les propos du chef de l'Etat français ont reçu, dans chacun des pays visités, un accueil positif, et suscité force serments d'amitié et de complicité, notamment au Brésil, en Bolivie et en Argentine, sur fond d'exaltation d'une culture latine commune. Comme le général de Gaulle s'était appuyé sur la « *latinité* », M. Chirac a placé la culture au centre de la convergence entre les deux blocs, l'Union européenne et le Mercosur. « *Votre continent*, a-t-il déclaré devant le Congrès argentin, *a montré cette extraordinaire capacité du génie ibéro-américain à résister à l'uniformisation culturelle qui nous menace* ».

« SUR UN PIED D'ÉGALITÉ »

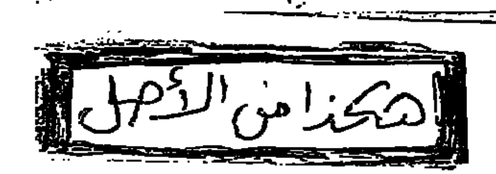
Jacques Chirac a, toutefois, trouvé, face à lui, des partenaires sans complexes, conscients de leur puissance économique et politique, surtout au Brésil et en Argentine, et bien déterminés à négocier sur tous les sujets, avec tout le monde, mais « *sur un pied d'égalité* », comme l'avait souligné le président de la puissante Fédération patronale de l'Etat de Sao Paulo. Même si le chef de l'Etat français réfute, avec un certain agacement, les accusations de protectionnisme de l'UE et de la France, il n'en reste pas moins que les *difficultés* d'accès aux marchés européens ont été soulignées avec force à Buenos Aires et à Brasilia, notamment pour les produits agricoles.

Si ce voyage du président de la République française en Amérique latine, quelques semaines avant celui de Bill Clinton, a posé les jalons d'un partenariat Est-Ouest, c'est à l'aune des négociations qui se sont engagées à la suite de l'accord-cadre entre l'Union européenne et le Mercosur, signé fin 1995 à Madrid, que l'on pourra juger de son efficacité.

Alain Abellard et Pascale Robert-Diard

Préoccupations franco-françaises

En marge des enjeux internationaux, quelques gadgets se *sont glissés dans le voyage présidentiel.* **Au traditionnel « module jeunes » que le chef de l'Etat intègre soigneusement dans chacun de ses déplacements pour accréditer l'image d'un président à l'écoute des préoccupations de la jeunesse – comme il l'a fait devant les étudiants de l'université de Buenos Aires – se sont ajoutés deux nouveaux messages. En écho à ses récentes interventions publiques en France, il a ainsi longuement insisté, au Brésil, sur le défi de l'éducation et de l'enseignement, auquel** « *tous les pays sont confrontés* ». **En Argentine, il a renouvelé son appel à lutter contre** « *les démons de l'intolérance, de la violence, de la haine* ». **Absent pendant neuf jours de France, Jacques Chirac n'a pas, pour autant, oublié ses préoccupations franco-françaises.**



iale, Israël entame
lonie à Jérusalem-Est

Le premier ministre zaïrois, Léon Kengo wa Dondo, a été destitué par le Parlement

A Kinshasa, dans une atmosphère de fin de règne, les habitants craignent avant tout les exactions de leur propre armée. Des membres de la famille du maréchal Mobutu auraient quitté la capitale pour se réfugier à Brazzaville

Le premier ministre zaïrois, Léon Kengo wa Dondo, a été destitué, mardi 18 mars, par le Parlement de Kinshasa alors qu'il était en route pour Nairobi, où il devait assister, mercredi, à un sommet africain sur la crise dans la région des Grands Lacs. Laurent-Désiré Kabila, le chef de la rébellion, n'était pas invité à cette réunion. Il est possible que le Zaïre annonce à l'issue de ce sommet un cessez-le-feu unilatéral, ce qui permettrait à la communauté internationale de faire pression sur M. Kabila pour qu'il suspende son offensive, jusqu'à présent victorieuse. La tension a fortement augmenté dans la capitale zaïroise. Les plus nantis organisent leur départ, notamment vers Bruxelles ou vers Johannesburg. La présidente de la Croix-Rouge congolaise (CRC), Ida Victorine Nzé, a déclaré mardi que des membres de la famille du maréchal Mobutu s'étaient réfugiés la veille à Brazzaville. Quant aux habitants, ils redoutent le pillage de la ville par les forces armées, comme en 1991 et en 1993. La capitale avait été, alors, totalement mise à sac.

KINSHASA
de notre envoyé spécial

Le Parlement zaïrois, dit « de la période de transition », a voté, mardi soir 18 mars, la destitution du premier ministre Léon Kengo wa Dondo par 489 voix pour, 9 contre et 12 abstentions. Relayés par la presse, les opposants réclamaient depuis plusieurs jours la démission du chef du gouvernement, de plus en plus impopulaire et accusé aujourd'hui d'être à l'origine des revers des forces armées zaïroises (FAZ) face aux rebelles de Laurent-Désiré Kabila.

« Nous voulons que les négociations avec la rébellion soient conduites par un premier ministre de consensus accepté par l'ensemble de la classe politique », explique un député du HCR-PT *(Haut-Conseil de la République*-Parlement de transition) qui a voté la motion de censure. M. Kengo paraît servir de bouc émissaire aux chefs des FAZ, qui ne veulent pas porter la responsabilité de leur échec militaire.

INQUIÉTUDE

Mais cette destitution risque d'irriter le camp présidentiel, et cela inquiète encore davantage la population de Kinshasa, où la tension est montée d'un cran après la chute de Kisangani, la troisième ville du pays, samedi 15 mars. Les conséquences de ce revers majeur se sont déjà fait sentir ici, le même jour, dans la soirée.

Les employés des grandes agences de voyage de Kinshasa ont effectué des heures supplémentaires pour faire face à une demande accrue de réservations sur les vols à destination de l'Europe, notamment sur celui de la Sabena (la compagnie aérienne belge), qui, dimanche matin, s'est envolé complet pour Bruxelles. Il s'agit surtout d'expatriés renvoyant par précaution leur famille en Europe ou en Amérique.

On enregistre aussi une augmentation des ventes de billets d'avion pour l'Afrique du Sud émanant des milieux nantis zaïrois (notamment des hauts fonctionnaires gouvernementaux), qui peuvent obtenir avec moins de difficulté des visas pour Johannesbourg.

Quant à ceux qui n'en ont pas les moyens, ils traversent le fleuve pour mettre leurs familles ou leurs biens en sécurité à Brazzaville, la capitale congolaise. Les plus démunis restent chez eux en attendant le lendemain avec inquiétude.

Les Kinois craignent en effet que l'armée nationale défaite ne saccage bientôt la capitale, comme elle l'a déjà fait lors des pillages de 1991 et 1993 – les observateurs soulignant qu'il y a quatre ans, M. Mobutu a été soupçonné d'avoir été l'instigateur de la mise à sac de Kinshasa parce que l'opposition (à l'époque majoritaire au Parlement) menaçait de l'évincer du pouvoir. Il aurait alors voulu faire passer le message suivant à ses adversaires : *« C'est moi ou le chaos. »*

« Les soldats pourraient très bien être lâchés à nouveau dans les rues et semer l'anarchie », estime un diplomate, qui évalue à 80 % les forces de l'ordre fidèles au président. Celles-ci, positionnées à Kinshasa, compteraient dix mille hommes d'origine ngbandie (l'ethnie du maréchal Mobutu).

Devant la menace d'une répétition de ce scénario catastrophe, un opposant affirme : *« Mobutu est sérieusement malade et il n'a plus, comme en 1993, l'espoir de rester au pouvoir, puisque, de plus, son armée a été défaite par les rebelles et est affaiblie par les défections d'hommes de troupe et d'officiers, tandis que les généraux-commerçants sont davantage préoccupés par leurs propres affaires. »* D'autres ajoutent que l'armée évitera de s'attaquer aux civils qui *« ont aujourd'hui quelqu'un pour les défendre »*, en l'occurrence M. Kabila.

CRISE POLITIQUE

Néanmoins, les incertitudes quant à la réaction du président et des militaires alourdissent l'atmosphère dans la capitale. La chute de Kisangani, tombée pratiquement sans combats, a convaincu les Zaïrois que l'armée ne sera pas capable de s'opposer aux rebelles s'ils décident d'entrer à Kinshasa, même s'ils en sont encore à plus de 2 000 kilomètres. Et on rappelle ici que, depuis le début de la guerre, les militaires ont pris l'habitude, avant de fuir devant l'ennemi, de piller les localités qu'ils étaient chargés de défendre.

A Kinshasa, une crise politique vient donc s'ajouter aux revers militaires du pouvoir et une épreuve de force s'est engagée au Parlement, une partie de la mouvance présidentielle ayant dénoncé la destitution de M. Kengo comme anticonstitutionnelle, *« le quorum n'ayant pas été atteint lors du vote de la motion »*.

Majoritairement mobutistes, les députés de ce Parlement à géométrie variable cherchent-ils aujourd'hui à se repositionner face à la rébellion en abandonnant leur champion, qui est en train de perdre la partie, ou bien s'efforcent-ils de rétablir la paix ? Compte tenu des constants retournements d'alliances et d'allégeances en vigueur au HCR-PT, les observateurs doutent du dévouement désintéressé de la plupart des députés, qui n'ont d'autre moyen de subsistance que leur siège de parlementaire...

Jean Hélène

Les mercenaires serbes ont semé la terreur à Kisangani

Les témoignages recueillis auprès des habitants de Kisangani sont accablants sur les exactions commises par des mercenaires serbes dans la troisième ville du Zaïre avant l'arrivée, samedi 15 mars, des rebelles de Laurent-Désiré Kabila. Ces soldats de fortune ont emprisonné et torturé des dizaines de jeunes gens accusés d'être les alliés des rebelles, et exécuté au hasard des passants, à en croire des témoins interrogés mardi 18 mars.

« *Les mercenaires ont semé la terreur. Ils pensaient que tous les jeunes étaient des rebelles et devaient être tués* », selon Benjamin Auta, directeur médical de l'hôpital catholique de Kabonda. Les habitants se souviennent en particulier d'un chef, le « colonel Dominic Yugo », comme il se baptisait lui-même, qui a tué de sang-froid deux pasteurs évangélistes cramponnés à leur bible et demandant pitié. Les mercenaires ont abandonné Kisangani après avoir fait sauter leur quartier général, établi à l'aéroport international de la ville. – *(Reuter.)*

Laurent-Désiré Kabila : « On va enterrer les Français... »

Le chef des rebelles zaïrois, Laurent-Désiré Kabila, a mis en garde la France, mardi 18 mars, contre toute intervention militaire en faveur du maréchal Mobutu. « *On va enterrer les Français s'ils essaient de venir à nouveau pour nous enlever notre pays. On les attend !* », a lancé Kabila sous les vivats de quelque 10 000 partisans réunis à Goma, son quartier général. Le chef de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) a affirmé que ses troupes atteindront Kinshasa « *avant juin* » et étaient entrées dans la province diamantifère du Kasaï-Oriental (Centre). « *Nous atteindrons Kinshasa avant le mois de juin et libérerons le pays entier : c'est notre objectif* », a déclaré le chef rebelle lors d'une conférence de presse. Il a d'autre part indiqué que ses troupes avançaient vers Mbuji-Mayi, la capitale du Kasaï-Oriental, ayant déjà pris le contrôle des localités de Kasongo et Kibombo, au sud de Kindu (Est). – *(Reuter, AFP.)*

Nzanga Mobutu promet le retour de son père au Zaïre

ROQUEBRUNE-CAP-MARTIN
de notre correspondant

La Villa del Mare à Roquebrune-Cap-Martin (Alpes-Maritimes) reste un lieu hautement symbolique de la crise zaïroise. En novembre, des chefs d'Etat africains et différents émissaires s'y sont succédé. Dans les jours qui viennent, le maréchal Mobutu a prévu d'y jouer un nouvel acte de son retour politique.

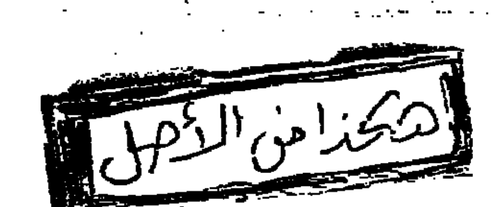
Pour faire taire les rumeurs alarmistes sur son état de santé, qui se répercutent depuis l'hôpital Grace-de-Monaco jusque dans son pays, le maréchal-président a prévu, dès la fin de son hospitalisation, de se prêter à une séance de photos dans un salon de la villa. Le protocole sera, comme d'habitude, très strict, les apparitions de M. Mobutu étant toujours silencieuses pour ne pas trahir la promesse faite à la France de ne faire aucune déclaration politique sur son territoire. Le fils du président, Nzanga, a promis que le deuxième acte serait le retour au pays du chef d'Etat *« pour le règlement de la situation »*, mais il n'a pas précisé de date. Ceux qui colportent les rumeurs sont *« des irresponsables et des criminels »*, a-t-il dit.

Le proche entourage du président n'apparaît pas tracassé par son état de santé. Mardi après-midi, sa femme et sa fille lui ont rendu visite. Les deux femmes, souriantes, sont allées chez un fleuriste de Monaco pour acheter un bouquet d'orchidées et de roses destiné à être livré à l'hôpital. M. Mobutu, qui apprécie la gastronomie, n'a pas abandonné toutes ses habitudes. Régulièrement, les serveurs de grands restaurants voisins apportent des repas à la villa ; à l'hôpital, une camionnette livre chaque jour des mets choisis.

Si M. Mobutu évite toute ostentation sur la Côte d'Azur, sa présence ne passe pas inaperçue, même à l'hôpital Grace-de-Monaco. Au quatrième étage du service de chirurgie, une dizaine de gardes du corps zaïrois encadrent sa chambre et logent en permanence dans deux pièces voisines. Des fonctionnaires français du service de protection des hautes personnalités et deux policiers monégasques en civil se relaient.

Comme lors de ses précédents séjours en France depuis son opération de la prostate à Lausanne, en août dernier, le président Mobutu Sese Seko est accompagné par une forte délégation. Ses collaborateurs sont logés dans deux hôtels, à Menton et à Roquebrune. Quand il séjourne dans les Alpes-Maritimes, le président se promène dans son jardin et descend jusqu'à la mer, mais il ne sort quasiment jamais de sa propriété, située au bout du parc résidentiel du cap Martin. La Villa del Mare, qui domine la Méditerranée et fait face à la principauté de Monaco, est une bâtisse imposante de deux étages dont le perron donne sur une cour dallée de marbre. Signe de la présence du président : deux riches bouquets de fleurs encadrent la porte d'entrée. Dans le jardin, un modeste village de mobile homes, dissimulé par la végétation, abrite quelques familles et des enfants, qui disposent d'une aire de jeu. Des professeurs, logés à Roquebrune-Cap-Martin, viennent dispenser des cours.

Jean-Pierre Laborde



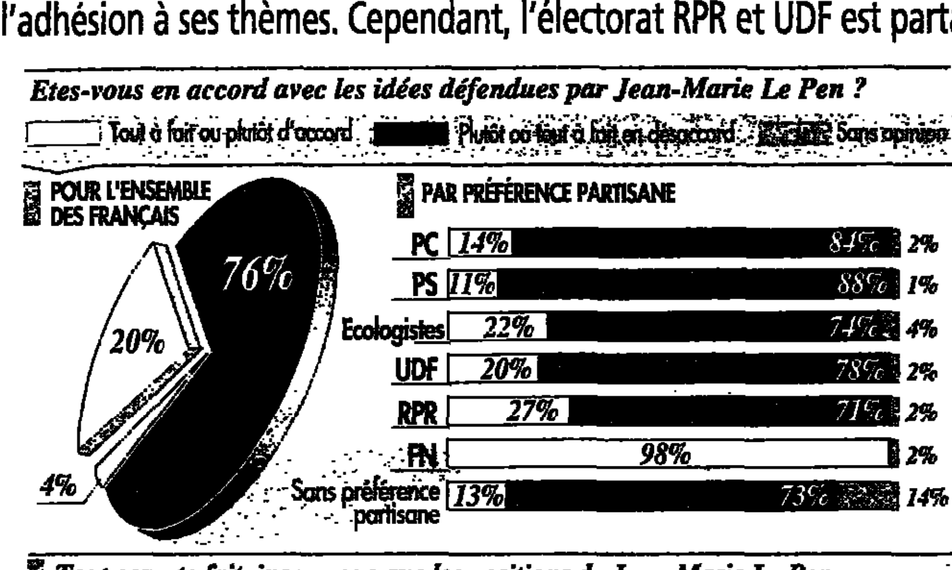
OPINION **Le sondage effectué à intervalles réguliers par la Sofres pour RTL et *Le Monde* sur l'audience du Front national enregistre cette année, après la victoire de l'extrême droite à Vitrolles et la mobilisation contre le projet de loi Debré, une augmentation du rejet du FN, perçu comme un danger pour la démocratie. Parallèlement, l'adhésion aux thèses du Front national est en recul. ● L'ÉLECTORAT DE DROITE est partagé, cependant, face au Front national, la majorité des partisans de l'UDF étant favorables au « front républicain » contre l'extrême droite, mais la majorité de ceux du RPR y étant hostiles. ● À STRASBOURG, où le Front national a prévu de réunir son congrès à la fin du mois, les associations, les intellectuels et les partis démocratiques se mobilisent pour dénoncer le danger de l'extrême droite** ***(lire page 7).***

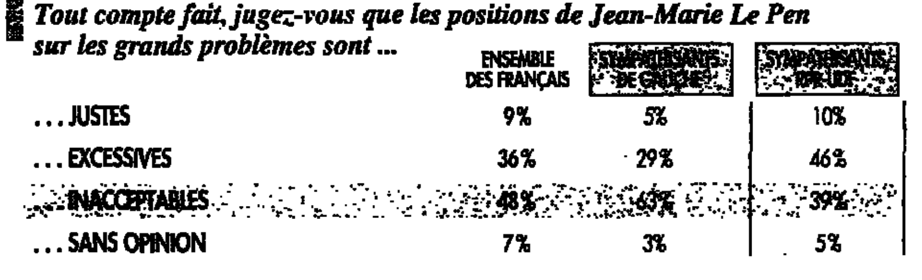
Trois Français sur quatre perçoivent le Front national comme un danger

Le sondage de la Sofres pour RTL et « Le Monde » enregistre une augmentation du rejet de l'extrême droite, en même temps qu'une baisse de l'adhésion à ses thèmes. Cependant, l'électorat RPR et UDF est partagé sur la conduite à tenir aux élections législatives

EST-CE le contre-coup de la victoire du Front national à Vitrolles, *il y a deux mois ? Ou l'inquiétude* de voir l'extrême droite s'installer toujours davantage au centre du débat politique, comme on a pu le constater, indirectement, tout au long de la controverse sur le projet de loi Debré sur l'immigration ? A moins que l'approche des élections législatives ne commence à ressouder les électorats autour des clivages traditionnels et de l'affrontement droite-gauche. Il est certain, en tout cas, que la vigilance vis-à-vis du mouvement de Jean-Marie Le Pen et le rejet des idées qu'il défend sont plus forts, aujourd'hui, qu'ils ne l'étaient il y a un an.

Le sondage effectué à intervalles réguliers, depuis 1983, par la Sofres pour RTL et *Le Monde* enregistre cette année, en effet, un ressaisissement sensible de l'opinion. En avril 1996, une enquête similaire faisait apparaître des résultats alarmants : plus du quart (28 %) des personnes interrogées se déclaraient favorables, en général, aux positions du Front national. Un tiers des Français se disaient même en accord avec ses thèses sur les immigrés, la sécurité et la défense *des valeurs traditionnelles*, ses trois terrains de prédilection. En un an, l'influence du Front national ne s'exerce plus que sur un Français sur cinq : 20 % des personnes interrogées (en recul de 8 points) se disent favorables à ses idées, contre 76 % (en hausse de 6 points) qui y sont opposés.





Tout compte fait, jugez-vous que les positions de Jean-Marie Le Pen sur les grands problèmes sont ...

	ENSEMBLE DES FRANÇAIS	SYMPATHISANTS DE GAUCHE	SYMPATHISANTS RPR-UDF
... JUSTES	9%	5%	10%
... EXCESSIVES	36%	29%	46%
... INACCEPTABLES	48%	63%	39%
... SANS OPINION	7%	3%	5%

L'adhésion aux idées de J-M Le Pen

Plutôt ou tout à fait en désaccord : 57% – 78% – 80% – 76% – 65% – 79% – 70% – 76%

Tout à fait ou plutôt d'accord : 26% – 16% – 18% – 32% – 19% – 28% – 20%

nov. 1984, oct. 85, oct. 87, déc. 88, mai 89, sept. 90, oct. 91, juin 93, janv. 94, avril 96, mars 97

Le danger du FN à travers les enquêtes de la Sofres

Il représente un danger pour la démocratie : 38% – 50% – 65% – 66% – 73% – 66% – 71% – 75%

Il ne représente pas de danger : 43% – 34% – 33% – 25% – 28% – 25% – 19%

oct. 1983, mai 84, oct. 85, mai 87, oct. 87, déc. 88, sept. 90, oct. 91, juin 94, janv. 94, avril 96, mars 97

NOUVEAUX THÈMES

De même, les trois quarts des personnes interrogées considèrent le Front national comme un danger pour la démocratie. C'est un pourcentage-record depuis 1983. Tout semble donc indiquer que la radicalisation du discours et des propositions de M. Le Pen lui permet, certes, de souder son électorat (autour d'un étiage tout de même très élevé de 20 %), mais provoque également une mobilisation très significative des opposants à l'extrême droite. L'analyse de l'influence respective des principales thèses du Front national conduit au même constat : l'adhésion à ses idées en matière de sécurité et d'immigration recule sensiblement dans l'opinion publique : un quart des Français les approuvent, contre un tiers l'an dernier. Dans le même temps, les électeurs potentiels du Front national sont toujours aussi nombreux à soutenir les positions de M. Le Pen dans la domaine de l'immigration (88 %).

Enfin, les thèmes nouveaux sur lesquels le Front national s'est engagé récemment ne mordent que de façon très marginale sur l'opinion : 7 % seulement des Français approuvent sa décision de créer des syndicats dans sa mouvance, contre 81 % qui désapprouvent cette initiative ; 4 % sont d'accord avec la dénonciation par M. Le Pen d'une influence des juifs sur la vie politique française, contre 84 % qui rejettent cette attitude (12 % se disent sans opinion).

Contrairement à une inquiétude largement répandue, la progression des idées de l'extrême droite n'est donc pas inéluctable. On peut également se réjouir de constater que le rejet des thèses de M. Le Pen est le plus fort parmi les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans : ils sont 83 % à désapprouver ses idées (et 61 % à les récuser totalement), soit 6 points de plus que la moyenne des Français.

Si le pire n'est pas toujours sûr, on aurait tort, cependant, de se rassurer à bon compte sur la menace que constitue le mouvement de M. Le Pen. Celui-ci confirme, tout d'abord, qu'il dispose désormais d'un socle consistant et solide d'adhésion à ses idées. Il renforce son influence chez les commerçants, artisans et industriels qui, pour 41 % d'entre eux, sont d'accord avec ses thèses, particulièrement sur la défense des « valeurs traditionnelles » (45 %), la sécurité (40 %), l'immigration (40 %) et la critique contre la « classe politique » (40 %). Sans progresser, son audience se consolide, également, dans les catégories populaires : 25 % des employés disent partager les thèses du Front national, et jusqu'à 30 % pour la défense des valeurs traditionnelles ; de leur côté, 23 % des ouvriers approuvent les positions défendues par M. Le Pen (31 % en matière d'immigration).

De même, l'attitude des sympathisants de la droite parlementaire est *loin de mettre la majorité* à l'abri des tentations lepénistes. L'UDF résiste mieux : aucun de ses sympathisants n'est tout à fait d'accord avec les thèses du Front national (20 % d'entre eux sont assez d'accord, jusqu'à 42 % sur la défense des valeurs traditionnelles). En revanche, les sympathisants du RPR sont beaucoup plus sensibles aux sirènes de l'extrême droite : 2 % sont tout à fait d'accord avec ses idées, et 25 % assez d'accord, soit un taux global d'approbation de 27 %, de 7 points supérieur à la moyenne nationale.

Plus gênant encore : une majorité de sympathisants RPR (49 %) se contente de juger les idées du Front national *« excessives »*, contre 36 % qui les jugent *« inacceptables »* et 11 % *« justes »*. Il existe là, indéniablement, une marge de progression pour M. Le Pen.

Gérard Courtois

L'électorat de la majorité est perturbé face au « front républicain »

EN BROUILLANT les cartes des grands affrontements électoraux, la stratégie offensive adoptée par Jean-Marie Le Pen à l'encontre de la majorité commence à porter ses fruits. Les diatribes incessantes contre la « classe politique » (19 % d'approbation) et les critiques martelées contre le RPR et l'UDF (14 % d'approbation) ne figurent pas au premier rang des positions du Front national approuvées par les Français. Elles sont loin, cependant, d'être marginales, puisqu'elles assurent l'audience des idées lepénistes aussi sûrement que la dénonciation de la politique européenne.

Le doute introduit sur la légitimité des partis traditionnels, comme la menace de faire chuter, à tout prix, les candidats du RPR ou de l'UDF lors des législatives de 1998, perturbent la majorité. La moitié de ses électeurs (48 %) estiment, en effet, que l'adversaire principal du RPR et de l'UDF doit être la gauche, tandis qu'un tiers d'entre eux désignent le Front national.

Aux prochaines élections législatives, dans les circonscriptions où le candidat de la majorité RPR-UDF sera devancé par la gauche et où il y aura un risque d'élection du Front national, souhaitez-vous que ...

	... le candidat de la majorité se maintienne au second tour	OU ... que le candidat de la majorité se retire
SYMPATHISANTS UDF	39%	51%
SYMPATHISANTS RPR	50%	37%

En cas de duel au second tour entre un candidat socialiste et un candidat RPR-UDF, souhaitez-vous que le Front national appelle ...

Le Monde et RTL SOFRES mars 1997	ENSEMBLE DES FRANÇAIS	SYMPATHISANTS FRONT NATIONAL	Rappel enquête *Le Monde* et RTL avril 1996 : ENSEMBLE DES FRANÇAIS	SYMPATHISANTS FRONT NATIONAL
... À VOTER POUR LE RPR-UDF	16%	38%	12%	26%
... À VOTER POUR LE PS	9%	14%	9%	5%
... À S'ABSTENIR	60%	42%	50%	45%
... SANS OPINION	15%	6%	29%	24%

CLIVAGE ENTRE LE RPR ET L'UDF

A l'intérieur même de la majorité, le clivage entre les sympathisants de l'UDF et ceux du RPR, déjà perceptible à propos de l'adhésion ou du rejet des idées de l'extrême droite, est tout aussi sensible en matière de stratégie électorale. Dans l'hypothèse où un candidat de la majorité serait devancé, au premier tour, par un candidat de gauche, plus de la moitié (51 %) des sympathisants de l'UDF souhaitent que le représentant de la majorité se retire, contre 39 % qui préconisent son maintien au second tour. L'attitude des sympathisants du RPR est exactement inverse : la moitié d'entre eux souhaite le maintien du représentant de la majorité au second tour, contre 37 % qui se disent favorables à son retrait.

Confirmant des enquêtes récentes (*Le Monde* du 18 mars), le sondage de la Sofres atteste donc que la stratégie de « front républicain » – implicite par retrait ou explicite par désistement – ne suscite guère d'enthousiasme à droite, notamment dans les rangs du RPR.

En cas de duel, au second tour, entre le PS et la majorité RPR-UDF, les sympathisants de la droite paraissent, là encore, hésitants sur la conduite à tenir. Un tiers d'entre eux (contre 12 % pour l'ensemble des Français) espèrent que, dans une telle situation, le Front national appellerait à voter pour le candidat de la majorité, mais la moitié d'entre eux préféreraient qu'il appelle à l'abstention. Si ce doute à droite n'est pas levé avant mars 1998, M. Le Pen disposera, jusqu'à la veille du second tour des législatives, d'indéniables moyens de déstabiliser la majorité.

G. C.

La responsabilité des médias

Pour avoir accordé trop de place à Jean-Marie Le Pen, les médias sont-ils responsables de l'audience croissante, depuis dix ans, des idées du Front national ? Le débat n'est pas nouveau. Aux yeux des Français, il est tranché. Une majorité d'entre eux (51 %) jugent que la façon dont la presse, la radio et la télévision traitent du FN et de son président *« aboutit à valoriser »* l'extrême droite. Ce sentiment est particulièrement fort dans la majorité RPR-UDF. 14 % seulement (dont 43 % des sympathisants du FN) jugent, au contraire, que le traitement des médias dessert le Front national. 25 % sont sans opinion.

■ **FICHE TECHNIQUE :** l'enquête de la Sofres pour RTL et *Le Monde* a été réalisée du 5 au 7 mars auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus, interrogées face à face à leur domicile.

Les socialistes s'interrogent sur les moyens d'un « combat efficace » contre l'extrême droite

UNANIME à s'indigner des propos de François Léotard et d'Alain Juppé – dont François Hollande a dénoncé la *« violence »* et la *« simplification grossière »* – sur la mise à équivalence du Parti socialiste et du Front national, le bureau national a débattu longuement, mardi 18 mars, de sa stratégie pour *« un combat efficace »* contre l'extrême droite. Le rapporteur, Gérard Le Gall, a présenté un rapport de quarante-sept pages et de nombreuses propositions (*Le Monde* du 13 mars), qui devraient, après quelques corrections, être discutées au conseil national du 22 mars.

Pour M. Le Gall, il faut *« prendre Le Pen au mot »* et mener un combat *« ciblé » à partir d'un triptyque : « dérespectabilité »* (de M. Le Pen), *« démystification »* (du programme du Front national) et *« délégitimation »* (de l'extrême droite). Le délégué auprès de Lionel Jospin a proposé quatre *« chantiers de réflexion »* : la nation, la notion de *« punitivité »*, le civisme et la lutte contre le racisme. Il a suggéré qu'avant l'été, un argumentaire détaillé soit publié sur le programme lepéniste. Une commission centrale – se réunissant tous les deux mois –, des cellules de travail, un exécutif d'une dizaine de membres coordonnereaient au sein du PS une surveillance du Front national, en prenant la mesure de son influence et en évaluant sa communication. M. Le Gall, qui a avancé l'idée de *« manifestations citoyennes »*, comme à Grenoble, a recueilli un consensus sur le désistement du candidat de la gauche dans un deuxième tour opposant la droite républicaine et le Front national.

Elisabeth Guigou a souligné que le vote Front national, aujourd'hui, est non seulement protestataire, mais aussi *« identitaire »*. Alain Bergounioux juge qu'*« on ne peut pas voter impunément pour Le Pen »*. Partisan d'un *« harcèlement tranquille »*, Julien Dray estime qu'il faut *« mettre en cause »* les électeurs lepénistes qui, aujourd'hui, *« votent en conscience »*. *« C'est Le Pen qui doit baisser la tête et pas ceux qui défendent la République »*, a assuré le député de l'Essonne.

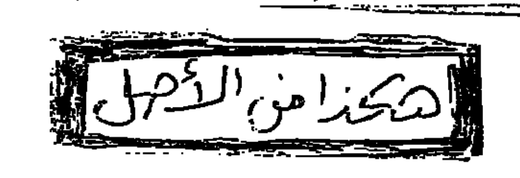
CANDIDATURES UNIQUES

Partisan d'actions concrètes, Jean Glavany s'est déclaré *« scandalisé »* par un article de Nicole Notat, qui, dans *Libération* du 26 février, avait reproché à François Mitterrand d'être allé jusqu'à *« instrumentaliser le Front national dans le débat gauche-droite »*. Président du Manifeste contre le Front national, Jean-Christophe Cambadélis a fait de nombreuses propositions. Sur le combat à court terme, il suggère de participer aux manifestations unitaires, comme à Strasbourg, de créer des comités de vigilance dans chaque département, de publier un argumentaire sur *« la véritable nature du Front national »*, de lancer une campagne sur le thème « le chômage n'est pas étranger au libéralisme ». Sur le volet *« reconquête »*, M. Cambadélis suggère de *« reconquérir le 1er mai »*, en participant aux manifestations syndicales ou en organisant une réunion publique avec M. Jospin – plutôt favorable –, de prendre position pour les syndicats aux élections prud'homales et de *« réinvestir »* les associations de locataires et de parents d'élèves. Sur le volet *« affirmation »* du PS, il préconise une convention des sections *« en milieu populaire »*, un secrétaire national étant spécialement chargé d'une mission d'implantation. Favorable à des candidatures uniques de la gauche là où il y a danger d'extrême droite, dans plus de quinze circonscriptions, il prône la mise en place d'un *« réseau d'entraide socialiste »*.

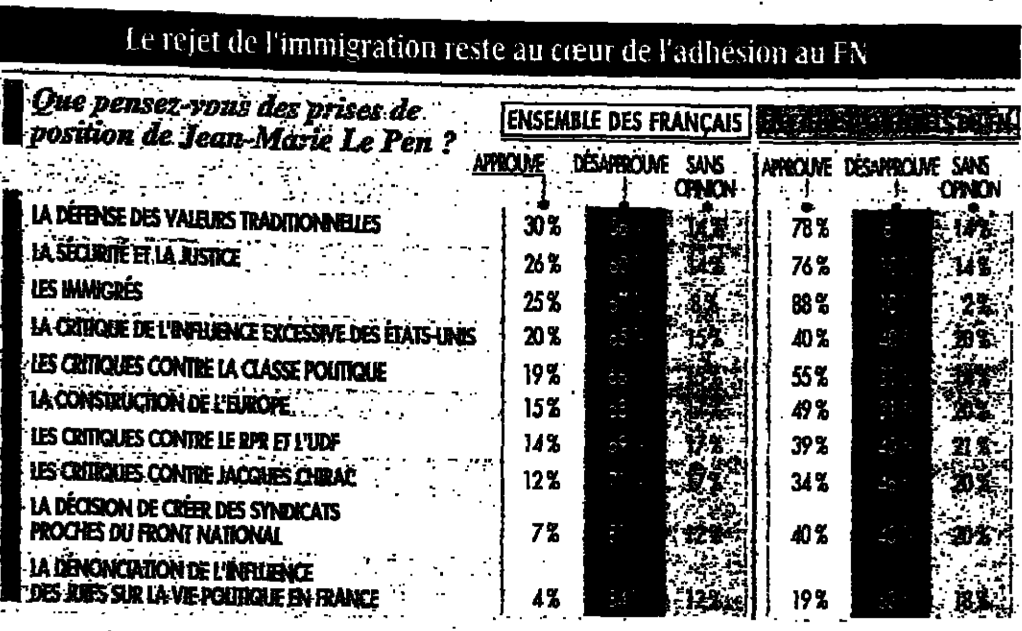
Partisan, comme Marie-Noëlle Lienemann, d'une interdiction du FN, Henri Emmanuelli a affirmé qu'il fallait *« dire aux électeurs que lorsqu'on vote pour le Front national, on installe un parti fasciste »*. Il a proposé le lancement d'une *pétition nationale afin de changer* la Constitution pour déclarer illégal *« tout parti se réclamant d'une idéologie raciste »*. M. Jospin a concédé qu'il avait eu *« un mot un peu fort »* quand il avait qualifié d'*« erreur politique »* la proposition de M. Emmanuelli, et que la question de l'interdiction n'est pas *« taboue »*. Il refuse à la fois d'en faire *« un mot d'ordre »* et de se mettre dans la posture de *« s'interdire de le faire »*, car tout dépendra de *« ce que fera le Front national »*.

Le rapport final n'évoquera pas ce sujet. M. Jospin, qui est partisan *« d'actes précis »*, estime que *« la culpabilisation de la gauche n'a pas lieu d'être »* et que la droite *« n'a jamais été un rempart contre l'extrême droite, car elle sait qu'elle peut en avoir besoin »*. A partir des suggestions de MM. Le Gall et Cambadélis, il devrait présenter, le 22 mars, ses propres propositions.

Michel Noblecourt







Le rejet de l'immigration reste au cœur de l'adhésion au FN

Que pensez-vous des prises de position de Jean-Marie Le Pen ?

	ENSEMBLE DES FRANÇAIS			[illegible]		
	APPROUVE	DÉSAPPROUVE	SANS OPINION	APPROUVE	DÉSAPPROUVE	SANS OPINION
LA DÉFENSE DES VALEURS TRADITIONNELLES	30 %	[illegible]	14 %	78 %	[illegible]	[illegible]
LA SÉCURITÉ ET LA JUSTICE	26 %	[illegible]	[illegible]	76 %	[illegible]	14 %
LES IMMIGRÉS	25 %	[illegible]	[illegible]	88 %	[illegible]	2 %
LA CRITIQUE DE L'INFLUENCE EXCESSIVE DES ÉTATS-UNIS	20 %	[illegible]	15 %	40 %	[illegible]	20 %
LES CRITIQUES CONTRE LA CLASSE POLITIQUE	19 %	[illegible]	[illegible]	55 %	[illegible]	[illegible]
LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE	15 %	[illegible]	[illegible]	49 %	[illegible]	20 %
LES CRITIQUES CONTRE LE RPR ET L'UDF	14 %	[illegible]	17 %	39 %	[illegible]	21 %
LES CRITIQUES CONTRE JACQUES CHIRAC	12 %	[illegible]	17 %	34 %	[illegible]	20 %
LA DÉCISION DE CRÉER DES SYNDICATS PROCHES DU FRONT NATIONAL	7 %	[illegible]	12 %	40 %	[illegible]	20 %
LA DÉNONCIATION DE L'INFLUENCE DES JUIFS SUR LA VIE POLITIQUE EN FRANCE	4 %	[illegible]	12 %	19 %	[illegible]	18 %

L'électorat du Front national ne partage pas les critiques de M. Le Pen contre M. Chirac

QUAND, entre les deux tours de l'élection présidentielle, le 1er mai 1995, le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, avait déclaré qu'à ses yeux, « *Chirac, c'est Jospin en pire* », il avait laissé son électorat perplexe. Il avait été entendu par certains de ses partisans, mais beaucoup d'électeurs lepénistes avaient tout de même soutenu le représentant de la droite.

Selon le sondage de la Sofres pour *Le Monde* et RTL, seulement 5 % des militants et 7 % de l'électorat certain ou probable du Front national penchent pour le Parti socialiste quand on leur pose la question : « *En cas de duel au second tour entre un candidat socialiste et un candidat RPR-UDF, souhaiteriez-vous que le Front national appelle ses électeurs à voter pour le RPR-UDF, à voter pour le Parti socialiste ou à s'abstenir ?* » La majorité préfère l'abstention (45 % des militants, 41 % de l'électorat) et environ un quart choisit le RPR et l'UDF, un autre quart ne déclarant pas d'opinion sur cette question.

L'adhésion est plus facile quand le président du Front national s'en tient aux attaques verbales et que celles-ci portent sur la « classe politique » dans son ensemble. Alors, 74 % des militants du Front national approuvent M. Le Pen, et 52 % d'entre eux applaudissent aux critiques formulées à l'encontre du RPR-UDF. Toutefois, ils ne sont plus que 48 % quand la cible est Jacques Chirac. Du côté de l'électorat – certain ou probable –, l'adhésion est plus nuancée : moins on est sûr de son vote, moins on approuve les critiques contre la « classe politique », et l'on désapprouve en majorité celles à l'encontre du RPR-UDF. Le rejet des critiques lepénistes est, par ailleurs, majoritaire pour l'électorat dans son ensemble quand elles mettent en cause M. Chirac (46 % contre, 34 % pour, 20 % de sans opinion).

« FONDS DE COMMERCE »

Le sondage montre, quant au reste, la permanence du « fonds de commerce » du parti d'extrême droite auprès de ses militants et de ses électeurs dans leur ensemble. Ce sont toujours, et dans l'ordre, les thèmes touchant aux immigrés, à la défense des valeurs traditionnelles, à la sécurité et à la justice qui font le plus recette. L'Europe arrive en cinquième position. Si le tournant « social » du Front national, mesuré par l'approbation ou la désapprobation de la création de syndicats, a fait une percée parmi les militants (57 % pour, 29 % contre) ou les électeurs sûrs de leur vote d'extrême droite (58 % pour, 22 % contre), il rencontre de très fortes réticences du côté de l'électorat incertain (29 % pour, 51 % contre). Les attaques contre les Etats-Unis recueillent, elles, un taux d'adhésion de 48 % (contre 38 %) chez les militants, mais de 40 % seulement dans l'électorat (40 % contre, 20 % sans opinion).

Est-ce l'expression d'un désaccord tactique ou bien de fond ? Les propos lepénistes dénonçant une influence des juifs sur la vie politique en France sont désapprouvés par 50 % de militants (17 % d'entre eux se disent sans opinion à ce sujet), 47 % de l'électorat certain (24 % sans opinion) et 73 % de l'électorat incertain (14 % sans opinion). Il se trouve, tout de même, 33 % de militants, 29 % d'électeurs certains et 13 % d'électeurs incertains pour approuver cette dénonciation.

Ch. Ch.

Mobilisation contre le congrès du parti d'extrême droite à Strasbourg

ILS ONT, dans un premier temps, demandé aux grands élus alsaciens, en priorité à Catherine Trautmann (PS), maire de Strasbourg, mais aussi à Adrien Zeller (UDF), président du conseil régional, et à Daniel Hoeffel (UDF), président du conseil général du Bas-Rhin, de « *s'accorder pour que le Front national ne puisse pas disposer d'une salle qui relève de leur autorité à Strasbourg ou dans la région, quelles qu'en soient les éventuelles conséquences même judiciaires* ». Cette requête, formulée par les organisateurs des Rencontres de Strasbourg et publiée dans *Le Monde* du 14 décembre 1996, n'a pas eu le succès escompté.

Mme Trautmann, déjà condamnée, il y a deux ans, pour avoir refusé une salle au président du Front national, a décidé, cette année, de *ne pas mettre à nouveau le droit du* côté de Jean-Marie Le Pen. Cela ne l'empêche pas de soutenir publiquement les initiatives qui, depuis le début du mois de mars, marquent l'opposition de nombreuses associations, syndicats, mouvements politiques, aux idées du Front national. Inquiète cependant de bruits courant sur une possible dégradation, par les opposants au Front national, de la statue de Jeanne d'Arc, et sur l'utilisation de celle-ci par les lepénistes, la mairie a choisi de la mettre à l'abri pour quelques jours.

Aujourd'hui, ces mêmes responsables du mouvement culturel que représentent les Rencontres de Strasbourg lancent l'Appel de Strasbourg pour restaurer le dialogue entre citoyens et donner « *au désir de politique tout son sens* ». L'appel est accompagné de trente-quatre petits textes rédigés par des écrivains, chercheurs universitaires, représentants religieux français, grecs, allemands ou espagnols, rassemblés dans un recueil publié aux éditions *La Nuée*.

Parmi eux, l'universitaire-écrivain Alain Bihr, le politologue Alfred Grosser, la philosophe Blandine Kriegel, l'ambassadeur de Grèce à l'Unesco, Vassilis Vassilikos. « *L'urgence est de redonner son sens à la citoyenneté, de reprendre goût à la chose publique sur un nouveau mode et selon de nouveaux fonctionnements* », expliquent les signataires, pour qui « *les discours de haine trouvent toujours leur origine dans les démissions successives du politique, dans le glissement honteux de l'indifférence, dans la soumission au plus fort et le silence résigné* ».

« *Strasbourg, à travers son histoire tourmentée, sait combien comptent certaines idées. Elle sait que la démocratie comme la liberté impose des devoirs de vigilance et de mémoire* », lit-on encore dans l'Appel.

Lucidement, les cosignataires de l'ouvrage analysent les facteurs qui ont poussé le Front national à choisir Strasbourg, symbole de la réconciliation franco-allemande et de la construction européenne, pour tenir son congrès. Tout comme ils examinent les facteurs qui font que depuis 1988 cette région, autrefois gaulliste, est devenue une des terres de prédilection des lepénistes. Bernard Reumaux, président des Rencontres de Strasbourg, explique ainsi que « *c'est la conjonction de ces deux discours – l'identitaire et l'extrémiste – qui crée le danger moral et politique menaçant l'Alsace et certaines régions françaises. Car cette conjonction implicite ou explicite se révèle d'une efficacité redoutable : que l'on clame "l'Alsace aux Alsaciens" ou "la France aux Français", le résultat politique est le même* ».

Lucio Carrocciolo, codirecteur de la revue française de géopolitique *Limes* aborde le sujet très polémique de l'interdiction du Front national pour demander que l'on tranche rapidement. « *Si le Front national est un parti néonazi, qu'on le mette hors la loi, qu'on l'interdise, qu'on prenne des mesures policières,* écrit-il en ajoutant, *si c'est un parti constitutionnel, il faut débattre avec lui. Le refus du débat avec le Front national renforce le développement de certaines idées du genre : "Les partis démocratiques ne débattent pas avec le Front national parce qu'ils en ont finalement peur".* »

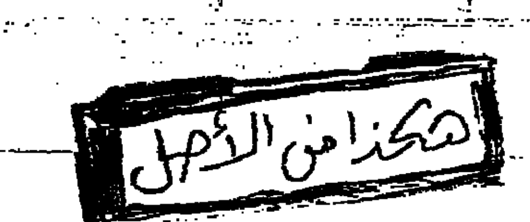
Les auteurs de l'Appel invitent à venir débattre avec eux, le 24 mars, à Strasbourg, sur ce thème : l'Alsace aux prises avec l'extrême droite, que faire face au Front national ? Et à poursuivre leur réflexion. Le chanteur Khaled a livré la sienne, mardi 18 mars, à la fin de son concert à Strasbourg. « *Les fascistes et les terroristes, c'est la même famille* », a-t-il dit, ajoutant : « *Tous ces gens-là sont des enfants d'Hitler, soit chez moi* [en Algérie], *soit ici, soit partout.* »

Christiane Chombeau

Les étudiants-journalistes rendent compte

Les étudiants du Centre universitaire d'enseignement du journalisme dépendant de l'université Robert-Schuman, à Strasbourg, consacrent, ce mois-ci, le dossier de leur magazine régional *News d'Ill* à la mobilisation suscitée par l'organisation dans leur ville du congrès du Front national, du 29 au 31 mars. « *En tenant congrès à Strasbourg, le Front national ne s'attendait sans doute pas à soulever une telle ardeur militante de rejet* », écrivent-ils en recensant les multiples initiatives protestataires initiées par les associations antiracistes, culturelles, les organisations syndicales ou les groupes politiques.

Les étudiants rendent compte du trouble des représentants des communautés religieuses, plus particulièrement de l'Eglise catholique, devant la venue de M. Le Pen lors du week-end pascal et son éventuelle présence lors de la messe célébrée à la cathédrale. Ils donnent la parole à différents députés de la majorité menacés de « triangulaires » droite-gauche-extrême droite aux élections de 1998.



Les élections régionales pourraient être séparées des législatives

Le RPR envisage de céder à l'UDF

LES ÉLECTIONS législatives auront lieu en mars 1998 et les élections cantonales *« vraisemblablement au début du mois de juin »*, a confirmé le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, au Sénat, qui a adopté, mardi 18 mars, une loi prévoyant un report de trois mois du renouvellement des membres des assemblées départementales. En revanche, les électeurs ignorent toujours quand ils seront appelés aux urnes pour élire les 1 829 conseillers régionaux. Le gouvernement, appuyé par le RPR, voulait coupler les législatives et les régionales. Mais mardi, d'après Michel Péricard, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, Alain Juppé a déclaré, devant le bureau de celui-ci, qu'il ne faisait pas du regroupement des législatives et des régionales *« un dogme intangible »* et qu'*« il y avait des arguments égaux en faveur d'une formule ou de l'autre »*.

Le RPR soutenait jusqu'ici que les législatives et les régionales sont les unes et les autres des élections politiques, à la différence des élections cantonales. Le RPR, en fait, ne veut pas se compliquer la tâche ni être obligé de composer ses listes aux régionales – lesquelles doivent déjà intégrer un tiers de femmes en position éligible – avec les recalés du scrutin législatif. Surtout, le RPR espère profiter, au travers du « couplage » des élections législatives et régionales, de la dynamique de l'union de la majorité.

LISTES DISTINCTES

L'UDF, en revanche, qui détient une majorité de présidences de conseil régional (12 sur 21, en métropole hors Corse, contre 7 au RPR, 1 au PS et 1 aux Verts), redoute d'être en quelque sorte tirée par le bas si les législatives ont lieu en même temps que les régionales. Elle escompte qu'une campagne autonome, débarrassée de l'enjeu du pouvoir national, permettrait mieux à ses présidents sortants de valoriser leurs bilans respectifs. Elle souhaite pouvoir, dans certains cas, présenter des listes distinctes. Auquel cas, le RPR, qui a déjà vu l'Alsace lui échapper et qui s'inquiète du sort de la Bretagne, de l'Ile-de-France, des Pays de la Loire, voire de l'Aquitaine, a déjà fait savoir qu'il pourrait, lui aussi, faire jouer la concurrence.

Indiquant que le bureau du groupe RPR était *« très partagé »* sur le *« couplage »* des législatives et des régionales, M. Péricard a indiqué que le gouvernement *« laisserait faire les assemblées »*. Le Sénat a adopté mardi le projet gouvernemental sans le modifier, mais il est probable que les députés déposeront des amendements en avril. Le groupe UDF en a déjà exprimé l'intention. Cet assouplissement du pôle RPR de la majorité s'expliquerait, selon Bernard Bosson (UDF-FD, Haute-Savoie), coordinateur des députés centristes, par l'inquiétude du RPR devant l'activisme de l'UDF sur la réforme du scrutin régional.

Promoteur d'un scrutin à prime majoritaire, Valéry Giscard d'Estaing a tenté, mardi, pendant plus d'une heure, de convaincre le premier ministre qu'il fallait réformer le scrutin *« pour permettre à nos régions de pouvoir être gérées »*. L'ancien président doit, à sa demande, être reçu, mardi 25 mars, par le bureau du groupe RPR pour défendre son projet. Mais M. Péricard a insisté sur *« l'intransigeance »* du RPR : *« Nous ne voterons pas une modification du mode de scrutin dans l'année qui précède l'élection »*, a-t-il répété, tout en reconnaissant que *« le mode de scrutin actuel n'est pas bon »* et que *« dès l'élection passée, nous prendrons des dispositions pour changer »*. Pour éviter une guérilla UDF ou, pis, la constitution d'une majorité UDF-PS pour un changement de mode de scrutin – un scénario que n'écartent pas certains députés centristes –, le RPR est donc prêt à céder sur le calendrier. C'est au moins le *« pronostic »* fait *« à titre personnel »* par M. Péricard.

Fabien Roland-Lévy et Jean-Louis Saux

Sondage : la droite remonte dans les intentions de vote

LE CHEF DE L'ÉTAT ET LE PREMIER MINISTRE confirment le redressement de leur image dans l'opinion publique. Selon le sondage BVA-Paris Match paru mercredi 19 mars, la cote de popularité de Jacques Chirac reste stable avec 39 % d'opinions favorables, contre 55 % d'avis contraire, celle d'Alain Juppé progresse de 2 points, passant de 27 % à 29 % de bonnes opinions, contre 63 % de mauvaises.
Le sondage BVA enregistre aussi un retournement de tendance des intentions de vote aux élections législatives. L'ensemble de la droite (RPR, UDF, divers) progresse de 3,5 points en un mois, passant de 36,5 % à 40 % des intentions de vote, tandis que la gauche perd 5 points, dont un recul de 4,5 points pour le PS. Ce sondage a été réalisé auprès d'un échantillon représentatif de 950 personnes, interrogées par téléphone les 14 et 15 mars.

DÉPÊCHES

■ **GUERRE D'ALGÉRIE : Pierre Pasquini, ministre des anciens combattants**, et la Fnaca, principale organisation des anciens combattants d'Algérie, se sont élevés contre le choix du 19 mars pour commémorer la fin de la guerre d'Algérie. Le 19 mars 1962, date du cessez-le-feu, au lendemain des accords d'Evian, *« est une journée de deuil pour beaucoup de Français »*, a expliqué M. Pasquini.

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE : le président de l'Union calédonienne**, Bernard Lepeu, a annoncé le lancement, à compter du 19 mars, d'une campagne de mobilisation de trois semaines, qui pourra aller jusqu'à des blocages des mines de nickel exploitées par la Société Le Nickel (SLN). Les indépendantistes dénoncent la politique d'Yves Rambaud, PDG d'Eramet, maison-mère de la SLN, dominée, selon eux, par *« des intérêts spéculatifs étrangers »*. – *(Corresp.)*

■ ***TRIBUNAUX : l'Assemblée nationale a adopté**, mardi 18 mars*, définitivement et à l'unanimité des présents, le projet de loi réformant le statut des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

Le projet économique du PS est jugé timoré par le PCF et dangereux par la droite

Gilles de Robien accuse Lionel Jospin de préparer « un Vilvorde tous les deux jours »

Le projet économique présenté, mardi 18 mars, par Lionel Jospin a été critiqué non seulement par ses adversaires de droite mais aussi par ses alliés de gauche. Robert Hue a regretté qu'il n'y ait pas un *« coup de neuf à gauche »* et Georges Sarre, au nom des chevènementistes, a contesté la *« marche à l'euro »*. Jean-François Mancel, pour le RPR, a comparé M. Jospin à *« Monsieur de La Palisse »*. *(Lire aussi notre éditorial page 15.)*

LE PROJET ÉCONOMIQUE du Parti socialiste, présenté mardi 18 mars par Lionel Jospin (*Le Monde* du 19 mars), a suscité de vives réactions, souvent ironiques, au sein de la majorité.

● **Jean-François Mancel**, le secrétaire général du RPR, a ainsi qualifié le premier secrétaire du PS de *« réincarnation de Monsieur de La Palisse »*, qui vient *« expliquer que, pour que la croissance aille mieux, il faudrait qu'elle soit plus forte »*. Selon lui, *« le message est clair : échaudé par l'accueil fait à la première mouture du programme économique du PS, Lionel Jospin a décidé de ne plus rien dire dont il ne soit pas absolument certain. Et comme il n'est certain de rien… »*

● **Philippe Auberger** (RPR), rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, tout en soulignant que M. Jospin *« a atténué un peu ses propositions par rapport à la version initiale, qui était totalement irréaliste »*, a affirmé : *« Nous sommes toujours dans le brouillard. » « Nous n'avons pas encore les explications de la méthode, comment on va parvenir aux trente-cinq heures, à 700 000 emplois pour les jeunes, dont 350 000 dans les entreprises privées »*, a précisé le député de l'Yonne.

● **Jean-François Copé**, délégué général du RPR, a estimé que le programme économique du PS était *« un mauvais mélange des vieilles lunes socialistes ressorties tout droit des cartons de 1981 »*. *« Les mots d'ordre en sont déficit, laxisme, démagogie »*, a-t-il affirmé, en ajoutant qu'*« on en mesure la cohérence idéologique – c'est du socialisme – mais surtout l'incohérence économique »*.

● **Gilles de Robien**, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a affirmé que les mesures proposées par le Parti socialiste se traduiraient par *« un Vilvorde français tous les deux jours, c'est-à-dire plusieurs centaines de milliers de chômeurs supplémentaires à la fin de l'année »*, et *« 100 milliards de francs d'impôt en plus »*. *« Oui à l'augmentation du pouvoir d'achat par la baisse des impôts, et non par leur augmentation »*, a indiqué Jean-Pierre Thomas (UDF-PR, Vosges), affirmant que le projet socialiste était *« un formidable jeu à sommes nulles qui consiste (…) à reprendre d'une main ce qu'on donne de l'autre. »*

● **Philippe de Villiers**, président du Mouvement pour la France (MPF), a quant à lui estimé que *« les propositions du PS pour l'emploi ressemblent plus à une commémoration qu'à un programme : on y retrouve tous les poncifs du partage du travail, de l'emploi administré et de l'entreprise suspectée »*.

● **Robert Hue**, secrétaire national du PCF, a jugé *« timoré »* le projet économique du PS. *« Il faut un coup de neuf à gauche, quelque chose de bien à gauche »*, a-t-il expliqué sur France Info, en se prononçant notamment en faveur d'une *« taxation des mouvements de capitaux »* et de la mise en œuvre *« des droits nouveaux qu'attendent les salariés »*. *« Il faut qu'il y ait davantage de clarté sur les augmentations de salaires à conduire, les retraites, la fiscalité »*, a-t-il ajouté.

Dans son éditorial de mercredi, ***L'Humanité***, qui titre en une sur *« de bien timides propositions »*, souligne que *« la solennité donnée à la conférence de presse* [de M. Jospin] *(…) tranche singulièrement avec la teneur d'un propos dans lequel on aura de la peine à trouver quelque chose de franchement nouveau. »*

● **Georges Sarre**, porte-parole du Mouvement des citoyens (MDC) a, pour sa part déclaré : *« En passant sous silence la politique monétaire, le PS confirme son accord avec celle conduite depuis des années. Si l'axe central demeure la marche à l'euro, le gouvernement issu des élections de mars 1998 n'aura aucune marge de manœuvre réelle et nouvelle. »*

Tempête autour de la phrase de François Léotard

LIONEL JOSPIN a exprimé son indignation, mardi 18 mars, au sujet des propos de François Léotard renvoyant dos à dos le Front national et le Front populaire (*Le Monde* du 18 mars). *« Une telle proclamation est une insulte à l'Histoire. Elle revient à mettre sur le même plan Blum et Pétain »*, a déclaré le premier secrétaire du PS, en relevant que la phrase du président de l'UDF venait *« en relais d'une déclaration aussi scandaleuse de M. Hervé de Charette »*. Fustigeant *« un manque de responsabilité à l'égard de la République »* et égratignant au passage Alain Juppé, qui disait traiter *« comme des adversaires la gauche et le Front national »*, M. Jospin a établi une distinction entre *« le parti et les groupes qui sont les ennemis de la République »* et ceux *« qui se font concurrence dans la République »*.

A l'Assemblée nationale, mardi, Laurent Fabius, président du groupe socialiste, a interrogé M. Juppé sur les propos de M. Léotard, qui, a-t-il dit, *« sont non seulement une insulte à l'Histoire, non seulement une insulte aux millions de Français qui ne confondent pas ceux qui ont défendu les valeurs de la République et ceux qui ne cessent de les menacer, mais (…) une insulte à des hommes qui ont mis leur vie en péril pour que, ici, nous puissions parler libres »*. *« Chacun, ici*, a répondu le premier ministre et président du RPR, *connaît mes convictions et mon attachement aux valeurs de la République, et j'estime donc ne pas avoir de leçon de morale à recevoir, surtout lorsqu'elles viennent de ceux-là mêmes qui ont fait pendant tant d'années, objectivement, le jeu du Front national, jusqu'à lui ouvrir les bancs de cet hémicycle en instituant le scrutin proportionnel intégral. »*

« Personne n'a le monopole de la résistance », a-t-il continué, en soulignant que *« beaucoup »* de membres de la majorité avaient été *« profondément blessés »* quand certains socialistes avaient *« comparé la situation d'aujourd'hui et celle du gouvernement de Vichy »* à propos du projet de loi Debré sur l'immigration.

Président du groupe UDF, Gilles de Robien, a pris mardi, au cours de son point de presse hebdomadaire, la défense de M. Léotard, en affirmant que ce dernier *« ne confond pas une opposition républicaine et un parti de haine qui essaie de construire son succès sur cette haine »*. *« Il a fait suffisamment de gestes pour oublier un mot »*, a ajouté M. de Robien. De son côté, interrogé par l'Association de la presse diplomatique, M. de Charette a confirmé son point de vue en déclarant : *« L'un* [le PS] *est un rocher, et l'autre* [le Front national] *est un tourbillon. Il faut éviter les deux. »*

Le contrôle des étrangers vu par Charles Pasqua en 1986

EN OCTOBRE 1986, le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, prônait la vérification par le maire du départ effectif des visiteurs étrangers hébergés dans sa commune. C'est ce qui ressort de sa réponse à une question écrite posée par Claude Reymann, alors député (UDF) du Bas-Rhin, sur le décret du 27 mai 1982 relatif aux conditions d'hébergement des ressortissants étrangers en visite en France. *« Il appartient bien, dans l'esprit des textes en vigueur, aux magistrats municipaux de faire procéder à des vérifications pour s'assurer du départ effectif des visiteurs étrangers et, lorsqu'ils constatent des séjours irréguliers, de saisir les services préfectoraux (…) ou de saisir directement le parquet »*, écrivait le ministre de l'intérieur.

CERTIFICATS D'HÉBERGEMENT

Janine Jambu, maire de Bagneux et député (PCF) des Hauts-de-Seine, se réfère à cette réponse, publiée au *Journal officiel* du 27 octobre 1986, pour justifier l'institution par sa mairie d'une attestation de fin d'hébergement, qu'elle demandait à chaque hébergeant de lui retourner (*Le Monde* du 1er mars). *« Cette disposition administrative n'a pour autant jamais constitué, à Bagneux, une condition à la délivrance des certificats d'hébergement »*, affirme-t-elle, en précisant avoir délivré, en 1996, quatre cent neuf certificats d'hébergement et n'en avoir rejeté que deux.

A l'Assemblée, Mme Jambu s'était insurgée contre l'article Ier du projet de loi Debré, qui prévoyait précisément l'obligation pour les hébergeants de déclarer à la mairie le départ de leurs invités étrangers, sous peine de sanctions. Cet article a finalement été retiré du texte, dont l'adoption définitive par le Parlement est prévue le 26 mars. *« Il ne saurait y avoir d'amalgame entre* [la] *procédure* [appliquée à Bagneux] *et l'esprit, la logique, les objectifs des lois Pasqua et de la loi Debré, compte tenu du contexte politique dans lequel elles interviennent »*, assure Mme Jambu. A travers le projet Debré, estime-t-elle, *« c'est bien une logique régressive et répressive qui est à l'œuvre, avec la mise en place d'un contrôle et d'un fichage policier, que je dénonçais dans mon intervention à l'Assemblée nationale »*.

Les formulaires d'attestation de fin d'hébergement ont cessé, depuis la fin février, d'être joints aux certificats d'hébergement délivrés par la mairie de Bagneux.

Pascale Sauvage

Le développement de Canal Plus pourrait être freiné par les députés

L'ASSEMBLÉE NATIONALE pouvait-elle y échapper ? Les députés, qui ont commencé mardi 18 mars l'examen du projet de loi sur l'audiovisuel, se sont trouvés écartelés entre deux puissances rivales. D'un côté, la Générale des eaux, Havas et Canal Plus, de l'autre un nouveau groupe en cours de constitution autour de Bouygues, la Lyonnaise des eaux, TF 1 et M 6.

Pour éviter tout soupçon, le président du groupe RPR, Michel Péricard, a dû faire une mise au point. *« L'empressement des groupes de pression à se faire entendre montre à quel point le domaine de la communication est devenu un enjeu économique et financier. Je tiens donc à affirmer que le groupe RPR ne se fera pas le porte-parole d'un lobby plutôt que d'un autre »*, a averti le député des Yvelines.

Auparavant, en défendant une exception d'irrecevabilité sur le projet de loi, Jacques Guyard (PS, Essonne) s'était ému de l'évolution du paysage télévisuel. *« Nous assistons à un moment fort dans le Monopoly audiovisuel, avec une véritable bipolarisation des médias »*, a-t-il déclaré. Selon lui, le texte ne prévoit *« aucun garde-fou sur les risques de concentration dans la presse et les médias »*. Pire, *« il abolit les dispositifs mis en place à cette intention dix ans plus tôt »* et *« place en situation de victime toute désignée le service public de l'audiovisuel, et notamment France Télévision, qui, en tant qu'actionnaire du bouquet numérique TPS copiloté notamment par TF 1, M 6 et la Lyonnaise des eaux, devient l'otage d'un combat qui n'est pas le sien »*.

Alors que le Sénat avait refusé de prendre position dans le bras de fer qui opposait la Générale des eaux et la Lyonnaise des eaux dans l'épineux dossier des décrochages locaux réclamés par M 6 (codétenue par la Lyonnaise des eaux et la CLT), les députés se sont montrés moins timorés.

Finalement, M 6 devrait obtenir gain de cause dans son combat visant à multiplier et allonger ses décrochages locaux. La commission des affaires culturelles a déposé un amendement qui autorise le Conseil supérieur de l'audiovisuel à *« publier un appel à candidature »* pour ces décrochages. *« Le CSA pourra retenir soit le décrochage local d'une chaîne nationale, soit une télévision locale, soit les deux, qui partageront alors la même fréquence »*, a expliqué le rapporteur Christian Kert (UDF, Bouches-du-Rhône).

La commission a aussi souhaité *« favoriser les partenariats avec la presse locale »* et interdire *« la publicité locale dans ces décrochages »*. L'allongement des décrochages rapportera, selon Jean Cluzel, sénateur centriste, entre 60 et 300 millions de francs par an à M 6. TF 1 pourrait aussi se lancer dans cette aventure si cet amendement était adopté.

Ces décrochages, véritable menace pour France 3, avaient été combattus par la Générale des eaux, actionnaire de deux télévisions locales fortement déficitaires, TLM à Lyon et Télé Toulouse. Aujourd'hui, le groupe présidé par Jean-Marie Messier semble se satisfaire de l'« amendement M 6 ». Sans doute a-t-il obtenu des compensations ailleurs, peut-être dans la vente de ses réseaux câblés.

BATAILLE À COUTEAUX TIRÉS

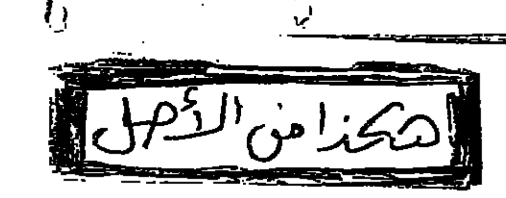
La Générale des eaux-Canal Plus contre la Lyonnaise des eaux et Bouygues. La bataille à couteaux tirés entre ces coalitions rivales se reflète dans les amendements déposés, qui seront examinés en séance publique à partir de mercredi. Ainsi, les partisans de TPS, le bouquet de TF 1, ont tenté de bloquer le développement de leur adversaire Canal Satellite, bouquet de Canal Plus.

La commission a adopté une proposition *« limitant à deux ans l'exclusivité de France 2 et France 3 en numérique sur le bouquet TPS »* à condition d'imposer, à l'issue de ce délai, une véritable compatibilité des décodeurs. AB Sat et Canal Satellite ayant signé cette semaine un accord permettant de capter leurs bouquets respectifs avec un même boîtier, l'opposition s'est étonnée du délai accordé à TPS alors que le décodeur unique est déjà une réalité.

Canal Plus serait gêné par un autre amendement de la commission interdisant *« sous certaines conditions l'exclusivité de retransmissions de certains événements sportifs français »*.

Par ailleurs, deux députés, Dominique Paillé (UDF, Deux-Sèvres) et Philippe Langenieux-Villard (RPR, Isère) souhaitent déposer un amendement visant à interdire toute publicité sur Canal Plus. Une initiative qui n'a pratiquement aucune chance d'être suivie mais qui montre qu'une partie de la droite n'est guère favorable à la chaîne cryptée.

Caroline Monnot et Nicole Vulser



ALIMENTATION Le 20 mars 1996 éclatait la crise dite de la « vache folle ». Un an plus tard, la consommation de viande bovine a, en France, chuté de 10 %, moins que dans d'autres pays européens. La crise semble avoir été enrayée par les systèmes de labels de qualité et d'étiquetage encouragés par les pouvoirs publics. ● CETTE CRISE a néanmoins modifié nos habitudes alimentaires. Selon le sociologue Bertrand Hervieu, la « vache folle » nous *« permet de comprendre la désorientation des éleveurs et des agriculteurs ». « Ils n'ont fait que ce que les firmes et l'économie leur demandaient de réaliser »*, ajoute-t-il. ● LA CATASTROPHE économique, annoncée par certains, n'a pas eu lieu. La multiplication des aides, les mesures de stockage et la hausse des exportations ont empêché un effondrement des cours de la viande bovine. L'année 1996 a même été bonne dans certains secteurs de la filière.

En un an, le choc de la crise de la « vache folle » a été amorti

La baisse de la consommation de viande bovine a été de 10 % en France. Les comportements d'achat se sont reportés sur les viandes blanches, mais surtout sur les labels de qualité, limitant ainsi l'ampleur des changements intervenus dans nos habitudes alimentaires

LE CHOC a été rude mais le pire est évité. La « vache folle » n'a pas terrassé le steak. Le 20 mars 1996, le gouvernement britannique admettait l'hypothèse d'un lien entre la maladie neurodégénérative de Creutzfeldt-Jakob et l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), déclenchant la crise dite de la « vache folle ». Un an plus tard, la consommation de bœuf s'est stabilisée à un niveau inférieur de 10 % à celui de 1995, selon les estimations de la Secodip, qui mesure les achats des ménages.

Aux moments les plus forts de la crise, durant les mois d'avril, mai et juin, la chute avait parfois dépassé les 20 %. *« Nous sommes revenus à un niveau de consommation que peu de professionnels espéraient »*, avoue-t-on aujourd'hui au Centre d'information des viandes (CIV). Comparativement à d'autres pays européens, comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne, la France est d'ailleurs relativement épargnée (*lire ci-contre*). Bien rares sont, à en croire la Secodip, les Français qui ont complètement délaissé steaks et entrecôtes par crainte de la « vache folle ».

Dans leur quasi-totalité, les consommateurs se sont contentés de réduire fortement dans un premier temps, puis de façon très modérée dans un second, leurs achats de viande bovine au profit d'autres protéines animales. Le poisson frais, déjà placé auparavant sur une courbe ascendante, a *« un peu »* profité de la crise, selon la Secodip, de même que la viande de cheval, qui, elle, était sur le déclin. Mais ce sont surtout les viandes blanches qui gagnent du terrain, à l'instar du poulet (+10 %), de la dinde (+5 %), du porc (+4 %). En revanche, les abats de toutes espèces sont sinistrés (– 23 %), et les tripiers apparaissent comme les grandes victimes de la crise.

Au triomphe des viandes blanches s'ajoute celui des signes de qualité (Label rouge, AOC, certifications de conformité, logo AB de l'agriculture biologique, marques collectives), bouleversement majeur apporté par cette année de crise. *« Avant la « vache folle »*, note le directeur du CIV, Louis Orenga, *seule l'origine géographique des viandes était très fortement réclamée, les consommateurs considérant comme anormal de ne pas l'avoir alors qu'elle figurait sur l'ensemble des autres produits frais. Mais moins d'un quart d'entre eux était intéressé par les démarches de qualité. Cela a évolué de façon colossale, le marché se segmentant sous la poussée de la demande de produits identifiés et de qualité supérieure. A l'opposé, 20 % de consommateurs ne se déterminent qu'en fonction du prix. »* Claude Fischler, directeur de recherche au CNRS, acquiesce : *« On s'est tourné vers la qualité, mettant tout simplement en application le principe bien français selon lequel ce qui est bon ne peut pas faire de mal… »*

La connaissance des signes distinctifs de qualité a fait un bond. Une enquête Carrefour-Crédoc, réalisée en février, montre ainsi qu'un tiers des consommateurs interrogés sont désormais capables de citer spontanément le Label rouge. Ils n'étaient que 15 % en juillet 1996. *« La crise de la "vache folle" a accentué le besoin de sécurité des consommateurs. Il passe à la fois par un besoin d'identification des produits, l'assurance de leur parfaite fiabilité et le rattachement à des valeurs connues et donc perçues comme sûres »*, estime-t-on à l'Association nationale des industries agroalimentaires (ANIA). D'où *« l'attention plus soutenue portée par les Français aux signes de qualité »* et *« le succès des terroirs et des spécialités régionales, des recettes "à l'ancienne" »*. Tous les repères sécurisants sont bons à prendre. Le marché des produits biologiques se développe, selon l'ANIA : Monoprix distribue des fruits et légumes « bio », Auchan du bœuf tout aussi écologique, et les grands noms de l'industrie agroalimentaire s'y intéressent de près (Danone, Besnier). L'INRA évalue même à 15 % les consommateurs attirés par ces produits biologiques alors que 2,2 % seulement font d'ores et déjà partie de la clientèle « bio ».

Ces évolutions se poursuivront-elles ? La crise a été trop forte pour ne laisser aucune trace, en termes quantitatifs tout du moins, estiment les spécialistes, à l'instar de Pierre Combris, qui dirige le laboratoire de recherche sur la consommation de l'INRA. Il est convaincu que, même si du terrain est regagné, on ne reviendra jamais au niveau de consommation précédent. D'ailleurs le *« choc »* n'a fait que mettre davantage en évidence, et accélérer, une tendance sous-jacente de moindre consommation de viande rouge (*Le Monde* du 24 avril 1996). Ce sont d'ailleurs les milieux aisés, éduqués, et les jeunes, ceux qui avaient déjà tendance à moins consommer de viande rouge, qui ont marqué la plus grande désaffection vis-à-vis du bœuf depuis mars 1996.

« Une baisse de consommation de 10 % en un an est tout à fait exceptionnelle, surtout pour un marché aussi régulier que le bœuf, même s'il était en déclin de 1 % à 2 % par an depuis quinze ans », insiste François Rulier, de la Secodip. Et Claude Fischler d'évoquer un *« ébranlement au centre de notre alimentation »*. *« Une chute de 10 % en France, où le bœuf est au centre de notre consommation, où l'on dit "gagner son beefsteak", est plus importante qu'une baisse de 50 % en Grèce où il s'agit d'une viande secondaire*, dit-il. *Depuis qu'une distance s'est créée entre l'aliment et le mangeur, l'anxiété n'a jamais cessé. Aucune des crises précédentes* [veau aux hormones, additifs, pesticides…] *n'avait été aussi profonde, radicale. »*

La viande rouge était considérée comme l'un des produits les plus naturels de notre consommation alimentaire. Cette image positive explique tout à la fois l'ampleur du traumatisme causé par la « vache folle » et les limites de la désaffection. *« La viande rouge symbolise l'aliment sain pourvoyeur de force. Cette image ne pouvait pas se détériorer complètement en un an »*, souligne Patrick Babayou, du Crédoc, pour lequel *« la vache folle a été ressentie comme une maladie, pas comme une dégradation définitive »* par les plus gros mangeurs de viande rouge. *« Notre modèle alimentaire s'est progressivement mis en place depuis le XIXe siècle, a été conquis de haute lutte après les privations de la guerre. La plupart des Français y sont très attachés »*, complète Pierre Combris.

OBLIGATION DE TRANSPARENCE

Les assurances données par les pouvoirs publics, la filière bovine et les distributeurs ont par ailleurs contribué à circonscrire le désastre. En mai 1996 apparaissait le logo VBF certifiant l'origine française de la viande, qui était présent dans 55 % des points de vente dès juin. Puis vint la communication sur la *« traçabilité »* des viandes, le développement de l'offre sous signe de qualité, les démarches de partenariat engagées par les distributeurs avec les éleveurs, soumis à des cahiers des charges précis. En janvier était lancé le sigle CQC (critères qualité contrôlés)…

« Toutes ces informations, dont on a pris le temps de démontrer la fiabilité, ont rassuré un consommateur de plus en plus rationnel », note-t-on au Crédoc. En application d'un arrêté du 19 février, tous les morceaux de viande de bœuf devront même, à partir du 1er juin, comporter l'origine nationale, le type racial (du troupeau laitier, allaitant ou mixte) et la catégorie (jeune bovin, bœuf, taureau, vache, génisse).

En contraignant la filière bovine à se mobiliser, la crise de la « vache folle » aura paradoxalement contribué à sa survie. Même au CIV, on reconnaît que *« si rien ne s'était passé, davantage de parts de marché auraient sans doute été perdues à long terme puisque la filière n'avait pas conscience qu'elle devait évoluer »*. En des termes plus abrupts, la présidente de l'UFC-Que choisir, Marie-José Nicoli, aboutit au même constat : *« La crise a obligé une filière à devenir un peu plus transparente, à évoluer vers la qualité alors qu'avant, on ne disait rien pour vendre tout, y compris de la cochonnerie, au même prix… »*

Pascale Krémer

ON FAIT ATTENTION À CE QU'ON MANGE AU MOINS UNE FOIS SUR DIX.

PESSIN

Les aliments toujours interdits

● **Abats provenant de bovins nés avant le 31 juillet 1991.** La moëlle épinière, la cervelle, les amygdales, la rate, le thymus et l'intestin grêle des bovins nés avant le 31 juillet 1991 (soit un an après l'interdiction de l'utilisation des farines de viandes pour l'alimentation des bovins) ont été retirés de la consommation.

● **Abats provenant de bovins et d'ovins nés après 1991.** Est également interdit le système nerveux central (yeux, cervelle, moëlle épinière) des bovins nés après 1991 et âgés de plus de six mois, de même que celui des ovins et caprins âgés de plus de douze mois.

● **Triperies.** Tous les abats en vente chez les tripiers peuvent être consommés sans aucune inquiétude puisque c'est au niveau des abattoirs que s'effectue le tri des abats, sous le contrôle des services vétérinaires.

Une chute dans toute l'Europe

Dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, le repli de la consommation de viande bovine a été de 9 % en 1996 par rapport à 1995, indique Jean-Claude Guesdon, qui anime le groupe d'économie du bétail au sein de l'Institut de l'élevage. Avec une chute d'environ 10 %, la France, comme l'Italie, se situe donc à un niveau proche de la moyenne. Les pays où l'impact de la crise a été le plus faible sont les pays nordiques (Suède, Danemark), ainsi que la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, selon M. Guesdon. La baisse n'y a pratiquement pas été perceptible. La Grèce, elle aussi, n'a finalement connu qu'un faible recul même si la consommation de bœuf a été fortement pénalisée dans les premiers temps. L'Espagne et le Portugal enregistrent une chute comprise entre 10 et 15 %. Le Royaume-Uni et l'Allemagne ont été les plus réactifs, leur consommation bovine se situant en 1996 aux alentours de – 15 %.

La baisse des cours de la viande a été relativement limitée

Exportations, stockages et primes ont eu des effets positifs

LES CASSANDRES qui prédisaient dès le printemps 1996 des catastrophes en chaîne à tous les échelons de la « filière » bovine ont sans doute crié un peu fort. Certes, 1996 restera une mauvaise année pour les éleveurs, les abattoirs, les bouchers et les tripiers. Mais grâce à des aides compensatoires nationales (qui, à coup sûr, ont dépassé les plafonds officiels autorisés par Bruxelles) et communautaires massives et revalorisées, les dégâts ont pu être limités. Les baisses de consommation de viande bovine ont d'ailleurs été plus fortes en Italie, Allemagne et outre-Manche qu'en France.

CONFIANCE RETROUVÉE

Sauf pour la catégorie des jeunes bovins, les cours à la production n'ont pas connu d'effondrement spectaculaire. Et, depuis le début de 1997, la dégringolade semble enrayée. On constate même pour les vaches de réforme (qui donnent l'essentiel de la viande bovine consommée par les Français) une légère reprise (+ 20 centimes par kilo par rapport à l'an dernier). *« Les vaches allaitantes démarrent l'année sous de bons auspices »*, titre même *Tendances*, la lettre de conjoncture de l'Institut de l'élevage, dans son numéro de mars.

Comme, d'après les experts, les disponibilités d'animaux femelles vont se restreindre dans les prochains mois, l'équilibre relatif actuel entre l'offre et la demande ne devrait pas se détériorer excessivement. Les prix payés aux producteurs devraient, en principe, se « tenir ».

On ajoute à l'Ofival (Office interprofessionel des viandes et de l'aviculture) que les importations de viande fraîche en France sont limitées et le resteront, ce qui aura tendance à maintenir une certaine fermeté du marché. Autre élement favorable : les consommateurs retrouvent peu à peu, semble-t-il, le chemin de la confiance grâce aux efforts d'identification et d'étiquetage. Sur cette politique dite de « traçabilité », la France et l'Allemagne, à l'inverse de la Grande-Bretagne par exemple, souhaitent une réglementation européenne plus rigoureuse.

La baisse moyenne des cours aura été d'environ 9 à 10 % l'an dernier. « *Mais*, comme le souligne Florence Castel-Fiat, du service central des enquêtes statistiques du ministère de l'agriculture, *il faut tenir compte de la baisse programmée des prix de soutien* [– 15 % en trois ans], *décidée en 1992, lors de la réforme de la politique agricole commune* [PAC]. *La baisse observée serait donc* [seulement] *de l'ordre de 6 % par rapport au cours moyen attendu* » par les éleveurs.

Alors qu'on croyait que la crise de l'ESB casserait net les exportations aussi bien vers l'Union que vers les pays tiers (Iran, Russie notamment), elles ne se portent pas mal. Dès août 1996, le solde du commerce extérieur atteignait un niveau record du même ordre qu'à l'été 1995. Les broutards – ces jeunes bovins mâles de neuf à dix mois, originaires du Massif Central et pour lesquels l'Italie constitue un débouché traditionnel très important – se sont vendus en grand nombre entre septembre et décembre 1996. Les engraisseurs de la plaine du Pô ont abondamment regarni leurs étables avec des animaux de bonne conformation. Non seulement la catastrophe redoutée ne s'est pas produite, mais, en termes quantitatifs, l'année 1996 aura été un bon cru.

« ACHATS D'INTERVENTION »

La politique européenne de stockage, appelée « achats d'intervention », a eu des effets bénéfiques. Au 15 mars, plus de 500 000 tonnes de viande remplissaient les « frigos » des Quinze, dont 137 000 tonnes d'origine allemande et 104 000 d'origine française… contre seulement 8 000 tonnes il y a un an. Ces stockages, qui apparaissent comme un bon moyen de réguler le marché en écrêtant les pics de production excessive de viande, ont favorisé la relative fermeté des cours. Les volumes de stockage autorisés devraient cependant baisser cette année (350 000 tonnes au maximum) pour se conformer aux objectifs fixés par la Commission de Bruxelles en 1992.

François Grosrichard

Bertrand Hervieu, sociologue et directeur de recherches au CNRS

« Une double rupture dans l'histoire de l'agriculture et dans celle de l'alimentation »

« Quelle analyse peut-on faire de la théâtralisation de la crise de la « vache folle » depuis un an ?

– Cette crise aura marqué une double césure, dans l'histoire de l'agriculture et dans celle de l'alimentation. La première rupture est celle de l'éloignement de la nature. Jusqu'à une date relativement récente, les sociétés avancées avaient certes conscience d'un éloignement d'avec la nature à cause de l'urbanisation. Mais il y avait l'idée très répandue qu'un espace demeurait, où l'on continuait à entretenir une relation ancestrale avec la nature. Cet espace était celui du monde agricole.

» Cette crise nous dit brutalement la réalité, à savoir que le monde agricole est bel et bien dans la société moderne, qu'il est lui aussi coupé de la nature, même s'il fait profession de gérer du vivant. Il n'y a plus d'espace rêvé où l'homme n'aurait pas reconstruit sa relation avec le végétal et l'animal. La médiation de la science et de la technologie l'emporte très largement sur la transmission d'un savoir traditionnel.

– Cette prise de conscience explique-t-elle le sentiment répandu que l'éleveur nous a en quelque sorte trahi en donnant par exemple des farines animales à des animaux ?

– Oui. Et cela est d'autant plus marqué que l'on a prêté au monde agricole une pratique qui aurait été soustraite à la modernité et aux contraintes économiques. Cette situation était confortée par l'ambiguïté que le monde agricole entretient sur sa propre image et qui a renforcé l'impression de trahison. Ce monde ne sait pas trop où il en est, oscillant entre deux modèles. Il y a d'abord une fierté de chefs d'entreprise, d'exportateurs hautement performants. C'est ainsi que pour le cinquantième anniversaire de la FNSEA, le seul représentant d'une force syndicale invité à la tribune était celui du CNPF.

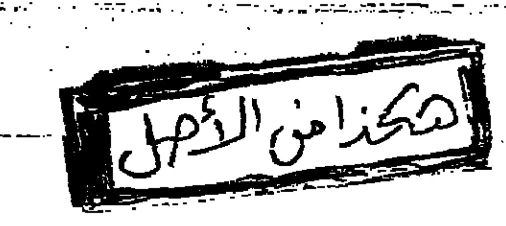
» Mais il y a aussi, entretenue, une image d'hommes de la terre empreints de sagesse paysanne, etc. Le malentendu est énorme. La « vache folle » nous fait découvrir tout cela et nous permet aussi de comprendre la désorientation des éleveurs et des agriculteurs. Ces derniers, qui nous ont dit qu'ils étaient libres et responsables, reconnaissent aujourd'hui qu'ils n'ont fait que ce que les firmes et l'économie leur demandaient de réaliser. Dans un tel brouillage, toute l'irrationalité peut s'engouffrer.

– Les initiatives actuelles en matière d'étiquetage, d'identification, d'« appellation d'origine contrôlée » seront-elles des réponses efficaces ?

– C'est une condition nécessaire mais nullement suffisante. Il ne s'agit pas seulement d'étiqueter le produit fini mais de savoir quels sont les procédés de production, que ce soit pour le végétal ou l'animal. L'étiquetage de l'origine peut se transformer en une énorme mystification. Il ne suffit pas qu'une vache soit française pour qu'elle ne soit pas folle. Si on se contente d'un étiquetage superficiel, dans un bref délai, tout pourrait exploser puisque le consommateur et le citoyen auraient l'impression qu'il n'y a aucun garde-fou possible.

» Il faut ajouter que nous n'avons jamais aussi bien mangé depuis les quinze ou vingt dernières années, en terme de variété, de quantité ou de fraîcheur. Mais il est vrai aussi que nous n'avons jamais aussi peu su ce que nous mangions. Nous entrons dans un univers d'une alimentation abstraite, reconstruite, recuisinée. L'éloignement entre la table et le végétal ou l'animal est immense. La génération de l'après-guerre a vu le passage de la pomme de terre à la purée industrielle et aux chips, le passage du concret à l'abstrait. Nos enfants sont dans un univers du flocon, de la brique, du petit pot. Ils sont dans l'abstrait et, puisque la transmission n'est plus héritée, il faut une nouvelle éducation, sans quoi notre société va perdre des pans entiers de sa culture. »

Propos recueillis par Jean-Yves Nau



Aux assises des Alpes-Maritimes, une cassette enregistrée à son insu accable Jean-Louis Turquin

Un incroyable « Je t'aime moi non plus » sur fond de meurtre

Au deuxième jour du procès de Jean-Louis Turquin, ce vétérinaire accusé du meurtre de son fils de huit ans, Charles-Edouard, en mars 1991, la cour d'assises des Alpes-Maritimes a écouté un enregistrement sonore réalisé par Michèle Turquin, l'épouse de l'accusé, à la demande de la police. Aveux ou simple *« jeu de rôle »*, comme le prétend le vétérinaire, les jurés devront trancher.

NICE
de notre envoyé spécial

« – Pourquoi tu l'as enterré aussi loin de chez nous, Charles-Edouard ?


PROCÈS

– Parce que je ne savais pas où le mettre (...). Je voulais le mettre vers Lucéram, pour faire croire que c'est Jean-Marc.

– Pourquoi là-haut ? Pourquoi près du col de Braus ?

– Parce que ça s'est passé comme ça (...). Je ne veux plus parler de ça.

– Toi, tu ne veux plus en parler et moi je n'ai pas encore fini...

– Il faut plus parler de ça. Il faut parler de l'avenir. C'est pas en parlant sans cesse de ces choses épouvantables que cela va arranger les choses.

– Mais pourquoi tu l'as étranglé, plus qu'autre chose ?

– Ça s'est passé comme ça (...). Si j'avais pris un canif, il y aurait eu du sang partout. Ça s'est passé comme ça (...). Je ne veux plus parler de ça, Michèle. Je t'ai dit toute la vérité, toute la vérité (...). »

Ce sont deux filets de voix ténus et monocordes qu'un expert acoustique est allé puiser au fin fond d'une bande magnétique saturée de bruits parasites. Le timbre nasillard de Jean-Louis Turquin est reconnaissable. Au premier plan, la voix de Michèle, son épouse, est plus forte. A intervalles réguliers, incongru, un merle des Indes ponctue la conversation captée à l'insu du vétérinaire dans son cabinet. La scène se déroule le 6 mai 1991, soit six semaines après la disparition, le 21 mars, du fils du couple Turquin, Charles-Edouard, huit ans, dont le corps n'a jamais été retrouvé (*Le Monde* des 18 et 19 mars).

La cour d'assises des Alpes-Maritimes a écouté une première version du quart d'heure enregistré sur une microcassette de dictaphone achetée par Michèle Turquin le jour même. La cassette originale était une suite de *borborygmes d'une bande lue à* trop faible vitesse. Il a fallu quinze jours d'expertise pour décrypter. L'expert a donc livré à la cour une version « débruitée », ténue mais audible. Sur le banc de la partie civile, Michèle Turquin enfouit sa tête dans ses bras. C'est à la demande des policiers qu'elle a procédé à l'enregistrement.

Très tôt, la mère de Charles-Edouard, qui avait quitté son mari en février 1991 à la suite de violences conjugales, avait fait part de ses soupçons aux enquêteurs et enregistré des conversations téléphoniques. La cour d'assises les entend également. Quelques jours après la disparition de l'enfant – peu de temps auparavant, il avait eu confirmation qu'il n'en était pas le père naturel –, Jean-Louis Turquin affirme qu'il est en contact avec des radiesthésistes. Ils lui ont dit que Charles-Edouard était vivant. Peut-être *« avec des romanos »*. Mais le vétérinaire se montre surtout attentif aux intentions de sa femme quant à la procédure de divorce qu'elle a récemment engagée. L'absence d'émotion confine au cynisme, suscite l'étonnement, puis l'angoisse. L'obsession du retour de l'épouse est récurrente. *« La seule solution, c'est que tu m'aimes »*, dit le mari.

Défilent alors de longues minutes de dialogues et de silences incroyables, entre Godard et Rohmer. Une bande-son quasi surréaliste d'un long *« Je t'aime moi non plus »* parsemé de miaulements de chats malades et de sifflements de merle enjoués. *« Toute mon existence, j'ai agi pour toi,* dit le vétérinaire à sa femme, *même quand je t'ai fait des vacheries. »* Ou encore : *« En décembre* [quand il apprend les dernières infidélités de son épouse], *je me demande si j'aurais pas mieux fait de prendre ma 22 long rifle et te tuer. Mais je peux pas te tuer, parce que je t'aime. »*

Puis, le 25 avril 1991, inlassablement soumis à la question, Jean-Louis Turquin avait parlé d'un enlèvement : des personnes contactées par Minitel retiendraient Charles-Edouard au Maroc. Il subordonnait la réapparition de l'enfant à l'acceptation par sa femme de la reprise préalable de la vie commune. Enfin le 27, elle avait consenti à une relation sexuelle. Son mari avait alors éludé les questions sur le Maroc. Elle lui avait dit qu'elle pensait qu'il avait tué son enfant et il lui avait dit qu'elle avait raison.

« À DROITE OU À GAUCHE ? »

Avec les policiers, elle avait donc décidé de lui faire redire ce qu'il avait avoué pour l'enregistrer. Le 6 mai, elle avait pris rendez-vous pour 18 heures. Les époux avaient eu un nouveau rapport sexuel. *« On a fait l'amour, et tu es belle »*, dit Jean-Louis Turquin au début de la conversation dans son cabinet, évoquant la relation sexuelle qu'ils ont eue deux jours auparavant. Mais Michèle Turquin revient aux questions qui la taraudent : *« C'était à droite de la route ? »*

– (passage inaudible) *Pour passer vingt ans de ma vie en prison, non, écoute.*

– C'était à droite ou à gauche ? Tu dois bien le savoir, hein ?

– (...) *C'était sur la gauche.* (passage inaudible) *Tais-toi, Michèle, il faut arrêter. Il faut fermer la parenthèse. »*

A l'audience, l'accusé, relayé par Mes Jacques Peyrat et Jean-Marc Varaut, soupçonne pour la première fois que la cassette a été trafiquée. Mes Jean-Louis Pelletier et Christian Scolari, conseils de la partie civile, font observer que l'enregistrement a été remis aux policiers à 20 heures, dans la foulée de la rencontre. L'expert exclut la falsification.

Du coup, la cassette vient peser terriblement à charge sur l'accusé. Inculpé d'assassinat le 13 mai 1991 et relâché neuf mois plus tard, Jean-Louis Turquin s'est défendu à l'instruction en expliquant qu'il était sciemment entré dans le *« jeu » de son épouse afin qu'elle* revienne vivre avec lui : *« Je pensais que, si j'avouais quelque chose de faux, elle m'aimerait plus que si je ne lui avouais rien. »* Une explication qu'il a confirmée, mercredi matin, à l'audience.

Mais, déjà, d'autres éléments convergent vers l'accusation. Cette volonté d'impliquer et de compromettre Jean-Marc Courraey, par exemple, qui ressort des écoutes. Or, dès le début, Jean-Louis Turquin avait effectivement orienté les enquêteurs sur l'amant de son épouse, clochard en grande difficulté, demeurant à Lucéram, aujourd'hui placé sous tutelle. A décharge, la défense tente d'orienter les débats sur la « piste israélienne », *l'hypothèse* tardive selon laquelle la mère aurait caché l'enfant à l'étranger. En vain. Dépêché d'Israël, un couple de coiffeurs retrouvé par un détective recruté par l'accusé affirme avoir vu le 21 septembre 1995 dans leur salon une femme et son enfant, qui pourrait être Charles-Edouard. *« Un garçonnet de sept ou neuf ans »*, disent-ils... alors que Charles-Edouard aurait eu à cette date douze ans et demi.

« Chacun essaie de faire pression sur l'autre », résumait Jean-Louis Turquin dans une écoute, ajoutant : *« Et ça finit par des catastrophes. »*

Jean-Michel Dumay

Le face-à-face entre Magdeleine Germon et les profanateurs

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

« Vous êtes des criminels ! Pourquoi avez-vous fait ça ? » Magdeleine Germon se tourne vers les quatre profanateurs de Carpentras, assis juste derrière elle. *« Je ne peux pas vous pardonner »*, leur lance la vieille dame en les montrant du doigt. Les anciens skinheads ne réagissent pas, ils restent prostrés sur leurs bancs de bois, encadrés par des policiers en tenue : Yannick Garnier le repenti, Olivier Fimbry le militaire, Bertrand Nouveau le fragile et Patrick Laonegro l'intellectuel. Il règne dans la salle une intensité rare pour un procès en correctionnelle, un silence digne d'une cour d'assises.


PROCÈS

Tout le monde a les yeux rivés sur cette femme de quatre-vingt-sept ans, assez corpulente, vêtue d'un *chemisier orange et d'un gilet noir.* Ce procès est aussi le sien. Elle l'attend depuis le 10 mai 1990, jour où le corps de son mari, enterré trois semaines plus tôt, a été découvert sur une tombe du cimetière juif de Carpentras. Une plaque « souvenirs des voisins » avait été déposée sur son bas ventre par les profanateurs. Un pied de parasol était placé contre l'anus, de façon à simuler un empalement. Une étoile de David, arrachée d'une tombe voisine, était posée contre sa poitrine.

« CE NE SONT PAS DES HOMMES »

Mme Germon est un peu sourde. Elle n'entend pas les questions de la présidente du tribunal, Monique Sakri. Mais est-elle vraiment venue pour cela, cette grand-mère cramponnée à la barre ? Avec ses propres mots, dans un élan un peu désordonné, elle voudrait surtout évoquer son mari – *« un homme intègre, qui n'a jamais fait de mal à personne »* – et raconter l'épreuve subie : *« Ce sont des monstres, des vermines qui ont fait ça ! Ce ne sont même pas des hommes. Ils m'ont fait trop de mal. »* D'une voix douce, la présidente cherche à intervenir mais la vieille dame mène son témoignage à sa manière, imprévisible et passionnée, préférant s'adresser directement aux prévenus : *« Dites-moi pourquoi je vais souffrir jusqu'à ma mort ? »*

L'un d'eux se lève : Yannick Garnier, celui dont les aveux ont tout déclenché, le 30 juillet 1996. Il s'approche de Magdeleine Germon, la vieille dame aux lunettes de verre fumé. Bien qu'elle soit beaucoup plus petite que lui, il a l'air d'un gamin à ses côtés. *« Nous avons fait cela pour des raisons d'antisémitisme, c'était nos idées de l'époque »*, lui avoue ce jeune homme qui n'ôte jamais sa parka verte. *« Antisémitisme ?*, reprend-elle en levant la tête. *Mais on est tous juifs au départ ! Dieu est juif, Jésus est juif... Alors vous êtes fous ou quoi ? »* Yannick Garnier ne détourne pas le regard. D'une voix honteuse, il lâche : *« Je vous le concède, il y a eu une part de folie. »* Quelques instants plus tard, il ajoute : *« Je regrette, je voudrais simplement vous demander pardon. »* Sans vraiment répondre, Mme Germon va bientôt se rasseoir, visiblement soulagée de s'être exprimée près de sept ans après le début de l'affaire.

Au cours de cette deuxième journée d'audience, elle n'a quitté la salle qu'une seule fois : lors du récit détaillé de la profanation. Au moment où elle s'éclipse, en début d'après-midi, les prévenus viennent de raconter la préparation de leur « expédition » – les reconnaissances, le matériel, l'objectif *« ciblé »* (un cimetière juif) – en insistant sur l'influence quasi dictatoriale de leur chef, Jean-Claude Gos, mort en décembre 1993.

« TENTATIVE DE DÉCAPITATION »

Ils commencent à aborder les faits eux-mêmes. Les mains dans le dos, ils s'avancent à tour de rôle à l'appel de Monique Sakri. Par touches successives, ils se livrent à une sorte de reconstitution à distance, plus ou moins marquée, selon les cas, par une autocritique. Leurs propos s'enchaînent à un rythme soutenu, comme les images d'un mauvais film.

Yannick Garnier : *« Nous avons choisi la tombe de M. Germon parce qu'elle n'était pas recouverte d'une dalle, c'est le hasard. »*

Olivier Fimbry : *« En creusant, on commençait à sentir l'odeur. »*

Yannick Garnier : *« L'un de nous a cassé le couvercle du cercueil avec le pieds de biche. »*

Patrick Laonegro : *« On a ouvert le cercueil, on a vu un linceul. Gos a pris la décision de sortir le corps, je ne sais plus par qui il a été aidé, nous avons déposé le corps sur une pierre tombale. »*

Bertrand Nouveau : *« J'ai joué avec une étoile de David. »*

Patrick Laonegro : *« J'ai placé la plaque* "souvenir des voisins" *sur le ventre de M. Germon. »*

Bertrand Nouveau : *« J'ai essayé de mettre une bouteille de bière vide dans la main du défunt. »*

Patrick Laonegro : *« Quelqu'un, je ne sais plus qui, a lancé une réflexion sur le fait qu'il avait le* "bout coupé", *c'était de l'humour noir. »*

Yannick Garnier : *« Gos s'est livré à une tentative de décapitation, il a donné plusieurs coups de pelle américaine au niveau du cou. Il est devenu comme fou. Ensuite, il a saisi le pied de parasol. »*

Bertrand Nouveau : *« Je pense que Gos voulait faire tenir le mort droit comme s'il était vivant. »*

Yannick Garnier : *« Pour faire un simulacre d'empalement. »*

Bertrand Nouveau : *« L'odeur était très difficile à supporter, la vue, aussi. »*

Yannick Garnier : *« Sur le moment, je n'avais plus aucune référence digne d'un être humain, j'étais un spectateur, incapable de prendre une décision. »*

Olivier Fimbry : *« La scène était difficilement supportable, dans ma tête je me disais qu'on avait été trop loin. »*

Yannick Garnier : *« Cela s'est fait dans un quasi silence. »*

Bertrand Nouveau : *« Il me semble qu'il y avait une ambiance bon enfant ou insultante. »*

La suite est connue. Avant de quitter les lieux, le commando saccage trente-quatre tombes et brise des stèles à coups de pieds. Puis les cinq crânes rasés filent à bord des voitures de Jean-Claude Gos et Patrick Laonegro, les deux leaders du groupe. Plus tard, ils se débarrassent des vêtements ainsi que des pelles, de la pioche, du pied de biche, et font le serment de ne jamais parler à qui que ce soit de ce qu'ils appellent alors *« un coup d'éclat »*. Un serment rompu en 1996 par Yannick Garnier, le seul à s'être levé devant Magdeleine Germon.

Philippe Broussard

« Il ne faut pas confondre le pardon et l'oubli »

Le grand rabbin de France, Joseph Sitruk, a été entendu, mardi* 18 mars, par le tribunal correctionnel de Marseille, en tant que *« témoin culturel »*, selon l'expression de la présidente du tribunal, afin d'expliquer la signification de la mort dans la religion juive. *« Pour nous,* a-t-il dit, *la sépulture de Félix Germon était beaucoup plus que celle d'un homme, c'est la France qui a été insultée, l'humanité qui a été diminuée. »

A propos des quatre anciens skinheads, M. Sitruk a déclaré : *« Je les invite à ne pas être les premières victimes de leur folie, j'aimerais qu'ils se montrent des hommes. »* Interrogé sur un éventuel pardon, il a indiqué : *« Il ne faut pas confondre le pardon et l'oubli. Le pardon n'est que dérision s'il n'est pas sincère. Dieu, lui, sait qui est sincère et qui ne l'est pas. Je souhaite plus qu'une sanction : une leçon. »*

Louise-Yvonne Casetta recrutée par Havas

L'ANCIENNE DIRECTRICE administrative du RPR, Louise-Yvonne Casetta, soupçonnée d'être l'ex-trésorière occulte du parti gaulliste, a été recrutée, selon *Le Canard enchaîné* du mercredi 19 mars, par la société Havas-Voyages comme responsable des achats des services généraux. Mise en examen pour *« recel d'abus de biens sociaux »*, le 6 décembre 1996, par le juge d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine), Patrick Desmure, elle avait dû, brutalement, abandonner le 15 décembre ses fonctions au sein du RPR. Deux dirigeants d'une entreprise de travaux publics de la région parisienne affirment lui avoir remis *« des enveloppes »* contenant de l'argent liquide en échange de l'obtention de marchés de la Ville de Paris, ce qu'elle a, à ce jour, toujours nié.

Le trésorier de la mosquée parisienne touchée par un attentat en garde à vue

LE TRÉSORIER de la mosquée touchée par un attentat à l'explosif, lundi 17 mars, dans le 19e arrondissement de Paris, a été maintenu en garde à vue, dans la matinée du mercredi 19 mars, après la découverte d'une somme d'environ 5 millions de francs en liquide lors de *perquisitions conduites notamment* à son domicile. Il est interrogé par la police judiciaire parisienne sur l'origine et la destination d'une telle somme. La direction de la mosquée a indiqué, par ailleurs, qu'une somme de 60 000 francs, saisie par les policiers dans le lieu de culte, correspondait aux aumônes et aux dons versés par les fidèles lors des prières. L'enquête sur le ou les auteurs de l'attentat n'a, de son côté, pas connu de progression notable.

DÉPÊCHES

■ **SECRET : Le juge d'instruction dijonnais Frédéric Desaunettes a ordonné le renvoi en correctionnelle de Paul Weisbuch,** ancien procureur adjoint de Lyon, pour *« avoir révélé une information à caractère secret »* lors de l'affaire Botton – *« l'implication d'une personne* [Michel Noir, alors maire de Lyon] *dans une procédure d'instruction »* – et d'avoir *« soustrait »* un document dénommé *« mémorandum Sarroca »*, dont *« l'importance ne pouvait à l'époque* [1992] *échapper à personne »*. Cette décision fait suite à une plainte avec constitution de partie civile de Michel Noir, qui considère que ce document aurait dû être joint à la procédure de l'affaire Botton. Pour ces faits, M. Weisbuch a fait l'objet en 1993 d'une mutation disciplinaire à Amiens, où il exerce les fonctions de substitut général. – *(Corresp. rég.)*

■ **IMMIGRATION : un universitaire français d'origine zaïroise a été condamné,** mardi 18 mars, à un an de prison avec sursis pour aide au séjour irrégulier par le tribunal correctionnel de Lille (Nord). Le tribunal a toutefois décidé de ne pas inscrire cette peine au casier judiciaire de Raphaël Bil Botto, quarante-trois ans, pour lui éviter de perdre son emploi de maître assistant à la faculté de Villeneuve-d'Ascq. Un Africain avait tenté en janvier d'obtenir de la préfecture du Nord un renouvellement de permis de séjour en présentant une photocopie du document régulièrement établi au nom de M. Bil Botto. Ce dernier avait rendu son titre de séjour en 1994, lorsqu'il avait acquis la nationalité française.

■ **SANS-PAPIERS : environ un demi-millier de personnes se sont rassemblées, mardi 18 mars, devant l'église Saint-Ambroise** à Paris pour célébrer le premier anniversaire de la *« lutte »* des sans-papiers. Il y a un an, trois cents personnes entraient dans cette église du 11e arrondissement pour obtenir leur régularisation. Les manifestants ont déployé des banderoles réclamant *« le retrait du projet de loi Debré et des papiers pour tous »*.

■ ***OCCUPATION : des familles mal-logées et des employés d'EDF*** ont passé la nuit du mardi 18 au mercredi 19 mars au centre de distribution EDF de Bagneux (Hauts-de-Seine). Soutenus par Droit au logement, Force ouvrière et la CGT, ils protestent contre les menaces de sanctions qui pèsent sur un agent qui a refusé de couper l'électricité d'un immeuble HLM d'Issy-les-Moulineaux, occupé sans titre par plus de soixante familles et frappé d'un arrêté préfectoral d'insalubrité. Les familles réclament le rétablissement de l'électricité.

■ **FRANCOPHONIE : dans son édition du 19 mars, le journal *L'Est républicain*** publie, à l'occasion de la Journée de la francophonie, l'intégralité du rapport controversé de l'épouse du maire de Paris, Xavière Tiberi, sur la coopération décentralisée. En introduction, le quotidien indique : *« Les fautes d'orthographes sont de l'auteur »*.

Le « monôme » des élus du FN contre Michel Noir

LYON
de notre correspondant régional

Le 22 novembre 1996, une trentaine de membres du Front national (FN) ont interrompu la représentation d'*Oncle Vania*, de Tchekhov, donnée par la compagnie Basile Valentin au Théâtre du Point-du-Jour à Lyon. Pénétrant dans la salle par une sortie de secours, jouant de sifflets et d'une *corne de brume, jetant* des boules puantes et des tracts, déployant une banderole, ils ont occupé la scène pendant presque une heure avant d'être évacués par la police. Leur cible : un acteur, Michel Noir, ancien maire de Lyon et encore député (non-inscrit).

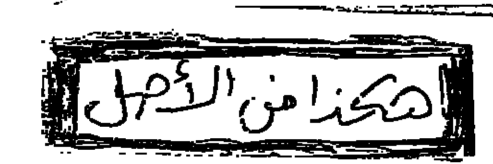
Mardi 18 mars, cinq élus du FN ont comparu devant le tribunal correctionnel de Lyon, présidé par Georges Cathelin. Les prévenus, parmi lesquels figurent Denis de Bouteiller, secrétaire de la Fédération du Rhône du FN, et Philippe Dumez, conseiller municipal de Lyon, ont *« assumé »* ce qu'ils ont appelé un *« chahut »* ou un *« monôme »*. *« Michel Noir avait été condamné, il continuait à toucher des émoluments de l'Assemblée nationale. C'est cela que nous voulions dénoncer »*, a affirmé Denis de Bouteiller.

Dans une courte intervention à la barre, l'ancien maire de Lyon a rappelé ses *« quinze ans de différends »* avec le Front national et les dangers *« de transposer un débat politique sur un terrain artistique »*. L'avocat de la compagnie Basile Valentin, Alain Jakubowicz, a stigmatisé ce *« mariage pernicieux entre des élus et de jeunes nervis »*, en demandant au tribunal de *« mettre un coup d'arrêt définitif »* aux pratiques du FN. L'avocat de Michel Noir, François Saint-Pierre, a souhaité que les prévenus soient condamnés au maximum de ce que prévoit la loi : *« Trois ans d'emprisonnement, 300 000 francs d'amende, et une interdiction des droits civiques »*.

L'un des trois avocats de la défense, Bruno Gollnisch, qui est également député européen, conseiller municipal de Lyon et secrétaire général du FN, a tenté de minimiser les faits reprochés aux prévenus : *« C'est le Front national qui est victime de commandos »*, a-t-il affirmé en évoquant le saccage du stand FN du Salon du livre (*Le Monde* du 15 mars). Puis il a profité de cette tribune judiciaire pour instruire un nouveau procès contre M. Noir, rappelant ses différentes condamnations.

Estimant que les éléments intentionnels de l'opération, les menaces, les violences et les voies de fait étaient *« manifestes »*, le représentant du parquet, Cédric Cabut, a demandé aux magistrats *« d'entrer en voie de condamnation »* tout en s'en remettant à *« la sagesse du tribunal »* pour les peines. Jugement le 15 avril.

Bruno Caussé



TSIGANES Le calme est revenu à Nantes après que la justice a accepté la plainte des familles des deux Tsiganes abattus par un gendarme lors d'un cambriolage (*Le Monde* du 19 mars). Les autorités invoquent la légitime défense, mais le représentant de la loi devrait être mis en examen. ● LA SITUATION des gens du voyage reste difficile : la loi Besson du 31 mai 1990, qui oblige les communes de plus de 5 000 habitants à installer des aires d'accueil, est mal appliquée. On estime les places de caravane à 10 000, alors qu'il en faudrait 60 000. ● LES TSIGANES – manouches, gitans ou roms – sont entre 200 000 et 400 000, presque tous Français, beaucoup étant sédentaires. ● À VERRIERES-LE-BUISSON (Essonne), cependant, la politique d'accueil qui est menée par la municipalité donne des résultats positifs.

La loi Besson n'a pas résolu le problème de l'accueil des gens du voyage

Sept ans après la promulgation de mesures d'intégration, les 200 000 à 400 000 nomades restent encore une communauté à part dans la société. Dans leur quasi-totalité, les Tsiganes sont pourtant de nationalité française et se sédentarisent de plus en plus

« LE PROBLÈME de l'habitat symbolise parfaitement notre rapport à la population tsigane. Confusément, toute caravane est illégitime parce que les gens du voyage sont considérés comme illégitimes. Or il faudrait que les maires acceptent que certains de leurs administrés vivent, toute l'année, en caravane », souligne François Lacroix, responsable de l'Association d'aide aux gens du voyage de l'Essonne. *« La localisation des aires d'accueil sur les communes parle d'elle-même*, poursuit-il – [en dehors de l'agglomération, sur des terrains souvent insalubres et coincés entre les routes, parfois près des décharges] –, *pourtant ces aires doivent être considérées comme des lieux de vie normaux et permanents pour cette catégorie de la population française que sont les gens du voyage et vis-à-vis de laquelle la société doit perdre son sentiment de simple tolérance au profit d'une complète assimilation. »*

Soucieuse de ne pas retomber *« dans les erreurs du passé »*, Verrières-le-Buisson (Essonne) peut se flatter d'avoir mis sur pied une *« expérience originale »* d'accueil. Depuis avril 1996, la municipalité loue, en contrat-bail, cinq parcelles de terrain clôturées sur une surface totale d'environ 1 300 mètres carrés. Chaque lot, qui peut accueillir jusqu'à quatre caravanes permanentes pour un loyer mensuel de 900 francs, possède une maison commune en dur dotée d'une pièce de séjour, d'un coin-cuisine et de sanitaires. Eau et électricité à l'avenant, à la charge des locataires. Un responsable, librement choisi par les occupants dont il est le mandant, joue le rôle de syndic. Les caravaniers peuvent mettre la clé sous la porte pour voyager. Si le loyer est payé, ils sont sûrs de retrouver leur point d'attache à leur retour.

DES DROITS ET DES DEVOIRS

Pour Guy Andraud, chargé du logement et de l'urbanisme à la mairie de cette commune de près de 15 000 habitants, cette *« formule »* est le résultat d'un travail approfondi entre les édiles, les services sociaux et les gens du voyage, et d'une action de persuasion menée en direction de la population verriéroise. *« Il fallait susciter un changement de mentalité chez les uns et les autres*, dit-il, *considérer les gens du voyage, rattachés à notre commune, comme des Verriérois à part entière et faire admettre aux Tsiganes que, s'ils avaient des droits, ils avaient aussi des devoirs. »* Terrain limité dans l'espace, suffisamment divisé pour s'adapter aux besoins des locataires, suivi technique régulier des lotissements et accompagnement social des familles, respect mutuel, tous ces ingrédients ont fait que « [le] *projet, encore en période de rodage, semble marcher »*, assure M. Andreau.

L'expérience de Verrières-le-Buisson semble être, malheureusement, l'exception qui confirme la règle en matière d'accueil des gens du voyage. L'article 28 de la loi Besson du 31 mai 1990 prévoyait un schéma départemental d'accueil et l'obligation pour les communes de plus de 5 000 habitants d'installer une aire d'accueil. L'entrée en vigueur de cette loi avait été présentée comme une avancée significative de la législation en matière d'accueil des itinérants. En revanche, les associations d'aide aux gens du voyage l'analysaient comme la perpétuation du rejet social de cette catégorie minoritaire de la population française. Qu'en est-il aujourd'hui alors que les événements de Nantes viennent de rappeler douloureusement l'existence de celle-ci ?

Apparemment, départements et localités concernées font de la résistance : environ un département sur deux se serait doté d'un schéma d'accueil, et seul un petit millier de communes pourraient se targuer de mettre des aires à la disposition des voyageurs tsiganes, soit à peine 10 000 places de caravanes alors que les besoins dépassent les 60 000 places.

« Un bilan très contrasté », selon Jean-Paul Delevoye, sénateur (RPR) du Pas-de-Calais, président de l'Association des maires de France (AMF), qui a remis, au début de ce mois, un rapport sur la question à la commission des lois du Sénat. Pour celui qui est aussi le maire de Bapaume, les raisons de cet état de fait tiennent autant à l'impossibilité d'imposer des lieux de stationnement aux gens du voyage qu'à l'insuffisance des moyens financiers des mairies. *« A l'hétérogénéité des situations doit répondre l'hétérogénéité des réponses ; il faut renforcer l'aide aux collectivités locales, mutualiser les coûts et les risques et contractualiser l'Etat, les départements, les communes et les communautés tsiganes »*, préconise-t-il.

STATIONNEMENT ILLICITE

La loi Besson reste lettre morte pour la plupart des communes. Il n'empêche que, à intervalles réguliers, les édiles en réclament le renforcement, dans un sens répressif, en particulier le recours aux procédures d'expulsion accélérée pour stationnement illicite, y compris sur des terrains privés. *« Il faut une solution équilibrée »*, tempère Martine David, député (PS) des Bouches-du-Rhône, membre de la Commission nationale consultative des gens du voyage, pour qui *« il faut mettre à plat la législation actuelle, considérer qu'elle est insuffisante. Sans minimiser les problèmes que rencontrent les maires, il faut cependant que les droits des nomades soient respectés, que les droits et les devoirs de chacun soient respectés. »*

POINT DE RATTACHEMENT

Que signifie *« la liberté d'aller et venir* [reconnue par le droit français] *si elle n'est pas assortie de son corollaire de s'arrêter et de stationner ? »*, s'interroge la revue *Etudes tsiganes*. Bernard Provot, directeur de l'Union nationale des institutions sociales d'action pour les Tsiganes (Unisat), déplore, en effet, que les gens du voyage soient *« assujettis à une législation dérogatoire du droit commun qui induit d'emblée l'exclusion, avec titre de circulation et document de contrôle »*. *« La législation les concernant a aggravé le rejet qui les met sur les routes, et renforcé le regard négatif qu'on leur porte »*, estime encore le président de l'Unisat. Pourtant, si *« leur mobilité est la dernière défense de leur liberté et de leur mode de vie original »*, les gens du voyage ont un profond désir d'avoir un point de rattachement, donc de se sédentariser, au moins une partie de l'année.

Il faudrait donc leur offrir les moyens d'accéder à l'habitat sédentaire. Mais, là encore, les gens du voyage se heurtent aux réticences jamais ouvertement déclarées de municipalités peu soucieuses d'accueillir des nomades sur leur territoire, même si ces derniers ont les moyens de payer un loyer, d'acquérir un appartement ou un terrain. Dany Peto Manso, président de l'Office national des affaires tsiganes et du Mouvement confédéral tsigane, a la chance de posséder depuis vingt ans un terrain à Argenteuil (Val-d'Oise) qui accueille confortablement, et sans problème majeur avec le voisinage, une dizaine de caravanes (proche famille et amis). *« Mais mon cas est loin d'être généralisé »*, soupire-t-il...

Ali Habib

Manouches, gitans et roms

● **Quatre groupes.** Le terme « gens du voyage » englobe, dans les textes officiels, l'ensemble des populations itinérantes en France. Ces dernières lui préfèrent l'appellation générique « tsigane », ethniquement plus représentative de leurs origines. Les tsiganes se divisent en quatre groupes :
– les manouches, originaires d'Allemagne, et les sintis, d'Italie ;
– les gitans, originaires du sud de la France et d'Espagne ;
– les roms, très minoritaires, originaires d'Europe centrale ;
– les yenich ne sont pas considérés comme des tsiganes. Les mariages interethniques les ont, cependant, intégrés à la communauté.

● **Nombre.** Selon le rapport du sénateur Delevoye, il y aurait actuellement en France environ 210 000 tsiganes : 70 000 itinérants, 70 000 semi-sédentaires et 70 000 sédentaires. Ces chiffres sont contestés par les associations, qui estiment leur nombre à environ 400 000, presque tous de nationalité française.

● **Associations.** Les communautés tsiganes françaises reçoivent l'aide de nombreuses associations bénévoles régionales et locales. A l'échelon national, deux grands organismes associatifs représentent leurs intérêts : l'Union nationale des institutions sociales d'action pour les tsiganes (Unisat), qui regroupe quelque 70 associations et édite *Etudes tsiganes*, une revue semestrielle de très haute tenue, et l'Office national des affaires tsiganes (Onat), à l'origine de la création en 1992 du Mouvement confédéral tsigane (MCT). Le Syndicat des gens du voyage (SGV), qui vient de se doter d'un avocat, tente de s'implanter à l'échelon national avec une vocation de prise en charge et de défense des intérêts des tsiganes au niveau juridique et administratif.

Le gendarme nantais qui a tué deux nomades serait mis en examen

NANTES
de notre correspondant

A Nantes, le calme est revenu après les trois jours de manifestations violentes provoquées par les nomades qui contestent le motif de légitime défense avancé par les autorités pour expliquer la mort de deux des leurs, tués par un gendarme dans la nuit du mercredi 12 au jeudi 13 mars au cours d'une tentative de cambriolage (*Le Monde* du 19 mars).

La plainte pour homicides volontaires avec constitution de partie civile déposée mardi par Me Yvan Trebern au nom des familles des victimes leur a permis d'avoir accès au dossier de l'enquête préliminaire ouverte pour rechercher les causes de la mort. Elle devrait entraîner l'ouverture d'une information judiciaire, soit pour homicide volontaire soit pour coups mortels, et la mise en examen du gendarme. Le sentiment ainsi donné que la justice mènera une enquête contradictoire a apaisé la colère des gens du voyage de la région nantaise. Pour les porte-parole de cette communauté, qui compte, dans l'agglomération, de deux à quatre mille personnes selon les estimations, *« cette affaire risque de remettre en cause des années d'efforts des gens du voyage pour s'insérer dans la société. Beaucoup se sont sédentarisés, ont acheté un terrain et ne se déplacent plus que l'été. Ils envoient leurs gamins à l'école et certains se marient avec des filles du pays. Mais, une fois de plus, ils se sentent maudits »*, expliquait l'un d'eux, responsable du Foyer d'entraide des gens du voyage de La Roche-sur-Yon, en Vendée.

La lettre ouverte de vingt et un maires de l'agglomération nantaise, signée par des élus de droite comme de gauche, y compris par Jean-Marc Ayrault, député-maire PS de Nantes, témoigne effectivement du raidissement provoqué par les événements du week-end dernier.

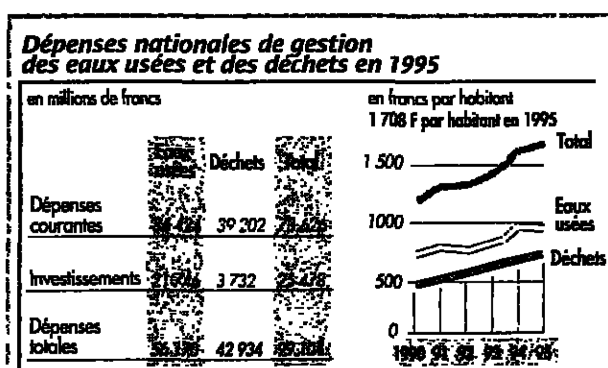
Se refusant à *« tout commentaire sur les causes des troubles à l'ordre public »*, les vingt et un maires apportent leur soutien au préfet de Loire-Atlantique et aux forces de police et de gendarmerie et dénoncent la *« prise en otage de l'agglomération nantaise »*. Pour les signataires, *« les gens du voyage sont des citoyens comme les autres, ce qui veut précisément dire qu'en Etat républicain ils ont des droits et des devoirs »*.

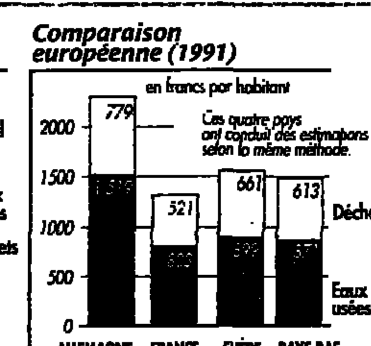
Adrien Favreau

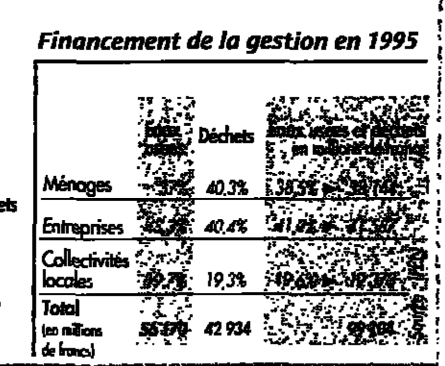
La société de mobilier urbain Decaux et la ville de Bordeaux

BORDEAUX. Le conseil municipal du 24 février fut l'occasion pour le maire de Bordeaux de modifier le paysage publicitaire afin de faire de celle-ci *« une ville exemplaire »* (*Le Monde* du 25 février). Les services de la ville se penchent déjà sur la modification du règlement local de la publicité afin de renforcer le contrôle des règles d'implantation et de mieux surveiller l'affichage de manière générale.

Parallèlement, le maire a obtenu du conseil municipal la résiliation de deux contrats liant la ville à la société de mobilier urbain Decaux, au motif que *« les avenants ne sont pas suffisamment sûrs »*. Le premier contrat concernait les panneaux électroniques d'informations municipales, passés de treize à vingt et un après deux avenants, et facturés 1,9 million de francs à la ville en 1996 (et non 20,8 millions, comme nous l'avons écrit par erreur dans notre édition du 25 février, cette somme correspondant au total payé par la ville depuis la signature du contrat en 1981). Le second contrat portait sur les Sanisette (au nombre de huit après deux avenants), pour lesquelles la ville a payé 800 000 francs l'an dernier (et non 10 millions, comme nous l'avons indiqué dans cette même édition du 25 février, cette somme représentant la facture totale acquittée depuis 1983). Deux nouveaux appels d'offres devraient être bientôt lancés pour ces marchés. – *(Corresp.)*







La gestion des eaux usées et des déchets revient à 1 700 francs par habitant

La dépense nationale de gestion des eaux usées et des déchets représentait 99,1 milliards en 1995, selon *Les Données de l'environnement*, la publication de l'IFEN (Institut français de l'environnement) parue en mars. Cette dépense, ensemble des sommes engagées par les ménages, les entreprises et les administrations publiques, a fortement augmenté depuis 1990, passant de 69 milliards à près de 100 milliards cinq ans plus tard. Ce sont les entreprises qui dépensent le plus, avec 41,4 milliards, suivies par les ménages (38,2 milliards) et les collectivités locales (19,4 milliards). La gestion des déchets a crû le plus rapidement (+ 10 % par an), mais la gestion des eaux usées demeure le domaine où les dépenses sont les plus importantes, avec 56,2 milliards en 1995, soit 968 F par habitant, contre 740 F pour les déchets, soit 1 708 francs par habitant.

Cette forte croissante s'explique par l'augmentation de la quantité des déchets et des eaux usées collectés et par la hausse des coûts de traitement. Ainsi les collectivités locales ont investi 5,1 milliards de francs en 1995 dans le traitement des eaux usées, contre 2,3 milliards en 1990. Les investissements dans le domaine des déchets ont augmenté régulièrement de 6 % par an : la loi du 13 juillet imposant la fermeture des décharges en 2002, les élus ont augmenté leur capacité de traitement et la diversification des mode d'élimination.

DISPARITIONS

Robert Browning

Un historien de la culture hellénique

ROBERT BROWNING, historien britannique, est mort, mardi 11 mars, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Il laisse derrière lui un héritage considérable : de nombreux articles de recherches, des livres accessibles à un public plus large, une légion de disciples de toutes nationalités, désormais professeurs, qui ont bénéficié de son enseignement à l'université de Londres.

Né à Glasgow le 15 janvier 1914, Robert Browning reçut sa formation universitaire dans cette ville jusqu'au jour où il obtint une bourse, qui le conduisit au Balliol College d'Oxford. Il y fut vite remarqué pour ses notables dons pour l'étude des langues, mais aussi pour ses manières modestes, réservées, pleines de charme : derrière l'aimable sourire se cachaient déjà vigueur et ténacité. Au moment où éclata la seconde guerre mondiale, on l'envoya apprendre le russe, puis il séjourna au Proche-Orient, avant de servir au Caire, en Italie, dans les Balkans enfin, où il fut l'interprète du commandant en chef des forces britanniques. C'est de cette époque de sa vie que date son intérêt pour le bulgare, le géorgien et l'albanais. La guerre finie, il rentra à Oxford et, une année plus tard, il fut élu à son premier poste académique à l'université de Londres (University College).

C'est dans cette institution que Robert Browning forma des générations de jeunes antiquisants, c'est là qu'il écrivit ses principaux livres : *The Linear B Texts from Knossos* (1955), *Medieval and Modern Greek* (1969), *Justinian and Theodora* (1971), *The Emperor Julian* (1975), *Byzantium and Bulgaria* (1975), *The Byzantine Empire* (1981), *The Greek World* (1985). En 1965, il était élu à la chaire d'histoire ancienne au *Birkbeck College*, où il enseigna jusqu'à sa retraite, en 1981. Il était membre du comité éditorial de la célèbre revue *Past and Present*, où il publia deux articles marquants (*Byzantine Scholarship* et *Enlightenment and Repression in Twelfth Century Byzantium*). En 1987, il fut élu à la British Academy et en 1990 à l'Académie d'Athènes. Ses nombreux étudiants d'Australie, de Grèce, de Chypre et d'Amérique lui dédièrent deux volumes de mélanges, l'un, le *Maistor*, en 1984, l'autre, le *Philhellène*, en 1996, reconnaissance enthousiaste de ceux qui avaient été ses disciples et aussi ses admirateurs.

On a discuté et on discute sans fin des fractures ou de la continuité dans l'histoire du monde hellénique : Robert Browning était un chaud partisan de la deuxième position. Alors que son attention s'était portée au début de sa carrière sur la langue classique et la culture du monde antique, son intérêt s'étendit rapidement aux formes médiévales et modernes de la langue et de la civilisation grecques. Convaincu que la double langue grecque moderne, la puriste et la populaire, recouvrait une distinction de classe sociale, la riche cultivée et la pauvre, en homme de gauche intransigeant il ne parla jamais que de cette dernière, considérant l'autre comme un faux artificiel.

Les études classiques, byzantines et néohelléniques, viennent de perdre un savant de réputation internationale, un professeur talentueux, un conférencier brillant ; et ceux qui le connaissaient, un ami précieux.

André Guillou

■ **BERT-OLOF SVANHOLM**, président du conseil d'administration de Volvo, est mort, mardi 18 mars, à l'âge de soixante-deux ans. Cet ingénieur avait succédé, en janvier 1994, à Pehr G. Gyllenhammar à la tête du groupe automobile suédois, après l'échec de la fusion entre Volvo et Renault. Artisan du redressement de Volvo, il dirigeait aussi la Fédération suédoise de l'industrie. *« Son expérience a été un atout important pour Volvo à un moment où le groupe se trouvait dans une situation difficile »*, a déclaré le conseil d'administration de Volvo dans un communiqué. Epaulé par son directeur général, Sören Gyll, Bert-Olof Svanholm avait choisi de recentrer les activités du groupe autour de l'automobile, des poids lourds et des moteurs. Volvo avait alors vendu les participations qu'il détenait dans des secteurs aussi différents que la finance, le pétrole, la pharmacie ou la location de voitures, rompant avec l'« ère Gyllenhammar » qui avait duré vingt-deux ans. Depuis un an, Bert-Olof Svanholm considérait que la transformation de son groupe *« était achevée »*.

NOMINATIONS

Académie des sciences morales et politiques

Gérald Antoine, professeur émérite d'histoire de la langue française à la Sorbonne, a été élu, lundi 17 mars, à l'Académie des sciences morales et politiques, au fauteuil de Pierre-Georges Castex, décédé en décembre 1995.

[Né le 5 juillet 1915 à Paris, agrégé de grammaire et docteur ès lettres, Gérald Antoine devient professeur d'histoire de la langue française à la Sorbonne en 1957. Conseiller technique au cabinet de Louis Joxe, ministre de l'éducation nationale, en 1960, il est nommé recteur de l'académie d'Orléans-Tours, nouvellement créée, en 1962 et occupe ce poste jusqu'à l'arrivée de Joseph Fontanet au ministère de l'éducation nationale, en 1973. Après les événements de 1968, il participe activement à l'élaboration de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur au cabinet d'Edgar Faure et devient chargé de mission auprès de ce dernier, alors président de l'Assemblée nationale, en 1975. Gérald Antoine a été président du Centre d'information et de documentation de la jeunesse (CIDJ) de 1977 à 1987. Il est notamment l'auteur de *La Réforme de l'université*, en collaboration avec Jean-Claude Passeron (Calmann-Lévy, 1967) et de *Paul Claudel ou l'enfer du génie* (Laffont, 1988).]

Commissariat à l'énergie atomique

Michel Lavérie, directeur général de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris), a été nommé inspecteur général pour la sûreté nucléaire au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), en remplacement de François Cogné, à la retraite depuis le 1er janvier.

[Né le 14 novembre 1945 à Versailles (Yvelines), Michel Lavérie est polytechnicien et ingénieur général du corps des mines. Après avoir occupé divers postes de responsabilités dans les directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (Drire), il devient chef adjoint (1979-1986), puis chef (1986-1991) du Service central de sûreté des installations nucléaires (Scsin), puis directeur de la Sûreté des installations nucléaires (DSIN), la direction du ministère de l'industrie qui remplace le Scsin en 1991. Il dirigeait l'Ineris depuis 1993.]

Diplomatie

André Gadaud, ambassadeur en Suisse, a été nommé ambassadeur au Liechtenstein en résidence à Berne, en remplacement de Bernard Garcia, par décret paru au *Journal officiel* du 12 mars.

[Né le 20 mai 1937 à Châteauroux (Indre), André Gadaud est diplômé d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA (1965-1967). Il a été notamment en poste à Washington (1968-1971), avant d'être conseiller technique aux cabinets de Joseph Fontanet (1972-1974), puis de René Haby (1974-1975) au ministère de l'éducation nationale, et de revenir à Washington comme conseiller culturel (1975-1979). Conseiller technique au cabinet de Jean François-Poncet au Quai d'Orsay de janvier à mars 1979, il occupe ensuite diverses fonctions à l'administration centrale, puis devient consul général à New York (1984-1988), avant de devenir chef du protocole au Quai d'Orsay (1988-1993), puis ambassadeur à Madrid (1993-1996). André Gadaud est ambassadeur en Suisse depuis septembre 1996.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Le 17 mars 1997.

Artémis

est née.

Electre, Néphéli,
Vassilibi et Frédéric MAUCHE
ont la grande joie de le faire savoir.

Suzel et Jacques de LANVERSIN
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils,

Benjamin,

au foyer d'**Anne et Philippe AIGLE**,

le 13 mars 1997.

Saint-Maximin-Paris.

Décès

– Orléans.

Tous ses proches et amis du Centre de biophysique moléculaire du CNRS
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Geneviève AUBEL-SADRON,

survenu, le 16 mars 1997, dans sa quatre-vingt-unième année.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 20 mars, à 11 heures, au temple d'Orléans, et seront suivies de l'inhumation au cimetière de Châteauroux.

– Les docteurs Ana Maria Alvarez de Quadrelli
et Juan Carlos Quadrelli,
Les docteurs Luciano Pedro
et Caroline Alvarez,
Cécile Alvarez et Lucia Quadrelli,
Angela Duarte de Forgioni,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère, grand-mère et amie.

Maria Valentina Nieto de ALVAREZ,

à Montevideo (Uruguay), le 12 mars 1997.

8, avenue Anatole-France,
54000 Nancy.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– *Ses neveux, nièces, filleuls et amis* font part du décès de

Mme Jean BEDOUR,
née Simone MOULIN,

survenu le 11 mars 1997.

et rappellent le souvenir de son époux,

M. Jean BEDOUR,
vice-président honoraire du GAN,

décédé le 1er novembre 1987.

– Mme Paul Bignand,
née Andrée Vilaine,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Paul BIGNAND,

survenu à Sartrouville, le 16 mars 1997. Il aurait eu quatre-vingt-six ans le 20 mars.

15, rue Nouvelle,
78500 Sartrouville.

– L'administrateur et le personnel de la fondation Maison des sciences de l'Homme,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mme Brigitte BARRE,
née CAZENAVE,
bibliothécaire,

survenu le 15 mars 1997.

« Collègue et amie de tous depuis plus de trente ans. Brigitte nous manque déjà. »

– M. Jean-Pierre Benard,
son compagnon,

M. et Mme Michel Sonkin,
M. et Mme Jean-Claude Disdet,
M. et Mme Jean-Paul Cremieux,
M. et Mme Philippe Rouleau,
ses enfants,

Carine, Marie-Christine, Alexis, Nicolas, Julien et Stéphanie,
ses petits-enfants,

Jean et Victoria,
ses arrière-petits-enfants,

José Baldovi,
ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Rosalie CREMIEUX-BERTHET,

le 16 mars 1997.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, place de la République-Dominicaine,
75017 Paris.

– *M. Etienne Burin des Roziers,*
son époux,
Ses enfants et petits-enfants,
Sa famille,
Mme Maria Samico,
son amie fidèle,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Mme Etienne BURIN DES ROZIERS
née d'OILLIAMSON,
déportée de la Résistance,
croix de guerre 1939-1945,

le 18 mars 1997 dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 21 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Isle, Paris-4e.

– *Le proviseur,*
Les anciens professeurs,
Les anciens élèves et le personnel du lycée Albert-Schweitzer du Raincy,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Charles CHRISTMANN,
ancien proviseur,
fondateur du lycée.

11, allée Valère-Lefebvre,
93340 Le Raincy.

– Pierre Despatin,
son époux,
Jacqueline Despatin-Pluet,
sa fille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Simone DESPATIN,
née DUTEILLE,
ancienne directrice
de l'école Saint-Exupéry à Rabat,

survenu le 7 mars 1997, à la veille de ses quatre-vingt-huit ans.

Rue de l'Amiral-Gaspard-de-Coligny,
01270 Coligny.
7, rue Liancourt,
75014 Paris.

– Mme Robert Dumont,
M. et Mme Gérard Dumont
et leurs enfants,
M. et Mme Renaud Guillemard
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert DUMONT,
chevalier dans l'ordre national
du Mérite (affaires étrangères),

leur époux, père et grand-père,

survenu, à Paris, le 18 mars 1997, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 21 mars, à 9 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, sa paroisse.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Vaucresson (Hauts-de-Seine), dans la plus stricte intimité.

14, rue Antoine-Roucher,
75016 Paris.

– Mme Paul Gauvin,
née Guérault,
Ses enfants et ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul GAUVIN,
directeur honoraire de banque,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

survenu le 12 mars 1997, dans sa soixante-quatorzième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le samedi 15 mars, à Ballan-Miré.

La Cour Miré,
37510 Ballan-Miré.

– *Mme Jeanne Leyssieux,*
sa maman,
Danièle Leyssieux,
son épouse,
Nicolas et Christophe,
ses fils,
Sa famille,
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Claude LEYSSIEUX,

survenu, le 15 mars 1997, dans sa cinquante-sixième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mardi 18 mars, en l'église Saint-Jean-de-Malte, à Aix-en-Provence.

Parc Rigaud,
Les Pinchinats,
13100 Aix-en-Provence.

– Mme Jean-Claude Poujol,
née Claudine Schoeller,
son épouse,
Mlle Kristel Poujol,
sa fille,
M. et *Mme Francis Schoeller,*
son beau-frère et sa belle-sœur,
M. et Mme Claude Rickard,
et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Gayraud,
M. Arthur Schoeller,
Mme Nicole Jodelet,
Et toute la famille,
font part du décès de

M. Jean-Claude POUJOL,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien directeur général
de la Caisse centrale
des Banques populaires,
président d'honneur de la BIMP,
ancien président de l'Unicef,

survenu le lundi 17 mars 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 21 mars, à 16 heures, en l'église réformée du Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-6e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue de Vaugirard,
75006 Paris.

– Mme Pierrette Renon,
sa fille,
Julien Le Bonheur,
son petit-fils,
Pierre Julien,
son neveu,
ont la grande tristesse de faire part
de la mort de leur mère, grand-mère et tante.

Mme Georgette RENON,
née JULIEN,

survenue le 10 mars 1997 à Clermont-Ferrand.

Il n'a pas dépendu d'eux de réunir comme elle le voulait tous ceux qui l'ont secourue et aidée ces quinze dernières années en Auvergne.

Qu'ils en soient ici remerciés de tout cœur.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Lepic,
75018 Paris.
16, rue du Pot-de-Fer,
75005 Paris.
30, rue du Docteur-Potain,
75019 Paris.

– *M. Philippe Lesure,*
et son fils
M. et Mme Marc Leng,
et leurs enfants,
Les familles Aubel, Chauvot, Dumurgier et Laurens,
Les parents et amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Geneviève SADRON,
née AUBEL,

survenu le 16 mars 1997.

Les obsèques religieuses auront lieu le 20 mars, à 11 heures, au cloître Saint-Pierre-Empont, à Orléans, et l'inhumation, à 16 heures, au cimetière de Châteauroux.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de *faire-part.*

Cléo STAMA

nous a quittés soudainement le 15 mars 1997 à l'âge de vingt-cinq ans.

Cimetière de Pantin, mercredi 19 mars, à 16 heures. Entrée principale.

Bibliophane,
26, rue des Rosiers,
75004 Paris.

– Reims.

Sa famille et ses amis,
vous font part du retour à l'Amour éternel, le 13 mars 1997, de

T'Yvonne VOISIN,
née le 11 juin 1902.

La célébration religieuse a eu lieu en l'église Saint-Nicaise, le lundi 17 mars.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le président Marcel Bluwal,
Et les membres de la commission de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques,

font part de leur tristesse après la disparition de leur ami,

Fred ZINNEMANN.

La SACD, fière que ce grand réalisateur du cinéma mondial lui ait confié la défense de son droit moral, continuera à assurer la protection de son œuvre.

Ils adressent à sa famille et à ses amis l'expression de leurs sentiments affectueux.

SACD,
11 *bis*, rue Ballu,
75009 Paris.

Remerciements

– Versailles.

Mme Monique Lesort et *ses enfants* remercient tous ceux – connus et inconnus – qui se sont associés à leur peine lors du décès de

Paul-André LESORT,
écrivain,

le 5 mars 1997.

Anniversaires de décès

– Le 20 mars 1996,

Claude BOURDET

nous quittait.
Puissent tous ceux qui l'ont aimé et connu, ainsi que sa femme,

Ida,

dans la Résistance et les combats politiques, avoir une pensée pour eux.

La famille.

– Il y a un an (le 20 mars 1996),

Claude BOURDET

nous quittait.

Il reste présent dans le cœur et dans la mémoire de ses amis.

– Il y a deux ans disparaissait, le 17 mars 1995,

Marie Carmen CALPENA.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

– Il y a sept ans, le 20 mars 1990,

Antoine PINGAUD

est mort du sida.

Nous pensons à lui, ainsi qu'à son ami,

Denis CADOUX,

mort le 1er novembre 1992.

– Que tous ceux qui l'aimaient s'unissent à nous dans le lumineux souvenir de

Valérie QUENNESSEN,

disparue il y a huit ans, le 19 mars 1989.

Marie, Stéphanie, Elsa-Louise,
Jean-Louis, Antoine, François.

– Il y a un an,

Michel SIÉPER,
professeur de géographie,

nous quittait brutalement.

Que ceux qui l'ont connu et estimé aient une pensée pour lui.

Communications diverses

– La commission administrative de la Grande Synagogue de la Victoire a le plaisir de vous faire savoir que le Consistoire de Paris a entériné, le 13 mars 1997, son choix de désigner le rabbin Gilles BERNHEIM comme rabbin de la synagogue.

– Me F. TERQUEM, avocat de SOS-Racisme, débattera de : « Loi Debré, une loi de trop ? », ce jeudi 20 mars 1997, à 20 h 30, au C.B.L., 10, rue Saint-Claude, Paris-3e.

Vitrolles : « Et maintenant ? »

LA FRANCE DU FRONT

Enquête en quatre épisodes sur une résistible ascension

Demain : 4 – Les nouvelles victoires de Toulon

AU bar PMU de Vitrolles, Caroline, Armelle, Aurélia, boivent un café après le lycée. Les gens, ici, sont comme les poissons de l'étang de Berre, disent-elles : *« Des mutants. »* Elles, d'ailleurs, ne savent pas vraiment qui elles sont, en ce moment. Des filles d'employés venus de Savoie, d'Antibes, de Lyon, qui, au gré des mutations, se sont installés dans les pavillons au bord de l'étang. Armelle sort avec Khaled. Son ancien copain, l'an dernier, était un *« Français qui avait les cheveux longs »*. Cheveux longs à Vitrolles, *« ça veut dire celui qui aime le hard-rock et, ici, supposé raciste »*. Armelle et son copain s'étaient fait casser la figure derrière la mairie par des *« petits Arabes »*, *« les gens étaient au balcon, ils n'ont pas appelé les secours. Ils regardaient »*.

Cette année, ce sont ses propres amies qu'Armelle a dû convaincre. Aurélia, fille de pieds-noirs, ne comprenait pas. *« Un Arabe, pour moi, c'était impensable. »* Pour la première fois, elles sont sorties en groupe en boîte de nuit avec *« des Blancs, des Maghrébines et Khaled »*. A l'entrée, il a fallu constituer des « faux couples », sinon le vigile ne les laissait pas passer. A Vitrolles, elles disent qu'*« on est programmé pour penser chacun de son côté, c'est-à-dire du côté des Blancs ou des Arabes »*. Elles pensent que le racisme parfois a bon dos : *« Ça leur sert pas mal aux jeunes Maghrébins pour nous demander des cigarettes. »* Elles n'aiment pas *« leur système de traîne-la-rue »*. Elles ont dix-neuf ans. Elles disent avoir honte de l'élection d'un maire FN. Elles ont voté blanc.

Au deuxième étage de la mairie de Vitrolles, les adjoints s'affairent. Bruno Mégret est là pour la journée. *« On va chez le* boss *»*, dit, pressé, Hubert Fayard, premier adjoint. Une femme a pris l'ascenseur avec sa poussette et son enfant. *« Bonjour, je voudrais voir Madame le maire »*, dit-elle à l'huissier. Catherine Mégret n'est pas à Vitrolles. *« Je l'avais vue sur un marché, elle m'avait dit de passer. »* Depuis l'élection, ils viennent par dizaines demander un logement, un travail, un conseil. Bruno Mégret reconnaît que *« la souffrance de la population confrontée à d'immenses difficultés est exprimée de façon pathétique à Vitrolles »*. Pour lui, Vitrolles, c'est un peu de quart-monde et beaucoup de classes moyennes, *« beaucoup de salariés sans responsabilité ou à petite responsabilité »*.

C'est cette catégorie de Français, à Vitrolles comme à l'échelon national, que le stratège du FN sait parfaitement « travailler ». *« Ces gens-là, à mon avis, sont de plus en plus décomplexés,* dit Bruno Mégret. *Notre succès est lié à un déracinement sociologique et territorial, mais aussi à une prise de conscience nouvelle : les gens réagissent maintenant sans tabou. A Vitrolles, ils ne sont pas liés aux classes intellectuelles qui, elles, réagissent avec tabou. »* En dehors des médias, et pas forcément avec un fort appareil militant, le travail de Mégret a consisté à se faire *« dédiaboliser »*, comme il le dit lui-même, par un travail de terrain, de *« bonne image locale »* : les marchés, mais surtout un porte-à-porte consciencieux. *« On a dû faire environ les deux tiers de la ville. »*

SELON lui, Vitrolles ressemble très fortement à la France au moins sur ce point : le bilan, le discours de l'ancienne équipe municipale n'étaient pas aussi *« nuls »* qu'on l'a dit, mais celle-ci *« était complètement coupée de la population. C'est vraiment la France d'aujourd'hui »*. Ce qui se traduit chez Bruno Mégret, le soir, à une tribune de meeting, à Marseille, par ces mots : *« Quel décalage entre ceux qui, en fauteuil Louis XVI, n'ont rien d'autre à nous répondre que d'agiter les années 30, le fascisme, le racisme, et tous ces millions de Français qui se sentent complètement abandonnés par leurs gouvernants ! »*

A Vitrolles, donc, il s'agit de ne pas décevoir. *« Notre challenge sera de positiver notre image,* annonce André Nouar, un adjoint aux finances de vingt-huit ans. *A nous de dire que la préférence nationale, au lieu de la penser en termes de racisme, on la pense en termes de fraternité, de solidarité entre les Français. »* *« On ne veut exclure personne, on est pour la réconciliation »*, avance Hubert Fayard, premier adjoint. La ville est coupée en deux, les gens se regardent en chiens de faïence, l'équipe de Mégret n'a même pas osé aller en ville pour célébrer sa victoire le dimanche des élections. *« Donc, déjà, on va sécuriser tout le monde en renforçant notre police municipale. Notre objectif, c'est de faire sortir les gens »*, précise André Nouar.

Bruno Mégret se réjouit qu'à Vitrolles les agents de la police nationale soient désormais plus motivés et qu'il existe, à la base, un indéniable capital de sympathie. *« Nous n'avons pas de combat culturel à mener,* poursuit Nouar.

« Seul le mouvement associatif bataille sur le terrain contre le FN. Et que fait concrètement le Parti socialiste ? »

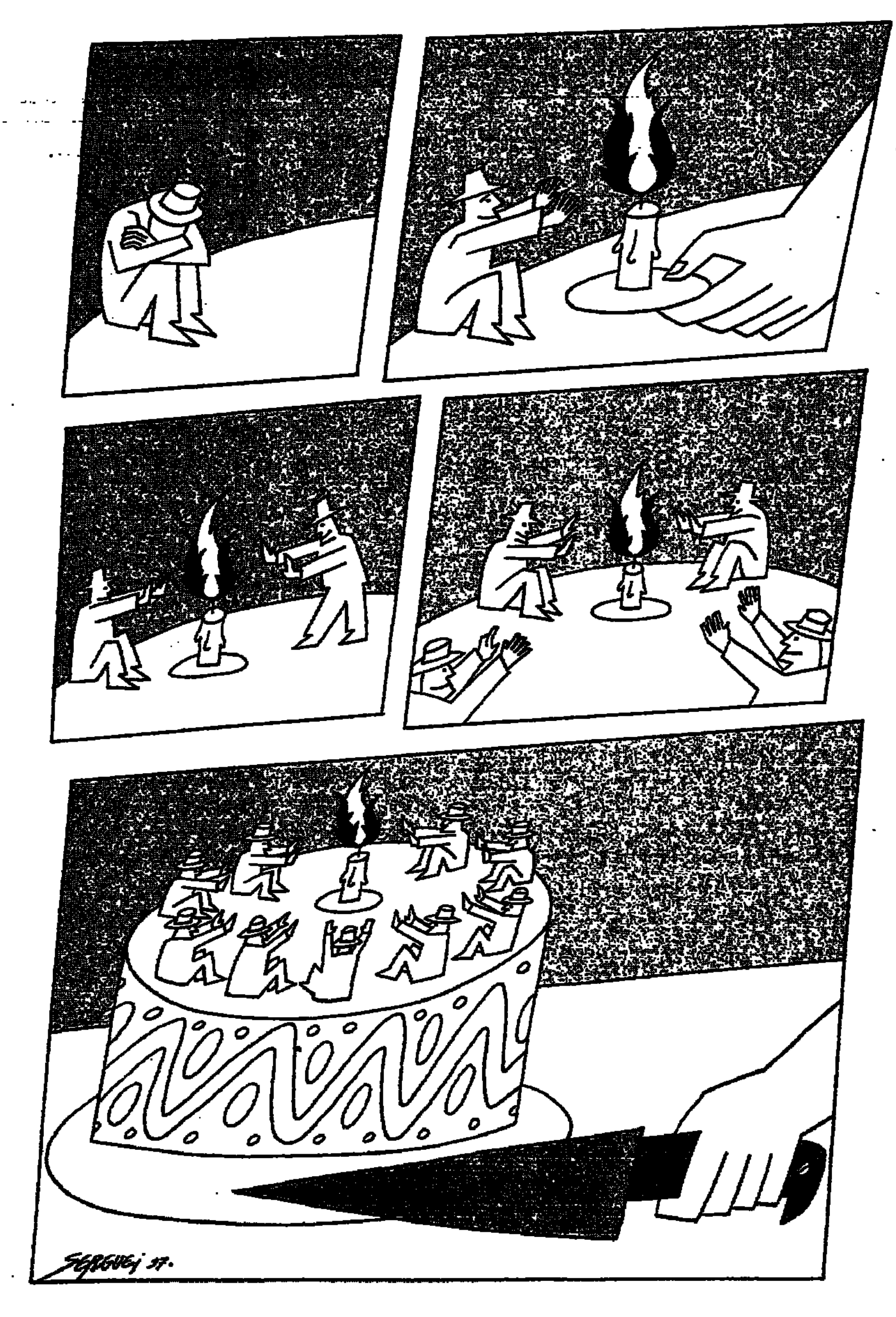
Pas de normes à imposer du genre tambourinades provençales ou chant tyrolien. On essaiera de sentir ce qui marche, de penser à tout le monde, aux vieux, aux jeunes. Evidemment, le rap... » Les maisons de quartier seront examinées au cas par cas. *« Certaines sont très envahies par des groupes de jeunes qui s'y imposent et qui effraient. »* Les associations vont continuer à demander des subventions, *« ce sera le début d'un échange »*.

Le jeune élu pense que la campagne a été très dure. *« Le vote Front est ressenti comme un vote de rupture par ceux qui n'ont pas franchi le pas. L'essentiel, maintenant, c'est que les gens se connaissent, qu'il y ait du liant, on va s'y employer. »* Preuve de son pragmatisme : la régie de quartier de la cité HLM des Pins sera maintenue. *« Elle fait du bon travail, dans un esprit de responsabilisation. Pourtant, les régies de quartier, c'est pas notre tasse de thé. »*

Dans le domaine social, l'adjointe Jeanne Clément est décidée à casser un certain système. Vieille militante de la Fraternité française, elle déplore que les assistantes sociales *« ne se foulent pas beaucoup. Ça manque de chaleur, d'humanité. Bien souvent, quelqu'un qui est en situation de détresse, il réunit tous les problèmes : l'emploi, la maladie, le loyer, l'EDF, la nourriture. A chaque fois, il est obligé d'aller taper à des portes différentes. Moi, je ne veux plus d'assistantes sociales spécialisées. Et puis, ici, on n'est pas des stars. On ne répond pas à une urgence en donnant un rendez-vous dans quinze jours »*, tempête la dame aux cheveux blancs.

LES bons alimentaires aux familles immigrées seront supprimés. Sur le plan du logement, la municipalité voudrait bien inverser ce qu'elle appelle la préférence étrangère, mais elle n'en a pas les moyens : c'est l'OPAC des Bouches-du-Rhône qui gère les logements de la ville. *« En tout cas, on n'acceptera pas une une nouvelle vague de population des quartiers nord de Marseille »*, dit André Nouar. *« Notre objectif est à long terme,* précise Bruno Mégret. *La personne qui n'a pas la nationalité française s'apercevra qu'à Vitrolles la municipalité ne recrute plus beaucoup d'étrangers, comme elle le faisait auparavant. Maintenant, la municipalité est libre d'embaucher qui elle veut quand c'est légal. Quand cette personne verra qu'elle n'aura plus droit aux bons d'achats, elle se dira que les avantages, c'était avant ou c'est ailleurs. »* En d'autres termes, pour André Nouar : *« Notre électorat n'attend pas de nous une chasse à l'Arabe, ce serait mal ressenti parce qu'injuste. Mais, pour une famille aidée, il y en a d'autres qui en pâtissent. Alors, il faut que l'ordre naturel du plus grand nombre soit respecté. »*

Originaire de la Haute-Loire, Hubert Fayard, le premier adjoint, a *« appris le vice ici »*, pas mécontent d'avoir infiltré, assure-t-il, l'équipe de campagne socialiste par *« une jeune femme, syndicaliste de gauche »*. *« Grâce à ma Mata-Hari, j'ai encore mieux compris à quel point nos adversaires fantasmaient sur nous. C'est un peu comme la beurette qu'un lycée avait envoyée m'interviewer. La pauvre, elle avait l'impression d'être à Auschwitz dans mon bureau. Je l'ai rassurée et, entre ce qu'on lui avait raconté et ce que je lui disais, elle ne comprenait plus »*, savoure l'élu.



Bruno Mégret veut convaincre que les idées de son parti sont devenues majoritaires dans ce pays, *« de façon souterraine »*. *« Ceux qui n'en sont pas encore conscients ont du mal à l'assumer. »* Hubert Fayard, lui, rêve de retrouver un jour à ses côtés le mineur de Gardanne, son « ennemi » du PC les jours d'élection dans les bureaux de vote : *« Des gens du peuple de gauche, de droite, ensemble. Ce sont nos adversaires qui veulent nous faire passer pour des fascistes. Le Pen a créé une alchimie, c'est dur à expliquer. Mais ce serait ça notre référence idéologique : ensemble derrière un homme, Jean-Marie Le Pen, derrière son charisme. »*

« Ils nous narguent », tonne Jean-Louis Perrier, professeur de lettres à Vitrolles. *« L'alternative du FN est terrifiante. Mais nous, qu'avons-nous à proposer ? »*, se demande celui qui vient d'adhérer au PS. *« La déferlante libérale a atteint la classe politique et les représentants officiels de ce qu'on appelle le mouvement de la transformation sociale. Les gens souffrent et on laisse croire que la politique est impuissante. Les dirigeants ont vécu leur jeunesse dans les années 60, ils ne sont pas à la hauteur de la crise d'aujourd'hui. On s'est laissé intoxiquer. La loi du marché devait décider de tout, y compris de la dégradation des services publics, de la République. Personne n'a écouté. »* Il faut s'engager, pense maintenant ce quinquagénaire, secouer le cocotier des notables socialistes. *« Seul le mouvement associatif bataille sur le terrain contre le FN. Et que fait concrètement le PS ? Ce n'est pas le catéchisme anti-Le Pen qui va réussir. »*

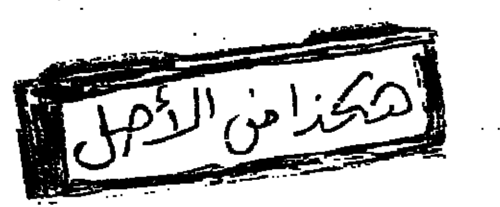
Pour Philippe Gardiol, autre militant socialiste vitrollais, les responsables politiques n'ont pas vu venir la colère : ils misaient plutôt sur l'accoutumance des gens à l'absence d'espoir, *« la résignation paraissait assurer une paix sociale par abandon »*. Dans le même temps, à tous les échelons de responsabilités, *« les hommes politiques se sont constitués en une caste essentiellement tournée sur elle-même. L'ambition personnelle a remplacé l'ambition collective »*.

UNE course de vitesse est engagée en France : entre une nouvelle progression du Front national et une réelle rénovation de la gauche. *« La partie n'est pas gagnée,* dit une militante de quartier. *Les gens qui ont un boulot sont encore culpabilisés de se battre, de revendiquer. »* Un syndicaliste pense que *« dans le mouvement social les gens sont heureux, ils grandissent et puis après, quand c'est fini, ils rentrent chez eux, dans leur fantasme sécuritaire et raciste »*. Un militant des droits de l'homme voudrait pointer les responsabilités de l'Etat, qui a globalement renoncé face aux pratiques de l'extrême droite dans la région : la police, la justice sur certaines affaires, quand ce n'est pas la complaisance de certains préfets, la passivité de proviseurs de lycée ou l'initiative de la Caisse primaire d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône de faire illégalement un travail de police chez ses assurés étrangers (*Le Monde* du 4 janvier).

Un mouvement démocratique est en train de naître à Vitrolles. Informel, parfois déchiré, il avance en marchant. Une militante socialiste ne peut s'empêcher de pleurer : *« On était entré dans une dynastie : les militants étaient devenus des employés municipaux. Si on était allé un peu plus au devant des gens... »* Elle se ressaisit, un peu en colère : *« Maintenant, faut se battre. »*

Sarah, vingt-quatre ans, revient de la manifestation contre le meeting de Le Pen à Marseille, abasourdie par la charge des CRS, mais ravie d'avoir rencontré une Suédoise : *« Elle était marrante, elle chantait* : "Une seule solution, la révolution !" *J'avais jamais entendu ça. »* Elle et ses copains, César et Azzedine, emmènent des jeunes et des familles des cités pour *« 500 balles dans des bus en Espagne, à Paris. Hôtels, restaurants, on bouge, on se marre, on danse »*. Ils n'ont jamais aimé demander des subventions. *« On se démerde, on se fait pas avoir par les politiques,* disent-ils. *Personne ne pourra nous empêcher d'exister. »*

Dominique Le Guilledoux
Dessin : Serguei



Jacques Foccart, les parfums de l'ombre

Responsable pendant un quart de siècle de la cellule africaine de l'Elysée, le fidèle serviteur du général de Gaulle, de Georges Pompidou et de Jacques Chirac est mort, mercredi 19 mars, à quatre-vingt-trois ans. « Monsieur Afrique » du pouvoir gaulliste, il aura joué jusqu'au bout un rôle important dans les relations entre Paris et le continent noir



En avril 1961, sur le perron de l'Elysée, Jacques Foccart entre Houphouët-Boigny et Diori.

D.R. IN « FOCCART PARLE », ÉD. FAYARD/JEUNE AFRIQUE, 1995

ASSEZ petit, assez chauve, assez dodu, le visage plein et rond, les paupières un peu tombantes, d'une élégance soignée mais classique, Jacques Foccart aurait pu ressembler à un de ces patrons d'entreprises moyennes ayant réalisé une honorable fortune dans l'import-export s'il ne s'était trouvé démobilisé comme sergent en juin 1940, à vingt-sept ans, et désœuvré. Tout a alors basculé pour lui comme pour beaucoup d'autres. Il se jeta en effet dans la Résistance, s'y consacra aux opérations de parachutage, aux missions de renseignement, aux allers-retours entre Londres et la France occupée sous le pseudonyme de « Binot », toutes activités qui devaient naturellement le conduire jusqu'au Bureau central de renseignement et d'action, le service secret de la France libre, qu'il quitte avec un brevet de parachutiste et le grade de lieutenant-colonel.

Avant la guerre, il avait monté une petite affaire de commerce avec l'outre-mer. Il était issu d'une famille de Mayenne qui, à son patronyme de Koch, avait ajouté celui de Foccart en 1868. Son père avait exploité des terres dans son département de naissance, puis en Guadeloupe, où le jeune Jacques *Guillaume Louis Marie* avait passé son adolescence et même appris le créole. Ce n'est qu'en 1952 (*Journal officiel* du 19 juin) qu'il est autorisé par un décret du ministre de la justice à ne s'appeler simplement que Foccart.

A la Libération, il retourne brièvement à son affaire de commerce avec l'outre-mer, devenue, en 1945, la Société anonyme française d'import-export (Safiex). Il affirmera ensuite que celle-ci a cessé tout commerce avec l'Afrique lorsqu'il a eu la responsabilité politique de ce continent. De Gaulle, qui le connaît peu, lui demande de conduire en octobre 1945 une liste France combattante dans le département où il est né, en 1913, la Mayenne. Mais il s'efface, à la demande de Jacques Chaban-Delmas, pour permettre à Jacques Soustelle, son ancien « patron » du BCRA, d'être élu. Le général le charge d'organiser le Rassemblement du peuple français (RPF) dans l'Ouest, dans le Nord et aux Antilles, où son père avait été élu conseiller général de la Guadeloupe avant la guerre. Sa progression dans les instances gaullistes, à partir de 1947, le conduira jusqu'au poste de secrétaire général du RPF, où il succédera en 1954 à Louis Terrenoire, pour procéder à la liquidation décidée par de Gaulle de son mouvement.

Mais, dans le parti, il avait aussi été chargé des questions d'outre-mer et nommé conseiller de l'*Union française* (RPF) en 1952 par le groupe gaulliste du Conseil de la République. Il demeure avec quelques autres (MM. Debré, Guichard, Frey) pour entretenir, toujours accueillante, l'oasis parisienne où, pendant sa traversée du désert, de Gaulle viendra chaque semaine écouter les craquements tant attendus de la IVᵉ République.

Il accompagne notamment l'ancien chef de la France libre dans ses voyages à travers les terres françaises de l'empire d'outre-mer. C'est là qu'il fait connaître au futur président toutes les élites africaines qui deviendront les dirigeants de leurs Etats. Des amitiés solides et durables se nouent alors.

Jacques Foccart participe tout naturellement aux conciliabules secrets qui préparent le retour de de Gaulle au pouvoir. Son dévouement, sa discrétion, sa bonne connaissance des milieux gaullistes, ses relations avec l'Afrique lui valent, dès 1958, un poste de conseiller technique auprès du général à l'hôtel Matignon, puis à l'Elysée, avant de succéder, en 1960, à Raymond Janot au poste de secrétaire général de la Communauté, et de prendre, l'année suivante, le titre plus prestigieux et plus précis de secrétaire général à la présidence de la République pour la Communauté et les affaires africaines et malgaches. Il le conservera jusqu'en janvier 1974, mais, en 1969, il fut écarté par Alain Poher pendant son intérim élyséen. Georges Pompidou le prendra à ses côtés avec les mêmes compétences, mais en lui retirant la référence « à la présidence de la République ».

Ses compétences africaines, pour lesquelles il était en quelque sorte le délégué du général de Gaulle dans ce secteur réservé, n'auraient pas suffi – pour vastes qu'elles furent – à lui assurer la notoriété qui fut la sienne et dont il a plus souffert que profité. C'est qu'on a su bien vite que Jacques Foccart était un des rares confidents du général de Gaulle. Il a même un temps occupé à l'Elysée un bureau proche du sien. Il y recevait tous les télégrammes « confidentiels » ou « secrets », dont il faisait le tri pour le général.

Il était à ce titre chargé de transmettre à toutes les organisations gaullistes les voeux ou les ordres de de Gaulle. Il a appartenu au comité central et au bureau exécutif de l'UDR et des formations gaullistes qui lui ont succédé. Il devait donc participer à toutes les réunions des instances dirigeantes de l'Etat et du parti ou y posséder informateurs et hommes de confiance.

Car Jacques Foccart a fait partie dès le début du groupe des sept « barons » du gaullisme qui, chaque mardi, étaient les hôtes à déjeuner de Jacques Chaban-Delmas, à l'hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale. Autour d'eux se retrouvaient en effet Michel Debré, Georges Pompidou, Roger Frey et André Malraux. C'est là qu'étaient préparées les grandes options qui seraient ensuite soufflées au général de Gaulle par l'un d'eux ou qu'étaient analysées les décisions solitaires du président. Mais combien de rencontres plus discrètes n'ont-elles pas eu lieu aussi, avec des invités français ou africains, dans sa maison de Luzarches, la villa Charlotte ?

L'ambiance des réseaux de la Résistance et la solidarité de la Libération trouvaient là leur prolongement plus pacifique. *Voire !* Car, dans le même temps où le nouveau régime n'était pas encore solidement assis, les menaces se précisaient contre la Vᵉ République, et surtout contre la personne du général de Gaulle. Et c'est toujours aussi naturellement, mais toujours aussi officieusement, que Jacques Foccart a été chargé de cette mission protectrice. Pour cela, il lui a bien fallu avoir des relations, nouer des contacts, exercer même son autorité sur les services officiels chargés de la protection, du renseignement, de l'espionnage et, pour être sûr d'eux, organiser à son tour leur contrôle. Les réseaux clandestins, les polices parallèles, les « barbouzes » en un mot, naissaient dans une mythologie où se mêlaient légende et réalité.

EN *mai 1968, de Gaulle* ayant disparu de Paris pour gagner Baden-Baden, Jacques Foccart, avec quelques autres, organise précipitamment le grand rassemblement populaire des Champs-Elysées qui réclama le retour du général. Pour rameuter les troupes militantes, toutes les bonnes volontés sont requises et notamment les membres du Service d'action civique. De Gaulle, à son tour, aurait été « mis au parfum » de cette intervention et aurait voulu remercier leurs auteurs en lançant dans son message du 30 mai : « *En tout cas, partout et tout de suite, il faut que s'organise l'action civique.* »

Le nom de Foccart devenait un sésame ou un épouvantail, et il suffisait qu'à l'occasion de l'affaire Ben Barka, en 1966, un policier défaillant lance « *Foccart est au parfum* » pour que chacun se sente, selon le cas, visé et compromis ou bien protégé et immunisé. Devenu lui-même un mythe, Jacques Foccart avait été accusé, lorsque M. Poher a succédé au général de Gaulle, d'avoir placé à l'Elysée dans les commodes anciennes tout un matériel d'enregistrement des conversations et communications téléphoniques. On parlait alors de la fameuse « *commode à Foccart* » dont l'intéressé a toujours nié l'existence.

Jacques Foccart n'appréciait pas du tout cette lumière crue jetée sur ses activités. Il s'est toujours défendu d'avoir agi pour autre chose que le service de l'Etat à travers son chef et d'avoir transgressé *ses instructions.* Plusieurs procès gagnés ont fait officiellement litière de ces accusations et, entendu lors du procès du SAC après la tuerie d'Auriol, en 1982, il avait tenté de trancher le cou aux rumeurs : « *Je n'alimente pas des réseaux qui n'existent pas avec de l'argent que je ne gagne pas grâce à des sociétés qui ne sont pas.* »

« Je n'alimente pas des réseaux qui n'existent pas avec de l'argent que je ne gagne pas grâce à des sociétés qui ne sont pas »

Car on a tout imputé aux réseaux Foccart durant la république gaullienne. Et notamment leurs interventions décisives auprès des jeunes républiques africaines ou plutôt dans leurs affaires intérieures. Mais la discrétion, pour ne pas dire le secret, dont Jacques Foccart entourait ses relations personnelles avec les dirigeants africains, ses voyages multiples dans *ce continent échauffaient les imaginations.* D'ailleurs, certains chefs d'Etat africains, parfois mécontents de la politique française et n'osant pas s'en prendre directement à de Gaulle, trouvaient dans Jacques Foccart un bouc émissaire commode autant qu'un intermédiaire précieux pour leurs requêtes.

Traçant plus tard le bilan de son action, il pourra dire en 1983 : « *Nous avons créé ce qui s'appelle la coopération et qui a été copiée par le monde entier. D'autre part, aucun autre Etat n'a réussi comme la France à associer à sa politique les pays africains indépendants issus de la colonisation.* » Il s'était en effet attaché à la continuité dans ce domaine. Auprès de Georges Pompidou, il avait pu continuer ce qu'il avait entrepris avec de Gaulle. Et si, à l'arrivée de M. Giscard d'Estaing à l'Elysée en 1974, il remit sa démission, Jacques Chirac, lors de son premier gouvernement, a maintenu avec lui des contacts discrets et officieux mais étroits. D'ailleurs, en revenant à l'hôtel Matignon en 1986, le maire de Paris a aussitôt choisi comme conseiller, cette fois officiel, pour l'outre-mer l'ancien compagnon de de Gaulle, qui était devenu un membre écouté de la direction du RPR.

Reprenant ainsi du service à soixante-douze ans avec une allégresse toute juvénile, Jacques Foccart voyageait sans arrêt entre Paris et l'Afrique, mais aussi dans les départements d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie. Il a à plusieurs reprises reconnu alors que, pour son secteur, la cohabitation avec l'Elysée fonctionnait correctement. Et il s'était même laissé aller à venir bavarder avec les journalistes au cours d'un vol vers l'île de la Réunion, annonçant même avec malice : « *Voilà ! Le Sphinx parle.* » Il apportait ainsi une interprétation nouvelle à cette certaine idée de Jacques Foccart que chacun avait pu se faire en quarante ans d'activité ininterrompue.

Cette certaine idée n'avait pas convaincu tout le monde. A la fin de 1990, paraissait un ouvrage consacré par le journaliste Pierre Péan à *L'Homme de l'ombre.* Se défendant avec vivacité contre les insinuations contenues dans l'ouvrage sur son comportement pendant l'occupation, Jacques Foccart n'en conservait pas moins sa réputation d'« *homme le plus mystérieux et le plus puissant de la Vᵉ République* ».

JACQUES CHIRAC *élu président*, « La Foque », comme on l'appelait dans les allées du pouvoir, s'imagine retrouver une nouvelle fois, le bureau du 2, *rue de l'Elysée, qu'il avait occupé*, pour la première fois en 1959. Espoir déçu. Dans l'entourage chiraquien, trop d'hommes-clés – dont en tête Alain Juppé et son ancien bras droit devenu secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin – veulent maintenir à l'écart l'homme qui a trop incarné pendant trente cinq ans l'« Afrique de Papa ». Les diplomates refusent que le chef des « réseaux » retrouve un rôle majeur. Le vieux compagnon gaulliste devra se contenter d'une fonction moins officielle de « *représentant personnel* » de Jacques Chirac, auprès des présidents africains.

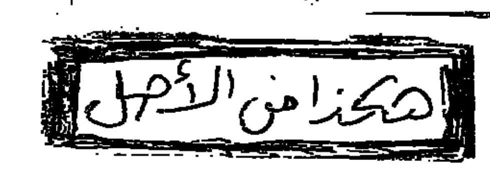
Mais il n'a pas totalement perdu sa bataille. Il obtient la nomination comme conseiller présidentiel en charge de l'Afrique de l'un des siens, Michel Dupuch, diplomate de carrière resté ambassadeur à Abidjan pendant quatorze ans. Un autre de ses poulains, Jacques Godfrain, hérite en outre du ministère de la coopération. Ainsi le réseau Foccart continuera de jouer un rôle important dans les affaires franco-africaines, quoique placé sous l'étroite surveillance de Matignon et des diplomates du Quai.

L'homme de l'ombre trouve enfin la volonté et le temps d'écrire lui même ses Mémoires, dont il publie le premier tome en mars 1995 sous le titre aguicheur mais légèrement trompeur de *Foccart parle.* Ceux qui espéraient lire sous sa plume un roman d'espionnage riche en codes, pseudonymes, ou trahisons, seront fort déçus. Car Jacques Foccart, se comportant en homme d'Etat, aura conservé jusqu'au bout l'essentiel de ses secrets. Il fait une dernière apparition publique en novembre 1995, lorsqu'il reçoit de Jacques Chirac les insignes de grand officier de la Légion d'honneur. A cette occasion il exhorte le président à « *maintenir les relations exceptionnelles qui existent entre la France et l'Afrique* ». Sa mort survient au moment où s'effondre le régime d'un homme – le maréchal Mobutu – auprès duquel il aura servi jusqu'au bout de principal interlocuteur français.

L'ancien conseiller qui vivait à Luzarches, dans la banlieue parisienne, avait souffert de plusieurs malaises cardiaques. Sa femme, qu'il avait épousée en avril 1939, était décédée en juin 1991. Ils n'avaient pas d'enfants. Homme de l'ombre par nécessité, homme de fidélité et d'amitié, Jacques Foccart, homme complexe, donc controversé, a toujours conservé auprès des gaullistes l'image intacte du « baron » totalement dévoué à de Gaulle et à ses disciples.

André Passeron

★ Ce texte, écrit par notre ancien collaborateur, mort le 12 août 1994, a été réactualisé.



Paysage britannique avant la bataille électorale

CE N'EST certainement pas une coïncidence : le premier geste du chef du gouvernement britannique, *comme de son challenger*, une fois annoncée la date des prochaines élections, a été de partir faire campagne dans une circonscription dite marginale. C'est en effet dans cette centaine de circonscriptions à travers le Royaume-Uni qui risquent de basculer des tories au Labour que se jouera la victoire.

Il suffirait – si l'on peut dire, car il s'agirait d'un des plus importants jeux de bascule de l'après-guerre – que 4,3 % des électeurs changent de camp pour que les travaillistes mettent fin à dix-neuf ans de domination conservatrice.

On comprend pourquoi ces électeurs « marginaux » sont au cœur du débat et pourquoi les politiciens de tous bords semblent avoir pour unique priorité de les séduire. Tout particulièrement les travaillistes, qui paraissent se désintéresser de leur électorat populaire traditionnel, tenu pour acquis, et qui se sont donné depuis 1994, sous la houlette de Tony Blair, un véritable *new look*. Adieu au Labour d'antan, vive le nouveau Labour ! Ainsi s'explique ce recentrage vers une image plus rassurante, et moins à gauche.

Ainsi, à écouter un discours politique sans cesse répété dans les médias au point de lasser l'opinion avant même le déclenchement de la campagne, on ne pourrait guère glisser une feuille de papier à cigarettes entre les deux programmes. M. Blair est accusé de « coller » aux tories, de voler leur programme, de jouer le lion socialiste déguisé en mouton capitaliste. Les travaillistes se sont ralliés à l'économie de marché ; ils ont promis de ne pas augmenter les impôts – engagement qui risque d'être difficile à tenir – et de respecter le budget en cours. Ils se refusent à toute promesse qu'ils ne pourraient pas financer avec l'encours actuel. Ce qui ne les empêche pas de dénoncer la politique économique et sociale de John Major.

Dans le domaine de l'éducation, les deux camps font assaut de propositions pour améliorer le niveau scolaire et la discipline dans les écoles. On assiste à la même surenchère sur le maintien de l'ordre et l'on ne sait pas bien qui, du ministre de l'intérieur actuel ou de celui du cabinet fantôme, est le plus répressif. Bref, M. Blair reprend à son compte l'acquis de la « Dame de fer », se présentant en quelque sorte comme le continuateur d'un thatchérisme qu'il veut à visage humain.

Il n'est pas jusqu'à l'Europe – ce ver qui n'en finit pas de ronger le Parti conservateur – sur laquelle les positions des deux bords ne semblent proches. M. Blair a suivi, avec prudence, la dérive eurosceptique des tories, là aussi pour « coller » à l'opinion telle que la voient les journaux et les experts. L'euro-sympathie qu'il avait exprimée dans *Le Monde* à la fin de 1994 s'est fortement atténuée, en particulier sur la monnaie unique ou l'Union économique et monétaire.

Mais il faut arrêter là cette comparaison. M. Blair n'est pas M. Major, et réciproquement. Le Labour demeure globalement proeuropéen ; il n'a pas ce comportement hostile qu'est devenu celui de M. Major et de son secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, face à tout ce qui vient de l'autre côté du *Channel*. Qui plus est, il s'est engagé à ratifier la charte sociale, bête noire des tories.

LASSITUDE

Autre croquemitaine de ces derniers : le rétablissement d'un salaire minimum, une des rares promesses faites par M. Blair. Dans le domaine social, il n'a pas renoncé, s'il devient premier ministre le 1er mai au soir, à imposer la reconnaissance des syndicats dans les entreprises. Ses priorités vont plus vers une amélioration du fonctionnement de services publics qui se dégradent que dans de nouvelles réformes comme la privatisation des retraites ou des prestations sociales. Il a compris que la majorité des Britanniques est lasse des changements menés à la hussarde.

Paradoxalement, le facteur crainte joue pour la première fois en faveur du Labour. On a longtemps dit que ce parti était... la meilleure arme secrète des tories. Le principal succès de M. Blair aura été de mettre à mal cette perception profondément ancrée et de rassurer des électeurs qui ont largement bénéficié de la révolution thatchérienne, mais qui sont las de l'équipe en place.

Les conservateurs ont beau s'appuyer sur leur bilan et sur une situation économique enviable, ils ont perdu leur pouvoir de conviction. Leur crédibilité a pâti d'une arrogance née de trop d'années de pouvoir et dont on a vu les résultats désastreux dans la crise de la « vache folle ».

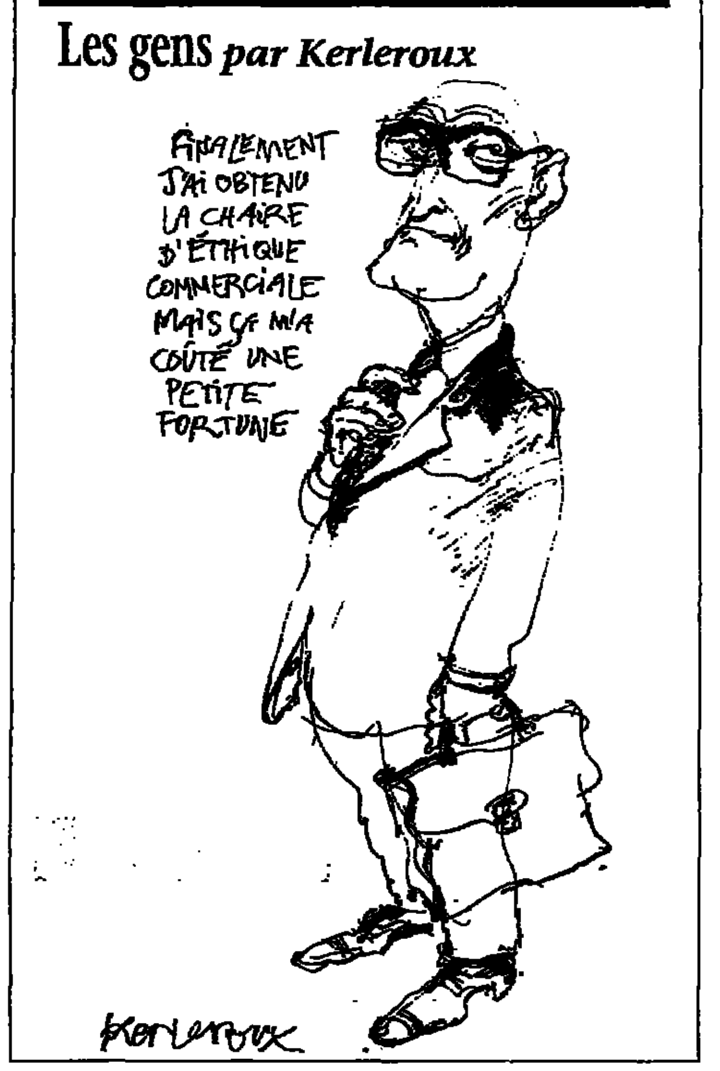
Cette fois, la partie ne se joue plus seulement sur le terrain économique. M. Major, qui l'avait emporté, à la surprise générale et en pleine crise, en 1992, semble incapable de profiter de la conjoncture pour se maintenir au pouvoir. Même si l'avance du Labour dans les sondages – plus de 20 points depuis trois ans et 28 points, lundi 17 mars, selon le *Daily Telegraph* – ne peut que fondre au cours des six semaines de campagne.

Tony Blair l'a bien compris, qui, en commun avec le Parti libéral-démocrate, a proposé une série de réformes constitutionnelles qui pourraient bouleverser le paysage politique britannique : réforme de la Chambre des Lords, où les pairs héréditaires perdraient leur droit de vote, modification du scrutin uninominal à un tour, qui pourrait céder la place à un scrutin proportionnel, dévolution d'une Assemblée élue à l'Ecosse et au pays de Galles, adoption d'une déclaration des droits de l'homme.

C'est bien là un projet novateur, s'il voit le jour. John Major le récuse en bloc, accusant le Labour de détruire les fondements du Royaume-Uni, mais il ne propose rien pour revenir sur l'hypercentralisation du système politique britannique. Ce sera l'un des enjeux de la campagne. L'autre sera la personnalité des deux candidats à une élection de plus en plus « présidentialisée », à l'américaine.

Quoi qu'il en soit, le choix des Britanniques décidera si le pays s'installe dans un système de parti quasi unique dominé par les tories ou bien si le Labour parvient à capter leur confiance et à la conserver.

Patrice de Beer



Les gens *par Kerleroux*

L'avenir de l'Europe se joue-t-il à Helsinki ?

Suite de la première page

Or il ne suffira pas au chef de la Maison Blanche d'obtenir des concessions à Helsinki : il devra ensuite persuader le Congrès et les Américains que les intérêts vitaux de l'Amérique seront mieux protégés avec une Alliance atlantique élargie à l'est de l'Europe. L'historien George Kennan exprime ainsi un point de vue répandu, bien que minoritaire, en soulignant que rapprocher l'OTAN des frontières russes est une *« erreur fatale »* qui risque d'enflammer les tendances *« nationalistes, anti-occidentales et militaristes »* existant à Moscou. Pour tenter de rassurer non seulement les autorités russes, mais aussi une opinion américaine réticente à l'idée selon laquelle les *boys* devraient un jour défendre les habitants de Prague ou Budapest, Washington minimise le coût de l'élargissement pour les Etats-Unis et souligne que la « nouvelle OTAN » n'aura pas besoin de stationner des forces supplémentaires en Europe, a fortiori nucléaires.

Le reste a tendance à relever de la vision américaine, un rien messianique, de la nouvelle architecture de sécurité du Vieux Continent. Il s'agit *« de faire pour l'Europe de l'Est ce que l'Amérique a fait pour l'Europe de l'Ouest »* au lendemain de la seconde guerre mondiale, notamment par le biais du plan Marshall. *« Nous avons été capables de créer des relations stables et pacifiques entre des pays qui se sont combattus et d'engendrer un extraordinaire niveau de prospérité »*, souligne un conseiller présidentiel. Comprenant les réticences russes (*« Ils ont été envahis par Napoléon et Hitler, pas nous »*, rappelle Bill Clinton), les Etats-Unis ne demandent pas à Moscou d'avaliser le principe de l'élargissement de l'OTAN, mais simplement d'accepter de définir avec eux le nouveau cadre des relations entre l'Alliance atlantique et la Russie, afin que celle-ci ne reste pas *« à la périphérie de l'Europe »*.

Tel est le rôle que devrait jouer la « Charte de sécurité », à laquelle les Américains veulent conserver un *« caractère dynamique »*, c'est-à-dire non contraignant, contrairement aux souhaits de Moscou. Washington est prêt à faire des concessions, tout en insistant sur un point essentiel : pour importante qu'elle soit, l'évolution des relations entre l'OTAN et la Russie ne remettra pas en question le calendrier de l'élargissement. Il est exclu, de plus, que Boris Eltsine puisse obtenir satisfaction sur une sorte de droit de veto à l'encontre de la candidature de tel ou tel pays. *« Aucune des démocraties émergentes de l'Europe n'est inéligible »*, insiste un haut fonctionnaire du département d'Etat.

C'est pourtant cette exigence (*« Ne touchez pas à la CEI ni aux Baltes »*), que Boris Eltsine a rappelée à la veille du sommet d'Helsinki, qui, selon lui, pourrait s'achever sur *« certains désaccords »*. Ce durcissement, classique avant toute négociation, viserait aussi à compenser le rythme accéléré des concessions faites ces dernières semaines par Moscou sur divers points litigieux de la Charte, laquelle n'aurait plus à être ratifiée par les Parlements : un simple engagement des pouvoirs exécutifs pourrait désormais satisfaire les Russes.

Ces reculs, contrastant avec les menaces encore toutes récentes de *« contre-mesures »* russes en cas d'élargissement de l'OTAN, ne s'expliquent que par le rapport de forces actuel, comme l'a reconnu Boris Eltsine : *« Bien sûr, les Américains ne vont pas bouger. Ce sera très dur, mais quoi, allons-nous leur faire la guerre ? Non bien sûr. »* D'autant plus, a-t-il rappelé, que Bill Clinton, comme lui-même, entame son second et dernier mandat et veut laisser une trace dans l'Histoire sous la forme d'un accord russo-américain. Après avoir retardé autant que faire se peut tout échange sur le sujet, Moscou a accepté, en juin 1996, le principe de négociations sur l'élargissement pour en *« limiter les conséquences négatives »*, puis un plan de travail concret sur une Charte.

LA TÂCHE EST ARDUE

Il reste maintenant au Kremlin à expliquer à la population russe que *les intérêts nationaux du pays n'ont* pas été « vendus ». La tâche est ardue et c'est peut-être pour cela que Boris Eltsine a parlé du *« sommet le plus difficile de* [sa] *carrière »*. Il n'a pas hésité en tous cas à prétendre qu'il avait refusé une proposition de Bill Clinton d'investir 4 milliards de dollars en Russie en échange d'un accord sur l'OTAN. Il est difficile aux dirigeants russes d'acquiescer publiquement à un élargissement *« qui traduit mieux que tout leurs échecs depuis cinq ans »*, souligne l'opposant Grigori Iavlinski. Car, malgré tous les démentis occidentaux, si l'OTAN s'élargit, c'est aussi parce que la Russie reste perçue comme un élément d'instabilité en Europe.

Ses déferlements en Tchétchénie sont oubliés mais pas *« ses désordres, ses salariés non payés, sa criminalité, son nucléaire à l'abandon ou son président imprévisible, ne fût-ce que par sa santé »*, rappelle M. Iavlinski. Cependant, pour cet opposant démocrate, comme pour l'ensemble de la classe politique russe, l'élargissement de l'OTAN est une erreur, volontiers comparée à celle faite lors du traité de Versailles qui, en humiliant l'Allemagne défaite, a accouché de la seconde guerre mondiale. C'est moins une « humiliation » ou un aveu d'échec que la nécessité d'avoir à changer radicalement de discours, qui poserait problème au Kremlin. Il lui faudra en effet expliquer, après le sommet de Madrid (qui devrait entériner l'élargissement), pourquoi il n'ira pas immédiatement braquer ses missiles nucléaires sur Prague, Varsovie et Budapest et les redéployer à Kaliningrad ou en Biélorussie, comme le promettait jadis régulièrement tel ou tel représentant du pouvoir. Bill Clinton serait disposé à faciliter la tâche de Boris Eltsine en lui laissant le choix du moment le plus propice pour reconnaître la victoire de l'OTAN. En évitant par exemple de la clamer à Helsinki.

Tout en laissant le président russe continuer à exprimer son opposition de principe à l'élargissement, il pourrait mettre l'accent sur le soutien américain à l'adhésion de la Russie au G 7, au Club de Paris ou à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et, plus largement, à l'intégration de la Russie dans un système de sécurité européen, voire mondial, du XXIe siècle. *Mais le cœur n'y sera pas, en tous* cas du côté russe. Il y a un mois seulement, Boris Eltsine ne confiait-il pas que son objectif est *« de différer »*, puis *« d'éroder progressivement »* le processus d'élargissement de l'OTAN ? Tout reste une question de rapport de forces, et la Russie ne veut pas rester faible éternellement.

Sophie Shihab et Laurent Zecchini

RECTIFICATIFS

DIPLOMATIE

Le nouvel ambassadeur en Hongrie se nomme Paul Poudade, et non Paul Poupade, comme nous l'avons écrit par erreur dans *Le Monde* daté 16-17 mars.

Le Monde
21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
TÉL : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Le défi de Lionel Jospin

PEINANT à sortir d'une période difficile, de la défaite électorale de Vitrolles aux hésitations face à la contestation contre le projet de loi Debré, Lionel Jospin peut-il espérer passer à la reconquête ? Il a du chemin à faire. Les derniers sondages montrent que l'électorat, même mécontent de la majorité en place, n'est pas disposé pour autant à faire confiance à la gauche et, particulièrement, au PS, dont la « cote » est en baisse. La sanction de ce flottement est sévère. Elle risque d'être durable si le premier secrétaire du PS ne repasse pas à l'offensive.

Il s'est donc efforcé d'y parvenir en présentant le projet économique de son parti. Mardi 18 mars, M. Jospin a posé un diagnostic juste : le constat d'*« un déficit de croissance »* préjudiciable à la France. Juste encore, l'accusation corollaire : le coup d'arrêt – avec ses lourdes conséquences économiques et sociales – donné par la droite (avant même l'élection de Jacques Chirac, et parfois dans une singulière continuité avec la philosophie de Pierre Bérégovoy) aux frémissements de reprise de ladite croissance. Bref, M. Jospin a visé juste.

Même s'il est plus facile d'analyser l'écart entre la croissance réelle et le PIB potentiel que d'en venir à bout, même si nul ne peut décréter une croissance de 3 % à partir de 1998, M. Jospin a raison de dire que la France n'a plus à se battre, aujourd'hui, contre l'inflation ou le déficit extérieur, mais d'abord et avant tout contre le chômage. Mais comment faire ? Constatant que les entreprises ont largement retrouvé leurs marges d'autofinancement, mais qu'elles sont victimes d'une grande sécheresse de commandes, il estime que c'est d'abord par une politique de la demande que l'on pourra faire redémarrer une économie alanguie. Pour que l'activité augmente et que le chômage recule, le PS compte sur une augmentation maîtrisée du pouvoir d'achat à travers la création d'une nouvelle *« cotisation sociale généralisée »* et une réforme de la fiscalité, la progression de la masse salariale provenant principalement d'une réduction de la durée du travail sans baisse de rémunération.

L'ancien candidat à l'élection présidentielle part, somme toute, d'un constat keynésien, qui rappelle un peu celui de Jacques Chirac pendant la campagne de 1995. Mais les conclusions qu'il en tire ouvrent la voie à une rupture avec la politique à laquelle s'est rangé finalement le chef de l'Etat, comme François Mitterrand l'avait fait en 1983. Il reste au premier secrétaire du PS un an pour convaincre de la faisabilité d'un programme qu'il entend mettre en œuvre sans augmenter les déficits ni sortir de Maastricht. La caution de Jacques Delors ne suffira pas à rassurer les entreprises – lourdement mises à contribution à travers les embauches de jeunes, les trente-cinq heures, la hausse de pouvoir d'achat et la fiscalité –, que la gauche aura pourtant besoin de mobiliser si elle veut juguler le chômage.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'élection de Gaston Monnerville

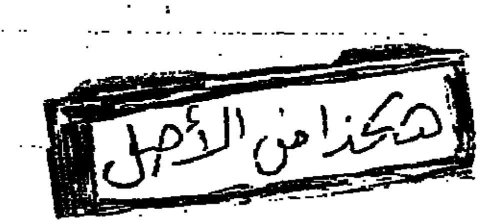
AINSI la seconde Assemblée sera présidée par le représentant d'un parti qui a particulièrement lutté pour son existence. A ce titre de membre du Rassemblement des gauches, M. Gaston Monnerville *en ajoute un autre : celui* d'être originaire d'une très ancienne colonie française, la Guyane, aujourd'hui département français. Le nouveau président du Conseil de la République considère que son élection *« honore l'Union française et montre qu'entre la métropole et ses territoires d'outre-mer il existe plus que des liens politiques, des liens de fraternité »*.

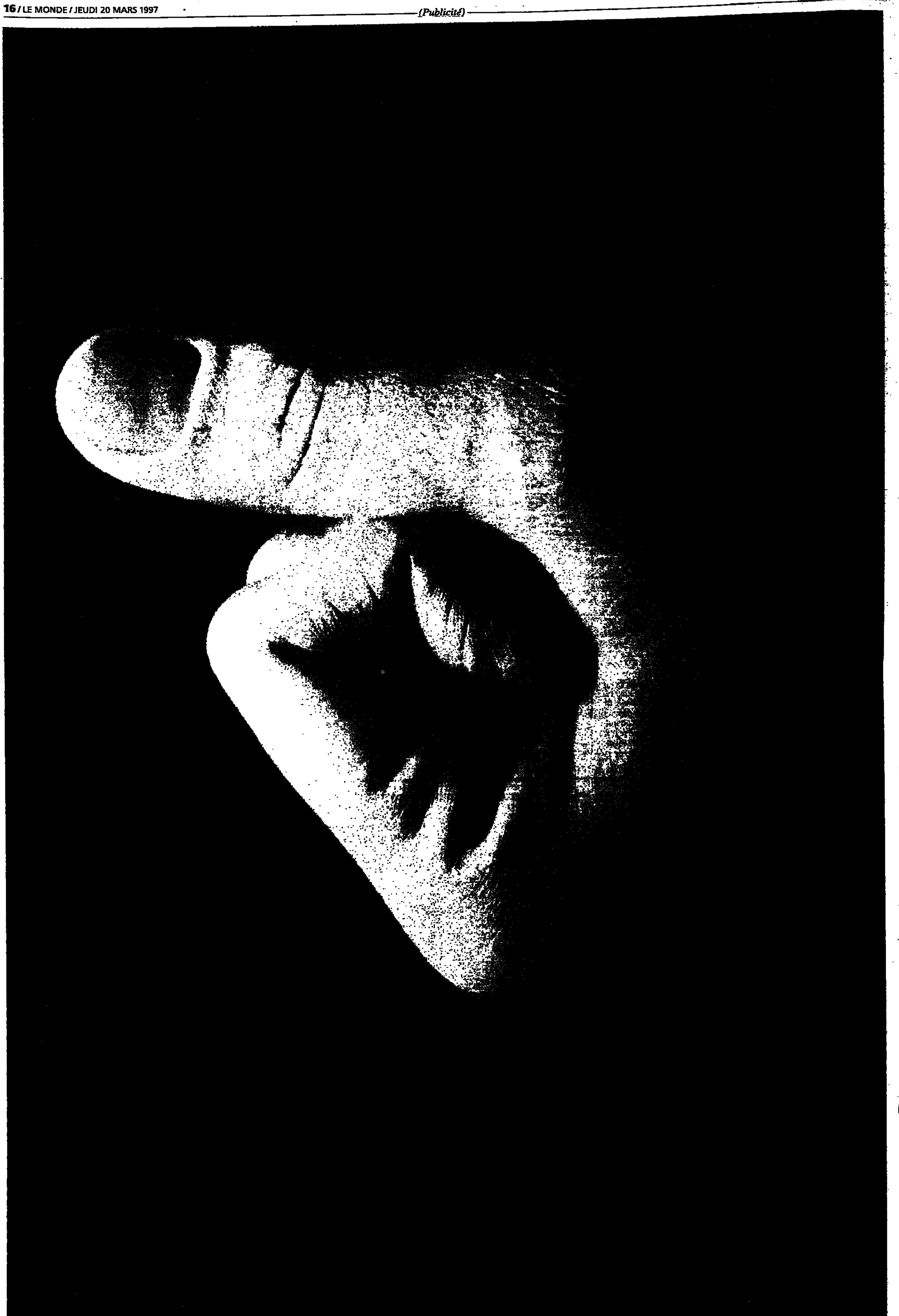
C'est par 141 voix contre 131 à M. Henri Martel, conseiller communiste, que M. Monnerville, conseiller radical socialiste de la Guyane, a été élu après deux tours de scrutin. Dans cette élection au scrutin secret à la tribune, la majorité absolue des suffrages exprimés était exigée aux deux premiers tours, la majorité relative suffisant à partir du troisième tour.

Le nouveau président du *Conseil de la République est né le* 21 janvier 1897, à Cayenne. Avocat à la cour d'appel de Paris, M. Monnerville a été élu député de la Guyane pour la première fois en 1932 ; réélu en 1936, il exerça les fonctions de sous-secrétaire d'Etat aux colonies en 1937 et 1938. M. Monnerville participa à la lutte contre l'occupant en France après 1940 et reçut la rosette de la Résistance. *Député de la Guyane aux* deux Assemblées constituantes, M. Monnerville fut élu conseiller de la République dans ce département. Il était vice-président de la seconde Assemblée depuis décembre 1946.

(20 mars 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78





Ter

هكذا من الأصل

Le Monde
VOYAGES

Terres d'été

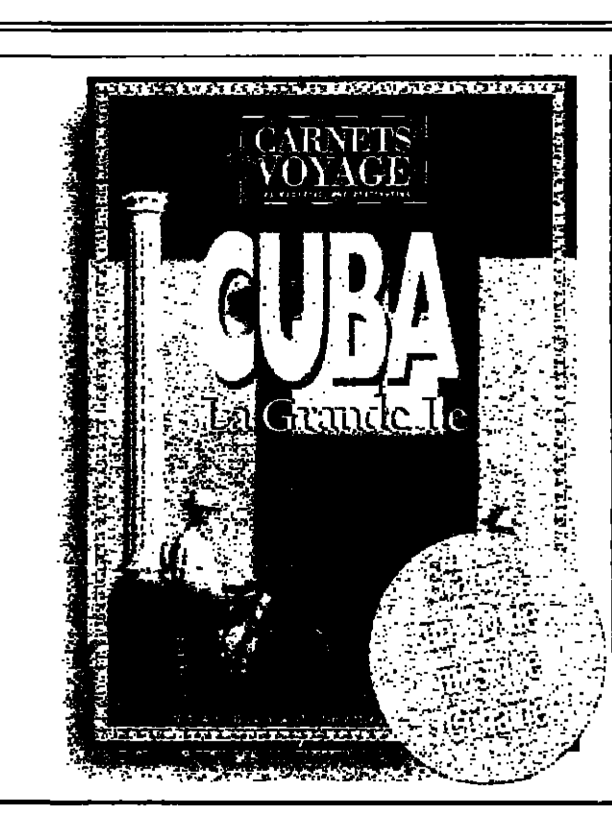


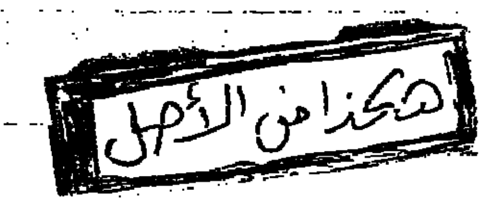
PIERRE SCHWARTZ

Tapis volant

A la « une » de nos Terres d'été, un tapis de roses. Celles, fêtées chaque année, dans un bourg berbère. Des jardins marocains aux jardins vénitiens, il n'y a qu'un pas, franchi sur un tapis volant en partance pour la Tanzanie, les îles de la Sonde et les antipodes. Avant de visiter Weimar avec Goethe, Vienne avec Schubert, la Suède avec Gustave et une Baltique hantée par la Hanse. Flâner, ensuite, dans Budapest la parisienne et, pour finir, s'abandonner dans les bras d'une principauté d'opérette.

Sommaire





Goethe au quotidien

« Où pourriez-vous trouver autant de qualités sur un si petit espace ! », s'exclamait l'écrivain qui y vécut 55 ans

WEIMAR
de notre envoyée spéciale

Le nom de Weimar reste surtout attaché à la fameuse Constitution qui y fut rédigée en juillet 1919, celle qui devait instaurer, le 11 août de la même année, la première République allemande, la République de Weimar. Cette dernière ne devait toutefois survivre que onze ans. Suivirent ensuite des temps obscurs. Hitler. La guerre. Dans la foulée de la capitulation allemande, la Thuringe – dont elle était et reste la capitale – devait être absorbée dans le nouveau territoire de la République démocratique allemande. Et Weimar s'effaça des mémoires pour quarante-cinq ans.

Cette aristocratique petite cité champêtre n'a pas oublié, en revanche, qu'elle abrita, jusqu'en 1918, la cour du grand-duché de Saxe-Weimar. Pas plus qu'elle n'a oublié tous les hommes de talent qui, siècle après siècle, s'y établirent et en firent croître la renommée. A commençer par les peintres de la Renaissance, les deux Cranach, le père et le fils, l'Ancien et le Jeune, pour finir par la fondation, en 1919, de l'école d'architecture du Bauhaus, par Walter Gropius. Mais, plus que de tout autre, elle se souvient du préféré de ses citoyens d'adoption, le grand Goethe.

Devant le classique et élégant bâtiment de pierre blonde du Théâtre national allemand, Goethe et Schiller poursuivent une conversation que la rigidité du bronze semble impuissante à interrompre. Une conversation à bâtons rompus que les deux amis entretinrent pendant cinq ans, jusqu'à ce que la mort emporte Schiller, en 1805. Lorsqu'il arrive à Weimar, en 1775, à la demande du jeune duc Carl-August, Goethe a vingt-six ans et il a publie, l'année précédente, *Les Souffrances du jeune Werther*. C'est là, à l'exception des deux années qu'il consacrera à un long voyage en Italie, qu'il résidera jusqu'à la fin de ses jours. D'autant plus occupé que Carl-August, dont il est déjà le conseiller privé, lui confiera, successivement, plusieurs portefeuilles de ministre, notamment celui des finances, des arts et belles lettres, et des bâtiments.

L'ancienne ville ducale a peu changé depuis l'époque où tant de beaux esprits animaient de leurs brillantes discussions les réunions privées et la vie intellectuelle de la cour. On y croisait alors, outre Goethe et Schiller, le philosophe Herder, le poète Wieland, ancien précepteur de Carl-August, ainsi que les frères Humboldt, qui enseignaient à la proche université d'Iena. On imagine fort bien Goethe sortant de sa maison du Frauenplan et marchant à travers les rues et les places bordées de palais et de belles demeures baroques ou Renaissance aux façades ocre, rose, pistache ou gris perle. On l'imagine aussi volontiers s'arrêtant un instant devant la maison de Charlotte von Stein, cette jeune femme qui, toute sa vie, lui voua un amour platonique partagé. Puis, admirant le splendide *Gingko biloba* qui étend toujours sa ramure devant ces fenêtres aujourd'hui anonymes, avant de cueillir l'une de ses feuilles gemellées qu'il célébrera dans un court poème. De là, il continuait jusqu'à la demeure de son ami Schiller, un édifice orné d'un fronton triangulaire jaune surmontant un toit d'ardoises grises à la Mansart. Fraîchement restaurée, elle a retrouvé sa couleur ensoleillée, soutachée de volets gris pâle, et le visiteur qui y pénètre retrouve, intacte, l'atmosphère du cabinet de travail du poète.

JACQUELINE SALMON/ARCHIPRESS IN « CAPITALES OUBLIÉES », WEIMAR, LES ÉDITIONS DU DEMI-CERCLE

La place Goethe, vue du café Goethe

Allemagne

Mer Baltique
Berlin
WEIMAR
THURINGE
RÉP. TCHÈQUE
FRANCE
AUT.
SUISSE

A Weimar, le marché déploie toujours, chaque matin, sur la Marktplatz, ses trétaux surchargés de vaisselle en faïence fleurie, de fleurs, de fruits, de légumes et de guirlandes d'oignons roses et jaunes artistiquement tressées. Un marché balayé par les effluves âcres mais appétissantes des *Thüringer Bratwurst*, ces saucisses grillées que l'on dévore entre deux tranches de pain. Sans doute, en traversant cette place, Goethe avait-il une pensée pour Jean-Sébastien Bach, qui, de 1708 à 1717, avait occupé la fonction d'organiste de la chapelle de la cour. Bach qui demeurait alors dans une maison (démolie en 1803) où devaient naître ses fils Wilhem Friedemann et Carl Philipp Emanuel. Combien de fois, aussi, contempla-t-il, sur son flanc Est, la splendide façade renaissance blasonnée du serpent ailé des Cranach, avant d'aller méditer devant les merveilleux retables qu'ils avaient réalisés pour les églises voisines de Saint-Jacques et de Saint-Pierre et Saint-Paul. De là, il se rendait alors à la bibliothèque, orgie de stucs rococco s'étageant sur deux niveaux, aménagée dans le Palais vert, dix ans avant son arrivée, par la duchesse Anna-Amalia, mère de Carl-August. Un registre, conservé sur place, indique qu'il y emprunta plus de deux mille livres. Mais il ne pouvait savoir qu'un jour elle compterait, parmi ses trésors, quelque treize mille éditions de son *Faust*, ni que lui-même, avec ses amis Schiller, Herder et Wieland, tiendrait compagnie, dans la galerie des bustes, à cinquante autres gloires du temps passé.

Sa promenade achevée, Goethe regagnait sa maison, où l'attendait son épouse Christiane, née Vulpius. Cette union avec la fille d'un petit bureaucrate, légalisée en 1806 après une liaison de dix-huit années et la naissance de cinq enfants, avait été fort mal digérée par la bonne société de Weimar. Bordant le fond de la place du Frauenplan, cette grande demeure, cadeau du duc et dans laquelle il emménagea en 1792, est restée à peu près en l'état où il la laissa à sa mort. Tout, dans son décor, porte l'empreinte du maître. Sur l'avant, ouvrant sur la place, les pièces de réception. A l'arrière, côté jardin, son cabinet de travail et sa bibliothèque. Au premier étage, les salles de ses collections et les appartements privés de la famille. Collectionneur éclairé, il y avait accumulé de son vivant plus de vingt-six mille objets d'art, sculptures et bronzes antiques, gravures et tableaux, plats en majolique du XVI[e] siècle, monnaies anciennes et minéraux. Seules, aujourd'hui, deux mille cinq cents pièces sont exposées.

Pour l'auteur de l'essai sur *La Théorie des couleurs*, la teinte attribuée à chaque lieu était certainement capitale. Le bleu pour l'entrée, nuance froide destinée à maintenir les distances. Le jaune et le rose, gais et chaleureux, pour les chambres, salons et salle à manger. Le vert, enfin, propice à la réflexion, pour les espaces dédiés à l'étude.

Bourreau de travail, Goethe savait aussi se montrer homme du monde. Il accueillait ainsi, dans ses luxueux salons, tout le gotha de la littérature et des arts de son époque. Les soirées du salon de Junon sont restées fameuses. On y côtoyait alors, outre le cercle des familiers, de brillants visiteurs de passage, tels les philosophes Hegel et Fichte, le jeune Henri Heine, la pianiste Clara Wieck (future madame Schumann) et le compositeur Felix Mendelssohn-Bartoldy. Germaine de Staël compta également au nombre de ces invités d'un jour. On sait par leurs commentaires mutuels qu'elle trouva que Goethe parlait trop et ne la laissait jamais s'exprimer, et qu'il pensa la même chose d'elle. Rien n'est plus révélateur du caractère méthodique et studieux de cet homme que l'atmosphère dépouillée de son cabinet de travail et de sa bibliothèque aux étagères croulant sous le poids de six mille cinq cents ouvrages. Le tout baignant dans une lumière d'aquarium. Même rigueur pour la spartiate chambre contiguë, meublée simplement d'un lit, d'un fauteuil et d'une table où, jugeant qu'il était inutile d'encombrer sa pensée avec du superflu, il vécut, replié sur lui-même, les derniers temps de sa vie. Il rendit l'âme le 22 mars 1832. Il avait quatre-vingt-trois ans.

Depuis l'arrière de la maison, on distingue, au loin, les frondaisons du parc traversé par la rivière Ilm. S'y dresse toujours le pavillon champêtre qui fut la première résidence de Goethe avant d'emménager sur le Frauenplan. Dans ces parages, un dernier pèlerinage conduit, passé la maison où Franz Liszt habita les dix-sept dernières années de son existence, jusqu'au cimetière historique. Là, unis dans la mort comme ils le furent dans la vie, Goethe et Schiller reposent, côte à côte, dans le panthéon ducal des Saxe-Weimar, non loin de leur ami et protecteur, le duc Carl-August. Plus tard, Nietzsche, à son tour, viendra se retirer et mourir à Weimar, en 1900. Et puis, au début du siècle, une nouvelle vague d'artistes, les architectes Gropius et Van de Velde, les peintres Klimt, Klee et Kandinsky s'y regrouperont pour enfanter un mouvement qui fera date. Sans doute est-ce pour cela que flotte toujours sur la ville ce parfum de talent et d'esprit qu'un demi-siècle de carcans totalitaires n'ont pas réussi à dissiper.

Marie-Noëlle Hervé



Carnet de route

■ **ACCÈS.** En avion, avec Lufthansa (tél. : 01-42-65-37-35), qui propose des *vols quotidiens, sauf le samedi*, de Paris à Erfurt *via* Münich : 3 125 F A/R en tarif apex. Intéressantes promotions estivales autour de 1 400 F A/R.

■ **VOIR.** Les demeures de Goethe et Liszt (fermées le lundi) et celle de Schiller (le mardi) ; la bibliothèque Anna-Amalia (fermeture dominicale) ; au Schlossmuseum, les collections d'art et de peintures, du Moyen Age à l'époque romantique, notamment la galerie des Cranach (fermée le lundi) ; le beau décor de la maison construite *par l'architecte Henry Van de Velde* pour abriter les archives de Nietzsche et le musée du Bauhaus, derrière le Théâtre national (tous deux fermés le lundi). Enfin, dans les environs, les trois petits châteaux de Dornburg dominant la rivière Saale. Deux seule*ment se visitent (sauf les lundis et mardis)*, l'un Renaissance, l'autre rococco, où Goethe se retira trois mois, en 1828.

■ **ÉTAPES.** Sur la place du marché, l'Hôtel Elephant (tél. : 00-49-36-43-80-20), *un établissement historique* (remis à neuf en 1993) qui, depuis quatre siècles, a vu passer tous les grands noms des arts, des lettres et de la politique. Thomas Mann l'évoque dans son roman *Lotte à Weimar*. Compter entre 542 F et 752 F par personne en chambre double. Autres hôtels de charme dans le centre, le Russischer Hof (tél. : 00-49-36-43-77-40, 322 F et 490 F) et le Treff Hotel Weimar (tél. : 00-49-36-43-80-30, à partir de 400 F).

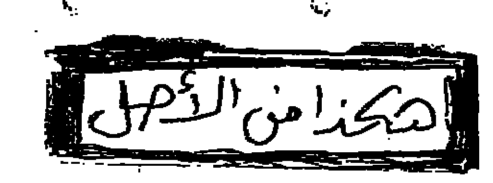
■ ***TABLES.*** *Ambiance typique et rustique* à l'auberge Zum Weissen Schwan, sur la Frauentorstr (tél. : 00-49-36-43-20-25/21). Une conviviale brasserie-bar, l'Elephant Keller, contigué à l'hôtel du même nom. Le Café Sperling, à côté de la maison de *Schiller. Et, pour ses spécialités de poisson*, Gastmahl des Meeres, dans une belle maison baroque proche du chateau.

■ **AGENDA.** En 1999, Weimar sera la capitale culturelle de l'Europe. L'occasion d'une triple célébration : le 250[e] anniversaire de la naissance de Goethe (né à Francfort, en 1749) et le 80[e] anniversaire de la création de la République de Weimar et de la fondation du Bauhaus.

■ **LIRE.** *Anthologie de la poésie allemande* (Pléiade/Gallimard). Une librairie spécialisée dans la littérature allemande, Calligramme (8, rue de la Collégiale, 75005 Paris, tél. : 01-43-36-85-07). Côté guides, *l'Allemagne de l'Est, de Berlin à Weimar* (Arthaud), le Baedecker sur l'Allemagne et le guide vert Allemagne (Michelin).

■ **RENSEIGNEMENTS.** Office national allemand du tourisme, 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 01-40-20-01-88 et Minitel 3615 Allemagnetour.

CONCEPTION ET COORDINATION : Patrick Francès.
ICONOGRAPHIE : *Sophie Malexis*
CARTOGRAPHIE : Infographie *Le Monde*
PUBLICITÉ : Stéphane Moullé-Berteaux et Guillaume Drouillet



Un écho de vieille Europe

Dans l'air, un je-ne-sais-quoi d'insouciance et, sur les façades, un festival d'envolées lyriques, de clins d'œil et de facéties

BUDAPEST
de notre envoyé spécial

A peine l'aéroport consumé dans la nuit, le chauffeur de taxi brandit une pile de prospectus qu'il déploie en éventail avec le geste d'une danseuse de flamenco et la ténacité d'un rabatteur thaïlandais : *« Beautiful girls in Budapest ! »*. Les dépliants, polyglottes, vantent des boîtes de strip-tease (« Dolce Vita », « Aphrodite », « Flash Dance »...) avec, à l'appui, des photos de pulpeuses donzelles qui semblent poser pour une publicité à la gloire de la « Vache qui rit ».

On est à peine surpris de cette entrée en matière tant on nous a rebattu les oreilles avec l'image d'une Budapest *« sulfureuse »* qui, dit-on, serait, aujourd'hui, la ville la plus chaude d'Europe et pas seulement en raison de ses sources thermales. Une première balade nocturne, au centre de Pest, confirmerait presque cette réputation. Autour de la place Vorosmarty, les enseignes se multiplient pour indiquer – en mètres – les distances qui vous séparent des « Dolce Vita » et autres « Aphrodite », tandis que des jeunes femmes peinturlurées et mal fagotées racolent sans conviction. A cet instant, on est loin de se douter qu'on a déjà, pratiquement, épuisé les stupres de Budapest *« la débauchée »*.


BRUNO BOURELRAPHO

Un « look » haussmannien qui lui valut le surnom de « Petit Paris » d'Europe centrale

La surprise et l'émotion sont en revanche totales devant la colline de Buda, son château et le pont des Chaînes, illuminés comme une citrouille d'Halloween. Une vision de nature à disjoncter la paupière la plus blasée. Le *must* – et le bon sens – étant d'avoir sa chambre au Hyatt ou au Forum, comme une péniche au bord du Danube, et de s'endormir ainsi dans la plus chatoyante des cartes postales.

Sitôt debout, on plonge dans la carte postale tandis que des rondelles de brume somnolent au-dessus du clocher de Mathias. On réalise alors que Budapest n'est pas sulfureuse là où on l'attendait. Au cœur du quartier historique, face à l'église la plus attachante de la ville, surgit, sans un geste d'excuse, un bloc de béton gris, compact, arrogant. C'est l'Hôtel Hilton – verrou pour l'esprit, verrue pour l'oeil – qui semble vous précipiter vers le Danube. Une aberration dont on vante parfois l'audace au motif que quelques vestiges du XIIIe siècle y sont intégrés... A l'intérieur de l'église, livrée à la foule des visiteurs et des paroissiens, une dame un peu revêche, lèvres minces et chignon impeccable, promène un panneau en quatre langues : *« Silence, SVP. »* Tapi sur la colline, sûr de lui et dominateur – presque entièrement reconstruit depuis l'incendie de 1945 –, le château royal fait mine de veiller sur la ville. Mais, à l'instar de son homologue pragois, il n'est que le pâle reflet de son orgueilleuse apparence. Ce clin d'œil à Prague inaugure une étonnante série de flash-back. L'occasion de réviser ses classiques européens.

Au premier regard, en effet, le voyageur plutôt pressé, distrait et un rien paresseux voit dans le charme de Budapest une collection de réminiscences du Vieux Continent. Face au château, sur la rive opposée du Danube, le Parlement néogothique rappelle un Westminster londonien mâtiné de Duomo milanais. Dans les ruelles de Pest, un palais néovénitien nous plonge dans le « Canale Grande », tandis qu'une église baroque fait songer à Saint-Pétersbourg ou à Vienne. Vienne encore, avec l'Opéra néo-Renaissance où souffle l'esprit de la *Mitteleuropa*. Vienne toujours avec ses grands cafés rococo comme le New York, et surtout ses salons de thé où de vieilles dames – dites les « mémères Gerbeaud » – se défont comme les gâteaux étouffe-chrétien qu'elles avalent trop goulûment. Mais est-ce encore pécher que de pécher la bouche pleine sous les lambris, les stucs et les miroirs de chez « Gerbeaud » ou « Ruszwurm » ? Pour les papilles de l'écrivain Dominique Fernandez, les gâteaux de Budapest seraient même supérieurs à leurs homologues viennois, qu'il imaginait pourtant indétrônables... La pâtisserie Muvesz – notre préférée – est située sur le boulevard Andrassy, qui possède un air de famille avec les grands boulevards parisiens et leurs stakhanovistes du lèche-vitrines. Après Paris, voici Istanbul et Baden-Baden avec une kyrielle de bains et piscines à l'architecture grandiloquente, néo-fellinienne, comme Szechenyi, Kiraly ou Gellert. Des thermes qui jouent ici le rôle des cafés d'antan, lieux de rencontres littéraires, de jeux d'échecs et de séduction. Et c'est avec un brin de jalousie qu'on observe quelque vieux sage, sorti des étuves, s'étendre sur des coussins en rayonnant d'une étonnante volupté interne. Cette ferveur des eaux qui lavent l'esprit et ressourcent le corps explique peut-être, en partie, la décontraction, la légèreté, un je-ne-sais-quoi d'insouciance qui habitent Budapest. Voilà un des signes que celle-ci se révèle bien plus qu'une simple compilation des paillettes de la vieille Europe. Budapest est extraordinairement vivante, enjouée, et ses habitants semblent avoir toujours en eux un trop-plein de musique pour faire danser la vie.

L'architecture s'en donne à cœur joie avec son flamboyant mélange d'éclectisme et d'art nouveau. Une architecture qui multiplie – parfois jusqu'à l'absurde – envolées lyriques, clins d'œil et facéties. A donner le tournis au visiteur.

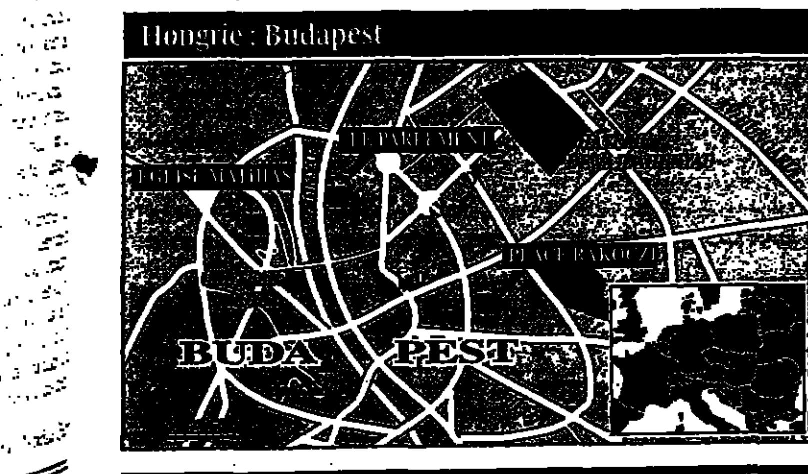
Happé tous azimuts, le regard virevolte plus qu'il ne se pose et décrit dans l'espace volutes et contours échevelés. Il bute aussi sur les *« dessins capricieux tracés par les obus »*. Avec le romancier Gyorgy Konrad, on pressent alors ce qu'aurait pu être Budapest si elle avait pu développer toutes ses virtualités. Mais – là est l'essentiel – la capitale a surmonté ses traumatismes et gardé son caractère singulier. Comme le souligne justement ce même Konrad, *« mieux vaut subir des injures obscènes que d'être mis au rancart en tant qu'imbécile »*.

Le maître de l'art nouveau, Ödön Lechner, a puisé dans les origines orientales de son peuple pour créer un style spécifique. Témoins de cet *« hungarian style »*, le Musée des arts appliqués et l'ancienne Caisse d'épargne de la Poste ne sont pas sans rappeler les oeuvres de Gaudi à Barcelone. C'est dans ce ballet des façades, voluptueux et débridé, que Budapest se révèle finalement la plus sulfureuse.

Autant dire que les pulpeuses créatures des strip-teases-lupanars, les gitanes émoussées de la place Rakoczi ou les butineuses de la discothèque du Hyatt (tellement réaliste-socialiste qu'elle aurait pu abriter un Musée Lénine) font pâle figure au regard de cette fête architecturale.

La Budapest audacieuse et délurée jusqu'au dévergondage, on la retrouve aussi dans certains restaurants qui n'hésitent pas à bousculer et revisiter la cuisine traditionnelle, figée et trop grasse. Des lieux où règne parfois une atmosphère semblable à celle du Paris des années 30. Un Paris rêvé, hédoniste, insouciant et avant-gardiste. Et soudain, en trempant ses lèvres dans un grand tokay – *« vin des rois et roi des vins »* – tandis que les musiciens galvanisent le cœur des élégantes, on réalise que cette ville a aussi su vous étreindre parce qu'elle vous a rappelé un Paris que vous n'avez jamais connu.

Jacques Tiano



Carnet de route

■ **ACCÈS.** De Paris, Budapest est à deux heures de vol avec Air France (tél. : 01-44-08-24-24 et 22-22), à partir de 2 044 F A/R, ou avec la compagnie hongroise Malev (tél. : 01-43-12-36-00), 2 118 F jusqu'à fin mars.

■ **FORFAITS.** Transtours (tél. : 01-44-58-26-26 et dans les agences), un des meilleurs spécialistes de l'Europe de l'Est, propose, dans sa brochure *L'Est intégral*, des formules week-end, à partir de 2 870 F par personne (3 500 F avec hébergement à l'Hôtel Hyatt) ainsi que de séduisants combinés associant la capitale hongroise, Vienne et Prague, et une croisière baptisée « Capitales du Danube ». D'autres voyagistes programment Budapest dont Air Sud, Cartour, CGTT Voyages, Clio, Directours, Donatello, Episodes, Fram, Frantour, Idées Voyages, Jet Tours, Kuoni, MSR, Nouvelles frontières, Pauli Voyages, Planète, Terrien, Tourisme Verney, Visit Europe et La Procure Terre entière qui propose une Europe baroque avec Vienne, Budapest, Bratislava et Prague.

■ **HÔTELS.** L'Atrium-Hyatt (tél. : 00-36-1-266-12-34) et le Forum (pour la vue sur le Danube, tél. : 00-36-1-117-80-88), le Gellert (pour la légende et ses célèbres bains, tél. : 00-36-1-185-22-00) et le Nemzeti (pour l'atmosphère *Mitteleuropa*, tél. : 00-36-1-269-93-10).

■ **TABLES.** Gundel (tél. : 00-36-1-122-10-02), pour le cadre et l'ambiance. Fortuna (tél. : 00-36-1-175-68-57), pour la virtuosité de sa cuisine.

■ **CAFÉS ET SALONS DE THÉ.** Hungaria, Gerbeaud, Müvesz et Ruszwurm.

■ **BARS.** Picasso Point, Piaf et Café Pierrot.

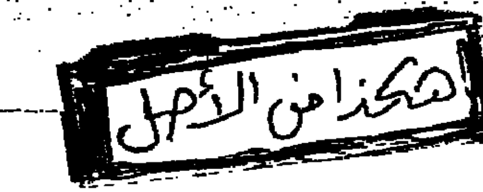
■ **BAINS.** Gellert, Szechenyi et Kiraly.

■ **LIRE.** Côté guides, *Budapest* (Autrement), *La Hongrie* (Lonely Planet), *Le Grand Guide de Budapest* (Gallimard), *A Budapest et en Hongrie* (Visa/Hachette) et le *Guide du Routard des pays de l'Est* (Hachette). Egalement *Mémoires de Budapest à Paris*, de François Fejtö (Calmann-Lévy) et *Le Complice*, de György Konrad (Seuil).

■ **UNE ADRESSE.** L'Office du tourisme de Hongrie, 140, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris, tél. : 01-53-70-67-17.

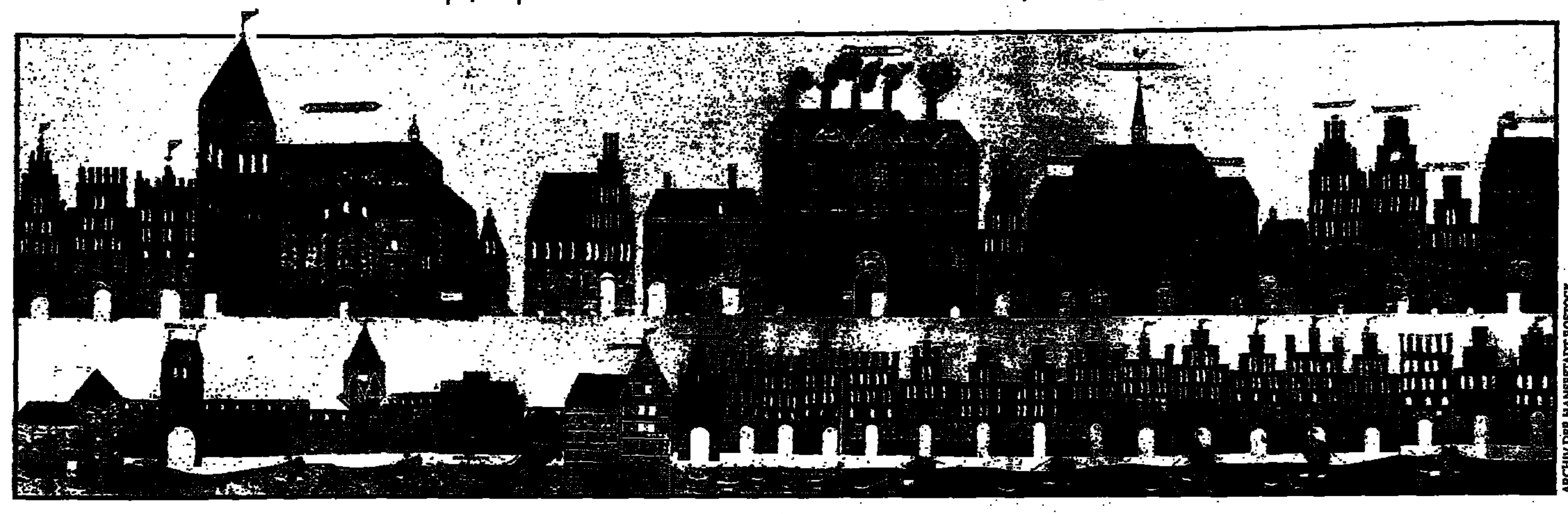






Grandeur et décadence

Au nord de l'Europe, l'esprit de la Hanse flotte encore sur des cités de brique rouge sorties du Moyen Age



ARCHIV DER HANSESTADT ROSTOCK

ROSTOCK
de notre envoyée spéciale

Pendant huit ans, de 1578 à 1586, messire Vicke Schörler, commerçant en la bonne ville de Rostock, *placée sous l'autorité du* duc de Mecklembourg, prit la peine de se munir de crayons de couleurs et de feuilles de papier lors de chacune de ses sorties en ville. Vicke Schörler a ainsi dessiné chacune des scènes auxquelles il assistait : défilés de soldats, d'étudiants, charrettes, étals des marchands, drapeaux, fanions, et même une bagarre de chiens sur la place du marché neuf. C'était un méticuleux, un maniaque. Avec, pour résultat, cent vingt-sept dessins rassemblés en une longue fresque de 60 centimètres de hauteur sur 18 mètres de longueur. Une sorte de tapisserie de Bayeux *(notre illustration)* à la gloire de Rostock, prototype presque parfait de la ville hanséatique.

L'ancien village des bords de la Warnau, fréquenté par les commerçants scandinaves, vivait de sa splendeur en déclin. Ville de la Hanse, elle abritait la première université de la côte baltique, une université où enseigna l'astronome Tycho Brahé.

Sur la fresque du marchand-dessinateur, remontant la rivière vers le cœur de la ville, un nombre incroyable de *kogges* (le bateau le plus typique de la flotte hanséatique) défilent, comme à la parade, devant les moulins de bois, les remparts de brique rouge, les cimetières tracés autour de chaque église, l'alignement régulier des hautes maisons marchandes surmontées de leurs pignons à la hollandaise, l'université, la vieille place du marché, *l'hospice du Saint-Esprit, les sept* clochetons de l'hôtel de ville, le gibet des sorcières, etc.

Le parchemin de Vicke Schörler a miraculeusement échappé à l'incendie qui ravagea Rostock en *1677*. Document rare qui restitue à la fois l'atmosphère de la ville, son activité intense, son obsession du commerce et son goût de l'harmonie. Et si du temps de la RDA on ne chérissait guère la Hanse, association capitaliste, des historiens n'en veillèrent pas moins sur le précieux parchemin.



Aujourd'hui, Rostock a le charme déchirant d'une ville trop longtemps abandonnée qui se réveille lentement. A l'église Sainte-Marie, haut lieu des derniers rassemblements contre le régime communiste, les cloches sonnent de nouveau et le pasteur a repris ses sermons de midi. En 1991, la première manifestation officielle, après la chute du mur de Berlin, fut la « Hanse trail », une course de vieux gréements. Désormais, à Rostock, on estime que la Hanse peut être un formidable tremplin pour s'ouvrir au monde, après tant d'années d'isolement. Warnemünde, le port, a le charme exotique d'un bord de mer extrême : maisons de bois, jetées immenses, rives animées où l'on déguste du poisson fumé en buvant un alcool fort au léger goût anisé. Un port un rien suranné qui, à présent, joue les stations balnéaires à la mode.

Tout le long de la côte allemande, on retrouve partout les mêmes bribes d'histoire. Partant *de la mer du* Nord, *choisissons* Brême. Même situation que Rostock : la ville est construite au bord *de la Weser mais beaucoup* plus loin, à l'intérieur des terres, puisqu'une autoroute d'environ *70 kilomètres* la sépare de son port maritime. Port, autoroute et agglomération forment encore aujourd'hui « une ville libre et hanséatique », le plus petit Land allemand. En 1962, des archéologues ont exhumé des sables de la rivière une *Kogge* inachevée, coulée à peine sortie du chantier naval, victime d'un défaut d'équilibre. La *Kogge* de Brême, en *cours de restauration*, vaut le parchemin de Vicke Schörler pour qui souhaite en savoir davantage sur la *navigation d'autrefois*. A Brême, dont le centre a été épargné par la cohue automobile, *l'amour de la Hanse confine* presque à un culte sacré. Jamais d'accord avec Lübeck, trois fois exclue de la communauté hanséatique pour rébellion, la ville, depuis dix siècles, frissonne de plaisir quand l'automne annonce l'ouverture du *Frei Market*.

Autrefois, cette foire célébrait le retour de campagne des navires qui rapportaient la cire et les fourrures de Russie, l'acier de Suède, la laine et les tissus d'Angleterre, le vin de Bordeaux ou du Portugal. Aujourd'hui encore, le rendez-vous le plus huppé de Brême est le « dîner des capitaines » ou *Schaffermahl*. Depuis 1545, le menu servi à cette occasion est resté inchangé : soupe de *poule, morue aux écrevisses*, choux verts aux marrons et *Pinkel*, rôti de veau avec salade de *céleri et prunes*.

Pas une cité de la Hanse où la brique rouge du Moyen Age ne *triomphe. Des hôtels de ville, mi*raculeusement conservés ou restaurés, aux églises Sainte-Marie, *Saint-Nicolas ou Saint-Jacques* (patrons des marchands ou des pêcheurs) ; des places du marché, où l'on commerce toujours, aux maisons patriciennes, dont les entrepôts dévoraient presque tout l'espace tant l'on était obsédé par le stockage des marchandises ; des anciennes brasseries (la bière, déjà, s'exportait dans toute l'Europe) aux greniers à sel, l'une des marchandises les plus précieuses de l'époque, en provenance de Lünebourg, autre cité hanséatique au sud de Lübeck.

Partout, les réminiscences d'un fabuleux acharnement commercial, *qui entraîna dans son sillage* des idées nouvelles venues du sud et de l'ouest du Vieux Continent *ainsi qu'une architecture* ambitieuse importée de Hollande ou du centre de l'Allemagne.

Chaque ville, bien sûr, recèle une spécialité. Celle de Lübeck, joyau de ces cités septentrionales, *situé à l'embouchure de la* Trave, est le massepain, une pâte d'amande enrobée de chocolat. En forme de cœur et habillé de papier rouge, il témoigne, à sa façon, du déclin de la ville, au *XVI*[e] *siècle*, époque à laquelle il était importé de Venise, la grande concurrente des routes maritimes du sud.

Prestigieuse capitale historique de la Hanse, Lübeck, à la beauté sereine, a régné sur un empire sans nom, sur un territoire sans frontières semé de villes dispersées mais solidaires, fières de leur indépendance et obsédées par leur enrichissement. Puis elle s'est assoupie, conservant néanmoins l'essentiel de ses trésors au cours des guerres successives dont son histoire devait être ponctuée.

Sonna alors l'heure de Hambourg, ancienne ville hanséatique, elle aussi, mais où le présent a presque supplanté le passé. Car l'esprit de la Hanse flotte encore sur les entrepôts de brique rouge et sur des canaux devenus inutiles. Le long des chaussées où stationnent les camions, les façades armées de crochets et de monte-charge engloutissent toujours des marchandises importées du monde entier. Depuis le port franc, la silhouette de la ville, hérissée de clochers, *semble sortir tout droit* du Moyen Age.

Marie-Odile Delacour

Un pirate socialiste ?

L'HOMME S'APPELAIT CLAUS STORTEBECKER et il fit le malheur de bien des marchands à la fin du XIV[e] siècle. Installé sur l'île de Rügen, au large de la ville hanséatique de Stralsund, il n'avait pas son pareil, en effet, pour attaquer, en mer du Nord ou en Baltique, les *Kogge* croulant sous les marchandises. Après quoi, il disparaissait avec son butin dans le labyrinthe des bras de mer, des lacs et des presqu'îles de la région. Pendant près de vingt ans, le pirate resta insaisissable. Il n'était à la solde de personne et surtout pas à celle de la reine du Danemark ou du duc du Mecklembourg. Non, Stortebecker était un *vitalienbrüder*. Ce mot, qui vient du français « victuailles », désignait les pirates « partageux », soucieux d'égalité, et, de ce *fait, suivis d'une cohorte de nobliaux déchus* ou de paysans ruinés, spécimens fort nombreux à l'époque sur les rives de la Baltique.

La légende du pirate de Rügen devait en fait prendre son essor lors de son exécution. Capturé à Hambourg, en 1405, il fut, avec une centaine de *ses compagnons, condamné à avoir la tête tran*chée. On raconte qu'il aurait alors demandé leur grâce si, une fois décapité, il parvenait encore à passer ses hommes en revue. Tous ceux qu'il atteindrait seraient épargnés. L'étrange marché avait été accepté mais le bourreau aurait brouillé les cartes en disposant traîtreusement, sur la route du pirate, la caisse de bois où gisait sa propre tête...

En 1970, la municipalité communiste de Rostock, ancienne ville refuge des pirates de la Hanse, accrut encore la renommée de Stortebecker en organisant, sur l'île de Rügen, un festival d'été avec, en vedette, un spectacle son et lumière consacré à l'histoire de ce singulier personnage. Pour les dirigeants de la RDA, le pirate Stortebecker était forcément socialiste. *Ne défendait-il pas les pauvres* contre les riches ? Désormais organisé avec des fonds privés, le festival Stortebecker de l'île de Rü*gen rassemble chaque été plus de deux cent mille* spectateurs.

M.-O. D.

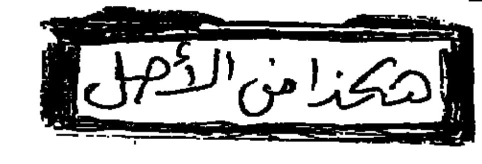
Carnet de route

■ **ITINÉRAIRES.** La Hanse ignorait les frontières. Il est donc possible de l'aborder par cent chemins différents. Cette année, la Nouvelle Hanse, une organisation de deux cent six villes se *réclamant d'un passé hanséatique, se* réunira du 26 au 29 juin à Gdansk, ville qui fête également son millénaire. Suivre, à partir de la Pologne, la route de la Hanse, c'est visiter Szeczin, sur l'Oder, Stargard Szczecinski, l'île de Wolin, où a lieu un festival des *Vikings, Kamien Pomorski, etc.*
On peut aussi aborder la Hanse via certains de ses anciens comptoirs. Bruges, par exemple, offre de nombreux vestiges hanséatiques. Plus inattendu, Bergen, en Norvège, est une bonne base de départ pour de *nombreuses excursions dans les* fjords. C'est aussi la seule ville hanséatique à posséder un musée de la Hanse. Avec ses maisons de bois miraculeusement préservées et situées directement sur le port, elle permet de se replonger dans l'atmosphère d'un *comptoir du XV*[e] *siècle. Le conserva*teur, Marco Trebbi, est l'un des meilleurs spécialistes européens de la Hanse.

■ **AVEC QUI ?** C'est surtout en Allemagne que l'on trouvera des voyages *thématiques à des prix intéressants.* L'année touristique 1997 a, en effet, comme thème les villes hanséatiques : Hambourg (année Brahms, anniversaire du port en mai), Brême (en octobre, la plus grande fête populaire du nord de l'Allemagne et à Bremerhaven, son avant-port, le Musée national de la marine), Lübeck (inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, mar*ché historique en mai) mais aussi Ros*tock (en août, la Hanse Sail, rendez-vous de vieux voiliers), Wismar (gigantesques églises gothiques en brique), Stralsund ou Greifswald, quatre cités situées dans les nouveaux Länder. En France, Nouvelles Fron*tières (tél. : 08-03-33-33-33) propose* des forfaits pour Lübeck (vol A/R et une nuit d'hôtel à partir de 1 210 F) et Hambourg (1 310 F). Quant à Terrien (à Nantes, tél. : 02-40-47-93-25 et agences), il propose une promenade hanséatique en Allemagne et au Da*nemark (Brême, Lünebourg, Lübeck,* Vejle, Aarhus, Copenhague, Hambourg, Bruges), du 6 au 17 août, pour 14 390 F tout compris.

■ **LIRE.** Peu de choses, en français, sur ce sujet à l'exception de l'ouvrage du *seul spécialiste français de la Hanse*, Philippe Dollinger, *La Hanse, XII*[e]*-XVII*[e] *siècle* (Aubier, 1964). De son côté, le Conseil de l'Europe édite en anglais (à quand une traduction française ?) un guide des *Sites, monuments et routes hanséatiques, de Gun Westholm (Conseil de l'Eu*rope, Routes culturelles européennes, Palais de l'Europe, 67075 Strasbourg Cedex).

■ **SE RENSEIGNER.** Auprès de l'Office polonais du tourisme (49, avenue de *l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 01-47-42-*07-42), de l'Office du tourisme norvégien (28, rue Bayard, 75008 Paris, tél. : 01-53-23-00-50) et de l'Office allemand du tourisme (9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 01-40-20-01-88).



Si Gustave m'était conté

Du manoir de Skogaholm au château de Gripsholm, retour au temps béni d'un souverain francophile

STOCHKHOLM
de notre envoyée spéciale

Dans une bibliothèque tapissée de vieux ouvrages, près d'une mappemonde géante, une jeune femme tire les cartes. Les caprices du destin ont beau l'absorber tout entière, elle lève volontiers son visage pour sourire au visiteur qui, cavalièrement, vient troubler sa *silencieuse* occupation. Dans une autre aile, un peu en retrait derrière le grand lustre de cristal, se tient une autre femme. La tête également ceinte d'une coiffe, le corps enserré dans une robe longue à carreaux. Est-ce elle qui vient d'imprimer un léger mouvement au cheval de bois, dans la chambre d'enfant, à droite du vestibule ? Elle qui a disposé, dans la cuisine, le pain, l'orge, le sarrasin ?

Le manoir de Skogaholm, à Stockholm : l'un des bâtiments les plus anciens du musée de plein air de Skansen, dans le quartier de Djurgarden. Ses occupantes y refont les gestes du *XVIIIe*, dans un décor strictement gris, parmi des chaises ovales, des tentures vichy et des poêles en faïence. C'est l'époque du fameux style « gustavien », le temps béni de la Suède. Celui qui, sous les *règnes d'Adolphe-Frédéric et* Gustave III, voit fleurir, tout autour de la capitale, maisons de campagne, manoirs et théâtres. Ceux de Confidencen, de Drottningholm ou, plus à l'ouest, dans la *ville de Mariefred, le célèbre* Gripsholm, installé au dernier étage d'un château Renaissance. Un théâtre « bonbonnière » : certains disent « Palais-Bourbon ». Glaces, stucs, colonnes ioniques à cannelures dorées et petite machinerie diabolique : l'architecte Erik Palmstedt n'a pas ménagé ses efforts pour satisfaire Gustave III. Un vrai toqué de théâtre, épris d'illusionnisme dès l'enfance et poussé dans les bras des chimères par sa mère Louise Ulrique, avec laquelle il semblait entretenir des relations très « opératiques » : démêlés, ruptures et réconciliations...

Dans sa bonbonnière, donc, Gustave joue, ce qui n'enchante pas tout le monde. Parfois même, il met en scène. Quoi ? Des pièces de sa composition, plutôt bonnes (*La Reine Christine*, sans Garbo). Ou alors du Corneille, du Racine et du Beaumarchais. Une troupe française, spécialement attachée à Drottningholm, vient parfois y donner des comédies-ballets. Par exemple *Zémire et Azor*, de Grétry, ce fameux remake oriental de *La Belle et la Bête*, créé en 1771, à Fontainebleau. Ou *Armide*, de Gluck, repris en 1887 à la cour suédoise dans un décor de Desprez.

Un décorateur au talent immense, qui a d'abord travaillé avec Piranèse, et qui est originaire d'Auxerre. Puisque c'est aussi, on l'a compris, les très riches heures de la France. L'époque où « le Soleil » et « l'Etoile du Nord » sont, comme diraient les Canadiens, *« en amour »*. Cette passion pour l'Hexagone, *contractée par le* souverain lors de son grand tour en France, en 1771, excède de beaucoup l'espace étroit dessiné par Palmstedt. Même dans l'aile des courtisans – où l'on a froid *sur le sol carrelé de pierre*, entre une commode à miroir et un lit à rideaux – on parle français. Alors naturellement dans le salon vert de la reine Sophia-Magdalena... Dans cette pièce à l'élégance néoclassique, on brode, on joue à colin-maillard. Et on lit : Marmontel et Voltaire, Diderot et Rousseau. Lectures choisies mais pas toujours feutrées, en dépit de l'étiquette. Surtout lorsque l'*Emile* passe entre les mains. La profession de foi de ce jeune homme entendant disserter librement, dès ses dix-huit ans, de l'existence de Dieu, échauffe en effet considérablement les esprits. Et l'on reste très divisé sur les qualités présumées du *« bon sauvage »*, comme sur la pertinence des conseils de Jean-Jacques : faut-il vraiment renoncer à l'usage du maillot, et allaiter soi-même son nouveau-né, au lieu de recourir à la nourrice ?

Deux siècles plus tard, la famille royale a déserté depuis longtemps Mariefred. Et la France et la Suède ne sont plus tout autant « en amour ». Faute à *la mort précoce du souverain* francophile, assassiné en plein bal masqué ? Ou faute, trois ans plus tôt, à notre révolution ? *« Ah ! les orangs-outangs ! »* s'emporta le démocrate éclairé, devenu à la fin de son règne autocrate, en apprenant la prise de la Bastille. Abandons et coups de sang, *rien de tout cela ne semble avoir* affecté la physionomie souriante de l'antique *Pax Mariae* (Mariefred, en latin). Une localité de quatre mille cinq cent vingt et une âmes, sage comme une image. *« Paysage calme et paisible, arbre et pré, champ et forêt »* notait, en 1930 ou 1931, le romancier et essayiste autrichien Kurt Tucholsky. Lequel, fuyant les miasmes berlinois, vint se reposer là et y écrire son fameux *Eté en Suède*, une bluette amoureuse trouée de cauchemars flamboyants : fillettes traumatisées fuyant sur les routes avec leurs oursons en peluche, tenancières de homes d'enfants à la poigne de fer. Visions prégnantes mais finalement dissipées, en fin de récit, par le ciel bleu.

Il est vrai que, dans ce coin du Sörmland, tout semble de nature à panser les plaies. Même les plus profondes. Là où l'on presse le pas, ici, on va lentement. Dans le lac de Mälar, on pêche les ablettes. On contemple, dans les vitrines de verre du petit musée rural, les robes d'enfant en piqué blanc et les meubles miniatures. Dans le jardin de l'ancienne teinturerie en bois rouge, on sacrifie à la cérémonie du café servi par des *dames retraitées en tablier rayé*.

Ah ! le charme de ce jardin... C'est un jardin petit, voyez-vous, mais très suffisant pour contenir, les soirs d'été, les joueurs d'accordéon ou les acteurs venus ressusciter Bellman, troubadour suédois du XVIIIe. C'est un jardin sorti tout droit des contes de Caroll ou Lagerlöf. Hanté hier, peut-être, par le naturaliste Linné, et aujourd'hui par de belles jardinières bêchant, comme à Skansen, les marguerites et les simples. Rien de laborieux dans cet enclos où l'on peut toujours s'interrompre pour boire un café et regarder passer, de l'autre côté de la barrière, les citoyennes, les pêcheurs et les enfants. Parfois, un train surgit, sifflant et crachotant, du bosquet derrière la maisonnette vanille. C'est le domaine du chef de gare, un personnage très Playmobil qui, certains jours, s'amuse à lever fièrement le bras pour donner le départ aux vieilles locomotives. Le bonheur en somme. Le temps retrouvé.

Seule ombre au tableau, peut-être, ces quelques morts sur ordonnance stationnant dans le sous-sol du Gripsholms Hotel, à heure fixe. *« Quatre ou cinq personnes, dont un moine, assez souvent »* précise ouvertement la patronne. Mais, rassure-t-elle, ce sont des morts pour rire, des victimes provisoires, remises sur pied en un tour de main. Dès la fin des *« mystery week-ends » concoctés tout exprès pour les* clients. Pas de quoi, on le voit, fouetter un chat. Juste de quoi, peut-être, faire sourire Umberto Ecco. Et frissonner, dans le lac, les ablettes...

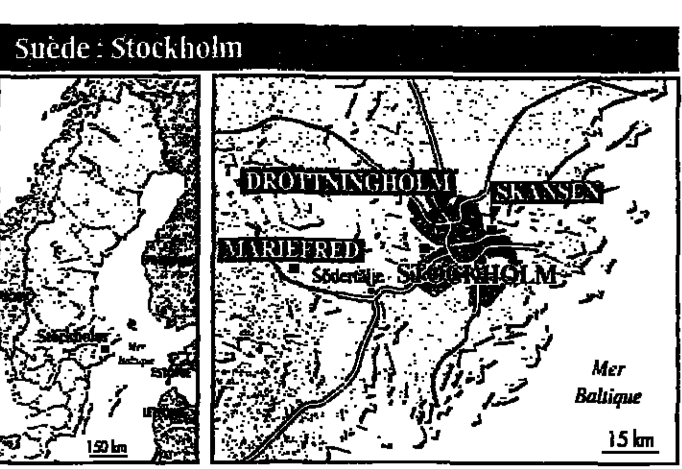
Thérèse Rocher



INGALILL SNITT IN « L'ART DE VIVRE EN SUÈDE », ÉD. FLAMMARION

Au manoir de Skogaholm : salle à manger redécorée en 1790 ; aux murs, les portraits de la famille Wennerstedt ; au centre, le buste en plâtre de Gustave III

Suède : Stockholm



Un rite à part entière

Les Les Suédois sont des addicts psycho-frénétiques des épices et des aromates. Ils s'arsouillent à la vanille, à l'aneth et au clou de girofle. Ils sont en manque s'ils n'ont pas leur ration régulière de fromage au cumin, de sablés au poivre, de galettes au gingembre ou de petits pains à la cannelle. Ils marient le riz et le safran, le hareng et le raisin de Corinthe et – l'exploit laisse pantois – ils font frire le camembert pour l'agrémenter de framboises jaunes ! Tout cela, sans parler de la viande de renne et d'élan, du saumon à l'unilatéral, de la poêlée du pauvre *(Pytt i Panna)*, des boulettes de viandes *(Köttbullar)* et de la « Tentation de Jansen » (gratin de pommes de terre augmenté d'anchois, d'oignons et de crème fraîche). *Passons sous silence la morue* « à la lessive » et le hareng fermenté qui ne font pas l'unanimité. Reste que le buffet suédois – le *smörgasbord* – doit être traité comme un rite à part entière, car, en plus de ce mélange de raffinement et d'abondance, il joue des contrastes et des couleurs, de tous les demi-tons, des points d'orgue et des altérations, si bien qu'il faut un doigté d'artiste pour *bien composer ses assiettes successives*.

Jacques Meunier

Carnet de route

■ **ACCÈS.** SAS (tél. : 01-53-43-25-25) propose quatre vols quotidiens non-stop Paris-Stockholm. A partir de 1 990 F A/R, jusqu'au 31 mars. Vols quo*tidiens avec Air France* (tél. : 01-44-08-22-22), à partir de 2 024 F A/R.

■ **AUBERGES.** A Mariefred (60 km de Stockholm), choisir le Gripsholms Vardshus & Hotel (Kyrkogatan 1, Box 114, 647 30 Mariefred, tél : 00-46-159-130-20), la plus ancienne auberge, dit-on, du pays. Chambres ravissantes, et suites royales. Avec les poêles en faïence verts ou fleuris chers à l'époque gustavienne et, dans la suite Vasa, la réplique du lit de Gustave 1er Vasa exposé au château de Gripsholm. Nombreuses formules dont un forfait spectacle (avec, par exemple, comédie de Shakespeare), un séjour golf ou un « mystery week-end »...

■ **VISITES.** Le musée de plein air de Skansen (tél. : 00-46-8-442-80-00) mérite amplement le détour. Il comprend, outre un zoo et un aquarium, quelque 140 édifices anciens provenant de toute la Suède, dont le manoir de Skogaholm. Le musée du Théâtre de Drottningholm conserve, comme le *Nationalmuseum* de Stockholm, d'admirables décors de Louis-Jean Desprez. On peut aussi visiter le théâtre (tél. : 00-46-8-759-04-06). A Mariefred, ne pas manquer le château de Gripsholm (tél. : 00-46-159-101-94) avec sa galerie *de portraits et son théâtre. Et faire un* petit tour au petit musée rural (ouvert l'été de 13 heures à 16 heures) où l'on s'attardera dans son idyllique et minuscule jardin.

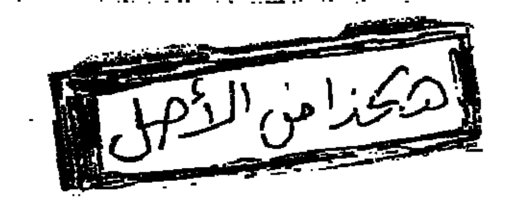
■ **RENDEZ-VOUS.** L'été, la plupart des théâtres *royaux* de Stockholm et des environs proposent des concerts. Celui de Drottningholm (tél. : 00-46-8-665-14-00) est l'un des plus courus. Confidencen (tél. : 00-46-8-85-78-16), une ancienne école d'équitation, transformée, au XVIIIe, en théâtre, est encore plus charmant. Mais les spectacles n'y sont pas tous d'égale qualité (*Les Nymphes de Bellman* y sont assez décevantes). A Mariefred, festival de théâtre dans la cour du château de Gripsholm. Et musique beaucoup plus informelle, certains soirs, à 19 heures, dans le jardin de l'ancienne teinturerie en bois rouge.

■ **RÉTRO.** L'été, le vieux bateau à vapeur *S/S Mariefred* relie Mariefred à Stockholm. Et vice-versa. Compter 3 heures de traversée (tél. : 00-46-8-669-88-58). On peut aussi, de mai à septembre, parcourir en train à vapeur, les 4 kilomètres qui séparent Mariefred de Laggesta, ville où le romancier Tucholsky a situé son effrayant home d'enfants. Renseignements au 00-46-159-210-00 ou 210-06.

■ **LIRE.** Le *Guide bleu Suède* (Hachette) et *Le Grand Guide de la Suède* (Gallimard). Sur l'époque gustavienne et le théâtre au XVIIIe siècle, le no 51 de *Connaissance des Arts consacré à la Suède au XVIIIe ainsi* que le no 39 de *Muséart*. Côté livres : *Gustave III, un démocrate éclairé* de Claude Nordmann (Presses Universitaires de Lille) ; *Gustave III par ses lettres* (Editions Gunnar Von Proschwitz) ; *La Chimère de monsieur Desprez* (Réunion des musées nationaux) et *Le Soleil* et *l'Etoile du Nord - la France et la Suède au XVIIIe siècle*, catalogue édité lors de l'exposition de 1994 au Grand Palais (Réunion des musées nationaux). Pour les amateurs d'architecture, *Châteaux en Suède* de Hakan Groth (éditions Thames & Hudson). Enfin, *Un été en Suède*, de Kurt Tucholsky (Balland), qui, de prime abord, peut apparaître comme un roman à l'eau de rose, permet en fait de vérifier les intuitions de cet opposant au nazisme qui (comme Zweig en 1942) s'est suicidé par désespoir.

■ **ÉCOUTER.** *La Suède du XVIIIe en musique, Gustaviansk Opera* et *Petite musique de Drottningholm* de Johan Helmich Roman, chez Harmonie Distribution (collection *Musica Sveciae*).

■ **S'INFORMER.** A l'Office suédois du tourisme et des voyages (18, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, tél. : 01-53-43-26-27). Sur place, à l'Office de tourisme de Stockholm (Sweden House, tél. : 00-46-8-789-24-02) et à l'Office de tourisme de Mariefred (Radhuset, 647 00 Mariefred, tél. : 00-46-159-297-90.



L'île aux dragons

Dans le détroit de la Sonde, un lézard géant et carnivore, cousin du tyrannosaure, règne en maître

KOMODO
de notre envoyée spéciale

Planté à l'orée du village, le hangar dessine un halo dans la nuit. La lumière crue des néons éclaire des silhouettes figées autour des tables. *« Impossible de le manquer,* avait prévenu dans un anglais parfait le petit homme sec, *continuez la grand-rue et vous tomberez sur le Billiard Sakkura. »* A 22 heures, ouvert à tous vents, en pleine jungle, le billard-disco, QG des noctambules de Labuhanbajo, diffuse les vieux tubes des Beatles interprétés en indonésien. Il fait lourd et humide, les premières pluies sont tombées et les effluves épicées saturent l'air ambiant. Les joueurs, moyenne d'âge vingt-cinq ans, *kretek* aux lèvres – cigarette locale mêlant tabac et clou de girofle – portent cuir noir et T-shirts distendus. *« Depuis cinq ans, c'est la nouvelle distraction des jeunes »*, commente Paul Boleng, responsable municipal. L'engouement pour le billard symbolise la mutation d'un village de pêcheurs dopé par la manne touristique.

A quatre heures de bateau de Labuhanbajo, le Parc national de Komodo et ses dragons géants, survivants du tertiaire, constitue la principale attraction des Nusa Tengarra Timur, les îles du sud-est de l'archipel indonésien. *« En 1995, Komodo a reçu 29 000 visiteurs,* précise l'officier municipal, *80 % de ces touristes séjournent, avant ou après la visite, à Labuhanbajo, sur la côte ouest de Florès »*, l'un des deux ports d'accès, avec Sape sur l'île de Sumbawa. En dix ans, l'ancien fief des gitans de la mer (Labuhanbajo, signifie port des Bajos) est méconnaissable. On se souvient, avec nostalgie, de l'unique môle qui, en 1986, servait aux barques à moteur et aux pirogues à balanciers. Un bout de quai sur lequel on avait alors débarqué au terme d'une journée de navigation sur une mer d'huile chauffée à blanc. On revenait de l'île aux dragons, avec une chèvre, terrée dans l'habitacle du moteur. Elle avait échappé de justesse au repas des fauves. A l'époque, les gardes du Parc national sacrifiaient de pauvres biquettes, à heure et à lieu fixes, afin que les touristes puissent observer les monstres. On avait obtenu la grâce de la troisième victime.

Avec sa grand-rue bordée d'échoppes au coude à coude, détaillants en pacotilles et fausses antiquités, le village a pris l'allure d'une cité balnéaire. On ne compte plus les *losmen* (pensions) et les hôtels bâtis à la va-vite en bord de mer qui affichent « sorties plongées » et « croisières aux dragons ». Aboullah, d'origine Bugi, la trentaine sérieuse, privilégiant l'homme d'affaires au marin, raconte qu'il s'est empressé de réunir les fonds avec ses parents pour construire un deuxième bateau plus rapide, qu'il a baptisé *Bintang-Laut-Express* (Etoile des mers express). Originaires de Célèbes, les Bugis, navigateurs de pères en fils, assurent, depuis trois siècles, le commerce dans tout l'archipel, et au-delà. Le *Bintang-Laut* est une pinasse à la proue effilée, avec deux cabines-dortoir (12 couchettes) et des toilettes de fortune. A louer 1 million de rupiahs (environ 2 500 F) pour une croisière aux dragons. Un chiffre murmuré en catimini. C'est deux fois le salaire mensuel d'un marin-pêcheur qui gagne bien sa vie.

A 9 heures, sous un soleil de plomb, torse nu, sarong rose noué à la taille, le capitaine Abubakar est à la barre. A ses côtés, le propriétaire, Aboullah, aussi en sarong, accueille ses passagers. L'équipage est exclusivement Bugi. Yantosaputra, Hasanudin, Herman et Muhtar, les quatre marins, courbent le dos dans un ultime effort pour sortir l'ancre de l'eau. Foc hissé à l'avant, les gaz à fond, le bateau cingle cap à l'ouest. On navigue à l'estime, près de deux heures, dans un labyrinthe de détroits, d'enfilades de caps et de baies. A perte de vue, les cônes volcaniques succèdent aux mamelons couverts d'une savane blonde. Les crêtes sont dessinées par les palmes étoilées des lontars. Seule tache verte, la mangrove qui suit le rivage. Les petites îles de la Sonde (cinq cent soixante-six îles et îlots émergés) s'égrennent sur 1 300 kilomètres depuis Bali jusqu'au nord de l'Australie. Seules une quarantaine sont habitées.



TUI DE ROY/OXFORD SCIENTIFIC FILMS

Mille six cent soixante-dix-huit varans (recensement de 1995) sont chez eux à Komodo, jusque sur les escaliers du gîte d'accueil

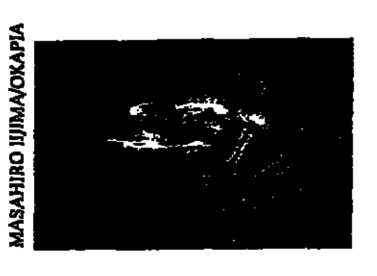
Dans les passages étroits, les tourbillons creusent la surface de l'eau. Toute la zone, qui borde la « ligne Wallace », est sillonnée de violents courants. Baptisée du nom d'un naturaliste du siècle dernier, cette « ligne » est une fracture sous-marine, très profonde, qui sépare deux plateaux continentaux. L'un relie Sumatra, Java et Bali à l'Asie. L'autre, soudait au début du quaternaire (avant la fonte des glaces) Sumbawa, Komodo et Florès à l'Australie et à la Nouvelle-Guinée.

« Cette faille, explique Pierre Pfeffer, directeur de recherche au CNRS, *marque la limite du peuplement animal et végétal indo-malais de la zone australasienne. »* Ainsi on aurait identifié en Australie, un fossile de « Varanus priscus *du pléistocène, mesurant 7 mètres, très proche du* Varanus komodoensis *communément baptisé « dragon de Komodo ». Celui-ci présente,* ajoute le scientifique, *certains caractères primitifs, dont les dents crénelées du fameux tyrannosaure, un des grands dinosauriens. »*

Aux abords de l'île aux dragons, le paysage est d'une extrême aridité. Pas le moindre signe de vie. On ne verra pas les baleines dont parle Abubakar, le capitaine, et qui rôdent *« quand la mer est houleuse, c'est-à-dire de juillet à septembre »*. Première escale, Rinca. Plus petite, non reliée par le ferry, l'île jumelle de Komodo demeure à l'écart des flots touristiques. Neuf cents varans y prospèrent sous l'oeil attentif de onze *rangers*. L'endroit n'est pas de tout repos, affirme l'un d'eux : *« Il y a trois mois, l'instituteur du village s'est fait happer la cuisse. »* Suparman (c'est son vrai nom), pantalon de toile et casquette militaire, part en tête du groupe, muni d'une longue perche à deux dents. L'arme semble ridicule au regard de la férocité du prédateur friand de chair fraîche. *« Ce bâton sert à bloquer la tête du varan »,* rassure le gaillard, en précisant que la bête *« n'attaque pas par surprise »*. Mais elle court vite. Après deux heures de marche à découvert, à flanc de collines, dans un paysage champêtre (des prés brûlés par la sécheresse et plantés de pseudo-pommiers) on a aperçu un monstre qui a détalé sous nos yeux. Plus loin, deux varans adultes, occupés à fouiller les poubelles des gardes, ont joué l'indifférence en nous voyant passer. Puissants, armés d'une queue impressionnante, exhalant une forte odeur de fauve, on les devine prêts à bondir. Trois trophées de buffles, accrochés en évidence à la baraque d'accueil, reliefs d'un précédent repas, donnent la mesure de leur appétit.

A Komodo, un panneau fait état du recensement de 1995 effectué par le Parc national. 1 678 varans vivraient sur l'île. En 1953, ils étaient un millier, dans toute la région, selon l'estimation de M. Hoogerwerf, directeur des services de protection de la nature en Indonésie. Chiffre impressionnant pour une superficie limitée : environ 35 kilomètres sur 10. Quelque dix mille cerfs assurent leur pitance, sans compter les sangliers, buffles et oiseaux. En somme, tout va bien pour les dragons. L'espèce n'est pas menacée et leurs mœurs demeurent sauvages. *« Souvent les varans introduisent toute la partie antérieure de leur corps entre la peau et la chair de la charogne,* écrit Pierre Pfeffer, *ils en ressortent tout gluants de sang et de mucosités et doivent s'essuyer longuement le museau et les yeux dans les herbes. »* Quant à leur reproduction, elle s'avère largement assurée. *« Une femelle varan pond trente œufs,* confirme le guide. *Une dizaine sont couvés, dont cinq ou six donneront des bébés. Un an après, ils ne seront plus que trois ou quatre. Il arrive que la mère les dévore. »*

Pour rejoindre le « point de vue », on traverse des sous-bois peuplés de cacatoès verts et de « kiri-kiri » qui crient à la manière des nouveaux nés. Des groupes de touristes bruyants reviennent du spectacle. L'observatoire, un enclos grillagé (avec sanitaires, les arrêts dans la forêt étant formellement interdits), domine un ravin.



MASAHIRO IIJIMA/OKAPIA

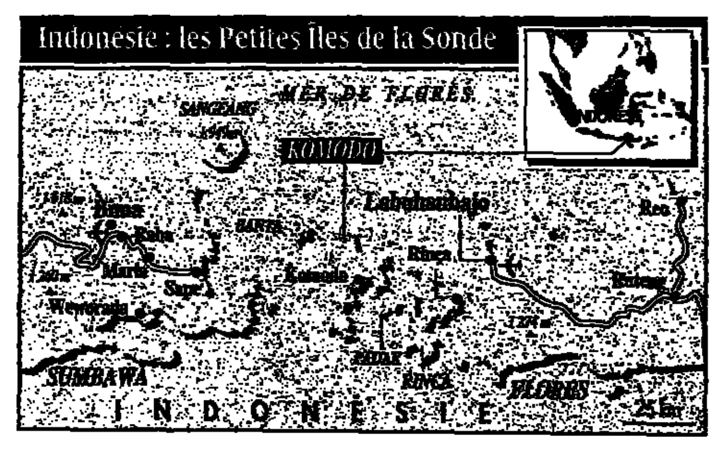
L'homme est en cage, le fauve en liberté. Casquette vissée sur le crâne et caméra vidéo au poing, les touristes filment les *lézards géants* qui accourent et se vautrent autour de la clôture. Ils viennent par habitude. C'est là qu'on les fournissait en chèvres. Habitude néfaste au prédateur, elle fut supprimée d'autorité, en 1994, par les responsables du Parc national. Les dragons, avachis, semblent peu concernés par la bande d'énergumènes qui les observent.

Déçu par la mise en scène, on rebrousse chemin jusqu'à la plage. Là, règne une extrême tension. Un dragon est lancé à la poursuite d'un homme, un gardien en tenue kaki. Passé l'effet de surprise, on saisit la parodie. Une équipe américaine, dissimulée derrière un buisson, tourne un documentaire destiné à une chaîne de télévision. Il faut des images saisissantes. Excitée par le morceau de viande que le garde agite au bout d'une corde, la bête rôde entre les bungalows du gîte d'accueil. A l'affût, d'autres varans accourent. Les spectateurs tétanisés n'osent plus quitter les terrasses sur pilotis sur lesquelles ils se sont réfugiés. On songe à Jurassic Park. Et si tous les dragons se mobilisaient contre les imposteurs ? Ils n'en feraient qu'une bouchée.

Florence Evin

Un monstrueux reptile

De couleur marron brique, virant au rouge chez les mâles adultes, la peau incrustée de plaques osseuses le mettant à l'abri des chasseurs et des tanneurs, des pattes armées de griffes puissantes, une mâchoire à dents crénelées qui lui permettent d'entamer le cuir de n'importe quel gros mammifère, se nourrissant de chair, capable de traîner un cerf adulte en terrain accidenté, courant vite avec des pointes à 30 km à l'heure et possédant une très bonne vue, le varan de Komodo, qui mesure jusqu'à 3 mètres de long, ne serait dangereux, *dixit* Pierre Pfeffer, du Muséum national d'histoire naturelle, que si on le provoque, et lorsqu'on est affaibli, blessé ou à terre (« Observations sur le Varan de Komodo », *Terre et Vie*, n° 106, 1959). Le directeur de recherche au CNRS, qui, à plusieurs reprises (de 1956 à 1992), a étudié le dragon *in situ*, précise que ce reptile vit dans la région depuis des temps très reculés, au moins vingt-cinq millions d'années. Il serait contemporain des dinothériums, des mastodontes, des premiers tapirs et rhinocéros. Restent le mystère de son origine et celui de sa survie dans ce seul point du globe.



Carnet de route

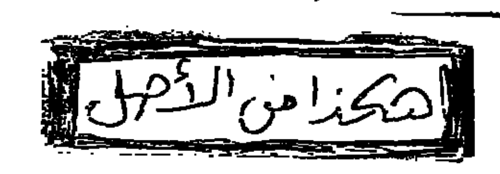
■ **SAISON.** La mousson est juste finie. Le soleil brille jusqu'en novembre. Pas de visa pour un séjour inférieur à 2 mois. Quelque 20 heures de voyage et *un décalage horaire de 7 heures* engagent à rester deux à trois semaines sur place.

■ **ACCÈS.** Bonne liaison Paris-Denpasar (Bali) avec la compagnie nationale Garuda (3 vols par semaine, à partir de 6 490 F, tél. : 01-44-95-15-55). Le vol du dimanche, *via* Amsterdam et Medan est *une option à recommander. Pour* le même prix, on peut s'arrêter à Singapour, mais aussi, dans l'archipel, à Djakarta et Djojakarta sur l'île de Java. Liaison jusqu'à Djakarta, avec Air France, à *partir de 5 854 F, en tarif « Le Kiosque »* (tél. : 01-44-08-22-22). Le transit à Bali, ou Djakarta, est nécessaire pour gagner Florès (Labuhanbajo) ou Sumbawa (Bima), deux îles voisines de Komodo disposant d'un aéroport. Les vols intérieurs Merpati sont vendus avec 25 % de réduction, s'ils sont achetés en France, en prolongation du vol Garuda.

■ ***ITINÉRAIRE.*** *La visite du Parc national* de Komodo figure dans les programmes des voyages « en kit » commercialisés par les spécialistes. Notamment Asia (tél. : 01-44-41-50-10, et agences) qui dispose de sa propre agence à Bali et se charge des réservations, avion, hôtels, voiture avec chauffeur, location de bateau privé Florès-Komodo-Sumbawa etc. A titre d'exemple, un circuit de 8 jours (avec croisière sur le Bintang Laut, traversée de Florès en voiture, pension complète, vols intérieurs), coûte, de Bali, 9 625 F, *par personne (sur la base de 2 participants).* On peut prolonger le séjour d'une semaine à Bali sur l'agréable plage de Jimbaran (environ 10 000 F de Paris, avec 7 nuits, transferts et petits *déjeuners, au Pansea 4 étoiles, dont* les bungalows disposent de terrasse et salle de bain-jardin). Consulter aussi Archipel Indonésien (tél. : 01-40-26-14-31), Voyageurs en Indonésie (tél. : 01-42-86-17-00), Assinter (tél. : 01-45-44-45-87), Orients (tél. : 01-40-51-10-40), Asietours, Kuoni et Rev'vacances en agences. D'autres suggestions en circuits guidés (l'été), assez sportifs et très complets, notamment chez Nouvelles Frontières (tél. ; 08-03-33-33-33), Explorator (tél. : 01-53-45-85-85) et Terres d'Aventure (tél. : 01-53-73-77-77).

■ **ÉTAPES.** Pas d'établissements au standard international dans les petites îles de la Sonde. De rares hôtels (souvent bungalows au confort simple) et de modestes auberges, *les losmen, où l'on* s'arrose à la gamelle d'eau pour se doucher (de 25 000 à 60 000 rupiahs (60 F à 150 F) la chambre double. Si on a le temps, on peut facilement circuler, par *le ferry, d'une île à l'autre. Les tarifs* sont très bon marché.

■ **LECTURES.** Le guide le plus complet, *Indonésie* (Lonely Planet, en français) donne une bonne présentation de Komodo ; également le Routard (Hachette). Plus détaillé, en anglais, le *East of Bali, from Lombok to Timor* (Periplus Editions) se consacre aux petites îles de la Sonde.







Pique-niques dans le bush

Une oasis dans la brousse. Nappes, vins fins et cuisiniers en toque blanche. Et, sur un plateau, une véritable arche de Noé

ARUSHA-KILIMANDJARO
de notre envoyée spéciale

Dimanche. Parc national de Manyara, nord de la Tanzanie. Soir sec, lune pâle. Dans le jardin de l'hôtel, des lampes allumées. Chaises de bambou, vaguement coloniales. Premiers *moustiques*, première colonie de babouins. La chambre est telle qu'on se l'imaginait : ouverte sur l'infini. La nuit est presque blanche, peuplée de mauvais rêves. Dans l'un des rêves, il y a des danses guerrières et une rivière qui serpente. On se *souvient* soudain des Massaïs que l'on a croisés cet après-midi, sur la piste, bien après Arusha, et du lac qu'on a cru voir un instant miroiter. C'était la toute première fois qu'on apercevait un mirage.

Lundi. Les repères commencent déjà à s'estomper. On ne sait plus, et on s'en moque, à combien de kilomètres on est d'Arusha et à quel endroit du parc exactement on se trouve. On sait simplement qu'à un moment on arrive dans une forêt pluviale. Une oasis inattendue au milieu de la brousse. Figuiers étrangleurs, tamariniers, hibiscus, babouins, bourdonnement d'abeilles invisibles, odeurs entêtantes de miel. Sur un acacia, un marabout, tout goitre dehors. Il restera là, longtemps, à guetter les reliefs du repas. Un déjeuner organisé en plein air, avec nappes, vin d'Afrique du Sud et cuisiniers en toque blanche, impeccables. Aux hommes, les cuisiniers donnent du *« bwana »*, aux femmes du *« mama »*. On pense au surnom de la femme d'Hemingway dans *Les Vertes Collines d'Afrique* : P.V.M. ou « Pauvre Vieille Maman »...

Mardi. Le minibus s'enfonce plus au nord, vers le parc du Serengeti. La notion de temps continue de se diluer. On commence à compter en heures de piste, et non en kilomètres, puis à ne plus compter du tout.

On devient moins comptables, oui, c'est ça. Les repères sont désormais : la dernière pompe à essence, le dernier baobab, le dernier vendeur de bananes, le dernier Massaï croisé sur la route, immobile avec son javelot, le dernier enfant courant sur la piste : *« He sister, give me a pen, give me your glasses, give me some money... »*. (*« Hé, sœur, donne-moi un stylo, donne-moi tes lunettes, donne-moi de l'argent... »*)

Dans le *lodge* (l'hôtel), construit au milieu de rochers, on reconnaît les touristes de la veille. Des Suisses, des Italiens. Un Français en treillis, avec un Nikon et un casque colonial. Il est venu, sinon pour en découdre, du moins pour mitrailler, au téléobjectif, tout ce qui passe à sa portée. Les plus gais sont les Allemands et les Américains qui, la nuit tombée, se réunissent dans la coursive. *Les filles* en débardeur, un peu pétroleuses. Il y aussi un garçonnet au visage truffé de taches de son et aux cheveux de blé. Il y a même des septuagénaires. Mais ceux-là sont allés se coucher très tôt, dès 20 heures, après la grillade de phacochère et d'impala.

Certains n'entendront pas les bruits de la brousse : le cri des hyènes faisant les poubelles, les stridences des babouins et des singes vervets, exhibant leur mâle *anatomie* : *pénis* rouge franc sur scrotum bleu turquoise. Ils ne sentiront pas les odeurs qui passent à travers la jalousie de la chambre. L'odeur du bush, un peu âcre, recouverte soudain par l'odeur de la papaye verte, éventrée pour étancher la soif.

Mercredi. Bubales, chacals. Zèbres de Burchell. Hyènes. Horde de gnous, interminable. Sur le sol, l'ombre portée de la montgolfière. Il est 8 heures, le Serengeti s'éveille. C'est un moment de grâce. Rien ne vient troubler le silence, sinon le bruit de la flamme, lorsque le pilote actionne le gaz, et les conversations au talkie-walkie. La nacelle flotte un moment encore au-dessus des gnous puis se pose.

Nouveau moment *british* et un peu décadent : *breakfast* au champagne accompagné d'*eggs*, de *bacon* et de *beans*. Cette fois, les serveurs sont coiffés d'une toque à *aigrette et vêtus d'un pourpoint* émeraude, orné de passements. On commence, en sirotant sa coupe, à tester son swahili : *jambo* – bonjour –, *mkate* – pain –, *asante sana* – merci beaucoup. Puis on apprend, en sirotant son thé, qu'il y a pas mal de braconniers, et de riches Saoudiens qui, moyennant bakchich, viennent tirer le lion ou le guépard, mais que cela va beaucoup mieux que dans les années 80, quand l'épouse du président de l'époque « offrait » des concessions de chasse. Le chromo devient soudain moins léché et plus authentique.

Colin MacKinnon, un pilote de montgolfière, écossais, parle longuement et très bien du pays. Il dit combien c'est beau et difficile de vivre ici à l'année : *« Pour tenir, il faut avoir une vraie* love story *avec l'Afrique. Je connais d'autres pilotes qui sont venus et ont déchanté. Ils n'ont pas supporté de vivre confinés à l'intérieur du parc, coupés du monde, sans rien. »* On apprend aussi des tas de petites choses sur la bière : par exemple que les Massaïs boivent de la Ngotoroki, les habitants de Dar-es-Salaam et de Zanzibar, de la Chibuku, et que, depuis la fin du socialisme, en 1990, la Tanzanie serait devenue le premier consommateur de bière d'Afrique de l'Est, supplantant ainsi la Zambie.

Le soir, on s'endormira après avoir bu du vin d'Afrique du Sud et mangé des crêpes Suzette. Dans la brousse. Protégés des lions par des hommes armés de fusils. Comme dans les nouvelles d'Ernest Hemingway.

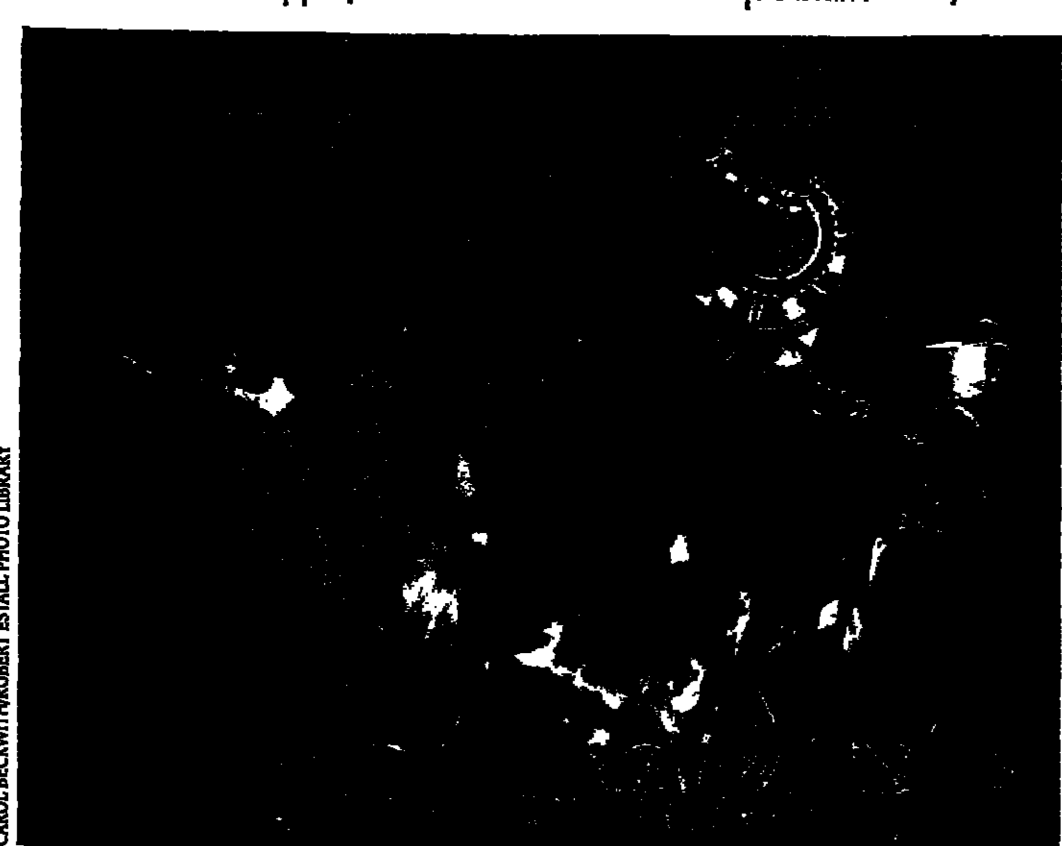
Jeudi-vendredi. Changement de décor : la caldeira du Ngorongoro, plus au sud. Laves, cendres, tufs et rochers cristallins. Quartz blancs ou rouges, pierres rosâtres : feldspath, mica et hornblende. A cause de l'altitude (2 500 mètres), il fait un peu froid. Curieusement, le Serengeti nous manque. Ce sont deux étranges journées. Avec, par moments, de la pluie. Et aussi des oies égyptiennes, des autruches, des girafes, des éléphants, des phacochères et des vaches, gardées par *de farouches Massaïs. Une partie* du temps se passera à chercher, en vain, les quinze ou dix-sept rhinocéros qui font la fierté de l'endroit. Certains touristes semblent déçus : mauvais joueurs. Leur dépit comme un écho de la rage d'Hemingway revenant bredouille d'une chasse au koudou. On commence à trouver des circonstances atténuantes aux hyènes : leur allure bancale, à cause de ces foutues pattes de derrière, plus courtes que celles de devant ; leur profil non pas fuyant, mais penaud...

De retour au *lodge*, on croise les Français, les Italiens, les Américains et deux Japonais qu'on n'avait pas remarqués. Dans le salon, on parle même *franglish*. Comme cette compatriote essayant d'expliquer à une caméristé massaï ce qu'est exactement un grog : *« You know ? rhum et citron, plus shugueur... Pour la gorge... hum-hum... you bring ze tasse, ze rhum, ze shugueur, le citron, je mixerai, I mix, myself... mais séparément, hein ? se-pa-rat-ly... »*

Samedi. Retour à la civilisation en redescendant toujours plus au sud, vers Arusha. Près d'une piste, des hommes en palabre, avec des javelots. Ils fomentent, explique le guide, une expédition punitive contre des Massaïs qui leur ont volé du bétail.

Tourbillon de poussière puis halte à Mto wa Mbu, « Rivière aux moustiques », un village où l'on avait déjà fait escale à l'aller. *« He sister ! »*, hèlent des enfants en tendant la main : *« Give me a pen, give me your hat, give me a magazine... no magazine ? »* Un tailleur, installé devant une vieille machine à coudre, confectionne une robe. Surgit un autre enfant : *« Give me a pen, give me... »* A celui-ci, Agustino, on promettra d'envoyer une lettre avec des nouvelles de Paris et des images pour punaiser sur les murs. La route goudronnée succède à la piste. Les repères changent : les flamboyants, les « pommes de Sodome », puis les maisons en pierre. On est arrivé en ville...

Thérèse Rocher



CAROL BECKWITH/ROBERT ESTALL PHOTO LIBRARY

Au détour de la piste, une famille de Massaïs

A quoi rêve un Massaï ?

« JE M'APPELLE SEPERE. J'ai cent vingt vaches et cinquante chèvres. Les hommes riches ont mille vaches. Avant, quand j'étais jeune, j'en avais beaucoup plus. Et puis, une année, il y a eu la grande sécheresse, et toutes mes bêtes sont mortes. Je suis devenu pauvre. Le gouvernement m'a un peu aidé. Après, avec ma femme, j'ai quitté le village de Ngaranairobi, dans le Kilimandjaro, pour venir m'installer ici. » Voix atone, un vieillard, assis par terre adossé à un enclos à chèvres, raconte.

Sepere est Massaï. C'est le chef du village d'Oloirobi, dans le Ngorongoro, à 195 kilomètres d'Arusha. Age : incertain. Soixante-douze ans, peut-être plus, il ne sait pas. Ici, il n'y a ni registre ni trace écrite. Sepere ignore aussi le nombre d'habitants du village : *« Les gens ne veulent pas être comptés. »*. *« Pourquoi ? »* Silence. *« Si les gens sont comptés, ils meurent... et puis, le gouvernement voudrait peut-être nous déloger, nous faire quitter le parc... »*

– ***Que faites-vous, toute la journée ?***

– Je reste là, contre l'enclos à chèvres. A prier pour la paix et pour mes enfants.

– ***Combien d'enfants avez-vous ?***

– Onze : Batian, Mani, Kilime, Seremon, Nashepai, Nangwatonye, Kisitel, Namunyak, Leyonda, Ndaye, Nanjiro...

– ***Les plus jeunes ne vont pas à l'école ?***

– Non, ils ne veulent pas.

– ***Et vous, souhaitez-vous qu'ils y aillent ?***

– Il faut bien que l'on surveille le bétail.

– ***Vous pensez à d'autres choses, parfois, qu'à vos enfants ?***

– Je me fais du souci pour mes vaches. Je me demande si elles vont bien, si elles ont de l'eau, si elles n'ont pas de maladies.

– ***C'est celle-ci, votre maison ?***

– Oui, celle-ci. »

Il fait signe à l'une de ses filles de faire visiter la case. Expérience étonnante. Le « couloir » est un boyau obscur, avec un minuscule enclos pour les chevreaux. On y progresse le dos voûté, à la lueur d'une bougie. Au bout du couloir, deux « chambres », percées chacune d'un trou, et éclairant la « cuisine ». La jeune fille explique, en désignant l'âtre, que c'est là qu'on prépare le porridge de maïs. Puis elle désigne la timbale où l'on verse le lait, l'aliment principal des Massaïs, avec le sang des vaches.

Dehors, le ciel s'assombrit. Anthracite, puis noir. Un des fils de Sepere, vêtu comme lui d'une toge écossaise, s'assied à côté du vieillard. Il ouvre un flacon de ketchup, ou de mayonnaise, avec des inscriptions rouges, en allemand. Peut-être le cadeau d'un touriste. Du flacon, il extrait du tabac, et commence à priser, les yeux perdus dans le vague.

« Vous vous souvenez de l'époque où les Massaïs avaient encore le droit de chasser le lion ? » Le regard de Sepere s'éclaire. *« Oui... »* Et il raconte sa vie lorsqu'il était morani, c'est-à-dire jeune guerrier, et qu'avec ses amis moranes ils avaient tué dix lions, et que deux de ces lions avaient tué, avant de mourir, des guerriers. Il dit que tout aurait été différent et qu'il aurait eu plusieurs femmes, au lieu d'une seule, si ses vaches n'étaient pas mortes, une année de grande sécheresse, à Ngaranairobi.

T. R.



Carnet de route

■ ACCÈS. En vols réguliers, KLM (tél. : 01-44-56-19-00) dessert l'aéroport d'Arusha-Kilimanjaro (nord de la Tanzanie) le mardi et le samedi, via Amsterdam, pour 4 830 F, tandis que British Airways (tél. : 08-02-80-29-02) rallie Nairobi tous les jours et Dar es-Salaam, via Londres et Nairobi, les mardis, jeudis et dimanches, pour 7 050 F A/R. Périodiquement, des « billets doux » sont également proposés. Correspondance Dar es-Salaam-Kilimanjaro quotidienne avec Air Tanzania. Autre option, si on visite la Tanzanie et le Kenya, le Paris-Nairobi d'Air France (tél. : 01-44-08-22-22) à 5 285 F (tarif kiosque, jusqu'au 30 juin) auquel on rajoute 1 230 F pour se rendre à Arusha avec Air Tanzania. Pour les vols nolisés, se renseigner dans les agences.

■ CLIMAT. Très chaud et humide dans les îles et sur la côte. Tempéré dans le Nord. Saison fraîche et sèche de juin à septembre. *Pour un safari,* tenir compte des grandes migrations : mai-juin et novembre-décembre.

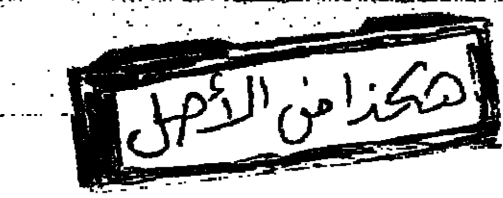
■ PARCS. Le pays compte quatorze parcs nationaux. Le plus grand, et sans doute le plus beau, est celui du Serengeti, au Nord, à la lisière du Massaï Mara (Kenya). Egalement au Nord, le parc de Tarangire, du lac Manyara et le site protégé du Ngorongoro. Moins spectaculaires, les parcs du Sud sont très attachants et moins fréquentés.

■ CIRCUITS. Bien équilibré, le « Tanzanie infinie » de Kuoni (tél. : 01-53-43-50-10) permet de découvrir, en compagnie d'un guide spécialisé, les principaux parcs et réserves du Nord : Tarangire, Ngorongoro, Serengeti et Manyara. Neuf jours et 7 nuits, à partir de 9 990 F par personne en chambre double (hôtels du groupe Accor) et pension complète. Possibilité de prolonger son séjour sur les plages de Zanzibar. *Toujours chez Kuoni, un safari* (10 jours/7 nuits) associe Kenya et Tanzanie à partir de 10 990 F. Consulter aussi les brochures d'Africatours (tél. : 01-40-60-22-22), Arts et Vie (tél. : 01-40-43-20-21), Assinter (tél. : 01-45-44-45-87), Atalante (tél. : 04-72-53-24-80), Club Aventure (tél. : 01-44-32-09-30), Club Faune (tél. : 01-42-88-31-32), Comptoir des déserts (tél. : 01-40-26-19-40), Donatello (tél. : 01-44-77-90-00), Explorator (tél. : 01-42-66-66-24), Grandeur nature (tél. : 01-45-51-48-80), Jet Tours (tél. : 01-49-60-16-60), MVM (tél. : 01-40-47-78-40), Nomade (tél. : 01-46-33-71-71), Nouvelles Frontières (tél. : 08-03-33-33-33), Rev'Vacances (agences), Terres d'aventure (tél. : 01-53-73-77-77), Voyageurs du monde (tél. : 01-42-86-16-00), etc..

■ HÉBERGEMENT. Deux formules, en brousse : le camping (parfois très luxueux) et les *lodges*. Parmi ces derniers, citons ceux de Seronera et de Lobo, dans le Serengeti.

■ LIRE. Côté guides, *Tanzanie, Tanganyika, Zanzibar*, de Bernard Passot (L'Harmattan), le *Kenya, Tanzanie, Zanzibar*, de Jean-Luc et Prunelle Ville (Arthaud), *Au Kenya et en nord-Tanzanie*, de Henri Ménard (Visa, Hachette) et *Le Grand Guide des safaris africains* (Bibliothèque du voyageur, Gallimard). Sur les parcs, *Serengeti, le plus grand parc naturel d'Afrique*, de Lisa et Sven-Olof Lindblad et *Ngorongoro, paradis africain*, de Reinhard Künkel (Le Chêne), *Animaux du Kenya et de la Tanzanie*, de Frantz Thille, Michel Breuil et Jean-Paul Mayeur (L'Harmattan). En anglais, *A field Guide to the national Parks of East Africa*, de John Williams (Collins, Londres). Sur place, *Carnets de Tanzanie*, de Denis Clavreul, Guillemette et Philippe de Grissac (éditions Tanganyika Wildlife Safari) et *A Guide to Tanzania national Parks* (Tourist Publishing Consult) ainsi que les monographies consacrées au Serengeti et au Ngorongoro. Côté romans, *La Ferme africaine*, de Karen Blixen (à l'origine du film de Sidney Pollack, *Out of Africa*) qui se déroule au Kenya mais dont l'atmosphère évoque aussi celle de la Tanzanie, *Les Vertes Collines d'Afrique*, d'Ernest Hemingway (Gallimard, Folio), notamment pour les scènes de safari, et *Le Lion*, de Joseph Kessel (Gallimard).

■ RENSEIGNEMENTS. Ambassade de Tanzanie, 13, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris, tél. : 01-53-70-63-66.



Bains de jouvence

Quand Monaco, la narcissique, soigne son image de marque

MONTE-CARLO
de notre envoyé spécial

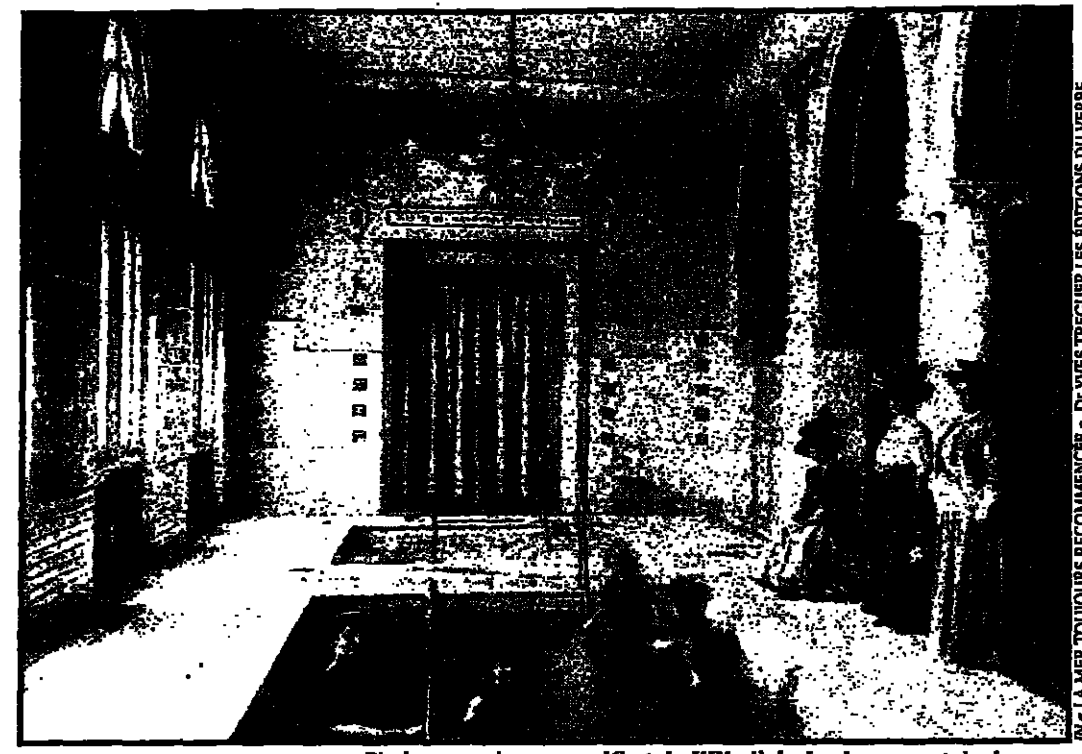
Paris sera toujours Paris. Et Monaco, Monaco. Surtout quand de Nice, un hélicoptère vous y dépose directement. Vue de haut, la Riviera a encore des grâces de Côte d'Azur et la Principauté, la magie d'un décor d'opérette. Sur place, de luxueux magazines rappellent les valeurs locales. *Society*, par exemple, qui fait l'éloge du shopping (*« plaisir d'offrir sans réserve les choses les plus belles »*) et de l'excellence, *« apanage d'une élite qui longe la Riviera au volant d'une Jaguar MK2 ou d'une Ferrari 250 Spyder California »*. Des voitures mythiques stationnées, au milieu des Rolls et des Porsche, devant le Casino et l'Hôtel de Paris, rendez-vous des *happy few* que le *vulgum pecus*, attablé à la terrasse du Café de Paris, vient reluquer en famille. Mise en scène si parfaite qu'on soupçonne la main d'un maître de cérémonie chargé de veiller à ce que le spectacle soit toujours à la hauteur de l'attente du public.

Monaco, telle une diva qui ne ferait jamais relâche et sur laquelle les années n'auraient pas de prise. Monaco qui cultive le souvenir d'une tradition d'exception, sous peine de voir le masque tomber et s'imposer l'image, moins reluisante, d'un paradis fiscal nageant parfois en eaux troubles... D'où l'obsession d'être ou de paraître telle que l'histoire vous a faite. Une histoire qui, cela tombe bien, se rappelle à votre bon souvenir avec la célébration du 700e anniversaire de la dynastie des Grimaldi. Et si, malgré tout, la vision d'un littoral par trop bétonné déprimait le visiteur de passage, il resterait la mer. *« La mer, toujours recommencée »*, pour reprendre le titre du petit livre dans lequel le docteur Yves Treguer, directeur des Thermes marins, retrace la saga de cette *« dynastie pour la mer »*.

C'est en 1860, y rappelle-t-on, que deux Parisiens obtenaient de Charles III, le *« privilège exclusif »* d'aménager et d'exploiter, sur ce rocher alors sauvage et isolé, les premiers Bains de Monaco, complément du Casino, ouvert en décembre 1856, au milieu des oliviers et qui déménagera sur le plateau des Spéluges (rebaptisé Monte-Carlo en 1866), là où se dresse désormais ce *« palais du hasard »* avec son théâtre *« tout doré »* signé Charles Garnier. En 1863, un certain François Blanc créait la Société des bains de mer. La Principauté avait un prince ; elle s'offrait un magicien. En 1866, s'allumaient les premiers becs de gaz. En 1868, le premier train entrait en gare. Le gotha débarquait, la Belle Epoque faisait recette, le casino flambait et la ville s'épanouissait autour d'une roulette et de deux palaces. A la vogue des bains de mer s'ajoutait un engouement médical pour l'eau salée.

Et la baignade thérapeutique se réfugiait dans la douce chaleur d'un établissement spécialisé (le mot thalassothérapie date de 1867), véritable *« machine à baigner »* où se côtoyaient *« la blonde Anglaise, les brunes Italiennes et les Russes aux cheveux d'or »*. A la barre, Camille succédait à François, mais l'objectif restait le même : « vendre » Monte-Carlo. En mars 1908, étaient inaugurés les premiers Thermes marins. *« La santé dans le cadre le plus luxueux »* proclamait, déjà, la publicité. Avec la bénédiction d'autorités médicales que ne préoccupaient pas encore les comptes de la Sécurité sociale. A l'époque, les établissements de bains de mer étaient assimilés aux établissements thermaux et les médecins vantaient les cures marines.

Ecrasé en août 1944 sous les bombes américaines et les obus allemands, ce *« Palais de la santé »* ne devait renaître de ses cendres qu'en juillet 1995. Au même endroit, en surplomb du port et de ses yachts blancs, et face au Rocher où le drapeau qui flotte au sommet du palais indique que le prince est là et que Monégasques et curistes peuvent vaquer l'âme en paix. Des curistes pas tout à fait comme les autres. Le lieu, il est vrai, en impose avec ses 6 600 m² de marbre, de bois clair, de baies vitrées et de cabines spacieuses ouvertes sur la mer et le ciel. Ailleurs, la panoplie « peignoir-pantoufles-cabas » vous introduit dans un univers de soins et d'ablutions diverses. Ici, on a l'impression de pénétrer dans un club fréquenté par une *Jet Set* obsédée par son capital santé et son apparence. Ailleurs, on est un parmi beaucoup d'autres. Ici, on se sent VIP chez les VIP. Dorloté par un personnel aux petits soins. Luxueux (mais sans ostentation) et raffinés, ces thermes sont autant romains que marins. Un univers hédoniste et épicurien à l'image d'un restaurant « minceur » qui mériterait d'être étoilé tant la cuisine servie y flirte avec la perfection. Avec, en prime, une vue superbe sur la mer et le Rocher.



IN « LA MER TOUJOURS RECOMMENCÉE », Dr YVES TREGUER, LES ÉDITIONS DU VERBE

Piscine pour dames, au début du XIXe siècle. Le chapeau est de rigueur...

Dehors, les signes extérieurs de richesse entretiennent la ségrégation entre les nantis et ceux qui le sont moins, même si les premiers s'offrent en spectacle aux seconds. Mais dans la moiteur des Thermes, les disparités s'évaporent : même peignoir, mêmes ions actifs, mêmes oligo-éléments, même eau puisée à 400 m au large, mêmes algues et mêmes boues de la mer Morte, mêmes huiles essentielles, mêmes douches, mêmes bains et mêmes massages. Identiques, également, le stress des uns et les jambes lourdes des autres. Et les traitements pour les combattre, libérer les zones de tension (grâce au *shiatsu*) ou faire fondre la surcharge pondérale grâce au lipo-training. Sans oublier le parcours phlébotonique, le drainage lymphatique, la fasciathérapie, l'aide au sevrage tabagique, la pressothérapie ou l'électro-drainage. Mille et un soins qui ont séduit le fils d'un ministre saoudien, lequel a retenu, à l'Hôtel de Paris, trente chambres pour cinquante nuits ! A la condition expresse que les Thermes lui seraient réservés chaque nuit. Ce qui fut fait. Ici, le client est, plus que jamais, le roi.

Patrick Francès

Carnet de cure

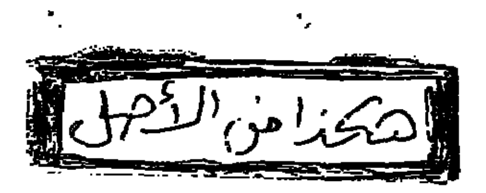
■ **OÙ ?** Thermes marins de Monte-Carlo, tél. : 00-377-92-16-40-40.

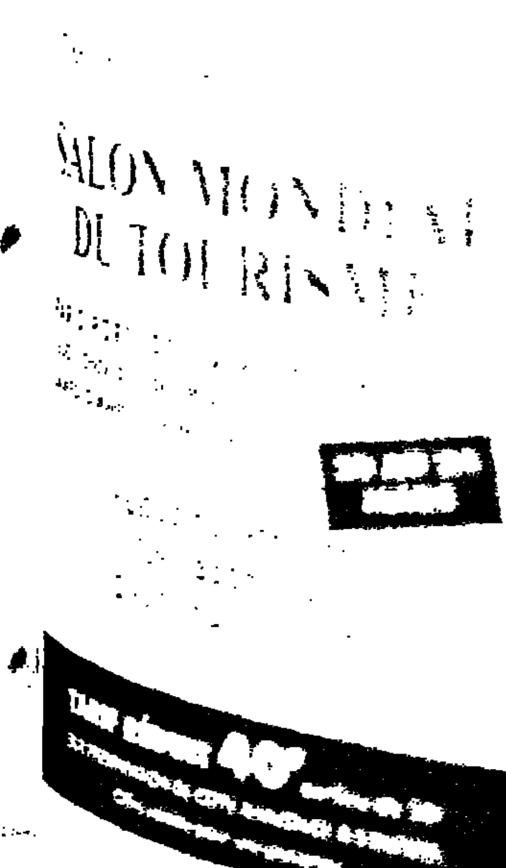
■ **COMBIEN ?** Distinguer cure et hébergement. Pour la cure de base (remise en forme, 4 soins par jour) compter 605 F par jour soit 3 630 F pour 6 jours + visite médicale d'entrée obligatoire. Des tarifs équivalents à ceux des établissements de thalasso français de même catégorie. Deux cures sur mesure : la cure minceur (6 jours, 6 130 F) et la cure veines tonic (6 jours, 6 830 F).

■ **VIE DE PALACE.** Les Thermes sont reliés directement à l'Hermitage et à l'Hôtel de Paris. Forfaits cure-hôtel modulés en fonction de la saison. Compter, par personne, jusqu'au 31 mars, entre 10 410 et 14 070 F en single, 8 550 et 10 470 F en chambre double, pour une cure de base de 6 jours, en demi-pension et petit déjeuner. Forfait spécial découverte, jusqu'au 31 mars, 3 200 F par personne pour 3 jours-2 nuits en demi-pension à l'Hermitage.

■ **BONNES PISTES.** Le réseau Selectour (points de vente au 01-45-26-95-15 ou au 3615 Selectour) propose des escapades monégasques avec, par exemple, jusqu'au 31 mars, un forfait 3 jours-2 nuits à l'Hermitage pour 2 350 F par personne, en chambre double et petit déjeuner avec l'avion de Paris, les transferts hélico et le « Monte-Carlo Pass » (accès gratuit à de nombreux musées). Nuit supplémentaire : 750 F. A partir d'avril, 3 030 F. A noter également les forfaits proposés par Visit France (agences de voyage, points de vente Air France et Air Inter Europe, centres d'informations Orly au 01-46-75-25-04 et Opéra au 01-40-06-95-55), notamment des week-ends à l'Hermitage, avec vol de Paris et transfert en hélico : 3 180 F par personne en chambre double et petits déjeuners, du 1er avril au 30 juin.

■ **UNE ADRESSE.** L'Office du tourisme de Monaco, 9, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 01-42-96-12-23.





Les jardins de la lagune

On croit qu'à Venise il y a peu de jardins. En fait, ils sont très nombreux, princiers ou modestes. Il suffit de frapper aux portes

VENISE
de notre envoyé spécial

On les soupçonne toujours, sans jamais les voir. Sont-ce des tropiques paradisiaques ou des culs-de-basse-fosse ? Comme les imagine, sans les avoir vus, Jean-Paul Sartre qui écrit, lors d'un voyage en 1952 : *« Les jardins sont en prison. Entre deux canaux... On aperçoit entre les barreaux, humide, serrée, mystérieuse et mélancolique, la végétation captive, qui parfois se penche au-dessus d'un mur... La végétation dans cette ville de pierre est si précieuse qu'on la cache, on l'enferme, c'est le luxe secret... »*

Mais souvenez-vous plutôt du Pays des merveilles : *« ... alors Alice s'engagea dans un petit passage et trouva enfin l'admirable jardin avec ses parterres de fleurs éclatantes et ses fraîches fontaines... »*. Donc il faut s'enfoncer dans un obscur *sottoportego* (passage couvert), sonner à une porte massive, hermétique aux regards indiscrets. On ne distingue rien, pas même par le trou de la serrure.

Un chien furieux aboie. Le chien est un carlin de manchon. La porte s'ouvre soudain. Une domestique excuse la propriétaire, Anna Barnabo, absente. Lorsqu'elle est là, elle vit dans son jardin qu'elle a restauré elle-même. Le jardin du palazzo Cappello-Malipiero à San Marco est grand à suffisance, gardé par Antée et Hercule statufiés par Bonarza, entouré d'architecture ocre rouge sur trois côtés. Il s'ouvre par le quatrième au sud, et à contre-jour, sur le diorama du Grand Canal où défilent des silhouettes de bateaux pressés. On regarde en surplomb l'eau aveuglante, au travers des balustres. Les jardins de Venise sont sans cesse rechargés de terre pour échapper à l'*acqua alta* (la marée haute), ce qui explique leur altitude. La jeune Cappello et le terrible Malipiero figurent en médaillon sur la pierre blanche du puits.



DESSIN DE MAJA

On retrouve avec le nez les troènes et un calycantus qui embaument. En désordre, des anémones du Japon, des iris de Perse, des thuyas de l'Himalaya, des lauriers-roses, qui eux sont originaires d'ici. A Venise peu de plantes extravagantes. On se demande où sont passées les plantes exotiques cultivées au XVI[e] siècle par Antonio Michiel dans son jardin de San Trovaso ? Le palmier *Trachycarpus* que l'on voit passer par-dessus le mur du fond se trouve dans la cour de la maison de Casanova. S'il arrive de Chine, c'est *via* Kew, le jardin botanique de Londres à la fin du XIX[e] siècle. L'actrice Eleonora Duse et l'écrivain D'Annunzio qui avaient loué le palais ont dû le voir petit.

A Venise, les jardins sont d'anciens potagers, du temps où les îles du centre-ville n'étaient pas encore recouvertes de pierre. Une église du Canareggio s'appelle Madonna dell'Orto, la Madone du Jardin. Une église du Castello, San Francesco delle Vigna, et il y a encore des vignes dans son cloître. Dans cet univers minéral, on a de la peine à s'imaginer une campagne disputée aux eaux de la lagune. Mais si l'on passe sur une île périphérique, Vignole par exemple, on se rend compte de ce qui s'est passé. Et se promenant dans Venise, on doit se souvenir que *campo* veut dire « champ ». Campo San Maurizio, Campo San Stefano, Campo Manin... Même si aujourd'hui ce sont des places dallées. Et ces dallages datent seulement du XVII[e] siècle. On croit qu'à Venise il y a peu de jardins. En fait ils sont très nombreux, princiers ou modestes. Il suffit de se donner la peine de frapper aux portes. *« Sans eux, Venise ne serait qu'un phénomène de marées et de pierre »*, comme le dit Heny James, dans ses *Heures italiennes*. On traverse le Grand Canal debout dans la gondole du *traghetto* (les bacs locaux) pour se retrouver devant la massive et noire porte cloutée du palazzo Lucheschi à San Barnaba.

A peine ouverte, nous découvrons un jardin profond et luxuriant, qui se souvient d'avoir été dessiné en 1500 par Jacopo de Barbari, selon le plan classique, en trois parties. A l'entrée, la cour pavée en pierre d'Istrie, avec le puits et la citerne. Au centre, le jardin géométrique dessiné avec des bordures de buis, pour être vu depuis les fenêtres du premier étage du palais. Au fond, le potager, et à l'ombre des grands arbres, la *montagnola* (butte) de terre qui faisait office de glacière. On y entreposait la neige lorsqu'il y en avait, ou la glace apportée des Alpes en hiver. On la débitait pendant l'été. L'inventaire botanique du jardin établi en 1728 par Paolo Bartolomeo Clarici comprend déjà la glycine que l'on voit encore aujourd'hui, devenue énorme, mélangée à un rosier grimpant *banksia*, sinon les bignonias, les mimosas et un palmier *Trachycarpus*, le plus ancien de Venise.

La porte à côté, au palazzo Brandolini d'Adda, qui appartient à Brando Brandolini, deux Maures enchaînés, en caleçon de pierre blanche, gardent les degrés de l'entrée et le labyrinthe de buis en forme de cœur, qui lui aussi ne se peut vraiment apprécier que depuis le *piano nobile* (l'étage noble), et des fenêtres du voisin, Claude Bernard, le galeriste parisien de la rue des Beaux-Arts. Dans ce jardin allégorique, le lierre représente la vie et le laurier-rose, la mort. Une baignoire en marbre blanc pleine de feuilles mortes sous une vigne laisse imaginer de lents bains de minuit dans la touffeur des anciens étés.

En marchant vers la Ca'Zenobio, on se souvient que les élégants se promenaient encore en calèche dans le Dorsoduro au siècle dernier. Les calèches ont disparu et, privilège vertigineux, les Vénitiens n'ont plus à affronter la moindre roue dans leur vie quotidienne, soit-elle de vélo. Ces Zenobio qui ont laissé leur nom à cette pompeuse bâtisse, arrivent de Trento vers 1560. Ils paient une fortune pour se faire admettre parmi la noblesse vénitienne qui a besoin d'argent pour mener la guerre de Candie contre les Turcs. Et pour signifier leur qualité, ils appellent Gaspari, un élève de Borromini, qui leur torche une architecture baroque *alla romana*, telle qu'on n'en avait jamais vu à Venise et telle qu'on n'en verra plus.

Toujours pour se distinguer, vers 1600, ils font dessiner un grandiose jardin à la française. Hélas !... pense-t-on devant ces fades pelouses. Il reste l'étourdissant plafond du grand salon stuqué par Fra Abondio Stazio, doré, peint en fausses perspectives par Dorini, truffé de culs d'angelots et de poitrines de déesses, avec dans un coin un nain narquois qui fume la pipe pour se consoler et signaler la folie vénitienne. Le *palazzo* appartient aujourd'hui aux moines catholiques arméniens de l'île de San Lazzaro. Dont le premier souci n'est manifestement pas le jardinage.

Près du *campo* Santa Margherita, place de village du XIX[e] siècle, témoin de l'avant-fureur automobile, deux Américains, Jo Drecker et Robert Wilk, ont reconquis un ancien potager avec un « berceau » – c'est le mot que l'on utilise ici pour tonnelle – de 20 mètres de long, couvert d'un admirable fouillis de vigne, de rosiers, de magnolias. Des torses de marbre antiques apparaissent entre les feuilles, au bord des bassins où l'eau séjourne pour perdre son chlore municipal avant de servir à l'arrosage. Chez Liselotte Hōes, également à San Trovaso, on se retrouve par surprise dans le jardin du célèbre Antonio Michiel, acclimateur et approvisionneur du Jardin botanique de Padoue à partir de 1545 – le premier du monde, bien que Ferrare lui dispute ce titre.

Au bout d'un passage pavé de brique, loin de Venise, profond dans la campagne, avec une profusion de palmiers, de magnolias, un petit pavillon enfoui sous les branches. Ce Michiel échangeait des plantes avec la dogaresse Loredana Mocenigo Marcello qui entretenait un somptueux jardin sur la Giudecca. Pendant que nous rêvassons dans le jardin de Liselotte, assis au milieu des acanthes, à la singulière passion des jardiniers, le ciel s'est assombri. Un orage giorgionesque commence de se déverser sur les feuilles. Elles passent au vert sombre. Les canaux débordent. Nous partons pieds nus, pantalons relevés, nous arrêtons dans un bistro pour boire une *ombra*, un verre de vin blanc, avec des tartine de *cren*, une sorte de raifort, histoire de se réchauffer les pieds. Un homme pêche depuis la fenêtre d'un appartement au troisième étage d'un immeuble. C'est vrai, la vie vénitienne est différente. Quant à savoir si ce sont les tropiques... Il y a bien un palmier des Canaries sur l'île de Servolo, mais il semble bien être le seul de son espèce. Par ailleurs, on nous raconte que la lagune a gelé deux fois ces dernières années, en 1956 et en 1984 !

Alain Hervé

Carnet de route

■ **ACCÈS.** En train (tél. : 08-36-35-35-35), de Paris (environ 1 400 F A/R en couchette 2[e] classe), tous les jours (13 heures en moyenne, descendre à la gare de Santa Lucia) et, en version « luxe », avec le Venice Simplon-Orient Express (tél. : 01-45-62-00-69), en 24 heures, avec une nuit à bord, deux nuits sur place et un trajet en avion. Optez pour l'aller en avion (on accède à Venise par la lagune) et le retour en train : à partir de 9 700 F par personne. En bus, avec Eurolines (tél. : 01-49-72-51-51), de Lille, Paris et Perpignan (environ 600 F A/R) et de Lyon (310 F). En avion (agences de voyages), de Paris (environ 1 700 F A/R), tous les jours, avec Air France (tél. : 01-44-08-22-22) ou Alitalia (tél. : 01-44-94-44-00) et, de province, avec Air Littoral (tél. : 01-40-64-76-76). A noter aussi des vols Nouvelles Frontières, toute l'année, de Paris, à partir de 1 100 F A/R.

■ **FORFAITS.** Pour les forfaits séjours et week-ends, citons, notamment, Donatello, CIT Evasion, Frantour, Intermèdes, Italiatour, Jet Tours, Kuoni, La Procure, Le monde et son histoire, Nouvelles Frontières, Nouvelle Liberté, Républic Tours, Visit Europe, Voyageurs en Europe du Sud, etc. Consulter les agences de voyages et, pour les bonnes affaires, Access Voyages, Any Way, Cash and Go, Dégriftour/Réductour, Directours, Look ainsi que le 3615 Traveltour (boutique au 99, rue La Fayette, 75010 Paris, tél. : 01-53-20-46-56).

■ **HÉBERGEMENT.** A consulter, dans la nouvelle collection d'Hachette, *Un grand week-end à Venise* (truffé de conseils et d'adresses pour partir, visiter, séjourner, faire du shopping et sortir dans la ville) ainsi que les adresses du Guide du Routard *Venise* (Hachette). Egalement *Le Guide des hôtels de charme en Italie* (Rivages). A noter la formule insolite proposée par Tourisme chez l'habitant (tél. : 01-34-25-44-44) dans sa nouvelle brochure *Italia Sixtina* (envoyée sur demande) : l'hébergement en couvents et monastères dans toute l'Italie. Comptez environ 200 F par nuit et par personne avec un minimum de deux nuits. A Venise, il est conseillé de réserver longtemps à l'avance. On peut également louer une chambre ou un appartement via Italie Loc'Appart (tél. : 01-45-27-56-41) ou GR Tourisme/Vivre à Venise (tél. : 01-47-53-89-21).

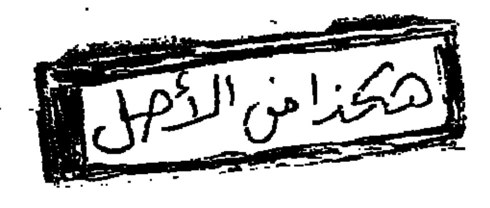
■ **JARDINS.** Les explorer en compagnie de Tudi Sammartini. Coauteur d'un livre intitulé *Giardini segreti a Venezia*, elle fait découvrir, en très petits groupes, les jardins les plus secrets. La contacter au 00-39-41-528-81-46.

■ **LIRE.** Outre les guides déjà cités, le très pratique *Guide Voir Venise et la Vénétie* (Hachette), l'érudit Guide Bleu *Venise* (Hachette) et un séduisant Gallimard.

■ **UNE ADRESSE.** Office italien du tourisme, 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 01-42-66-66-68 et service d'information vocale (24 h sur 24) au 08-36-68-26-28.

Les Gulliver du tourisme

Pour la seconde année consécutive, le Salon mondial du tourisme, qui se tient à Paris, porte de Versailles, du 20 au 24 mars, est l'occasion de distinguer, parmi l'offre des *exposants*, les produits touristiques les plus originaux. Décernés par les journalistes spécialisés dans ce secteur, les Gulliver du tourisme sont attribués dans cinq catégories. Dans la catégorie Aventure, le prix a été attribué à Croisières australes (tél. : 02-99-23-67-41) pour un périple de 14 jours, à bord de voiliers confortables, au départ d'Ushuaia en Terre de Feu avec passage du mythique cap Horn puis découverte des canaux de Patagonie dans lesquels se jettent les glaciers de la cordillère Darwin. Dans la catégorie Découverte culturelle, Kuoni (renseignements dans les agences de voyages et au 01-42-82-04-02 ou 01-53-43-50-10) l'emporte avec un circuit permettant de découvrir, à travers quatre villes (Chicago, Washington, Philadelphie, New York), les richesses architecturales et les collections des plus beaux musées de la Côte est. Catégorie Escapade, le prix revient à Intermèdes/Arts & Voyages (*60, rue La Boétie, 75008 Paris*, tél. : 01-45-61-90-90), qui propose *de partir sur les traces des* bâtisseurs de Haute-Provence, au fil des villages perchés de la région. Dans la catégorie Nature, Grandeur nature (29 *bis*, rue de La Motte-Piquet, 75007 Paris, tél. : 01-45-51-48-80), le bien-nommé, propose de s'initier au métier de *ranger* à l'occasion d'un safari de 5 jours dans la brousse sud-africaine. Enfin, l'UCPA (renseignements au 01-43-36-05-20 et Minitel 3615 UCPA) est crédité des meilleures Vacances insolites, avec un *périple philippin dans* l'archipel des Visayas exploré grâce à des moyens de transport variés : pirogues, *beach kayaks*, camions bariolés et randonnées pédestres. Quant au prix Révélation de l'année 1997, il a été décerné à l'Ethiopie.



Les lunettes de Schubert

Emboîter le pas du compositeur, c'est butiner une Vienne gaie, frivole et hédoniste

VIENNE
de notre envoyé spécial

Musée du Belvédère supérieur à Vienne, deux tableaux saisissants semblent reliés par un même fil d'Ariane : *La Jeune Fille et la Mort*, d'Egon Schiele, et *Le Quatuor*, de Max Oppenheimer. Le visage joufflu de Schubert se profile alors dans ce superbe palais, fleuron d'un art baroque qui témoigne d'un catholicisme régénéré par la victoire sur les Turcs et la peste. Et, en descendant les jardins à la française, on croit même entendre le quatuor de *La Jeune Fille et la Mort*... Rien d'étonnant : Vienne fête cette année, en grande pompe, le bicentenaire de la naissance de Franz Schubert. Schubert balisé, fléché, embaumé, travesti, ripoliné, empaqueté, brochuré. Une cavalerie d'autant plus crispante que Vienne snoba le compositeur de son vivant. Quoi qu'il en soit, cette OPA sur Schubert est si contagieuse que le visiteur en goguette finit, inéluctablement, par chausser les lunettes du compositeur en arpentant le pavé viennois. L'occasion de tordre le cou à maints clichés schubertiens – à commencer par le falot personnage d'opérette – et de multiplier les impromptus dans une ville qu'on imagine toujours, à tort, affrontant les soubresauts de l'Histoire en robe de bal.

Les fines lunettes cerclées de Schubert sont justement le clou des objets exposés dans sa maison natale. Tableaux, portraits, manuscrits, une mèche de cheveux servent ainsi de faire valoir à la paire de binocles dont on précise que le compositeur les gardait en dormant afin de pouvoir retranscrire des notes dès son réveil. Comme la plupart des demeures de personnages illustres, ce musée a tendance à tirer à la ligne. Suit le recueillement, en l'église Lichtental, simple et lumineuse, où le petit Franz fut baptisé et sa première messe exécutée en 1814. Le mélomane mécréant doit ainsi endurer tout le poids de la liturgie dominicale pour savourer quelques notes de musique sacrée. Dans la foulée, l'exposition « Brahms et Schubert », au Musikverein, tire aussi fâcheusement à la ligne. Une échappée discrète permet alors de gagner la merveilleuse « Salle Brahms » tout juste restaurée. Divine surprise ! : le chœur de Vienne y répète l'oratorio de *La Création* de Haydn. Un tel cadeau justifierait, à lui seul, le voyage.


AKG PHOTO
Après des journées de travail, Schubert (au piano) goûtait au plaisir des réunions entre amis

Autre moment privilégié : *Les Contes d'Hoffmann*, au Wiener Kammeroper, un bijou d'opéra de chambre où bien des chanteurs renommés firent leurs débuts avant de se produire sur la scène de l'Opéra, ce Staatsoper qui cristallise l'engouement des Viennois pour la musique. L'opéra : une profonde blessure et une grande injustice dans la vie de Schubert qui en composa quatorze – aboutis ou non – et qu'on exhume aujourd'hui peu à peu de l'oubli, comme *Fierabras*, *La Guerre des femmes*, *Alfonso e Estrella*, etc. Avec une question : pourquoi ce purgatoire ? A en croire Dominique Fernandez, *« ces opéras échouèrent parce que les Viennois voulaient de l'action, du théâtre et se moquaient d'entendre du beau chant »*. Or, c'est un fait, le sens dramatique fait défaut aux opéras de Schubert.

Après des journées de travail frénétiques, Schubert goûtait au plaisir des cafés, des restaurants, des guinguettes ou des réunions organisées par ses amis mécènes et connues sous le nom de *Schubertiades*. Emboîter le pas du compositeur, c'est butiner une Vienne gaie, frivole et hédoniste. Tremper goulûment ses lèvres dans un « petit noir », servi par un garçon en smoking. Un café dont *« Vienne*, relève Dominique Fernandez, *réussit à noyer l'amertume naturelle dans un vertige de douceur, comme Mozart dissimule la souffrance de ses personnages sous une mousseline de notes éthérées »*.

Parmi les cafés fréquentés par le musicien, un seul subsiste, Zum alten Blumenstock, bonbonnière aujourd'hui un tantinet précieuse. On imagine plutôt Schubert au café Hawelka, lieu figé dans une atmosphère bohème avec ses vieilles affiches, ses piles de journaux, ses tentures cramoisies et ses recoins intimistes. Atmosphère tout aussi délicieusement vieillotte au restaurant Zu den Drei Hacken, où le *« prince du Lied »* avait son rond de serviette. Après le bouillon au strudel et le traditionnel bœuf bouilli, les beignets aux quetsches jouent les ambassadeurs de la « Vienne chantilly », capitale mondiale de la pâtisserie, *« seul art demeuré ici en activité »* à en croire Fernandez. Une Vienne gourmande et épicurienne que l'on retrouve dans les *Heurigen*, ces guinguettes des faubourgs où l'on s'enivre de vin nouveau. A Grinzing, une plaque rappelle que Schubert aimait, lui aussi, se griser ici de vin blanc en faisant danser les jeunes filles. Image d'Epinal d'un Schubert primesautier et jovial mais qui masque une personnalité secrète, solitaire, en mal d'absolu et d'amour. Femmes rêvées, femmes imaginaires, femmes inaccessibles font la ronde autour d'un Schubert pataud et infortuné. Côté cour et légende, voilà la belle demeure néo-Renaissance dite des « trois jeunes filles » (la bien-nommée car Schubert y aurait courtisé trois sœurs) ; côté jardin et vérité, voilà le palais Estherazy, transformé en casino, avec ses fastes baroques qui renvoient à l'impossible amour de Franz pour Caroline Estherazy.

Avec son style éclectique – mi-baroque, mi-Renaissance – le Kunsthistorisches Museum (Musée de l'histoire de l'art) ferait, lui aussi, un magnifique casino. Après une cure de Bruegel, Holbein, Bosch, Titien, Giorgione, Vélasquez, etc., dîner en musique (*Le Voyage d'hiver*) sous la coupole grandiloquente, notre ami Schubert – exquise familiarité – eût adoré souper dans cette salle d'apparat en compagnie de la pulpeuse *Hélène Fourment nue*, peinte par Rubens, ou encore de la voluptueuse *Suzanne au bain*, du Tintoret. A vrai dire, il n'est pas le seul. Même si le hasard nous offrira pour voisine l'une de ces Autrichiennes au sujet desquelles Stendhal écrivait : *« En général, les Viennoises sont fidèles et nullement coquettes ; quand je dis qu'elles sont fidèles, c'est à l'amant de leur choix car les maris sont à Vienne comme partout. »*

Aux antipodes de Stendhal, nouveau temps fort, avec la comédie musicale *Cabaret* présentée dans les anciennes écuries du Quartier des musées. *Cabaret* qui exhale le parfum d'une Vienne oppressante et crépusculaire. Une Vienne qui a des états d'âme et s'ingénie à les transmettre. Une Vienne de fin de partie, en osmose avec le côté tragique de l'existence de Schubert, son génie méconnu, ses amours hors de portée, ses blessures secrètes. On dit les Viennois fascinés par la mort. *« La mort doit être viennoise »*, écrivait d'ailleurs Alfred Polgar, au début de ce siècle. Suivre Schubert dans la mort, c'est à la fois visiter la maison où il s'éteignit, découvrir le parc Schubert où il fut enterré aux côtés de Beethoven et se recueillir au vaste cimetière central où son cercueil fut transféré en 1888.

Une flânerie qui s'achève au Kunsthaus, un extraordinaire musée d'art contemporain où le regard est happé par une nouvelle *Jeune Fille et la Mort*, celle de Horst Janssen. Mais la boucle ainsi bouclée ne saurait faire illusion : tout voyage à Vienne, *qui* plus est sur les traces de Schubert, est forcément inachevé.

Jacques Tiano

Sur tous les registres

■ **LIEUX.** La maison natale de Schubert est au 54, Nussdorferstrasse. *L'église Lichtenthal (il y fut* organiste et petit chanteur) est au 40, Marktgasse. L'appartement d'Antonio Salieri est au 11, Spiegelgasse. Celui *du chanteur Michael Vogl* au 4, Plankengasse/18, Seilergasse. Le café « Zum alten Blumenstock » au 6 Ballgasse. L'auberge « Zu den Drei Hacken » au 28, Singerstrasse. La maison où Schubert s'éteignit, au 6, Kettenbrückengasse. Le Parc Schubert, avec sa pierre tombale, à Schulgasse/Wahringerstrasse. Le Cimetière central de Vienne (son cercueil y fut transféré en 1888) au 234, Simmeringer Hauptstrasse (2e portail, division 32 A).

■ **EXPOSITIONS.** Jusqu'en avril, au Musikverein, « Schubert et Brahms ». Jusqu'au 26 octobre, au Musée autrichien du théâtre, « Schubert, l'oublié » : costumes, décors et correspondance. *Du 8 mai au 31 août, au Musée* historique de la Ville de Vienne, « Franz Schubert'97 ». Du 8 mai au 26 octobre, exposition « Un siècle de musique à Vienne. *1797-1897 », à la Bibliothèque* nationale.

■ **CONCERTS.** Jusqu'au 28 décembre, tous les vendredis et dimanches, concerts de musique de chambre par le Wiener Konzertquintett. Le 1er et le 2 mai, Quatuor Alban Berg et solistes, au Konzerthaus. Jusqu'au 2 novembre, tous les dimanches, à 10 h 30, musique sacrée de Franz Schubert à l'église Lichtenthal. Du 3 avril au 23 octobre, tous les jeudis soir, « Schubertiade » par la Sinfonietta de Haydn, au Palais Lobkowitz. Les 10, 12, 14, 17 et 19 mai, opéra *Alfonso et Estrella*. Du 16 au 24 novembre, 15e Schubertiade de Vienne, au Musikverein.

■ **VOYAGES.** Sur les pas de Schubert, au départ de Paris, les 1er et 29 mai : 4 jours/3 nuits, à partir de 4 690 F par personne (Austropauli-Europauli, tél. : 01-42-86-97-04). Voyages à la carte sur le thème de Schubert proposés par Destination Autriche (tél. : 01-44-51-03-30). Voyages individuels sur mesure organisés, tout au long de l'année, par le spécialiste des voyages musicaux, La Fugue (tél. : 01-43-59-10-14). Week-end « spécial Schubert » avec quatre dates de départ (2 nuits, à partir de 2 970 F par personne) proposé par Donatello (tél. : 01-44-58-30-81 et dans les agences).

■ **LIVRES.** *Franz Schubert*, par Brigitte Massin (Fayard), l'ouvrage de référence, et *Schubert raconté par ceux qui l'ont vu*, par J.-G. Prod'homme (Stock).

■ **RENSEIGNEMENTS.** Minitel 3615 AUTRICHE, Rubrique Schubert.

Carnet de route

■ **ACCÈS.** Avec Air France (tél. : 01-44-08-22-22) ou Austrian Airlines (tél. : 01-45-81-11-01), à partir de 1 432 F A/R. Et Lauda Air (tél. : 01-44-58-93-13) à partir de 990 F A/R jusqu'au 31 mars (tarif week-end) et 1 320 F après.

■ **VOYAGISTES.** Formules week-end avec Nouvelles Frontières (tél. : 08-03-33-33-33 et Minitel 3615 NF) : 4 jours/3 nuits, en mai, à partir de 2 750 F. Avec Jet Tours Europe (agences de voyage) : 3 jours/2 nuits, à partir de 2 100 F. Avec Visit Europe (tél. : 01-40-06-95-55) : 2 nuits, à partir de 1 770 F. Egalement Episodes (tél. : 01-60-79-22-22) et Republic Tours (tél. : 01-43-55-39-30). Voir aussi encadré « Sur tous les registres ».

■ **HÔTELS.** Parmi les fleurons de l'hôtellerie locale, un quatuor qui égrène toutes les partitions de la vieille Europe : le Bristol, l'Imperial, le Sacher et le Palais Schwarzenberg. Quant à l'Hôtel Astoria, bien situé, il est passablement essoufflé.

■ **CAFÉS.** L'institution la plus délicieusement viennoise. Haltes impératives : Central, Landtmann, Kleines, Hawelka, Museum et Schwarzenberg.

■ **BARS.** Les bars enfumés du « Triangle des Bermudes », autour de la Ruprechtskirche, sont un peu fatigués et les go-go bars aux pulpeuses créatures slaves, hors de prix et tristounets. Privilégier désormais le merveilleux quartier de Spittelberg et, notamment, l'Amerling Beisel.

■ **LIRE.** Côté guides, Vienne, ville riche et complexe, justifie que l'on conjugue les mérites des guides *Voir* (Hachette), très pratique, Gallimard (très encyclopédique et complémentaire du précédent), Autrement (tout nouveau et astucieux), du Guide du Routard (Hachette), fidèle à lui-même, et du Lonely Planet (en anglais), toujours très complet. Les passionnés d'architecture y ajouteront *Seize promenades dans Vienne*, de Léon de Coster et François Nizet (Casterman), des itinéraires qui explorent, pas à pas, l'architecture viennoise. Pour en savoir plus, *La Perle et le croissant : l'Europe baroque de Naples à Saint-Pétersbourg*, par Dominique Fernandez (Plon), *La Crypte des Capucins* et *La marche de Radetzky*, de Joseph Roth (Seuil), *Vienne au crépuscule*, d'Arthur Schnitzler (Stock) et *La pianiste*, d'Elfriede Jelinek (Chambon) qui dresse le portrait de la bourgeoisie viennoise et évoque son rapport à la musique.

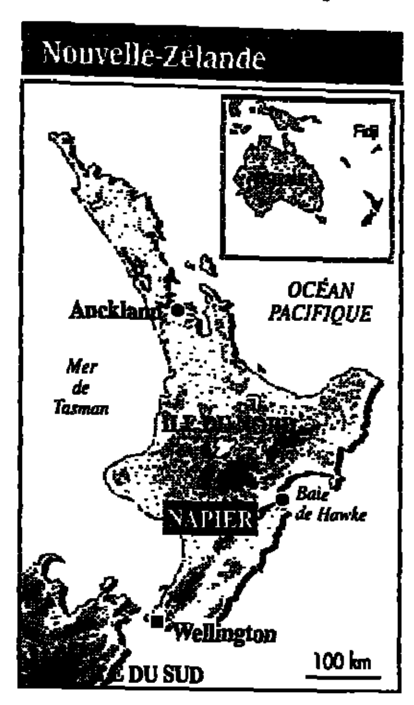
■ **DEUX ADRESSES.** Celle de l'Office national autrichien du tourisme (tél. : 01-53-83-95-20 et Minitel 3615 AUTRICHE). Et celle de l'Institut culturel autrichien (30, boulevard des Invalides, 75007 Paris, tél. : 01-47-05-27-10) pour sa bibliothèque et ses soirées littéraires.





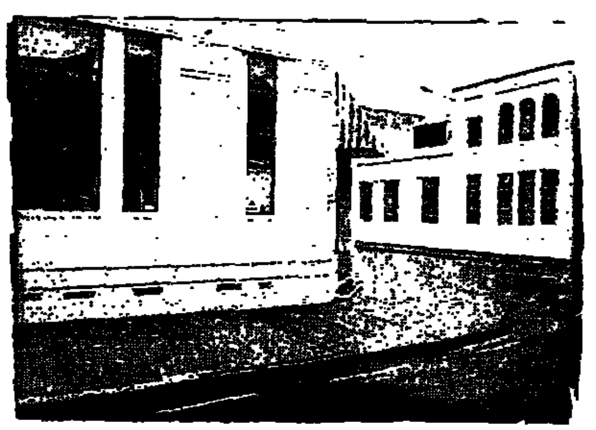
Antipodes art déco

Rayée de la carte par un violent séisme, le 3 février 1931, la « Nice du Pacifique » a retrouvé sa splendeur d'antan





D.R.







PHOTOS LUC QUÉLIN

Napier, la « Nice du Pacifique », (en haut) disparut en deux minutes trente victime d'un tremblement de terre. Aujourd'hui, la ville, restaurée, s'énorgueillit de son architecture Art Deco (ci-dessus)

NAPIER
de notre envoyé spécial

« Avant le tremblement de terre, vous auriez atterri au beau milieu des marécages, lance, sourire aux lèvres, *Margareth Kilkerny, en manœuvrant* énergiquement le volant de son autobus. *Ici, la terre s'est soulevée de 2 mètres... Mais en ville, tout s'est écroulé ! »* Héritage de cette ruade, une lande désolée s'étend sur plusieurs kilomètres, jusqu'aux abords de Napier. Après avoir traversé le port puis contourné, par la côte, les falaises de Bluff Hill qui masquent la ville, l'autobus file sur la Marine Parade, croisette bordée de gigantesques conifères. L'étrange silhouette, parfaitement triangulaire, de ces pins de Norfolk Island singularise, depuis 1891, la seule station balnéaire de Hawke's Bay, à l'est de l'île septentrionale de la Nouvelle-Zélande.

Une fois dépassée une escouade de collégiennes à vélo, cravate et gilet rouge vif, Margareth Kilkerny raconte la « Nice du Pacifique ». Napier s'était ainsi baptisée, au tournant du siècle dernier, pour s'attirer les faveurs des riches familles d'origine britannique. On y venait de Wellington ou d'Auckland pour goûter son climat méditerranéen, prendre pension à l'Hôtel Masonic, écouter les orchestres installés sous le kiosque à musique et s'ébattre dans les embruns salés du Pacifique. Une paisible villégiature... jusqu'au 3 février 1931.

Le bus s'immobilise devant le 321, Marine Parade. Ici, Shakin' Stevens, une star déchue du pop néo-zélandais, a récemment ouvert Earthquake 31, un petit musée où se côtoient des personnages de cire, un simulateur de séisme et un film historique retraçant *« la plus grande catastrophe naturelle qu'ait connue la Nouvelle-Zélande »*. Cela se passait un mardi sec et chaud. Pas un souffle de brise pour rafraîchir les promeneurs. *« Un vrai temps de tremblement de terre »*, relèvent les chroniques de l'époque. A 10 h 45, la terre ondule une première fois puis une seconde secousse aspire brusquement le sol avant de le repousser dans un terrible grondement. Deux minutes trente plus tard, la petite ville n'existait plus. L'envoyé spécial du *Dominion*, le quotidien de Wellington, témoigne : *« Enveloppée dans un linceul de fumée aux odeurs de désastre, Napier est devenue, en l'espace d'une nuit, le squelette de son passé et la tombe d'un nombre encore indéterminé de victimes, parmi une population de 20 000 âmes. (...) La cité de Napier a été rayée de la carte. Elle n'est plus aujourd'hui qu'un amas fumeux de ruines, la sépulture d'un port prospère et les vestiges lugubres d'une coquette station balnéaire... »*

Les secouristes dégagent les corps *de 258 personnes, pour la plupart* victimes de la chute des parapets pompeux et autres corniches lourdement ornées qui décoraient les demeures victoriennes dont Napier s'enorgueillissait. Le comité de reconstruction de Napier, réuni en juillet 1931, entend tourner le dos à *cette architecture « criminelle »*. Mais comment allier simplicité, solidité et sécurité tout en restituant à la petite station balnéaire sa splendeur d'antan ? A Bruxelles, Berlin, Paris, mais surtout à Chicago et New York, les courbes florales de l'art nouveau se fanent devant le dépouillement, *les lignes pures, la logique géométrique* de l'art déco. Ce dernier inspire les premiers lauréats de l'université d'architecture d'Auckland à qui, justement, Napier confie sa renaissance. Dans un plan d'urbanisme homogène, les rues sont élargies, *la hauteur des bâtiments est* limitée à deux étages, les lignes électriques et téléphoniques enfouies et les noms des rues quittent les traditionnelles plaques pour s'inscrire à même les trottoirs. Le béton armé, nouvelle norme de construction, se pare des fantaisies arts déco.

La reconstruction s'achève en deux ans et la bourgade retombe bien vite dans sa douce torpeur provinciale. Les années et l'air salin aidant, les joyeux pigments pastel des zigzags, pyramides, soucoupes ou chevrons s'évanouissent des façades. Napier oublie son patrimoine. *Il faudra attendre* un demi-siècle pour que l'héritage art déco soit à nouveau célébré. *« Devant l'enthousiasme de certains visiteurs pour nos façades décrépies, nous avons enfin reconnu l'évidence »*, explique Robert McGregor, un grand *gaillard à la barbe rousse et à la voix* douce qui préside l'Art Deco Trust. Créé en 1985 pour veiller à la sauvegarde et à la valorisation du patrimoine arts déco de Napier, ce fonds ne se contente pas d'organiser des visites guidées pour les touristes. Il s'est ainsi opposé à la construction *d'un immeuble de bureaux et a pu* préserver plusieurs édifices menacés de destruction.

« A la différence de l'Europe, il n'existe pas, en Nouvelle-Zélande, de système de protection du patrimoine historique, explique Robert McGregor. *Ici, pas question d'imposer des normes de restauration à une population tant attachée à sa liberté. Certes, il est aujourd'hui inconcevable de détruire un bâtiment du centre-ville, mais cette conscience historique et artistique est très récente. Désormais, soit on rénove, soit on construit à l'extérieur de la ville. »*

Depuis 1990, les commerçants du centre-ville sont encouragés à repeindre leurs boutiques selon les plans originaux, précieusement conservés par le Trust installé dans l'ancienne caserne des pompiers revêtue d'un élégant bleu roi. Devant Gahagan's Drugstore, le pharmacien montre fièrement les délicats pilastres ornés d'oriflammes fraîchement repeintes : *« On a tout intérêt à suivre les recommandations du Trust*, explique-t-il, *car la municipalité finance 50 % de nos travaux et nos devantures attirent ainsi plus de monde. »* Les peintres en bâtiment de Napier ont sérieusement enrichi leur palette. Encadré de ses gracieuses colonnettes, le fronton hispanisant de l'ancien Gaîté de luxe Cinéma (aujourd'hui excellent cellier et bar à vins) décline plus de sept couleurs différentes, du rouge-ocre au vert pâle.

L'enthousiasme et le talent des *jeunes architectes de l'époque sont* également illustrés par les plaques d'égouts marquées de levers de soleil, les escaliers intérieurs aux ferronneries élaborées, les vitraux en forme de ziggourats, les cimaises et plafonds excentriques. Des détails qui n'ont pas échappé au Trust. *« La mobilisation de la population de Napier a été extraordinaire*, se souvient Robert McGregor. *Au cours de la rénovation d'un cabinet d'avocats, un passant a apporté les portes originales de l'immeuble ; elles servaient de clôture à son potager ! Quelques semaines plus tard, les portes intérieures ont retrouvé leurs superbes poignées de cuivre, grâce à un voisin qui, par hasard, les avait repérées dans sa cave. »*

Aujourd'hui restaurée, Napier se parcourt comme un véritable musée de l'art déco. Une promenade aux allures de chasse aux trésors où les portes s'ouvrent volontiers devant la curiosité des visiteurs. Pour le Dr Neil Cossens, directeur du London Science Museum, *« il s'agit de l'ensemble architectural arts déco le plus complet et le plus représentatif du monde »*. Et ce en dépit des aberrations contemporaines qui gâchent *encore certaines perspectives*, particulièrement dans la zone piétonne où sont pourtant concentrées les plus belles façades. Robert McGregor et son Trust avouent, en effet, n'avoir rien pu faire contre la laideur des enseignes de certaines boutiques.

Antoine Ozeel

Carnet de route

■ **REPÈRES.** *Sur Hawke's Bay (la baie* du Faucon), Napier (52 000 habitants) est un des endroits les plus accueillants *de l'île du nord de la Nouvelle-Zélande*. Ses plages sont particulièrement fréquentées lors des vacances estivales locales (en décembre), mais la région tire surtout sa prospérité de ses grands élevages ovins et de ses vignobles réputés.

■ **ACCÈS.** De Paris, 26 heures de vol *pour rejoindre les antipodes via* Singapour (Singapore Airlines), Sydney (Quantas), Londres ou Francfort avec Air New Zealand (tél. : 01-53-77-13-30) qui relie Paris à Auckland pour environ 7 500 F A/R. De Wellington ou d'Auckland, en avion : environ 40 minutes. En voiture, compter une longue journée pour aller d'Auckland à Napier mais les paysages traversés valent le voyage. Si la plupart des circuits programmés négligent Napier, les voyagistes proposent des formules « à la carte » *avec voiture et hébergement*. Citons Asia, Australie Tours/Nouvelle-Zélande Tours et Ultramarina (dans les *agences de voyages*) ainsi que Bambou (tél. : 01-42-60-46-00) et Nouvelle-Zélande Voyages (tél. : 01-40-46-99-15).

■ **ÉTAPES.** Au centre-ville, le Masonic (choisir une chambre sur la pergola, côté mer) permet de se plonger dans l'ambiance Arts déco de la ville. Le luxueux et intime County Hotel séduira les *amoureux du style cosy english*. Plusieurs motels confortables (Ace High Motor Inn, City Close Motel, *Fountain Court Motor Inn*, Napier Travel Inn), ainsi qu'une charmante pension de famille, Mon Logis, sur Marine Parade. Pour se mettre au vert, le Mangapapa Lodge, entouré de vignes et de champs d'orchidées, sur la route de Havelock North (à 20 minutes de Napier).

■ **TABLES.** Plusieurs excellentes tables, notamment Pierre, sur le Quai (aux fourneaux un chef suisse, Pierre Vuilleumier), prisé pour ses fruits de mer, ses viandes, ses desserts et ses vins, et Anatole's Café, pour ses salades, son curry d'agneau et ses grillades. L'été *(notre hiver), quelques propriétés viticoles proposent aux visiteurs des lunches* agréablement arrosés. Citons *Mission Vineyards (Church Road*, Greenmeadows), Brookfields Vineyards (Brookfields Road, Taradale), *Clearview Estate Winery* (Clifton Road, Te Awanga, Hastings), Sacred Hill Winery (Dartmoor Road, Puketapu).

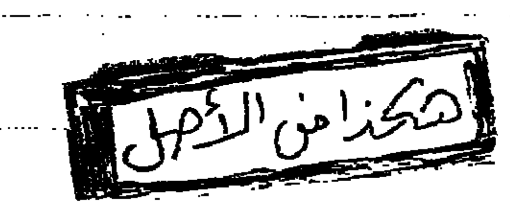
■ **CAVES.** Les vignerons les plus réputés (Brookfields, Sacred Hills, Mission, Church Road) ont fait leurs classes dans le Bordelais. Ils élèvent leurs vins en fûts de chêne importés de France et leurs blancs menacent sérieusement, en Asie notamment, les meilleurs vins français. *Hawke's Bay produit d'excellents rouges (cabernet-merlot) et* blancs (chardonnay, sauvignon blanc). *En vedette, les années 1993 et 1994.*

■ **VISITES.** L'histoire locale, l'art déco et le tremblement de terre sont à l'affiche du Hawke's Bay Museum et du siège de l'Art Deco Trust ainsi que des « Stables » *(simulateur de séisme)* de Shakin'Stevens. Autre attraction : le Napier Kiwi House dédié à l'étrange volatile endemique. Aux environs, Cape Kidnappers (à une heure de 4x4) abrite une colonie de fous de Bassan. Du sommet de ses falaises d'argile, magnifique point de vue. *Se renseigner auprès de l'office du tourisme local.*

■ **LIRE.** *Les guides Olizane et Lonely* Planet.

■ **RENSEIGNEMENTS.** Ambassade de Nouvelle-Zélande (*7 ter*, rue Léonard-de-Vinci, 75116 Paris, tél. : 01-45-00-24-11) : *envoi de documentation et permanence* touristique au poste 259, de 14 à 17 h.





La vie en roses

A une heure de route de Ouarzazate, les Berbères fêtent chaque année, au mois de mai, sa majesté Damascena

KELAA DES M'GOUNA
de notre envoyée spéciale

Vous êtes-vous jamais enivré de roses ? Avez-vous un jour goûté à l'ivresse – exquise et voluptueuse et joyeuse ! – de se rouler dans des pétales caressants et tendres, frais et délicats, tout juste cueillis ? De porter au front, aux poignets et au cou, des colliers, des bracelets et des couronnes de roses ? A Kelaa des M'Gouna, un gros bourg situé à une heure de route de Ouarzazate, les Berbères de la région vivent, chaque mois de mai, le même enchantement : la Fête des roses. Trois jours ! Soixante-douze heures pendant lesquelles les effluves sucrés embaument toute la ville.

On les respire dans le sillage de marchands hauts comme trois pommes, qui proposent à la cantonade d'éphémères bijoux de fleurs, sur les étals des boutiques – aux devantures colorées comme des bonbons ! – qui vendent force crèmes de beauté, huiles parfumées et savons doucereux, dans la plus modeste des habitations où l'hôte de passage est gaiement aspergé d'eau de roses rafraîchissante et, surtout, dans ces champs d'orge et de blé vert où s'épanouit la rose *Damascena*, une espèce à l'odeur éblouissante, dont Serge Lutens, le « nez » de Shiseido, Marrakechi d'adoption, dit qu'elle est *« pure et sonore comme l'air marocain »*.

Au printemps, c'est un ravissement de se promener à travers ces minuscules parcelles plantées de céréales et délimitées les unes des autres par les rosiers sauvages. Le long des *targha* – des petits canaux qu'il faut longer pour s'enfoncer plus avant dans le paysage serein de ces jardins sagement ordonnés – poussent à profusion des cognassiers, des abricotiers et des amandiers, des grenadiers lumineux, des peupliers argentés et des figuiers odorants. C'est ici le royaume des rossignols, des fauvettes, des tourterelles des bois, des striollets bruns au cou bleu et surtout des huppes tachetées de blanc et de noir, l'oiseau préféré du prophète Suleiman, celui dont on dit qu'il porte bonheur et que les femmes saluent donc tous les matins, contentes de le croiser sur leur chemin.

Les habitantes des hameaux alentour arrivent ici dès potron-minet, avant que le chaud soleil de mai ne vienne affadir le parfum des fleurs. Habillées de longues robes jaunes, orange ou bleues, coiffées d'un foulard et un grand fichu noir noué en écharpe autour de leurs hanches, elles papillonnent de buisson en buisson, et, lorsqu'elles se croisent, au lieu de se faire la bise comme il est d'usage sous nos cieux, elles se saluent à la manière berbère, dans un geste infiniment plus gracieux, en s'embrassant réciproquement la main ! Vers dix heures, lorsque le châle – qui fait office de panier – est gonflé de fleurs, elles s'en vont remettre leur précieux chargement à l'un des postes de collecte que les deux usines d'El Kelaa ont installés autour du village. Là, les roses sont pesées, payées ; la cueillette est terminée.

Tant mieux, car à la ville, la fête va commencer. La fièvre s'est emparée de Kelaa des M'Gouna dès la veille au soir. La rue principale a été envahie de voitures, de badauds, de vendeurs de nougat rose, de marchands de ballons bicolores et de familles entières descendues pour l'occasion des montagnes avoisinantes. Les uns se sont promenés avec nonchalance, les autres ont grignoté brochettes et tajines sur les terrasses des gargotes, d'autres ont siroté un thé ou se sont dirigés d'un pas ferme vers le stade où ont eu lieu les premières festivités. L'attente a été longue, mais le public a été finalement récompensé par les troupes folkloriques, qui ont chanté sans micro et dansé sous les youyous des spectateurs. Mais tout cela n'était que répétition ; la grande affaire, c'est pour le lendemain. Ce jour-là, les rues sont barrées, la circulation détournée, et, dès les premières heures, la grande artère grouille d'une foule où chacun s'est mis sur son trente et un. Un ministre et un grand nombre d'officiels sont attendus et, à peine arrivés, joyeusement bombardés de pétales fraîchement cueillis. Chacun s'installe, qui à la tribune d'honneur, sous le portrait du roi et de ses deux fils, qui debout dans la rue ; tous guettent le défilé.



PIERRE SCHWARTZ

Maroc : Ouarzazate

OCÉAN ATLANTIQUE
Tensift
Demnate
Essaouira
Marrakech
OUARZAZATE
Agadir
Sous
Taroudannt
50 km

A Kelaa des M'Gouna, les familles se préparent, la veille au soir, pour la Fête des roses

Quel cortège ! D'abord, apparaissent des majorettes, étrangement silencieuses. Arrivent ensuite, en musique cette fois, les artistes aperçus hier soir et qui aujourd'hui dansent la *racsca* – les femmes évoluent d'un même pas, comme posées sur une seule ligne –, la *sief* ou danse de l'épée, où l'on joue habilement du poignard.

Enfin, vient le tour des chars. Celui des travaux publics, avec des panneaux de signalisation enguirlandés de roses, celui de l'Office des eaux potables – décoré d'une grosse goutte en carton que l'on a sympathiquement dotée de deux mains bleues et d'un sourire réjoui –, celui de l'Office des aéroports – un dirigeable rouge vif d'où jaillit une fleur énorme –, celui des postes et télécommunications, sur lequel une femme installée sur un lit de pétales téléphone avec un portable géant ! C'est le progrès qui défile !

Clou du spectacle, l'arrivée de la Reine des roses. Cette année, c'est Rkia, vingt-deux ans, qui a été élue. Elle est brune, porte un diadème sur ses cheveux coiffés en nattes et a souligné ses yeux noirs de paillettes de couleur. Installée tout en haut du plus beau des chars, Rkia émerge d'une rose géante en tissu, étonnant pistil humain qui domine deux dauphines parées comme des princesses, et n'ose pas sourire à l'abeille monumentale et monstrueuse qui lui fait face. Rkia est aujourd'hui adulée. Après le défilé, elle participera au déjeuner d'honneur offert aux notables, répondra – en berbère et timidement – à ses admirateurs, puis, après avoir rendu sa couronne dorée, elle ira se coucher. Demain, la vie de tous les jours reprendra. Rkia cueillera de nouveau les fleurs de la vallée du Dadès, masse douce, fraîche et vivante qui viendra teindre de rose le châle dont elle aussi ceint sa taille.

A Kelaa des M'Gouna, la Reine des roses n'est reine qu'un seul jour.

Mylène Sultan

Le tour du monde des vacances

C'est à un véritable tour du monde que les quelque 100 000 visiteurs attendus au 22e Salon mondial du tourisme, qui se tient à Paris, à la porte de Versailles, sont invités du 20 au 24 mars. Cinq jours et deux nocturnes pour s'informer sur les cent dix pays présents (de l'Afrique du Sud au Yémen) ainsi que sur la France dont le pavillon – le plus important de la manifestation – accueillera, cette année, les Voies navigables de France et le comité régional d'Ile-de-France. Mobilisés pour informer et conseiller les candidats à l'évasion, en fonction de leurs goûts et de leurs budgets, les professionnels de l'ensemble du secteur touristique (hôteliers, transporteurs, prestataires) dont une palette complète de voyagistes, des grands généralistes (Jet Tours, Fram, Kuoni, etc.) aux spécialistes plus pointus (Terres d'aventure, Explorator, Clio, Voyageurs du monde, Assinter, etc.). Avec la possibilité de réserver sur place circuit ou séjour auprès de certains voyagistes et grâce à la présence de grands réseaux de distribution tels que Havas et Sélectour. Ce dernier proposera les produits de ses vingt-huit partenaires ainsi que ses brochures maison. Pendant la durée du salon, il offrira une réduction de 5 % sur tous les voyages à forfait, à l'exception des promotions.
Cette année, le Salon a choisi pour thème les « Routes du rêve » (titre d'une célèbre émission de Claude Villers) avec un « Kiosque de conseillers du rêve », chargés d'orienter chaque visiteur vers le voyagiste le plus apte à concrétiser son projet de vacances, aussi original soit-il.

■ Parc des expositions de Paris, hall 5, porte de Versailles. De 11 heures à 22 heures, le jeudi 20 et le vendredi 21 mars. De 10 heures à 19 heures du samedi 22 au lundi 24 mars. Entrée : 50 F, tarif réduit : 40 F.

Carnet de route

■ **QUAND ?** La Fête des roses a lieu chaque année en mai. Cette année, elle se déroulera du 9 au 11 mai. Se renseigner auprès de l'Office national marocain du tourisme, au 161, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, tél. : 01-42-60-63-50.

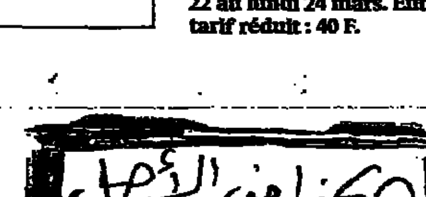
■ **ACCÈS.** Royal Air Maroc (38, avenue de l'Opéra, 75008 Paris, tél. : 01-44-94-13-10) relie Paris à Ouarzazate plusieurs fois par semaine : à partir de 2 655 F A/R. Pour se rendre à Kelaa des M'Gouna, on peut prendre un bus ou, pour évoluer à sa guise et sillonner la région, fort belle, louer une voiture, de préférence de Paris, par exemple chez Hertz (tél. : 01-39-38-38-38).

■ **ÉTAPES.** A l'arrivée à Ouarzazate, choisir le Riad Salam qui, avec son magnifique jardin et sa belle piscine, reste l'un des plus agréables hôtels de la ville (réservation à Paris au 01-47-55-09-09) : à partir de 400 F en demi-pension pour deux personnes. A Kelaa des M'Gouna, descendre à l'hôtel Roses du Dadès (tél. : 00-212-488-38-07) : environ 330 F en demi-pension pour deux personnes. L'édifice date un peu mais l'accueil est très attentionné. A noter la présence d'un balcon sur l'oued Dadès dans les chambres 213 et 314, et une grande terrasse dans les suites 435 et 510). Lors de la Fête des roses, tout l'hôtel est décoré de pétales de roses.

■ **BALADES.** La vallée des Roses : belle excursion pédestre entre Tourbist et Tamalout. La vallée du Dadès (en voiture ou à pied, en deux jours) entre Boulmane et l'entrée des gorges du Dadès. Les randonneurs peu aguerris se feront accompagner d'un guide (les hôtels vous en indiqueront ; compter environ 120 F pour une journée) et se feront bien préciser la durée et le niveau de difficulté de la randonnée. On peut aussi profiter de son séjour dans la région pour aller jusqu'à Tineghir (magnifique palmeraie et impressionnantes gorges du Todgha), ou aller à Zagora, une ville poussiéreuse qui ne vaut que pour la route qui y mène (la vallée du Dra), sa palmeraie et les incursions dans le désert, à organiser avec l'hôtel Kasbah Asma (tél. : 00-212-4-84-72-41), un endroit idyllique, caché derrière des murailles de pisé.

■ **VOYAGISTES.** De nombreux voyagistes programment le Maroc. Citons Allibert, Atalante, Club Aventure, Comptoir des Déserts, Explorator, Fram, Hommes et Montagnes, Itinérances, Jet Tours, Maroc Contact, Nomade, Nouvelle Liberté, Nouvelles Frontières, Planète, Republic Tours, Rev'Vacances, Terres d'Aventure, Tourmonde et l'UCPA.

■ **LIRE** Les guides Gallimard, Hachette (Guide Bleu, Routard et Visa) et Lonely Planet.

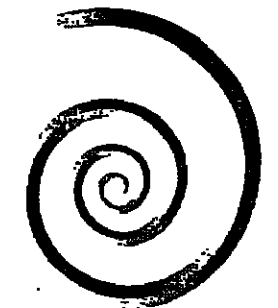


(Publicité)

Y&R

A l'intérieur une idée forte.

La force de nos idées et le poids de nos expériences sont dans la qualité de notre travail et la solidité de nos matériaux. Sous le nom Italcementi Group sont désormais associés deux acteurs du marché mondial du ciment : Italcementi et Ciments Français ; un ensemble de sociétés unissant les compétences, le savoir-faire et les cultures de dix pays. 50 cimenteries, 230 carrières, 320 centrales à béton, 15.000 hommes et un centre technique parmi les plus avancés au monde. Telles sont les bases qui permettent à Ciments Français, Ciments Calcia, GSM, Unibéton et aux autres sociétés françaises de faire face à la spécificité de chaque problème local avec la vision globale d'un grand groupe. Leader en Europe, capable d'offrir des solutions technologiques de pointe, des produits performants et un service toujours plus proche du client. Pour bâtir des oeuvres qui laisseront une marque unique et originale.

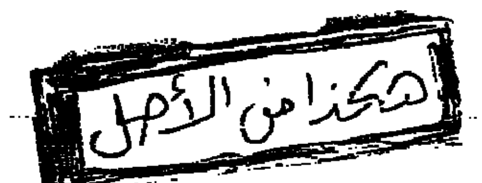


Ciments Français

Italcementi Group

A world class local business

www.italcementi-group.com



SIDÉRURGIE Le groupe sidérurgique Krupp-Hoesch a rendu public, mardi 18 mars, son projet d'offre publique d'achat hostile sur son rival de la Rurh, Thyssen. Krupp offre 435 marks pour chaque action, soit une prime de 25 % sur le cours de Bourse. ● THYSSEN après s'être opposé à ce plan, a accepté de négocier avec son concurrent presque deux fois moins important. ● DANS LA RUHR, on brandit la menace de dizaines de milliers de suppressions d'emplois. ● L'ATTAQUE sur Thyssen trouve un large écho, car elle survient à un moment où le capitalisme allemand est sous le charme des pratiques anglo-saxonnes. ● LES GRANDES BANQUES comme la Deutsche Bank et la Dresdner Bank qui soutiennent l'OPA sont désormais partagées entre leurs fonctions au service des entreprises et leur récent engagement dans les activités d'investissement.

L'offensive de Krupp sur Thyssen bouscule le capitalisme allemand

Les deux groupes entament des négociations. Les milieux politiques dénoncent les « méthodes américaines », mais l'opération illustre le changement en cours dans les grands groupes outre-Rhin

LE GROUPE sidérurgique allemand Krupp-Hoesch a rendu public, mardi 18 mars, son projet d'OPA (offre publique d'achat) hostile, sur son rival de la Ruhr, Thyssen (*Le Monde* du 19 mars). Thyssen s'est opposé à l'opération avant d'accepter d'ouvrir des négociations. Krupp offre 435 deutschemarks pour chaque action, soit une prime de 25 % sur le cours de Bourse, ce qui valorise Thyssen à 13,6 milliards de DM (46 milliards de francs). L'opération donnerait naissance à un géant mondial de l'acier, avec 63 milliards de marks de chiffre d'affaires et 190 000 salariés. La Deutsche Bank, via sa filiale Morgan Grenfell, la Dresdner Bank avec Kleinwort Benson et Goldmann Sachs, conduisent et financent l'OPA. Thyssen est deux fois plus gros que son attaquant. Dieter Vogel, le président de son directoire, a dénoncé des *« méthodes dignes du Far West »*. Mais mercredi il a accepté de rencontrer son homologue de Krupp Gerhard Cromme, afin *« d'ouvrir des négociations »*. Si dans huit jours aucun accord n'est trouvé, l'OPA hostile sera lancée.

Le rapprochement répond à des préoccupations industrielles. Krupp, qui avait déjà racheté Hoesch en 1991, entend mettre en place des synergies entre les deux entreprises. Thyssen (120 000 employés, 39 milliards de marks de chiffre d'affaires) représente l'avantage d'être en meilleure posture sur des marchés très cycliques. Les rationalisations en cours lui permettent de se concentrer sur des produits à forte valeur ajoutée, comme les aciers plats, destinés à l'industrie automobile. Krupp dispose, en revanche, de coûts de fabrication plus élevés dans des secteurs confrontés à la concurrence directe des pays d'Europe centrale. Paradoxalement, c'est dans l'usine Krupp de Dortmund que les restructurations pourraient être les plus sévères en cas de fusion.

La fusion va poser des problèmes sur le plan politique dans une région où la perspective de nouvelles suppressions d'emplois provoque une grande émotion, à peine une semaine après la mobilisation des mineurs opposés à la réduction des subventions charbonnières. A Düsseldorf, on brandit la menace de dizaines de milliers de suppressions d'emplois.

Le gouvernement du Land de Rhénanie-Nord-Westphalie, composé du parti social-démocrate et des écologistes, ne soutiendra pas l'OPA. *« La politique risque de jouer un grand rôle »*, commente un analyste. La Commission européenne et l'office fédéral des cartels devront également se prononcer sur le sujet.

MÉTHODE CRITIQUÉE

Le sort de Thyssen dépend surtout des petits actionnaires, qui détiennent plus des deux tiers du capital et qui devraient être poussés à vendre parce qu'ils « n'ont pas été gâtés ces dernières années », selon un analyste. Le soutien des grandes banques jouera dans le même sens.

« Un événement très marquant », *« une grande surprise »* : l'opération frappe les esprits en Allemagne. Outre la crainte pour l'emploi, c'est la méthode employée qui suscite les commentaires et les critiques. Contrairement aux pratiques anglo-saxonnes, les OPA hostiles sont pratiquement inconnues dans le pays. Krupp, il est vrai, s'y était essayé avec succès, au début de la décennie, pour prendre le contrôle de Hoesch. L'autre tentative restée dans les mémoires, le rachat d'une minorité de blocage de Philipp Holzmann par Hochtief dans le bâtiment, avait reçu le veto de l'office fédéral des cartels.

L'attaque sur Thyssen trouve un large écho, car elle survient à un moment où le capitalisme allemand est sous le charme des pratiques anglo-saxonnes. Le ministre de l'économie de Rhénanie-du-Nord-Westphalie dénonce les *« méthodes américaines »* mises en œuvre par Krupp.

Le soutien des grandes banques, à commencer par la plus grande d'entre elles, la Deutsche Bank, est révélateur de l'évolution des esprits. *« Pour la première fois, les banques les plus importantes du pays vont jouer un rôle actif dans une prise de contrôle inamicale, et cela modifie complètement les rapports traditionnels entre le système bancaire et l'industrie »*, dit Volker Brandt, analyste en chef à la banque BHF. La Deutsche Bank et la Dresdner Bank, qui soutiennent l'OPA et siègent au conseil d'administration de Thyssen, sont désormais partagées entre leurs fonctions au service des entreprises et leur récent engagement dans les activités d'investissement. Elles ont d'autant moins de choix qu'elles sont confrontées elles-mêmes à la concurrence des instituts anglo-saxons.

Toute l'économie allemande se tourne d'ailleurs de plus en plus vers la Bourse. Le concept de *« shareholder value »* (valoriser les investissements des actionnaires) fait des ravages au sein du patronat. Aurefois les actionnaires passaient après les créanciers, les salariés et les sous-traitants dans la hiérarchie des forces vives d'une entreprise. Aujourd'hui, le cours de Bourse compte autant que les carnets de commandes. Jürgen Schrempp, à Daimler-Benz, Ulrich Hartmann, chez le producteur d'énergie Veba, et Ron Sommer, pour Deutsche Telekom, pilotent cette révolution culturelle en taillant dans les activités les moins rentables et dans les effectifs.

L'hebdomadaire *Der Spiegel* critique ce *« nouveau miracle allemand »* fondé sur le *« culte de l'action »*. Un analyste prévient pourtant : *« Thyssen a trop attendu avant d'améliorer sa valeur boursière. Les autres patrons vont devoir en tirer la leçon »*.

Philippe Ricard

Les cinq premiers groupes mondiaux

● **Nippon Steel** : le groupe sidérurgique japonais figure au premier rang mondial, selon le classement du mensuel britannique *Metal Bulletin*, avec une production de 25 millions de tonnes d'acier en 1996.
● **Posco** : le groupe coréen est au deuxième rang, avec une production de 24,8 millions de tonnes.
● **British Steel** : le groupe britannique a pris, depuis deux ans, la troisième place mondiale à Usinor-Sacilor. En 1996, il a produit 15,7 millions de tonnes d'acier.
● **Usinor-Sacilor** : le groupe français a produit, l'an dernier, 15 millions de tonnes d'acier
● **Krupp-Hoesch Thyssen** : ensemble, les deux groupes allemands se classeraient au cinquième rang mondial, avec une production de 14,2 millions de tonnes d'acier, devançant l'italien Riva (14 millions de tonnes).

Le début d'une nouvelle vague de concentration dans l'acier européen

ANALYSE

British Steel et Usinor-Sacilor ont déjà fédéré leurs productions nationales

L'offensive de Krupp-Hoesch sur Thyssen annonce une vaste reconfiguration de la sidérurgie allemande et européenne. Epargnés par les lourdes restructurations des années 80, les grands aciéristes allemands ne peuvent plus les éviter. Alors que British Steel et Usinor-Sacilor ont fédéré – par intervention publique – leurs productions nationales, les lourds conglomérats de la Ruhr restés dispersés ont de plus en plus de mal à soutenir la concurrence. Fuyant un métier devenu peu rentable, ils cherchent leur salut dans des diversifications plus ou moins heureuses. *« Avons-nous encore réellement besoin d'un Thyssen, d'un Krupp-Hoesch, d'un Preussag Stahl et de tant autres encore ? Cela n'a plus de sens »*, juge un analyste du Crédit lyonnais à Francfort.

Depuis quelque temps, les sidérurgistes allemands se posent eux-mêmes la question. Krupp-Hoesch et Thyssen, qui coopèreent depuis 1995 dans les aciers inoxydables et le fer blanc, avaient entamé des discussions. C'est faute de trouver un accord que Gerhard Cromme, président de Krupp-Hoesch, a décidé de passer à la méthode agressive de l'OPA. Il souligne que les Allemands n'ont plus le choix, s'ils veulent rester dans la compétition internationale.

Même s'il réalise encore des progrès technologiques, l'acier est désormais un matériau mûr, à la croissance lente (2 % par an environ). Sur ses marchés de prédilection – la construction, l'emballage, l'automobile – il perd du terrain sur le plastique et l'aluminium. Pour survivre dans cette guerre farouche, les sidérurgistes ont besoin de fabriquer des aciers de plus en plus « techniques » et performants, à des coûts de moins en moins élevés. Dans le même temps, leurs grands clients, comme les constructeurs automobiles, leur demandent de devenir plus internationaux afin de les suivre sur tous les marchés. La taille devient un critère essentiel pour gagner en force, en flexibilité et en rentabilité.

CONCURRENCE NOUVELLE

Le changement est d'autant plus nécessaire que de nouveaux concurrents sont apparus sur le marché européen. Depuis 1992, les exportations d'acier en provenance des pays de l'Est sont une réalité quotidienne, déséquilibrant un marché déjà surcapacitaire. Constatant qu'ils ne pourraient pas lutter face aux prix des producteurs de l'Est, British Steel et Usinor-Sacilor ont très vite choisi de renoncer aux productions les moins rémunatrices, comme les aciers longs (ronds à béton, palplanches, etc.). Bien qu'ils soient les plus exposés aux exportations de l'Est, les sidérurgistes allemands, eux, ont cherché des gains de productivité, réduit leurs effectifs, mais n'ont pas redéfini leur stratégie.

Il y a quelques mois seulement que Thyssen a tiré un trait sur une partie de sa production d'aciers longs, pour mieux se recentrer sur les aciers plats spéciaux, où il figure parmi les premiers mondiaux. Avant de se décider, il a fallu que le conglomérat réalise que sa politique de diversification dans les télécommunications était beaucoup moins prometteuse que prévu. Se retournant à nouveau vers l'acier, qui représente 25 % de son chiffre d'affaires et 46 % de son résultat, Thyssen a constaté qu'il avait perdu des forces. Krupp-Hoesch, très engagé dans l'inox mais aussi dans l'acier pour la construction, a fait à peu près le même constat. Si elle se réalisé, la fusion entre les deux groupes va leur permettre de devenir le troisième sidérurgiste européen. Mais cette concentration risque d'avoir un prix social très lourd : les arbitrages ont été repoussés pendant longtemps.

Cette concentration préfigure de nouveaux mouvements dans la sidérugie euroépenne. Déjà, le hollandais Hoogovens a pris le contrôle de la société belge en faillite, Gustave Boel. Usinor-Sacilor s'est dit intéressé à reprendre l'espagnol CSI, qui doit être privatisé prochainement. Le groupe belge Cockerill-Sambre, l'allemand Saarstahl, le luxembourgois Arbed, qui totalisent ensemble plus de 90 000 salariés, font désormais l'objet de toutes les spéculations. En perte ou tout juste à l'équilibre, ces groupes ne paraissent plus en situation de pouvoir continuer seuls.

Martine Orange

Un an après sa création, le suisse Novartis investit massivement dans la recherche

LONDRES
de notre envoyé spécial

Mardi 18 mars, les dirigeants de Novartis semblaient satisfaits des premiers résultats de ce groupe pharmaceutique, né il y a juste un an de la fusion des laboratoires suisses Sandoz et Ciba. Pourtant, en raison de lourdes provisions pour restructuration, le bénéfice du nouvel ensemble s'est déprécié de moitié par rapport au résultat 1995 cumulé des deux sociétés aujourd'hui mariées. Il est tombé à 2,3 milliards de francs suisses (9,2 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires quasi stable de 36,2 milliards francs suisses (144,5 milliards de francs).

Il est vrai que le périmètre du groupe, numéro deux mondial de la santé et numéro un de l'agrochimie, n'est plus le même. La chimie est devenue une société indépendante, avec la création et la mise en Bourse de Ciba spécialités chimiques (*Le Monde* du 4 mars). Novartis se concentre sur les sciences de la vie (santé, nutrition, agro-chimie), qui ont enregistré en 1996 une hausse de 8 % de leur chiffre d'affaires à 27,6 milliards de francs suisses, pour un résultat opérationnel en hausse de 4 %, à 5,6 milliards de francs suisses.

« Nous avons dû mener de front l'intégration des deux compagnies, la préparation du spin-off [séparation] *des spécialités chimiques et la gestion des affaires courantes »*, commentait Axel Krauer, ancien président de Ciba Geigy, devenu président du conseil d'administration de Novartis. Daniel Vasella, le patron opérationnel, affirme : *« Nous sommes en voie de réaliser nos objectifs. »* La fusion, qui se traduit par la suppression de 10 000 emplois dans le monde, se réalisera sur trois ans, et 60 % des synergies seront effectives dès cette année. Tout l'effort porte sur l'innovation, avec 85 projets à l'étude et 29 lancements de médicaments dans les trois ans à venir.

Le budget recherche de Novartis dépasse les 3 milliards de francs suisses (12 milliards de francs), soit *« 80 % de celui des 320 laboratoires français membres du syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP) »*, constate Bernard Mesuré, président de Novartis France et du SNIP. Dans l'Hexagone, Ciba et Sandoz continuent, pour l'instant à vivre de manière autonome. Novartis sera créée le 15 avril, et les discussions démarreront alors sur le plan social. Sur les 5 200 salariés, 600 perdront leurs postes et 250 nouvelles fonctions seront créées. Le manque d'information est dénoncé régulièrement par les deux comités d'entreprise. Ils ont décidé de saisir le tribunal de Nanterre, demandant à être *« complètement informés et réellement consultés de manière préalable sur les transferts et cessions d'activités »*.

D. G.

Daniel Vasella, président du comité de direction de Novartis

« Nous sommes prêts à acheter d'autres laboratoires, grands ou petits »

Médecin de formation, Daniel Vasella, quarante-deux ans, est entré chez Sandoz en 1988. Devenu rapidement numéro un de la branche pharmaceutique du groupe suisse, il est maintenant patron de Novartis, deuxième laboratoire mondial, né en mars 1996 de la fusion de Sandoz et de Ciba-Geigy.

« L'idée de la fusion avec Ciba est celle de l'ancien président de Sandoz, Marc Moret. Est-ce Sandoz qui contrôle Ciba ou l'inverse ?

– Je crois que cela n'a pas d'importance. Nous devons nous focaliser sur le futur et oublier le passé. De toutes façons, il n'y a ni vainqueurs ni perdants. Selon les pays et les secteurs, vous aurez des perceptions différentes, mais c'est une fausse préoccupation. Il faut sortir les gens de ce stade primaire et bien voir que Novartis, c'est le futur. Nous devons évoluer en fonction de nos ambitions.

– Vous venez de Sandoz, avez-vous imposé la culture de ce groupe ?

– C'est vrai qu'on porte la culture de l'endroit où l'on a vécu. Mais, avant tout, j'ai ma personnalité et je ne représente pas Sandoz. Ce qui compte pour moi, ce sont deux valeurs : le respect mutuel et la vitesse de réaction. Il faut être rapide dans les décisions et flexible. Le futur appartiendra aux compagnies qui disposeront de cette souplesse. Il faut donc assurer un haut niveau de formation aux salariés. De plus, nous nous sommes fixé comme règle générale la transparence. Nous refusons le management surprise. Nous annoncerons les nouvelles dans l'avenir, qu'elles soient bonnes ou mauvaises.

– La fusion semble prendre plus de temps que celle, de même ampleur, effectuée par le numéro un mondial, Glaxo-Wellcome, en 1995 ?

– Nous avons été ralentis par les autorités américaines, la FTC (Federal Trade Commission) n'ayant donné qu'en décembre son accord à cette fusion annoncée en mars.

– De nombreux pays ont créé la structure Novartis au mois de janvier, mais la France ne le fera qu'en avril et n'a pas encore réduit ses effectifs, ce qui vous a impatienté. Est-ce un handicap pour la suite ?



DANIEL VASELLA

– En raison des réglementations en vigueur, la France a pris du temps pour réfléchir et négocier. On peut penser qu'elle va désormais rattraper son retard et aller plus vite que les autres. C'est vrai qu'il y a des problèmes de synergies et des postes superflus. Mais je suis très satisfait de la proposition élaborée par les Français de regrouper tous les salariés dans Novartis avant de procéder aux réductions d'effectifs, qui se feront uniquement sur la base du volontariat.

– Du fait de la restructuration, Novartis va fermer des usines en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, mais pas en France. Est-ce une exception durable ?

– Nous avions une surcapacité sur nos sites européens, et nous allons spécialiser les unités. A court terme, nous ne fermerons nulle part, les fermetures viendront à moyen terme. Mais, pour la France, je confirme qu'elle garde bien ses deux unités d'Orléans et d'Huningue, ce qui n'exclut pas des aménagements.

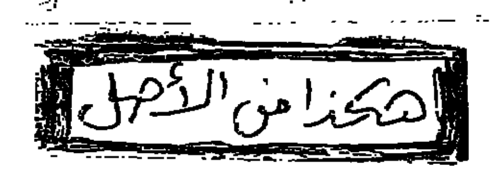
– Que penser de la décision du gouvernement français de retarder la mise en culture du maïs transgénique, qui est l'un de vos produits ?

– La France a parfaitement compris l'importance du génie génétique et a même été, dans ce domaine, à l'avant-garde de l'Europe. Elle a montré le chemin. Cependant, le problème se trouve au niveau de la population, qui doit prendre le temps de comprendre et d'assimiler l'impact de ces découvertes. Mais nous sommes dans un domaine où des courants minoritaires mettent ensemble la « vache folle », la brebis clonée « Dolly » et le maïs transgénique résistant aux parasites. Ces situations sont totalement différentes. Dans le cas du maïs, il permet de limiter l'utilisation de pesticides. Tous les tests ont été faits et nous les avons effectués avec succès aux Etats-Unis. Nous avons des certitudes sur la qualité du produit, mais il n'y a aucune technologie sans riques, que ce soit la voiture, l'avion ou les biotechnologies.

– Pensez-vous encore vous développer par croissance externe ?

– La course à la taille n'est pas une fin en soi, mais il nous faut encore grandir dans la compétition. Je suis prêt à acheter des laboratoires, grands ou petits. Le monde est plein d'opportunités, et l'imagination dans ce domaine n'a pas de limites. »

Propos recueillis par
Dominique Gallois





Résultat net 1996 : 2,7 milliards de francs. Du redressement à la croissance

Paris, le 18 mars 1997 - Le président Serge Tchuruk a présenté le 17 mars 1997 au Conseil d'administration d'Alcatel Alsthom les comptes de l'exercice 1996 et l'état d'avancement du plan de redressement.

L'année se solde par un résultat net part du Groupe de 2,7 milliards de francs, légèrement supérieur aux estimations communiquées le 30 janvier dernier.

Alcatel Alsthom est ainsi redevenu bénéficiaire en 1996, grâce aux premiers progrès enregistrés dans l'activité Télécom et aux plus-values réalisées dans le cadre du programme de cession d'actifs non stratégiques. Ces résultats sont en ligne avec le plan d'action mis en place au second semestre 1995, qui a pour principal objectif de restaurer la performance financière d'Alcatel Alsthom d'ici à 1998.

Au vu de ces résultats et des perspectives de développement connues à ce jour, le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 19 juin prochain de distribuer un dividende par action de 10 francs payables en espèces à comparer à 8 francs au titre de l'exercice précédent, soit un revenu global de 15 francs avoir fiscal inclus.

Résultats 1996

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 162,1 milliards de francs en 1996, contre 160,4 milliards de francs en 1995, en hausse de 1 % en données réelles et stables à périmètre comparable.

Les dépenses de recherche et développement ont atteint 16,6 milliards de francs, représentant 10,2 % du chiffre d'affaires, soit un effort comparable à celui de l'année 1995.

La marge opérationnelle calculée avant frais financiers, s'est élevée à 2,9 milliards de francs, à comparer à 0,6 milliard de francs en 1995. Tout en marquant un progrès, cette marge opérationnelle reste faible en valeur absolue, ce qui confirme la nécessité de poursuivre les actions vigoureuses engagées pour le redressement du Groupe, selon le calendrier établi.

Après prise en compte des charges financières, des coûts de restructuration, des amortissements d'écarts d'acquisition ainsi que des plus-values réalisées dans le cadre du plan de cession d'actifs, le résultat des sociétés intégrées avant impôt a atteint 2,7 milliards de francs, contre une perte de 26,0 milliards de francs en 1995.

L'objectif de 10 milliards de francs de cession d'actifs non stratégiques a été dépassé, avec la vente de 11 milliards de francs d'actifs en 1996, auxquels s'ajoute 1 milliard de francs de cessions du second semestre 1995. Par ailleurs, la cession partielle de la participation du Groupe dans le capital d'Havas a été annoncée début 1997, pour un montant au moins égal à 3,4 milliards de francs.

L'impôt sur les bénéfices s'élève à 0,7 milliard de francs en 1996, contre 1,2 milliard de francs en 1995. La quote-part dans les résultats nets des sociétés en équivalence atteint 1,0 milliard de francs à comparer à 0,2 milliard de francs en 1995. Le résultat net, après intérêts minoritaires, s'établit à 2,7 milliards de francs contre -25,6 milliards de francs en 1995.

La dette financière nette du Groupe a été ramenée de 20,0 milliards de francs en 1995, à 13,1 milliards de francs fin 1996, après prise en compte de la cession de Cofira. Le ratio dette nette sur capitaux propres (avant répartition) atteint ainsi 32 % fin 1996 contre 61 % en 1995 et reflète le retour à un faible niveau d'endettement.

Analyse sectorielle

Télécom

La reprise des commandes du secteur **Télécom** (+21 % sur l'exercice précédent) traduit le repositionnement du Groupe sur les marchés en forte croissance comme la transmission, l'accès, les infrastructures mobiles et l'espace. Le chiffre d'affaires du secteur est en progression de 6 %. La marge opérationnelle, déficitaire en 1995 et au premier semestre 1996, est redevenue positive sur les six derniers mois de l'année, conformément aux prévisions. Elle s'établit à -0,8 milliard de francs pour l'ensemble de l'exercice 1996, contre -3,3 milliards de francs en 1995. Ce redressement intègre notamment les premiers effets des efforts de productivité réalisés. De même, la réorganisation du secteur en divisions par produits s'est traduite par une plus grande efficacité dans l'approche des marchés.

Câbles

Le secteur **Câbles** a réalisé un chiffre d'affaires en baisse de 3 % à périmètre et cours du cuivre constants. L'activité a connu une forte progression dans les domaines des fibres optiques, des câbles de données et des câbles hautes fréquences, mais des pertes importantes dans les câbles sous-marins. La marge opérationnelle s'élève à 2,1 milliards de francs en 1996 à comparer à 2,3 milliards de francs en 1995.

GEC Alsthom

Le chiffre d'affaires de **GEC Alsthom** est en hausse de 2 % en 1996 et intègre l'activité Transport et Distribution d'Energie d'AEG au dernier trimestre de l'exercice. La marge opérationnelle s'élève à 1,4 milliard de francs à comparer à 1,3 milliard de francs en 1995. GEC Alsthom maintient ainsi son niveau de rentabilité, l'un des meilleurs de la profession.

Systèmes

Le secteur **Systèmes** enregistre une progression de son chiffre d'affaires de 11 % dont la moitié est due à l'intégration de l'activité Systèmes et Automatisation d'AEG au dernier trimestre. La marge opérationnelle atteint -0,2 milliard de francs contre -0,4 milliard de francs en 1995. L'activité est bénéficiaire hors Alcatel Siette (Italie) dont les pertes sont néanmoins en réduction sensible.

Le chiffre d'affaires **Accumulateurs** affiche une progression de 13 % entre les deux exercices. Sa marge opérationnelle s'établit à 0,3 milliard de francs contre 0,2 milliard de francs en 1995.

Objectifs 1997-1998 et Stratégie

Parallèlement aux plans de restructuration en cours, l'exercice 1997 verra la poursuite des autres actions d'amélioration de productivité : simplifier l'organisation du Groupe et les structures juridiques, optimiser le parc immobilier, renforcer les fonctions de gestion et de contrôle, avec notamment la centralisation de la trésorerie. La réduction de frais fixes qui devrait résulter de l'ensemble de ces actions correspond à une économie annuelle de l'ordre de 1 milliard de francs. D'autre part, la politique de coordination des achats sera intensifiée.

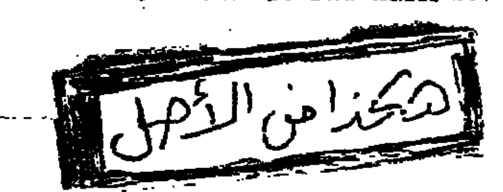
Grâce aux actions menées au cours de ces derniers mois et à sa politique d'efforts soutenus de recherche et développement, l'entreprise est maintenant en mesure de tirer profit de la croissance attendue du marché des télécommunications, résultant en particulier de la très forte demande de mobilité et de l'explosion d'Internet.

Alcatel dispose en effet d'atouts spécifiques et complémentaires qui constituent un avantage décisif : la plus forte base installée de commutateurs au monde, une position de leader en transmission synchrone tant en Europe qu'aux Etats-Unis, la gamme de produits d'accès la plus étendue, une présence de premier plan dans les satellites de télécommunication et une place de leader mondial dans les câbles sous-marins. Dans l'ensemble de ces domaines, la rentabilité devrait s'améliorer grâce à l'augmentation des volumes et au lancement de nouvelles gammes de produits bénéficiant d'une structure de coûts plus favorable.

Dans le secteur Câbles, les marchés des câbles de télécommunications, (fibres optiques, câbles de données, haute fréquence et accessoires mobiles) devraient continuer à connaître un essor important grâce à une demande soutenue tant en Europe qu'aux Etats-Unis.

L'ensemble des actions déjà réalisées ou en cours de développement et l'analyse de l'évolution des principaux marchés du Groupe confortent ainsi l'objectif de retour à un niveau de rentabilité satisfaisant dès 1998.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT : • MINITEL : 36.16 Code CLIFF (1,29 F/mn) • Téléphone vert actionnaires : 0 800 354 354 • Internet : http://www.alcatel.com/



La Marseillaise de crédit toujours à vendre

LA SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT (SMC) « *prépare un plan de restructuration pour 1997 dans la perspective de sa privatisation* », a annoncé mardi 18 mars son président-directeur général, Pierre Habib-Deloncle, affirmant qu'il y a plusieurs candidats en lice pour le rachat de la banque, mais que le repreneur n'a pas encore été choisi. « *Quelques centaines de postes* » pourraient encore être supprimés sur un total de 2 042, en partie grâce à un dispositif de réduction du temps de travail. Après avoir perdu 859,5 millions de francs en 1995, le groupe SMC, qui a été fortement recapitalisé par l'Etat, a ramené sa perte à 17,3 millions l'an dernier.

DÉPÊCHES

■ **CABLE & WIRELESS : la compagnie britannique de téléphone** cherche à s'associer à France Télécom pour acquérir 80 % de l'américain Sprint, selon le *Wall Street Journal* du mercredi 19 mars. France Télécom dément, qualifiant l'information de « *surréaliste* » et se déclarant « *satisfait* » de ses 10 % dans Sprint aux côtés de Deutsche Telekom (10 %). En revanche, des discussions sont toujours en cours avec Cable & Wireless sur une association dans Global One, société commune à France Télécom, Deutsche Telekom et Sprint.

■ **ENI : le groupe pétrolier italien** a annoncé, mercredi 19 mars, un bénéfice net record de 4 450 milliards de lires (environ 14,5 milliards de francs) pour 1996, après un bénéfice de 4 327 milliards l'année précédente. Le chiffre d'affaires a progressé de 1,3 %, à 57 650 milliards de lires, grâce à « *une augmentation des prix du pétrole et du gaz naturel ainsi que des volumes de bruts vendus et de gaz distribué* ».

■ ***PARRETTI : l'homme d'affaires italien a été débouté par le tribunal de Los Angeles*** dans le litige qui l'oppose au Crédit lyonnais dans le dossier des studios MGM. M. Parretti réclamait 3,9 milliards de dollars (soit 22,2 milliards de francs) de dommages et intérêts à la banque publique française. La décision du tribunal de Los Angeles est indépendante des poursuites pénales engagées contre M. Parretti en France et aux Etats-Unis.

■ ***NORTHWEST : la compagnie aérienne américaine*** *aurait* conclu un accord préliminaire avec le constructeur aéronautique européen Airbus pour l'achat de quarante appareils A-330, pour un montant total de 4,2 milliards de dollars (24 milliards de francs), selon le *Wall Street Journal Europe* du mercredi 19 mars. Les deux parties ont simplement confirmé être en discussion sur cette transaction qui constituerait le plus important contrat passé par Airbus avec une compagnie nord-américaine pour des gros porteurs.

■ **TWA : le prince saoudien Al Walid,** neveu du roi Fahd d'Arabie saoudite, a annoncé, mercredi 19 mars, avoir acquis 5 % du capital de la compagnie aérienne américaine qui a enregistré des pertes nettes de 284,8 millions de dollars (1,6 milliard de francs) en 1996.

■ **SERNAM : le mouvement de grève du service de fret express** et de messagerie de la SNCF a été suivi, mardi 18 mars par 23 % du personnel. Les syndicats CFDT, CGT, FO et CFTC protestaient contre un plan de restructuration, déjà largement mis en œuvre, qui prévoit la suppression de 1 500 emplois sur 5 600 (par reclassement interne à la SNCF) et la fermeture de 27 agences sur 84.

■ **MITSUBISHI : le premier groupe chimique japonais** a annoncé, mercredi 19 mars, qu'il allait produire aux Etats-Unis, à partir de 1999, de l'érythritol, un substitut basse-calorie du sucre utilisé dans l'alimentation, pour un investissement chiffré à 8,5 milliards de yens (400 millions de francs).

■ **SAUNIER-DUVAL : une grève paralyse l'usine de Nantes** du fabricant de chaudières et de chauffe-eau, depuis mardi 18 mars, votée par 318 salariés, contre 140 qui y étaient opposés. Les grévistes demandent une augmentation de salaire de 2 %.

■ **OPA : le Conseil des marchés financiers** a autorisé le groupe américain Morton International à lancer une offre publique d'achat (OPA) sur la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, suite à l'acquisition, le 6 mars 1997, par Morton France, de 67,6 % du capital de la société française.

■ **BT : l'exploitant téléphonique britannique** négocierait une entrée au capital de Tisa, filiale en charge des activités internationales de l'espagnol Telefonica, selon le *Financial Times* du mercredi 19 mars.

■ **TÉLÉPHONE : l'Union européenne** a décidé, lundi 17 mars, que la TVA sera appliquée aux utilisateurs du système de « call-back ».

■ **JAPON : les opérateurs téléphoniques** Japan Telecom et ITJ ont précisé, mardi 18 mars, les parités de leur fusion (douze actions ITJ pour une action JT), qui s'effectuera le 1er octobre.

■ **CCMX : Crédit lyonnais informatique et organisation (CLIO)** a déposé, mardi 18 mars, une offre publique d'achat sur les 15 % du capital de la société de services informatiques CCMX qu'elle ne détient pas.

Les craintes d'un report de l'Union monétaire provoquent des tensions sur les marchés financiers

La devise allemande retrouve son rôle de valeur refuge

La multiplication des déclarations de responsables allemands, laissant entendre qu'un report du lancement de l'Union monétaire européenne est possible, affecte les marchés financiers. Le mark s'est consolidé, tandis que le dollar et les devises dites faibles, comme la lire, la livre et la peseta, étaient en baisse. Par ailleurs, les taux obligataires ont continué de remonter en Europe, risquant de peser sur la reprise économique.

L'APPROCHE de la réunion, le 25 mars, du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine et de nouvelles déclarations venues d'Allemagne allant dans le sens d'un report de l'Union monétaire européenne ont provoqué, mardi 18 mars, une grande nervosité sur les marchés des changes et des taux.

« *Le report de l'euro n'est plus seulement une rumeur de marché, mais se trouve confirmé par les déclarations de responsables allemands* », explique un analyste. « *L'annonce d'un changement du calendrier de l'Union monétaire entraînerait à l'évidence une crise sur les marchés européens avec une baisse de la quasi-totalité des monnaies européennes face au mark et une remontée des taux obligataires* », ajoute-t-il.

Après le ministre des finances allemand, Theo Waigel, qui a affirmé lundi que le calendrier de l'euro dépendrait du strict respect des critères de Maastricht, c'était au tour, mardi, de Klaus Kühbacher, membre de conseil central de la Bundesbank, de semer le trouble. M. Kühbacher a affirmé qu'il doutait de la capacité de l'Allemagne de réduire son déficit budgétaire sous les 3 % du produit intérieur brut. M. Kühbacher a ajouté que si l'Allemagne n'était pas capable de respecter les critères de convergence, il faudrait reporter le lancement de l'euro.

Selon un schéma désormais classique, la crainte d'un report de l'Union monétaire s'est traduite immédiatement par une remontée du mark, une baisse du dollar (à son plus bas niveau face à la devise allemande depuis trois semaines), un recul des devises européennes dites faibles comme la lire, la livre et la peseta et par une hausse des taux obligataires. Le rendement des emprunts d'Etat français à dix ans est passé de 5,73 % lundi à 5,79 % mercredi matin, et, dans le même temps, celui des Bunds allemands, de 5,80 % à 5,91 %.

« *Les investisseurs étrangers, attirés au cours des derniers mois par la convergence entre les économies européennes et les baisses spectaculaires de taux à long terme dans les pays d'Europe du Sud soldent aujourd'hui des positions, échaudés par les incertitudes sur la réalisation de la monnaie unique* », souligne un opérateur.

Dans le sillage de leurs marchés obligataires (les cours baissent quand les taux montent), les places boursières européennes étaient toutes en baisse mardi à l'image de Francfort et d'Amsterdam qui ont perdu respectivement 1,78 % et 1,55 %. Paris (– 0,56 %) et Londres (– 0,38 %) ont réussi à limiter les dégâts.

Sur les marchés de change, en dépit de l'intervention de la Banque d'Italie, la lire est tombée mardi à 1 006 lires pour 1 mark en fin de journée, contre 1 002 la veille. Mercredi dans la matinée, la devise italienne restait faible et s'échangeait autour de 1 004 lires pour 1 mark.

NERVOSITÉ

La livre sterling a également reculé, pénalisée en plus par les incertitudes politiques liées à la tenue le 1er mai d'élections générales en Grande-Bretagne. La livre est tombée mardi sous le seuil des 9 francs, à 8,9903 francs à Paris, avant de remonter mercredi matin à 9,03 francs. Pour sa part, le franc est resté relativement ferme, perdant mardi quelques fractions face à la devise allemande, à 3,3750 contre 3,3739, et restant autour de 3,3743 francs pour 1 mark mercredi matin.

En revanche, le dollar a fortement baissé. Le billet vert est descendu mardi en fin de journée jusqu'à 1,6718 mark, 5,6452 francs et 122,15 yens. Mercredi matin, le billet vert se reprenait un peu à 1,6790 mark, 123,06 yens et 5,6657 francs. Le marché obligataire américain a connu une nouvelle journée agitée mardi. Le rendement des bons du Trésor à trente ans a atteint le seuil des 7 %, après l'annonce d'une progression de 12,2 % des mises en chantier en février aux Etats-Unis, qui témoigne de la vigueur de l'économie américaine.

Mais, en fin de séance, les taux à trente ans sont revenus à 6,96 %, quand les économistes ont fait remarquer que le temps doux de février était pour beaucoup dans la hausse de l'activité dans le bâtiment. Un rebond qui n'a pas empêché Wall Street de perdre 0,85 % et de manifester sa crainte d'une hausse de ses taux par la Réserve fédérale américaine (Fed), le 25 mars. Les analystes tablent généralement sur une remontée d'un quart de point du loyer de l'argent au jour le jour. La hausse de 8,3 % de la masse monétaire en Allemagne en février, annoncée mercredi, a relancé les craintes de certains experts en Europe que la Bundesbank ne durcisse plus tôt que prévu sa politique monétaire.

Eric Leser

Jean Peyrelevade chiffre les pertes du Lyonnais à 100 milliards de francs

« *VOUS nous avez tiré une balle dans le pied* ». Auditionné mardi 18 mars par la Commission des finances, à l'Assemblée nationale, Jean Peyrelevade, le président du Crédit lyonnais, a déploré l'agitation des parlementaires autour de la banque publique. Faut-il sans cesse en revenir aux affaires « *tristes* » et « *lamentables* » du passé, a t-il, en substance, demandé aux députés. Pour M. Peyrelevade, il y a aujourd'hui deux banques : la mauvaise, celle laissée par son prédécesseur, Jean-Yves Haberer, fruit « *d'une gestion totalement folle appliquée à une grande banque par une personne seule sans qu'aucun des contre-pouvoirs internes ou externes n'ait fonctionné* », qui est aujourd'hui « *de la responsabilité du CDR* », la structure chargée de vendre les actifs douteux du Lyonnais. Et puis, il y a la bonne banque qui « *sera privatisable au deuxième semestre 1998* » et qui est de sa responsabilité.

Le PDG du Lyonnais s'en est pris aux chiffres avancés la semaine dernière par le député UDF–FD de la Marne, Charles de Courson. Il a estimé que les pertes totales de la banque devraient « *être d'un ordre de grandeur de 100 milliards de francs* » et non de 130. Quant aux 5 milliards de francs de « *détournements* » opérés par d'anciens cadres ou dirigeants de la banque et de ses filiales, cette estimation relève de l'« *affabulation* ».

« JE SUIS UN SALARIÉ »

Selon M. Peyrelevade, à l'exclusion de « *deux anciens membres du personnel du Crédit lyonnais, l'un travaillant à l'étranger l'autre dans les DOM-TOM, qui avaient quitté la banque* », aucun des collaborateurs actuels du Lyonnais ne pouvait être soupçonné de quoi que ce soit. Il a, par ailleurs, précisé qu'il avait déposé « *trois ou quatre plaintes* », le reste relevant du CDR. Interpellé par M. de Courson qui lui demandait pourquoi il n'avait engagé aucune plainte contre les commissaires aux comptes, M. Peyrelevade a indiqué qu'il n'avait reçu aucune instruction en ce sens entre « *1993 et 1995* ». Il a souligné que le dépôt de telles plaintes ne relevait pas de sa responsabilité. « *Je suis un salarié* », a t-il déclaré aux députés. M. de Courson lui a rappelé qu'il était également « *mandataire social* » et, à ce titre, parfaitement habilité à engager des poursuites.

A l'issue de l'audition, les députés de la majorité se déclaraient plutôt irrités par la prestation de M. Peyrelevade. Alain Griotteray (UDF–PR, Val-de-Marne) trouvait le président du Lyonnais « *désagréable et fuyant* ». M. de Courson, entouré par Jean-Louis Borloo (RL, Nord) et Michel Inchauspé (RPR, Pyrénées-Atlantiques), déclarait son « *insatisfaction* ». Philippe Auberger (RPR, Yonne), rapporteur général du budget, estimait que « *M. Peyrelevade n'a pas une grande considération pour le Parlement. Nous, nous considérons que nous n'avons pas encore vidé l'abcès* ». Il a ajouté que le président du Lyonnais « *n'a pas contribué à rehausser son image auprès de la commission des finances* ».

Caroline Monnot

Carrefour promet à M. Chirac d'aider les PME françaises à exporter

L'AMÉRIQUE DU SUD, eldorado de la distribution française ? Parmi les grands patrons invités par Jacques Chirac à suivre son périple sud-américain, le « commerçant » Daniel Bernard, président de Carrefour, a quelque peu ravi la vedette aux ténors de l'industrie, tels Jean-Louis Beffa, Jean-Luc Lagardère ou Jérôme Monod.

Fort opportunément, le groupe de distribution avait en effet emmené au Brésil et en Argentine quatre-vingt-cinq patrons de PME – les chouchous du président de la République – à l'occasion d'une « Quinzaine de la France » organisée dans les magasins Carrefour de ces deux pays. Pour la plupart de ces petits entrepreneurs, fournisseurs de Carrefour en France et en Europe, il s'agissait d'un premier contact avec les deux principaux marchés de l'Amérique du Sud. Premier contact aussi avec M. Chirac, qui les a investis, à l'occasion d'une rencontre privée à Sao Paulo, d'une véritable mission d'exportation. Carrefour semble être le vecteur idéal pour aider les petites entreprises à exporter.

Sur ces marchés, le groupe affiche, de plus, des résultats à faire pâlir bien des industriels. En 1996, il a réalisé en Amérique latine 20 % de son chiffre d'affaires, mais 33 % de ses profits mondiaux, soit plus de 1,1 milliard de francs de résultat net. Avec 72 magasins, le groupe français y réalise presque autant de profits qu'en France, où il exploite 117 hypermarchés. Carrefour Brésil, qui a généré près de 28 milliards de francs de chiffre d'affaires dans ses quarante-quatre hypermarchés en 1996, dispute désormais à l'Espagne la place de première filiale étrangère du groupe. En termes de rentabilité, elle l'a dépassée, affichant 788 millions de francs de bénéfices (part du groupe) contre 658 millions pour Pryca, la filiale espagnole. L'Argentine a réalisé pour sa part 9,2 milliards de chiffre d'affaires pour 321 millions de résultat net.

Cette exceptionnelle rentabilité tient à plusieurs paramètres. Au Brésil, la distribution est parmi les premières bénéficiaires du plan Real de 1994, qui a permis de terrasser l'hyperinflation et de relancer la consommation. Installé depuis 1975, Carrefour « *n'a plus de frais de développement et réalise des volumes énormes. Dès lors, on récolte* », explique M. Bernard. Alors que l'Asie, autre moteur de la croissance du groupe, reste une « *zone d'investissement qui prépare les profits du siècle prochain* », y compris Taïwan, l'autre pépite du groupe, qui a dégagé 90 millions de francs « seulement » de profits en 1996.

La rentabilité du Brésil et de l'Argentine s'explique aussi par la totale liberté dont jouissent les distributeurs dans ces pays pour créer, moderniser, étendre leurs magasins. M. Bernard n'a pas manqué de le faire remarquer au ministre français des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat, Jean-Pierre Raffarin, auteur de la loi qui bloque l'expansion des grandes surfaces en France, venu visiter l'un des fleurons de Carrefour à Sao Paulo.

Ces pays de grande concentration urbaine se prêtent parfaitement au développement de la grande distribution : « *L'Argentine compte dix fois moins de mètres carrés de grandes surfaces par habitant que la France, et cinq fois moins que l'Espagne* », observe Bernard Dunand, directeur exécutif de la filiale argentine. Carrefour a ainsi ouvert six nouveaux magasins au Brésil et trois en Argentine en 1996. Il vient de signer un accord en Colombie et négocie au Chili. Ce potentiel de croissance commence à attirer la concurrence : Auchan a annoncé, la semaine dernière, l'ouverture de son premier hypermarché à Buenos Aires.

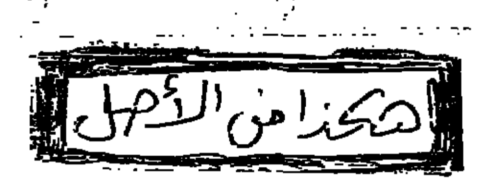
En 1996, le groupe a réalisé en Amérique latine 20 % de son chiffre d'affaires, mais 33 % de ses profits mondiaux, soit plus de 1,1 milliard de francs de résultat net

Mais le ministre tout comme le président de la République ont fait la sourde oreille aux allusions des dirigeants de Carrefour. Ils ont préféré mettre l'accent sur le rôle qu'ils souhaitent voir jouer aux grands distributeurs, celui d'exportateurs des produits des PME françaises. Les produits hexagonaux, reconnaissent les responsables de Carrefour, ne représentent qu'une part infime des marchandises vendues dans les linéaires de leurs magasins sud-américains. Contrairement aux concurrents américains, comme le géant Wal Mart, qui essaient, non sans mal, de vendre les produits américains, Carrefour se coule dans le moule de la consommation locale. « *Nous vendons du riz aux Chinois* », résume M. Bernard. Le PDG s'est cependant engagé devant M. Chirac à développer le partenariat à l'exportation avec les PME françaises et a rappelé que Carrefour s'est doté à cet effet d'une filiale spécialisée. Le président de la République a salué, avec une pointe d'ironie, cette « *nouvelle attitude* » de Carrefour.

Reste que, comme le fait remarquer un cadre brésilien de la firme, il peut apparaître comme une gageure de vouloir développer des importations de produits français au Brésil, à l'heure où ce pays cherche à rétablir l'équilibre de sa balance commerciale, fortement déficitaire depuis le plan Real. Le président de la République brésilienne, Fernando Henrique Cardoso, n'a pas manqué de réclamer à son homologue français un abaissement des droits de douane en France et en Europe sur les produits brésiliens.

Chez Carrefour, on insiste sur le surcoût généré par les frais de transport, de dédouanement et les impôts sur les produits importés : il est évalué de 176 % à 234 % du prix initial. Ainsi, une bouteille de vin vendue 10 francs en France se vend 24 francs à Rio. Même si sa visite a permis de relancer une dynamique, M. Chirac a souligné que Carrefour et les PME devront faire preuve de « *persévérance* » pour rétablir un courant durable d'échanges franco-sud-américains.

Pascal Galinier



■ **LA BOURSE DE TOKYO**, à nouveau soutenue par le plan foncier du gouvernement, a fini, mercredi, en légère hausse. Le Nikkei a gagné 48,51 points (0,26 %) à 18 493,71 points.

■ *LE DOLLAR était en hausse face au* yen, mercredi, sur le marché des changes de Tokyo. En fin de journée, il s'échangeait à 122,74 yens, contre 122,48 yens à New York mardi soir.

■ *L'OR a ouvert en hausse, mercredi,* sur le marché international de Hong Kong. L'once s'échangeait à 349,80-350,10 dollars contre 347,50-347,80 dollars la veille en clôture.

■ *LE COURS DU PÉTROLE brut s'est en*volé, mardi, sur le marché à terme new-yorkais grâce à des achats de couverture. Le baril a progressé de 1,14 dollar, à 22,06 dollars.

■ *LE PRIX DU CUIVRE a reculé, mardi* sur le LME, les opérateurs craignant un arrêt des importations par la Chine, gros utilisateur. Le cours a baissé de 11 dollars à 2 343 dollars/tonne.

LES PLACES BOURSIÈRES

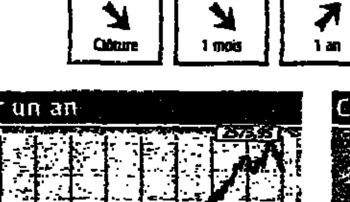
CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC	NEW YORK	LONDRES	MILAN	FRANCFORT
↘ Clôture	↘ 1 mois	↗ 1 an	↗ 1 mois	↗ DOW JONES	↗ FT 100	→ MIB 30	↘ DAX 30

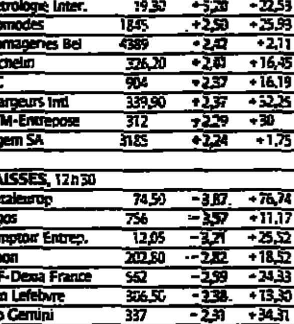
La Bourse de Paris se reprend

LES VALEURS FRANÇAISES reprenaient de la hauteur, mercredi 19 mars, à la Bourse de Paris. En hausse de 0,24 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure trois quarts plus tard un gain de 0,38 %. Aux alentours de 12 h 15, l'indice de référence s'inscrivait en hausse de 0,30 % à 2 581,94 points. Cette reprise mettait provisoirement un terme à un mouvement baissier qui a fait perdre plus de 5 % à la Bourse de Paris en une semaine.

Le marché était modérément actif avec un chiffre d'affaires sur le marché à règlement mensuel de 2,5 milliards de francs dont 1,9 milliard sur les valeurs de l'indice CAC 40.

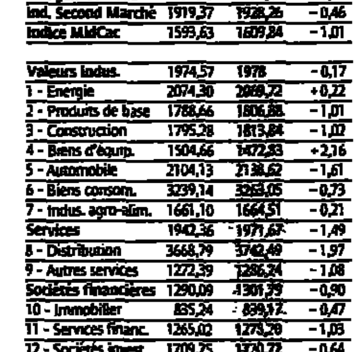
Cette reprise était jugée par les intervenants essentiellement technique. Faisant fi du repli de 0,85 % de Wall Street mardi soir, le marché parisien tire profit de la légère reprise du dollar, conforté par la progression en parallèle de Francfort (+0,55 %), l'Allemagne donnant une nouvelle fois le ton de la matinée. Plusieurs intervenants s'interrogent néanmoins sur la solidité de cette progression, susceptible d'être remise en cause par une réaction négative des marchés américains à la publication à 14 h 30 du CPI. Les experts tablent sur une hausse de 0,1 à 0,2 % en raison d'un recul de 0,4 % des prix de gros.


Indice CAC 40 sur un an


CAC 40 5 jours

Alcatel Alsthom, valeur du jour

BONNE SÉANCE, mardi 18 mars, à la Bourse de Paris, pour Alcatel Alsthom, qui termine la journée à son plus haut niveau de l'année. Bénéficiant de résultats conformes à ce qu'on attendait, voire meilleurs, le titre a gagné 8,81 %, à 667 francs, avec 2,37 millions de titres échangés représentant 1,6 % du capital. Les analystes ont jugé les prévisions encourageantes, en particulier pour le marché des télécommunications. Un gérant ayant participé à la réunion organisée, mardi, par la société souligne que Serge Tchuruk, PDG du groupe, tenait les objectifs qu'il s'était assignés. Depuis le 1er janvier, le titre a gagné 60 %.


Alcatel alsthom sur 1 mois

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 19/03	Var. % 18/03	Var. % 31/12
Dassault Electro	687	+4,56	+54,38
Salomon (Ly)	434	+3,28	−4,71
Metrologie Inter.	19,30	+5,20	−22,53
Promodes	1845	+2,50	+25,93
Fromageries Bel	4389	+2,42	+2,11
Michelin	326,20	+2,40	+16,45
BIC	904	+2,37	+16,19
Chargeurs Intl	339,90	+2,37	+52,25
GTM-Entrepose	312	+2,29	+30
Sagem SA	3185	+2,24	+1,75
BAISSES, 12h30			
Metaleurop	74,50	−3,87	+76,74
Sligos	756	−3,57	+11,17
Comptoir Entrep.	12,05	−3,21	+25,52
Lebon	202,60	−2,82	+18,52
CLF-Dexia France	562	−2,59	+24,33
Jean Lefebvre	306,50	−2,38	+13,30
Cap Gemini	337	−2,31	+34,31
Casino Guichard	254,20	−2,29	+5,21
Sefimeg	450	−2,17	+19,68
Eurotunnel	6,75	−2,17	−1,45

VALEURS LES PLUS ACTIVES

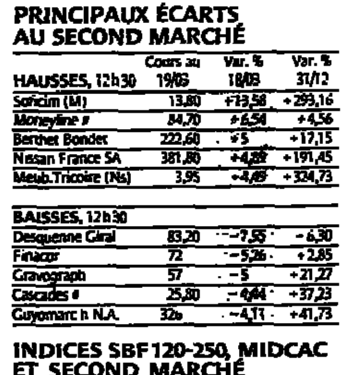
SÉANCE, 12h30	19/03 Titres échangés	Capitalisation en F
Alcatel Alsthom	772508	520138599
Michelin	746686	245066324,10
Usinor Sacilor	1227669	112347370,65
Elf Aquitaine	180986	100368508
Eaux (Cie des)	115836	86171911
Air Liquide	74044	64073814
LVMH Moet Hen.	45520	60933826
Carrefour	16657	56841887
Pinault-Print.Red.	23809	52142096
Saint-Gobain	54378	45728949

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

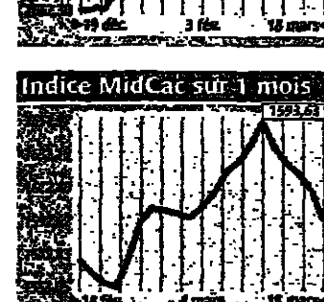
HAUSSES, 12h30	Cours au 19/03	Var. % 18/03	Var. % 31/12
Soficim (M)	13,80	+13,58	+293,16
Moneyline #	84,70	+6,54	+4,56
Berthet Bondet	222,60	+5	+17,15
Nissan France SA	381,80	+4,87	+191,45
Meub.Tricoire (Ns)	3,95	+4,49	+324,73
BAISSES, 12h30			
Desquenne Giral	83,20	−7,55	−6,30
Finacor	72	−5,26	+2,85
Gravograph	57	−5	+21,27
Cascades #	25,80	−4,44	+37,23
Guyomarc'h N.A.	326	−4,11	+41,73

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	18/03	17/03	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1800,63	1812,57	−0,66
Ind. gén. SBF 250	1739,29	1750,67	−0,65
Ind. Second Marché	1919,37	1928,26	−0,46
Indice MidCac	1593,63	1609,84	−1,01
Valeurs indus.	1974,57	1978	−0,17
1 - Energie	2074,30	2069,72	+0,22
2 - Produits de base	1788,66	1806,88	−1,01
3 - Construction	1795,28	1813,84	−1,02
4 - Biens d'équip.	1504,66	1472,83	+2,16
5 - Automobile	2104,13	2138,62	−1,61
6 - Biens consom.	3239,14	3263,05	−0,73
7 - Indus. agro-alim.	1661,10	1664,51	−0,21
Services	1942,36	1971,67	−1,49
8 - Distribution	3668,79	3742,49	−1,97
9 - Autres services	1272,39	1286,24	−1,08
Sociétés financières	1290,09	1301,39	−0,90
10 - Immobilier	835,24	839,17	−0,47
11 - Services financ.	1265,02	1275,20	−1,03
12 - Sociétés invest.	1709,75	1720,72	−0,64


Indice SBF 250 sur 3 mois

Indice second marché sur 3 mois


Indice MidCac sur 1 mois

Nouvelle hausse à Tokyo

SOUTENUE par le plan foncier du gouvernement, la Bourse de Tokyo a terminé la séance en légère hausse, mercredi 19 mars. L'indice Nikkei a fini à 18 493,71 points, en hausse de 48,51 points, soit un gain de 0,26 %. Les gains de la place de Tokyo ont toutefois été limités, les entreprises ayant continué à vendre des titres avant la clôture de l'année fiscale, le 31 mars.

Mardi 18, à Wall Street, l'indice Dow Jones a encore cédé du terrain à la veille de la publication de l'indice des prix à la consommation. L'expiration trimestrielle, vendredi 14 mars, d'options et de contrats à terme sur actions et indices boursiers (*« journée des trois sorcières »*) a contribué également à la volatilité de l'activité. L'indice Dow Jones a finalement perdu 58,92 points (−0,85 %) à 6 896,56 points.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en baisse. L'indice Footsie a perdu 16,5 points, soit 0,38 %, à 4 356,8 points. Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a nettement chuté, l'indice DAX perdant en clôture de la séance officielle 1,78 % à 3 291,19 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 18/03	Cours au 17/03	Var. en %
Paris CAC 40	2577,81	[illegible]	−0,41
New-York/DJ indus.	6956,99	[illegible]	+0,02
Tokyo/Nikkei	18445,20	[illegible]	+2,12
Londres/FT100	4357,80	[illegible]	−0,36
Francfort/Dax 30	3291,19	[illegible]	−1,82
Frankfort/Commer.	1147,33	[illegible]	−1,26
Bruxelles/Bel 20	2599,59	[illegible]	—
Bruxelles/Général	2136,85	[illegible]	−1,60
Milan/MIB 30	1048	[illegible]	—
Amsterdam/Gé. Cbs	502,50	[illegible]	−0,74
Madrid/Ibex 35	474,39	[illegible]	−0,54
Stockholm/Affarsal	2160,29	[illegible]	—
Londres FT30	2864,20	[illegible]	−0,69
Hong Kong/Hang S.	12748,90	[illegible]	−0,70
Singapour/Strait t	2124,29	[illegible]	−0,51

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	18/03	17/03
Alcoa	73,87	75,25
Allied Signal	73,12	73,62
American Express	63,50	63,75
AT & T	35,25	35,25
Bethlehem	8,50	8,50
Boeing Co	103,75	106,50
Caterpillar Inc.	80,12	80,50
Chevron Corp.	66,87	67
Coca-Cola Co	60,50	60,25
Disney Corp.	75,50	76,12
Du Pont Nemours&Co	111	113,87
Eastman Kodak Co	87,87	88,37
Exxon Corp.	101,25	100,87
Gén. Motors Corp.H	56,75	58
Gén. Electric Co	103	104,37
Goodyear T & Rubbe	54,37	55,25
IBM	139,37	139,50
Intl Paper	43,25	43,50
J.P. Morgan Co	105,12	108,37
Mc Donalds Corp.	47	46,25
Merck & Co.Inc.	90,37	91,12
Minnesota Mng.&Mfg	89,37	90
Philip Moris	125,25	126,62
Procter & Gamble C	124,25	125,50
Sears Roebuck & Co	54,25	54,25
Texaco	100,87	101,75
Union Carb.	48,12	48,25
Utd Technol	73,75	75,37
Westingh. Electric	18,50	19,25
Woolworth	22,62	23

LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

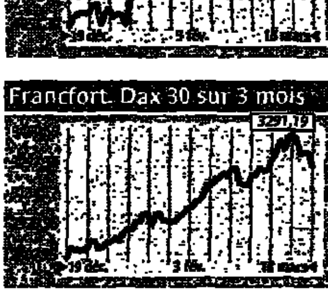
	18/03	17/03
Allied Lyons	4,62	4,64
Barclays Bank	11,01	11
B.A.T. industries	5,18	5,16
British Aerospace	13,35	13,51
British Airways	6,54	6,63
British Petroleum	7,11	7,03
British Telecom	4,41	4,36
B.T.R.	2,68	2,72
Cadbury Schweppes	5,34	5,42
Eurotunnel	0,76	0,73
Forte	—	—
Glaxo Wellcome	11,01	11,10
Granada Group Plc	9,37	9,55
Grand Metropolitan	4,89	4,88
Guinness	4,81	4,88
Hanson Plc	0,87	0,87
Great Ic	6,43	6,50
H.S.B.C.	14,84	14,88
Impérial Chemical	7,15	7,31
Legal & Gen. Grp	4,14	4,18
Marks and Spencer	4,66	4,70
National Westminst	7,12	7,26
Peninsular Orienta	6,62	6,62
Reuters	6,29	6,40
Saatchi and Saatch	1,20	1,18
Shell Transport	10,90	10,83
Tate and Lyle	4,33	4,36
Univeler Ltd	16,14	16,17
Zeneca	17,81	17,93

FRANCFORT
Les valeurs du DAX 30

	18/03	17/03
Allianz Holding N	3295	3350
Basf AG	61,51	63,35
Bayer AG	68,70	71,80
Bay hyp&Wechselbk	50,35	50,75
Bayer Vereinsbank	61,60	62,10
BMW	1190	1237
Commerzbank	45,55	45,75
Daimler-Benz AG	126	129,70
Degussa	705	712
Deutsche Bank AG	90,30	92,20
Deutsche Telekom	36,37	36,50
Dresdner BK AG FR	55,20	56,40
Henkel VZ	88	90,80
Hoechst AG	67,05	69,50
Karstadt AG	585,50	599
Linde AG	1110	1127
DT. Lufthansa AG	23,40	23,95
Man AG	473	475,50
Mannesmann AG	620	622
Metro	161,50	161,20
Muench Rue N	4145	4180
Preussag AG	437,70	430
Rwe	74,80	76,20
Sap VZ	277,50	280
Schering AG	156,20	163,70
Siemens AG	84,95	86,18
Thyssen	346,80	346,80
Veba AG	96,10	96,45
Viag	747	760
Volkswagen VZ	695	701

New York. Dow Jones sur 3 mois

Londres. FT100 sur 3 mois


Francfort. Dax 30 sur 3 mois

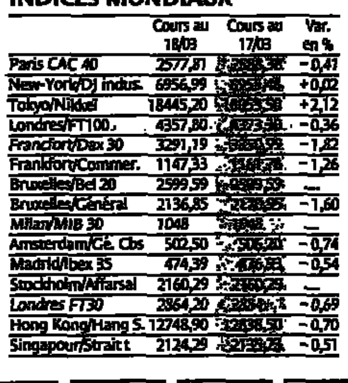
LES TAUX

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCFORT	FRANCFORT
→ Jour le jour	↗ OAT 10 ans	→ Jour le jour	↗ Bonds 10 ans	→ Jour le jour	↗ Bunds 10 ans

Stabilité du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français, était stable, mercredi matin, au cours des premiers échanges. L'échéance juin du contrat affichait une légère hausse de 2 centièmes à 127,94.

La veille, le Matif avait, une nouvelle fois, terminé en baisse s'inscrivant en clôture à 127,92, en repli de 40 centièmes par rapport à lundi (date à laquelle il avait déjà chuté de 98 centièmes). Le marché de taux français qui avait, jusqu'à présent, profité de la convergence européenne cède actuellement aux craintes sur l'euro après la déclaration du ministre allemand des finances qui a laissé la porte ouverte à un report de l'Union monétaire. Mardi, un membre du conseil central de la Bundesbank, Klaus Kuehbacher, a abondé dans ce sens.


Notionnel 10 % première échéance, 1 an

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 18/03	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,12	[illegible]	6,47	[illegible]
Allemagne	3,05	[illegible]	6,52	[illegible]
Grande-Bretagne	—	7,28	—	[illegible]
Italie	6,95	[illegible]	8,54	[illegible]
Japon	—	[illegible]	—	[illegible]
Etats-Unis	—	6,69	6,96	[illegible]

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 18/03	Taux au 17/03	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,24	[illegible]	99,15
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4,98	4,96	100,25
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,37	[illegible]	101,38
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,68	[illegible]	102,76
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,25	6,24	104,36
Obligations françaises	5,65	[illegible]	101,58
Fonds d'Etat à TME	−1,91	[illegible]	98,87
Fonds d'Etat à TRE	−2,15	[illegible]	99,02
Obligat. franç. à TME	−1,97	[illegible]	99,28
Obligat. franç. à TRE	+0,08	+0,05	99,78

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat 18/03	Vente 18/03	Achat 17/03	Vente 17/03
Jour le jour	[illegible]	—	[illegible]	—
1 mois	[illegible]	3,39	3,21	3,31
3 mois	[illegible]	3,38	[illegible]	3,37
6 mois	[illegible]	3,45	[illegible]	3,44
1 an	[illegible]	3,56	3,47	3,60
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	[illegible]	—	3,3125	—
Pibor Francs 3 mois	[illegible]	—	3,3750	—
Pibor Francs 6 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 9 mois	[illegible]	—	3,5000	—
Pibor Francs 12 mois	[illegible]	—	3,5625	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Ecu 3 mois	[illegible]	—	4,2500	—
Pibor Ecu 6 mois	[illegible]	—	4,2552	—
Pibor Ecu 12 mois	[illegible]	—	4,3021	—

MATIF

Échéances 18/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 97	282550	[illegible]	128,16	[illegible]	127,72
Sept. 97	90	[illegible]	126,20	126,10	126,10
Déc. 97	2	95,80	95,80	[illegible]	95,80
Mars 98	—	[illegible]	—	[illegible]	—
PIBOR 3 MOIS					
Juin 97	35032	[illegible]	96,52	96,46	96,47
Sept. 97	22827	[illegible]	96,41	[illegible]	96,37
Déc. 97	17010	[illegible]	96,30	96,26	96,26
Mars 98	8971	[illegible]	96,16	[illegible]	96,12
ÉCU LONG TERME					
Juin 97	2612	[illegible]	93,72	92,58	93,72

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 18/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mars 97	23440	[illegible]	2601	2573	2590
Avril 97	766	[illegible]	2597	2576	2593,50
Mai 97	91	[illegible]	2584	2580,50	2580,50
Juin 97	3454	[illegible]	2570	2553,50	2554

LES MONNAIES

US/F	US/DM	US/Y	DM/F	£/F
↘ 5,6830	↘ 1,6737	↘ 122,4900	↗ 3,3751	↘ 9,0180

Légère reprise du dollar

LE DOLLAR GAGNAIT QUELQUES FRACTIONS, mercredi 19 mars, sur les marchés de changes européens dès les premières transactions entre banques. La devise américaine s'échangeait à 5,6672 francs et 1,6800 deutschemark, contre respectivement 5,6562 francs et 1,6760 deutschemark la veille en clôture. En revanche, le deutschemark se dépréciait quelque peu, à 3,3740 francs, contre 3,3750 francs mercredi soir. Selon les spécialistes, le dollar devrait évoluer de façon irrégulière, dans l'attente d'une décision de la Réserve fédérale américaine, le 25 mars, sur le niveau de ses taux d'intérêt.

Les devises européennes, à l'exception du franc français, continuent à évoluer au gré de déclarations de responsables allemands évoquant ouvertement le scénario d'un report de l'Union monétaire.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 18/03	% 17/03	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,5100	+0,04	325	[illegible]
Ecu	6,5280	−0,18	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	5,6830	−0,16	5,4000	6
Belgique (100 F)	16,3565	−0,01	15,8200	16,9200
Pays-Bas (100 fl)	299,7500	−0,05	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,3535	−0,36	3,1300	3,6300
Danemark (100 krd)	88,3500	+0,02	82,2500	92,2500
Irlande (1 iep)	8,8610	+0,05	8,4800	9,3200
Gde-Bretagne (1 L)	9,0180	−0,53	8,6400	9,4900
Grèce (100 drach.)	2,1375	+0,02	1,8500	2,3500
Suède (100 krs)	73,3700	−0,20	68	78
Suisse (100 F)	392,1000	+0,11	379	403
Norvège (100 k)	82,8600	−0,29	78	87
Autriche (100 sch)	47,9580	+0,01	46,4500	49,5500
Espagne (100 pes.)	3,9720	+0,01	3,7000	4,3000
Portugal (100 esc.	3,3500	−0,15	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	4,1394	−0,56	3,8800	4,4800
Japon (100 yens)	4,6362	+0,60	4,4100	4,7600
Finlande (mark)	111,8700	−0,52	107	118

PARITÉS DU DOLLAR	19/03	18/03	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,6737	1,6917	−1,08
TOKYO : USD/Yens	122,4900	123,7800	−1,05

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	5,7575	5,7565	5,7145	5,7135
Yen (100)	4,6525	4,6480	4,7662	4,6726
Deutschemark	3,3733	3,3728	3,3748	3,3743
Franc Suisse	3,9249	3,9229	3,9295	3,9315
Lire ital. (1000)	3,3896	3,3869	3,3836	3,3826
Livre sterling	9,1717	9,1649	9,1472	9,1377
Peseta (100)	3,9762	3,9727	3,3619	3,3597
Franc Belge (100)	16,350	16,342	16,360	16,353

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,27	3,31	3,37
Eurodollar	5,39	5,51	5,68
Eurolivre	5,93	6,20	6,37
Eurodeutschemark	3,20	3,20	3,20

L'OR

	cours 18/03	cours 17/03
Or fin (k. barre)	64000	63100
Or fin (en lingot)	64250	63850
Once d'Or Londres	352,80	346,30
Pièce française(20f)	371	372
Pièce suisse (20f)	370	368
Pièce Union lat(20f)	372	368
Pièce 20 dollars us	2335	2335
Pièce 10 dollars us	1350	1350
Pièce 50 pesos mex.	2400	2380

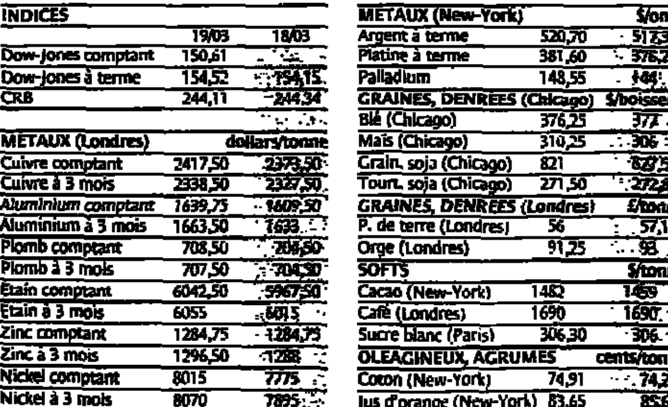
LE PÉTROLE

En dollars	cours 19/03	cours 18/03
Brent (Londres)	19,52	20,28
WTI (New York)	21,25	20,90
Light Sweet Crude	20,87	21,90

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	19/03	18/03
Dow-Jones comptant	150,61	[illegible]
Dow-Jones à terme	154,52	154,15
CRB	244,11	244,34
MÉTAUX (Londres)		**dollars/tonne**
Cuivre comptant	2417,50	2373,50
Cuivre à 3 mois	2338,50	2327,50
Aluminium comptant	1639,75	1609,50
Aluminium à 3 mois	1663,50	1633
Plomb comptant	708,50	708,50
Plomb à 3 mois	707,50	704,50
Etain comptant	6042,50	5967,50
Etain à 3 mois	6055	6015
Zinc comptant	1284,75	1284,75
Zinc à 3 mois	1296,50	1288
Nickel comptant	8015	7775
Nickel à 3 mois	8070	7895

MÉTAUX (New-York)		$/once
Argent à terme	520,70	517,30
Platine à terme	381,60	376,20
Palladium	148,55	144
GRAINES, DENRÉES (Chicago)		**$/boisseau**
Blé (Chicago)	376,25	377
Maïs (Chicago)	310,25	306
Grain. soja (Chicago)	821	829,50
Tourt. soja (Chicago)	271,50	272,80
GRAINES, DENRÉES (Londres)		**£/tonne**
P. de terre (Londres)	56	57,10
Orge (Londres)	91,25	93
SOFTS		**$/tonne**
Cacao (New-York)	1482	1459
Café (Londres)	1690	1690
Sucre blanc (Paris)	306,30	306
OLÉAGINEUX, AGRUMES		**cents/tonne**
Coton (New-York)	74,91	74,20
Jus d'orange (New-York)	83,65	85,60



RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 19 MARS

Liquidation : 20 mars
Taux de report : 3,13
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS
+0,31 %
CAC 40 : 2581,88

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Paiement dernier coup. (1)
B.N.P. (T.P)	1002	1000	- 0,19	30/07/96
Cr.Lyonnais(T.P.)	880	880	—	22/10/96
Renault (T.P.)	1679	1670	- 0,53	24/10/96
Rhone Poulenc(T.P)	2102	2130	+ 1,33	09/10/96
Saint Gobain(T.P.)	1345	1320	- 1,85	15/02/96
Thomson S.A (T.P)	1020	1020	—	01/08/96
Accor	813	813	—	19/02/96
AGF-Ass.Gen.France	200	199,50	- 0,25	15/07/96
Air Liquide	860	863	+ 0,34	03/06/96
Alcatel Alsthom	667	666	- 0,14	26/02/96
Axa	367,30	367,10	- 0,05	06/06/96
Axime	681	678	- 0,44	—
Bail Investis	851	860	+ 1,05	12/03/96
Bancaire (Cie)	720	734	+ 1,94	14/05/96
Bazar Hot. Ville	600	594	- 1	14/06/96
Bertrand Faure	280	277	- 1,07	04/07/96
BIC	883	904	+ 2,37	15/01/97
BIS	490	490	—	01/07/96
B.N.P.	245,50	243	- 1,01	18/07/96
Bollore Techno.	699	698	- 0,14	01/07/96
Bongrain	2184	2170	- 0,64	15/05/96
Bouygues	557	561	+ 0,71	02/08/96
Bouygues Offs.	148,90	151	+ 1,41	—
Canal +	1059	1055	- 0,37	28/06/96
Cap Gemini	345	337	- 2,31	10/07/92
Carbone Lorraine	1361	1351	- 0,73	03/07/96
Carrefour	3392	3415	+ 0,67	25/04/96
Casino Guichard	260	254,20	- 2,23	18/06/96
Casino Guich.ADP	212	210,10	- 0,89	10/06/96
Castorama Dub.(Li)	869	863	- 0,69	02/07/96
C.C.F.	260	262,70	+ 1,03	28/06/96
CCMX(ex.CCMC) Ly	54,50	—	—	01/07/96
Cegid (Ly)	770	761	- 1,16	24/05/96
Cerus Europ.Reun	137,70	137	- 0,50	01/07/90
Cetelem	689	690	+ 0,14	01/04/96
CGIP	1604	1601	- 0,18	13/06/96
Chargeurs Intl	332	339,90	+ 2,37	—
Christian Dior	815	819	+ 0,49	02/12/96
Ciments Fr.Priv.B	225,50	221	- 1,11	01/07/96
Cipe France Ly #	700	700	—	09/08/96
Clarins	755	765	+ 1,32	19/07/96
CLF-Dexia France	577	562	- 2,59	17/06/96
Club Mediterranee	417	418,90	+ 0,45	24/06/96
Coflexip	330,20	328,50	- 0,51	07/08/95
Colas	825	830	+ 0,60	28/06/96
Comptoir Entrep.	12,45	12,05	- 3,21	15/07/92
Comptoirs Mod.	2827	2830	+ 0,10	14/06/96
CPR	492,70	489	- 0,75	01/07/96
Cred.Fon.France	69,50	69,90	—	16/06/95
Credit Lyonnais CI	193,90	191,70	- 1,13	01/07/93
Credit National	357	353	- 1,12	03/06/96
CS Signaux(CSEE)	301	299	- 0,66	02/07/96
Damart	4395	4395	—	19/12/96
Danone	875	875	—	13/05/96
Dassault-Aviation	1404	1420	+ 1,13	25/06/96
Dassault Electro	657	687	+ 4,56	12/06/96
Dassault Systemes	352	350	- 0,56	—
De Dietrich	270	267	- 1,11	04/02/96
Degremont	466,50	461,10	- 1,15	07/06/96
Dev.R.N-P.Cal Li #	52	51,05	- 1,82	—
DMC (Dollfus Mi)	147,90	146	- 1,28	20/06/96
Dynaction	135	135	—	10/07/92
Eaux (Gle des)	733	742	+ 1,22	03/07/96
Eiffage	331,10	337	+ 1,78	01/07/96
Elf Aquitaine	555	551	- 0,72	18/06/96
Eramet	280	279	- 0,35	15/07/96
Eridania Beghin	908	912	+ 0,44	12/02/96
Essilor Intl	1550	1526	- 1,54	02/02/96
Essilor Intl ADP	1422	1416	- 0,42	02/02/96
Esso	588	587	- 0,17	17/02/97
Eurafrance	2700	2650	- 1,85	19/12/96
Euro Disney	10,10	10,05	- 0,49	23/02/93
Europe 1	1142	1141	- 0,08	03/04/96
Eurotunnel	6,90	6,75	- 2,17	—
Filipacchi Medias	1495	1481	- 0,93	01/07/96
Fimalac SA	545	546	+ 0,18	20/06/96
Finextel	107	106	- 0,93	26/06/96
Fives-Lille	539	535	- 0,74	10/07/96
Fromageries Bel	4285	4389	+ 2,42	29/07/96
Galeries Lafayette	2140	2140	—	05/07/95
GAN	139	139,20	+ 0,14	05/07/94
Gascogne (B)	505	503	- 0,39	10/06/96
Gaumont #	407	403	- 0,98	30/04/96
Gaz et Eaux	2547	2535	- 0,47	19/06/96
Geophysique	519	515	- 0,77	12/07/93
G.F.C.	537	536	- 0,18	26/03/96
Groupe Andre S.A.	473	465	- 1,69	12/02/96
Gr.Zannier (Ly) #	164	162,20	- 1,09	01/07/96
GTM-Entrepose	305	312	+ 2,29	03/09/96
Guilbert	1122	1112	- 0,89	01/07/96
Guyenne Gascogne	1890	1870	- 1,05	13/06/96
Havas	408,90	407,70	- 0,29	22/08/96
Havas Advertising	665	654	- 1,65	03/09/96
Imetal	880	892	+ 1,36	04/07/96
Immeubl.France	378	380,90	+ 0,76	01/07/96
Infogrames Enter.#	795	790	- 0,62	—
Ingenico	105	104,20	- 0,76	02/09/96
Interbail	242,10	243	+ 0,37	01/02/96
Intertechnique	1234	1226	- 0,64	30/08/96
Jean Lefebvre	314	306,50	- 2,38	12/06/96
Klepierre	837	838	+ 0,11	01/04/96
Labinal	1330	1335	+ 0,37	10/07/96
Lafarge	377	380,80	+ 1	08/07/96
Lagardere	169	172,40	+ 2,01	09/08/96
Lapeyre	364	361,60	- 0,65	04/06/96
Lebon	208,70	202,80	- 2,82	03/07/96
Legrand	1002	1019	+ 1,69	03/02/97
Legrand ADP	693	696	+ 0,43	03/02/97
Legris Indust.	260	255,70	- 1,65	12/07/96
Locindus	858	856	- 0,23	03/07/96
L'Oreal	1924	1934	+ 0,51	28/06/96
LVMH Moet Hen.	1337	1339	+ 0,14	29/11/96
Lyonnaise Eaux	565	568	+ 0,53	31/07/96
Marine Wendel	606	606	—	29/11/96
Metaleurop	77,50	74,50	- 3,87	04/07/90
Metrologie Inter.	18,70	19,30	+ 3,20	—
Michelin	318,50	326,20	+ 2,41	30/07/96
Moulinex	126	126,40	+ 0,31	14/09/92
Nord-Est	148	146,90	- 0,74	08/07/96
Nordon (Ny)	450	448	- 0,44	—
NRJ #	785	780	- 0,63	15/04/96
OLIPAR	85,50	83,80	- 1,98	—
Paribas	387	386,60	- 0,10	04/06/96
Pathe	1454	1469	+ 1,03	—
Pechiney	232,10	231,30	- 0,34	14/08/96
Pernod-Ricard	318	322	+ 1,25	14/01/97
Peugeot	649	647	- 0,30	05/07/96
Pinault-Print.Red	2164	2189	+ 1,15	01/07/96
Plastic-Omn.(Ly)	516	510	- 1,16	05/07/96
Primagaz	590	599	+ 1,52	12/06/96
Promodes	1800	1845	+ 2,50	07/06/96
Publicis	553	555	+ 0,36	12/07/96
Remy Cointreau	152,90	150,30	- 1,70	07/11/96
Renault	136,60	135,20	- 1,02	07/08/96
Rexel	1655	1630	- 1,51	01/07/96
Rhone Poulenc A	187,50	184,30	- 1,70	03/06/96
Rochette (La)	29,50	29,20	- 1,01	25/06/92
Rue Imperiale(Ly)	5970	6000	+ 0,50	10/07/96
Sade (Ny)	199,90	199	- 0,45	28/06/96
Sagem SA	3115	3185	+ 2,24	18/07/96
Saint-Gobain	839	840	+ 0,11	25/06/96
Saint-Louis	1364	1350	- 1,02	19/06/96
Salomon (Ly)	410,50	424	+ 3,28	01/10/96
Salvepar (Ny)	464,80	475	+ 2,19	27/09/96
Sanofi	528	529	+ 0,18	18/06/96
Sat	1831	1822	- 0,49	10/07/96
Saupiquet (Ns)	720	720	—	14/06/96
Schneider SA	285	288,90	+ 1,36	04/07/96
SCOR	228	225	- 1,31	10/06/96
S.E.B.	980	968	- 1,22	03/05/96
Sefimeg	460	450	- 2,17	06/02/96
SEITA	212	212,10	+ 0,04	17/06/96
Selectibanque	77	78	+ 1,29	12/07/96
SFIM	1180	1157	- 1,94	01/08/96
SGE	120,90	120	- 0,74	08/06/95
Sidel	434,50	435	+ 0,11	07/05/96
Silic CA	889	880	- 1,01	15/03/96
Simco	542	542	—	29/03/96
S.I.T.A	1110	1122	+ 1,08	08/07/96
Skis Rossignol	144	141	- 2,08	27/09/96
Sligos	784	756	- 3,57	12/07/96
Societe Generale	636	638	+ 0,31	20/05/96
Sodexho Alliance	2835	2800	- 1,23	03/03/97
Sommer-Allibert	171	170,80	- 0,11	25/06/96
Sophia	237	239	+ 0,84	01/07/96
Spir Communication	527	523	- 0,75	28/06/96
Strafor Facom	462,40	457,20	- 1,12	22/07/96
Suez	272,50	269,50	- 1,10	26/07/96
Synthelabo	580	575	- 0,86	25/06/96
Technip	612	615	+ 0,49	31/05/96
Thomson-CSF	185,50	183,50	- 1,07	12/08/96
Total	457,50	467	+ 2,07	24/07/96
U.A.P.(Compagnie)	145	144,80	- 0,13	—
UFB Locabail	535	532	- 0,56	01/04/96
UIC	32,10	—	—	05/07/93
UIF	478	475	- 0,62	31/07/96
UIS	200,50	202	+ 0,74	03/07/96
Unibail	570	570	—	10/06/96
Union Assur.Fdal	696	706	+ 1,43	17/06/96
Usinor Sacilor	89,90	91,15	+ 1,39	01/07/96
Valeo	377	376	- 0,26	18/11/96
Vallourec	336	338	+ 0,59	04/07/96
Via Banque	225	225	—	13/06/95
Worms & Cie	352	351	- 0,28	14/06/96
Zodiac ex.dt divid	1470	1440	- 2,04	20/01/97
Elf Gabon	1845	1828	- 0,92	16/12/96

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Paiement dernier coup. (1)
ABN Amro Hol.#	393,10	388,20	- 1,24	25/09/96
Adecco S.A.	1765	1790	+ 1,41	—
Adidas AG #	616	616	—	31/05/96
American Express	363	360,90	- 0,57	10/03/97
Anglo American #	343,60	344,30	+ 0,20	18/03/92
Amgold #	390	400	+ 2,56	05/12/96
Arjo Wiggins App.	17,70	17,70	—	15/11/96
A.T.T. #	197,10	200	+ 1,47	01/02/97
Banco Santander #	382,60	389,80	+ 1,88	31/03/97
Barrick Gold #	146,50	148,90	+ 1,63	16/12/96
B.A.S.F. #	210	210,80	+ 0,38	10/05/96
Bayer #	234,50	230,60	- 1,66	26/04/96
Cordiant PLC	11	10,80	- 1,81	—
Crown Cork ord.#	299,20	302,10	+ 0,96	20/02/97
Crown Cork PF CV#	281,20	281,20	—	20/02/97
Daimler Benz #	430,60	429	- 0,37	26/05/95
De Beers #	202,60	202,90	+ 0,14	23/10/96
Deutsche Bank #	307	305,90	- 0,35	29/05/96
Dresdner Bank #	189	187,60	- 0,74	13/05/96
Driefontein #	55,65	55,90	+ 0,44	05/02/97
Du Pont Nemours #	639	628	- 1,72	14/03/97
Eastman Kodak #	498	497	- 0,20	01/04/97
East Rand #	2,74	2,70	- 1,45	13/08/96
Echo Bay Mines #	40	40,70	+ 1,75	31/12/96
Electrolux #	353,10	348,80	- 1,21	20/05/96
Ericsson #	190,50	189,90	- 0,31	22/05/96
Ford Motor #	182,70	181	- 0,93	01/03/97
Freegold #	44	44	—	14/08/97
Gencor Limited #	25	25,50	+ 2	27/09/96
General Elect. #	586	583	- 0,51	25/04/97
General Motors #	327	320,40	- 2,01	10/03/97
Cie Belgique #	462,50	457,40	- 1,10	28/05/96
Grd Metropolitan	43,50	44,50	+ 2,29	07/04/97
Guinness Plc #	44	43,15	- 1,93	05/11/96
Hanson PLC reg.	26,70	27,10	+ 1,49	—
Harmony Gold #	48,10	48,40	+ 0,62	01/09/95
Hitachi #	50,35	49	- 2,68	01/10/96
Hoechst #	223,50	225	+ 0,67	02/05/96
I.B.M #	790	790	—	10/03/97
I.C.I #	72	75	+ 4,16	07/10/96
Ito Yokado #	249,60	248	- 0,64	03/09/97
Matsushita #	85,30	85,35	+ 0,05	31/12/99
Mc Donald's #	264	266,70	+ 1,02	14/03/97
Merck and Co #	516	511	- 0,96	01/04/97
Mitsubishi Corp.#	49,10	49,60	+ 1,01	31/12/99
Mobil Corporat.#	753	745	- 1,06	10/03/97
Morgan J.P. #	615	599	- 2,60	15/01/97
Nestle SA Nom. #	6280	6220	- 0,95	05/06/96
Nipp. MeatPacker #	62,40	60,90	- 2,40	31/12/99
Nokia A	340	347,20	+ 2,11	16/04/96
Norsk Hydro #	281	280,30	- 0,24	15/05/96
Petrofina #	1925	1902	- 1,19	28/05/96
Philip Morris #	715	711	- 0,55	10/04/97
Philips N.V #	250,70	251,90	+ 0,47	11/04/96
Placer Dome Inc #	112	113,20	+ 1,07	26/12/96
Procter Gamble #	715	708	- 0,97	14/02/97
Quilmes	309	310	+ 0,32	17/07/96
Randfontein #	25,35	25,45	+ 0,39	05/02/97
Rhone Poul.Rorer #	424,10	420,60	- 0,82	28/02/97
Royal Dutch #	998	999	+ 0,10	24/09/96
R T Z #	88	88,55	+ 0,62	21/10/96
Sega Enterprises	150	148,80	- 0,80	31/12/99
Saint-Helena #	30,60	31,90	+ 4,24	14/03/97
Schlumberger #	625	626	+ 0,16	04/04/97
SGS Thomson Micro.	403,90	398,60	- 1,31	—
Shell Transport #	97,75	99	+ 1,27	04/11/96
Siemens #	287,10	286,80	- 0,10	14/02/97
Sony Corp. #	408,10	402	- 1,49	31/12/99
Sumitomo Bank #	72,05	—	—	31/12/99
T.D.K #	376,30	371	- 1,40	01/12/96
Telefonica #	134,30	134,30	—	20/01/97
Toshiba #	32,20	31,95	- 0,77	01/02/96
Unilever #	1059	1058	- 0,09	20/12/96
United Technol. #	430	420	- 2,32	10/03/97
Vaal Reefs #	375	376,60	+ 0,42	14/03/97
Volkswagen A.G #	3045	3006	- 1,28	05/06/96
Volvo (act.B) #	137	—	—	07/05/96
Western Deep #	177	175,40	- 0,90	14/03/97
Yamanouchi #	112,10	114,10	+ 1,78	01/12/96
Zambia Copper	12,70	12,65	- 0,39	—

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

MERCREDI 19 MARS

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	117,85	3,452 d
CEPME 8,5% 88-97CA	101,23	6,195 ↓
CEPME 9% 89-99 CA#	110,89	5,351
CEPME 9% 92-06 TSR	121,10	6,756 ↑
CFD 9,7% 90-03 CB	122,55	1,249
CFD 8,6% 92-05 CB	118,66	0,990
CFF 10% 88-98 CA#	108,55	4,192 d
CFF 9% 88-97 CA#	102,63	4,281
CFF 10,25%90-01CB#	118,25	0,259 o
CLF 8,9% 88-00 CA#	112,86	7,315 ↓
CLF 9%88-93/98 CA#	104,43	1,258
CNA 9% 4/92-07	—	7,989
CRH 8,6% 92/94-03	116,81	6,395 ↓
CRH 8,5% 10/87-88#	108,32	0,442 d
EDF 8,6% 88-89 CA#	111,18	0,872 d
EDF 8,6% 92-04 #	117,86	8,229 o
Emp.Etat 6%93-97 #	100,82	4,126 ↑
Finansder 9%91-06#	122,16	2,910
Finansd.8,6%92-02#	115,45	1,319
Floral9,75% 90-99#	—	6,491
OAT 8,5% 87-97CA#	101,26	6,334
OAT 88-98 TME CA#	101,21	0,773 o
OAT 9/85-98 TRA	—	2,704
OAT 9,50%88-98 CA#	107,02	7,079
OAT TMB 87/99 CA#	99,90	0,514
OAT 8,125% 89-99 #	108,47	6,745 ↓
OAT 8,50%90/00 CA#	111,81	8,407
OAT 85/00 TRA CA#	106,62	3,446
OAT 10%5/85-00 CA#	116,43	8,247
OAT 89-01 TME CA#	104,41	0,773 o
OAT 8,5% 87-02 CA#	116,81	2,771
OAT 8,50% 89-19 #	124	3,493 o
OAT 8,50%92-23 CA#	—	7,755 ↓
SNCF 8,8% 87-94CA	108,12	1,205 ↓
Lyon.Eaux 6,5%90CV	930	

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	72	70
Baccarat (Ny)	540	544
Bains C.Monaco	572	570
Bque Transatlantl. ◆	136,50	136,50
B.N.P.Intercont.	606	605
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie) ◆	7,60	7,60
Centenaire Blanzy	460	464
Champex (Ny)	27,30	27,50
CIC Un.Euro.CIP	350	380
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	1896	1896
Concorde-Ass Risq	920	936
Continental Ass.Ly	420	405
Darblay ◆	435	435
Didot Bottin	851	851
Eaux Bassin Vichy	3750	[illegible]
Ecia	960	950
Ent.Mag. Paris	1850	1900
Fichet Bauche ◆	88	88
Fidei ◆	39,10	39,10
Finalens ◆	380	380
F.I.P.P. ◆	316,40	316,40
Fonciere (Cie)	600	576
Fonc. Lyonnaise #	725	718
Foncina # ◆	485	485
Francarep	290	286
France I.A.R.D. ◆	1006	1006
France S.A.	1200	1190
From. Paul-Renard ◆	2050	2050
Gevelot ◆	1100	1100
G.T.I (Transport)	275	274
Immobail	102	102
Immobanque	679	671
Locamion (Ly) ◆	558	558
Lucia	59	58
Monoprix ◆	245	245
Metal Deploye	423	421
Mors #	10,90	10,90
Navigation (Nle)	88	87,50
Optorg ◆	301,20	301,20
Paluel-Marmont	275	272,70
Exa.Clairefont(Ny)	1050	1040
Parfinance	300	306
Paris Orleans	289	289
Piper Heidsieck ◆	1720	1720
Promodes (CI)	1460	1464
PSB Industries Ly	402	420
Rougier #	360,10	370
Saga	55,10	56,85
Salins du Midi ●	607	614
S.I.P.H. ◆	210	210
Sofal ◆	39	39
Sofragl ◆	4780	4780
Taittinger	2260	2265
Tour Eiffel ◆	279	279
Vicat	500	500
Caves Roquefort	1750	1750
Elyo ●	322	322
Finaxa	312	314
Gaillard (M) ◆	1580	1580
Givaudan-Lavirotte ◆	1095	1095
Grd Bazar Lyon(Ly) ◆	168	168
Gd Moul.Strasbourg ◆	1545	1545
Hotel Lutetia	244	246
Hotels Deauville ◆	549	549
Immeubl.Lyon(Ly)#	564	569
L.Boulllet (Ly) ◆	309	309
Lloyd Continental ◆	9980	9828 o
Lordex (Ny) ◆	18	18
Machines Bull#	55	56,20
Mag.Lyo.Gerl.(Ly)# ●	228	228
Matussiere Forest	70	[illegible]
Moncey Financiere	2995	2998
M.R.M. (Ly) ◆	195	195
Navigation Mixte	970	970
Part-Dieu(Fin)(Ly)	129,20	124
Pechiney CIP	252,20	252
Pechiney Intl	108,50	108,50
Poliet	500	500
Sabeton (Ly) ◆	765	765
Samse (Ly)	855	854

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	208	208
Commerzbank AG	150	150
Fiat Ord.	18	17,25
Gevaert	405,50	405,50
Gold Fields South	129,60	129,60
Kubota Corp.	26	26
Montedison act.ep.	10,05	10,05
Olympus Optical	43,55	43,55
Robeco	480,20	474,20
Rodamco N.V.	180,10	180
Rolinco	495	485,10
Sema Group Plc	131	134,50
Solvay SA	3400	3400

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

MERCREDI 19 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	46,45	46
AFE #	465	455
Aigle #	224	234
Albert S.A (Ns) ◆	109	109
Altran Techno. #	2111	2110
Montaignes P.Gest. ◆	2025	2025
Assystem #	420,10	429
Bque Picardie (Li) ◆	675	675
Bque Tarneaud(B)#	306	305
Bque Vernes	149	146,50
Beneteau #	775	775
B I M P	79	82
Boiron (Ly) #	680	681
Boisset (Ly)#	440	430
But S.A.	320,80	322
Cardif SA	795	788
C.E.E #	180	180
Cermex (Ly) ◆	370,30	370,30
CFPI #	317	316
Change Bourse (M)	290	290
Christ.Dalloz #	2268	2242
CNIM CA#	237	233
Codetour	339,90	339,90
Comp.Euro.Tele-CET	430	449
Conflandey S.A.	306,10	306
C.A.Haute Normand.	325	326,70
C.A. Paris IDF	885	880
C.A.Ille & Vilaine	341,50	343,50
C.A.Morbihan (Ns)	308	308
C.A.du Nord (Li)	524	525
C.A. Oise CCI	300,10	300,10
Creeks	70	70
Devanlay ◆	559	559
Devernois (Ly)	516	515
Ducros Serv.Rapide	70,10	70,10
Adecco Trav.Tem.Ly	460	465
Europ.Extinc.(Ly)#	461	455
Expand s.a	489,90	490
Factorem	696	698
Faiveley #	309	311
Finacor	76	74
Fininfo	731	738
Fructivie	685	679
Gautier France #	247	247
Gel 2000	63	63
GFI Industries #	1029	1030
Girodet (Ly) # ◆	35	35
GLM S.A.	291,30	291,30
Grandoptic.Photo #	885	885
Gpe Guillin # Ly	209	218
Kindy #	158	158
Guerbet ◆	284	284
Hermes Internat.1#	1549	1547
Hurel Dubois	615	610
ICBT Groupe #	235	235
I.C.C.	120	120
ICOM Informatique	430	438
Idianova	70	68
Int. Computer #	95	95
IPBM	66	66,15
M6-Metropole TV	519	532
Manitou # ◆	795	795
Manutan	475	474,90
Marie Brizard #	1050	1075
Maxi-Livres/Profr.	151	149,80
Mecelec (Ly)	72	72
MGI Coutier	298	297,90
Monneret Jouet Ly#	104	103,90
Naf-Naf #	68,20	68,20
NSC Schlum. Ny	642	650
Onet #	1150	1145
Paul Predault #	213	210
P.C.W. ◆	19	19
Petit Boy # ◆	96,60	96,60
Phyto-Lierac #	373	374
Pochet ◆	852	852
Poujoulat Ets (Ns) ◆	226	226
Radiall #	695	695
Robertet #	1124	1118
Rouleau-Guichard	350	350
Securidev #	99	98,05
Smoby (Ly)#	629	626
Sofco (Ly) ◆	53,70	53,70
Sofibus ◆	368	368
Sogepag #	171	174
Sogeparc (Fin)	850	851
Sopra	490	480
Steph.Kelian #	140	140
Sylea	550	549
Teisseire-France ◆	205	205
TF1-1	559	555
Thermador Hold(Ly)	298	295
Trouvay Cauvin #	124	123
Unilog	724	726
Union Fin.France	700	699
Viel et Cie #	149	149,80
Vilmorin et Cie #	490	485
Virbac	599	598

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

MERCREDI 19 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	56,05	56
Belvedere	485	[illegible]
BVRP	173,50	173
Coil	245	242
Electronique D2	902	900
FDM Pharma n.	244,50	[illegible]
Genset	280	280
Guyanor action B ◆	25	25
High Co.	178	176
Infonie	165	[illegible]
Joliez-Regol	85	85
Mille Amis	106,90	107
Naturex	96	[illegible]
Olitec	1321	1400
Picogiga	287	287
Proxidis	32	[illegible]
R21 Santé	310	[illegible]
Stelax	5	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

MERCREDI 19 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI ◆	830	830
Crédit Gén.Ind. ◆	8,25	8,25
Générale Occidentale ◆	90	119,70
Mumm ◆	1340	1340
Sté lecteurs du Monde ◆	135	135

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 18 mars

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI		
Agipi Ambition (Axa)	133,73	127,36
BANQUES POPULAIRES		
Valorg ◆	2408,80	2375,20
BNP		
Antigone Trésorerie	876632	876632
Natio Court Terme	14080	14080
Natio Court Terme2	382345	382345
Natio Epargne	2269,91	2247,44
Natio Ep. Capital C/D	16691,38	16526,12
Natio Ep. Croissance	2756,20	2702,16
Natio Ep. Obligations	231,62	227,08
Natio Epargne Retraite	157,82	154,73
Natio Epargne Trésor	11106,66	11084,49
Natio Epargne Valeur	645,77	633,11
Natio Immobilier	1381,89	1354,79
Natio Inter	2044,14	2004,08
Natio Monétaire C/D	5438,90	5438,90
Natio Opportunités	195,47	191,64
Natio Patrimoine	1640,93	1608,75
Natio Perspectives	1504,26	1474,76
Natio Placements C/D	78123,75	78123,75
Natio Revenus	1112,69	1101,67
Natio Sécurité	11363,55	11363,55
Natio Valeurs	1283,85	[illegible]
BRED BANQUE POPULAIRE		
Moneden	91561,46	91561,46
Oblig. ttes caté.	256,99	253,49
CDC-GESTION (Groupe Caisse des dépôts)		
Livret Bourse Inv. D ◆	792,06	768,99
Le Livret Portefeuille D ◆	1035,64	1005,48
SICAV MULTI-PROMOTEURS		
Nord Sud Dévelop. C/D ◆	2459,25	2454,34
Patrimoine Retraite C	308,49	302,44
Sicav Associations C ◆	2406,45	2406,45
CDC TRÉSOR		
Fonsicav C	19476,28	19476,28
Mutual. dépôts Sicav C	19070,91	19053,86
CAISSE D'EPARGNE		
Ecur. Actions Futur D	259,17	254,09
Ecur. Capicourt C	232,01	232,01
Ecur. Capitalisation C	246,69	246,69
Ecur. Distrimonétaire D	10491,42	10491,42
Ecur. Expansion C	81944,30	81944,30
Ecur. Géovaleurs C	3355,10	3289,31
Ecur. Investis. D	210,36	206,24
Ecur. Monépremière	11227,60	11227,60
Ecur. Monétaire C	12946,86	12946,86
Ecur. Monétaire D	12330,24	12330,24
Ecur. Trésorerie C	318,15	318,15
Ecur. Trimestriel D	2003,57	2003,57
Eparcourt-Sicav D	199,74	199,74
Géoptim C	12357,97	12175,34
Géoptim D	12026,72	11848,89
Horizon C	2078,31	2037,56
Prévoyance Ecur. D	107,73	107,73
Fonds communs de placements		
Ecur. Capipremière C	11835,45	11835,45
Ecur. Sécuripremière C	11853,78	11841,94
Ecur. Sensipremière C	12787,25	12787,25
CRÉDIT AGRICOLE — CNCA		
Amplia ◇	118681,43	118681,43
Atout Amérique	165,89	161,64
Atout Asie	101,21	98,74
Atout Futur C	745,04	726,87
Atout Futur D	701,37	684,26
Coexis	1926,60	1890,68
Dieze	2091,19	2053,29
Elicash ◇	941596	941596
Epargne-Unie	196,95	192,15
Eurodyn	2290,65	2234,78
Indicia ●	1603,56	1584,16
Moné.JC ◇	11865,77	11865,77
Moné.JD ◇	11488,55	11488,55
Oblifutur C	534,84	528,37
Oblifutur D	534,84	528,37
Oraction	1931,60	1884,49
Revenu-Vert	1218,62	1195,90
Sévéa ◆	117,22	119,36
Synthésis	17513,72	17170,31
Uni Association ◇	119,95	119,95
Uni Foncier	1452,89	1417,45
Uni France	804,68	785,05
Uni Garantie C	1846,86	1812,42
Uni Garantie D	1412,55	1386,21
Uni Régions	1839,16	1794,30
Univar C ◇	307,38	307,38
Univar D ◇	301,54	301,54
Univers Actions	220,96	215,57
Univers-Obligations	235,26	230,87
CIC BANQUES		
Francic	698,09	672,76
Francic Pierre	138,15	138,15
Francic Régions	1962,64	[illegible]
CIC PARIS		
Associc	1112,53	1112,53
Cicamonde	1514,39	1470,28
Converticic	388,09	382,96
Ecocic	1631,41	1583,89
Mensuelcic	10270,88	10169,19
Oblicic Mondial	3671,96	3637,49
Oblicic Régions	1206,55	1188,22
Rentacic	166,60	164,14
CRÉDIT LYONNAIS		
Eurco Solidarité	1354,53	1341,12
Lion 20000 C	17049,44	17049,44
Lion 20000 D	16354,97	16354,97
Lion Association	10942,24	10942,24
Lion Court Terme C	26192,20	26192,20
Lion Court Terme D	23749,44	23749,44
Lion Plus	1531,18	1501,16
Lion Trésor	2517,23	2492,26
Oblilion	2015,51	1985,58
Sicav 5000	691,92	678,35
Slivafrance	1164,36	1141,54
Slivam	546,55	535,83
Slivarente	248,22	243,36
Slivinter	687,45	673,97
Trilion	5295,11	5227,76
CRÉDIT MUTUEL FINANCE		
Avenir Alizes	2270,44	2225,92
Créd.Mut.Mid.Act.Fr. ◆	161,37	158,20
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	910,23	910,23
Créd.Mut.Ep.Ind. C	128,26	124,98
Créd.Mut.Ep.J	22781,09	22781,09
Créd.Mut.Ep.long.T.	256,91	256,91
Créd.Mut.Ep.Monde ◆	1479,57	1479,57
Créd.Mut.Ep.Oblig.	1839,66	1803,59
Créd.Mut.Ep.Quatre ◆	1106,85	1085,15
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
Asie 2000	835,51	798,55
Saint-Honoré Capital	19323,36	18760,54
St-Honoré March. Emer.	844,47	808,71
St-Honoré Pacifique	695,11	665,78
LEGAL & GENERAL BANK		
Sécuritaux	1821,40	1821,40
Stratégie Actions	1027,02	[illegible]
Stratégie Rendement	1912,85	[illegible]
[illegible]		
Amplitude Monde C	932,81	910,06
Amplitude Monde D	908,71	886,55
Amplitude Europe C/D	141,37	137,92
Elanciel D	165	[illegible]
Emergence Poste D	134,84	134,55
Géobilys C	641,65	[illegible]
Géobilys D	612,41	[illegible]
Intensys C	116,95	116,77
Intensys D	111,98	[illegible]
Latitude C	147,45	147,45
Latitude D	138,72	138,72
Obligys D	621,31	[illegible]
Plénitude D	193,48	[illegible]
Poste Gestion C	44207,21	[illegible]
Revenus Trimestr. D	5268,59	5216,43
Solstice D	2370,77	[illegible]
Thésora C	969,56	[illegible]
Thésora D	882,52	873,38
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT		
Actimonétaire C	37726,12	37726,12
Actimonétaire D	30719,43	30719,43
Cadence 1 D	1078,23	[illegible]
Cadence 2 D	1069,15	[illegible]
Cadence 3 D	1055,98	[illegible]
Capimonétaire C	407,60	[illegible]
Capimonétaire D	378,71	[illegible]
Sogeoblig C	9040,15	[illegible]
Interoblig C	7075,32	[illegible]
Intersélection France D	677,55	[illegible]
S.G. France opport. C	1999,36	[illegible]
S.G. France opport. D	1908,64	[illegible]
Sogenfrance C	1738,17	[illegible]
Sogenfrance D	1588,77	[illegible]
Sogépargne D	308,12	[illegible]
Soginter C	2146,03	[illegible]
Fonds communs de placements		
Favor D	1489,22	[illegible]
Sogeliance D	1711,57	[illegible]
Sogenfrance Tempo D	182,86	[illegible]

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.



ESPACE Les explosions en vol de plusieurs lanceurs chinois tirés entre 1995 et 1996 à des fins commerciales ont fait des dizaines de morts et de blessés. ● AU CENTRE spatial chinois de Xichang, dans la province du Sichuan, les habitations et les champs cernent les pas de tir. ● EN DÉPIT des difficultés qu'ils rencontrent dans la mise au point du dernier étage de leur fusée Longue-Marche 3, les Chinois sont bien décidés à s'implanter sur le marché des lancements de satellites civils, qui s'annonce juteux pour les années qui viennent, notamment en Asie du Sud-Est. ● LE NOUVEAU lanceur chinois pourrait représenter un réel concurrent pour Ariane. A condition de réussir son prochain tir, prévu fin mars ou début avril. ● LES ÉCHECS successifs ont déjà entraîné plusieurs annulations de commandes de clients étrangers.

L'industrie spatiale chinoise joue son va-tout à Xichang

Le site utilisé pour les fusées Longue Marche semble mal adapté à une utilisation commerciale intense. La Chine prépare un nouveau tir et espère ainsi se faire une place sur le marché mondial des lancements de satellites civils

XICHANG
de notre envoyé spécial

« La montagne verte » en chinois : en cette fin de mois de janvier, Xichang, ville de la province du Sichuan, dans le sud de la Chine, porte bien son nom. Elle repose entre d'imposantes montagnes au sein d'une vallée où les cultures, toutes plus verdoyantes les unes que les autres, se succèdent. C'est dans cette région au climat plutôt clément (220 jours d'ensoleillement par an) que l'industrie spatiale chinoise a choisi d'installer l'un de ses sites de lancement de fusées Longue Marche. Pas à Xichang même, mais à une cinquantaine de kilomètres de la ville.

Encaissé entre les montagnes, à 1 800 mètres d'altitude, le centre spatial est desservi par une petite route, qui serpente entre les rizières. Souvent cahoteuse et étroite, elle traverse plusieurs petits villages, où la minorité ethnique des Yis est très présente (plus de 40 % de la population). Il n'est pas rare que les véhicules doivent céder le passage à des buffles d'eau. Un périple qui a de quoi laisser perplexe sur les conditions d'acheminement des satellites, qui empruntent cette voie depuis l'aéroport de Xichang, les éléments des lanceurs étant quant à eux convoyés par le train, depuis Shanghaï et Pékin.

POPULATION EXPOSÉE

Quatre kilomètres seulement séparent la base des plus proches habitations qui, accrochées, au flanc des montagnes cernent les deux pas de tir. *« Les terres arables ne sont pas légion et sont largement exploitées »*, explique un responsable chinois. Des subventions ont bien été proposées aux habitants pour qu'ils déménagent. Sans succès. Ils se sont au contraire contentés d'affluer pour empocher ces primes.

« Le site a été créé vers 1970 par les militaires. Le premier lancement de satellites a eu lieu en 1983. Mais il est clair que si nous repartions de zéro, on ne s'installerait pas ici », reconnaît un responsable.

Cette proximité n'est pas sans danger. Les militaires chinois assurent qu'ils évacuent les populations avant chaque tir. Mais l'affirmation laisse sceptiques les experts occidentaux, qui mettent en doute les chiffres communiqués à la suite des multiples accidents de ces dernières années. Le dernier remonte à février 1996, quand une fusée Longue Marche, porteuse d'un satellite de l'organisation mondiale de télécommunications Intelsat, s'est écrasée peu après le décollage. Bilan officiel : 6 morts et 57 blessés.

Un an plus tôt, en janvier 1995, un autre lanceur Longue Marche avait explosé dans les mêmes conditions, faisant officiellement 6 morts et 23 blessés.

Les responsables chinois, qui revendiquent vingt-quatre tirs de depuis Xichang, dont sept pour des satellites chinois, parlent de *« sept échecs de lancements de satellites étrangers et deux pour des tirs nationaux »*. Le dernier tir, en août 1996, s'est soldé par la mauvaise mise en orbite du satellite de télécommunications Chinasat-7. *« Le problème vient de la propulsion du troisième étage des lanceurs »*, affirment les industriels chinois.

Le prochain lancement depuis Xichang aura lieu fin mars, début avril. Il s'agit de placer en orbite géostationnaire le satellite de télécommunications chinois Dongfanghong-3 (Orient rouge-3). Un tir crucial pour la Chine qui espère se faire une place sur le marché mondial des lancements de satellites civils, où elle a marqué quelques points depuis 1990, bien que la multiplication des échecs en 1995 et 1996 se soit traduite par plusieurs annulations de commandes de clients étrangers.

LA VOLONTÉ D'Y ALLER

Selon les interlocuteurs à qui l'on s'adresse, le centre spatial de Xichang emploie 1 200 ou 5 000 personnes. A deux mois du tir, le site était loin de refléter une quelconque fébrilité. Que ce soit dans les bâtiments où se situe la salle de contrôle-commande, dans les hangars de test des satellites et des lanceurs, ou sur les deux pas de tirs, on ne croisait guère de techniciens.

Les bâtiments abritant la salle de contrôle-commande respirent la vétusté et ses équipements semblent démodés, comparés à ceux des bases occidentales. Dans les halls de montage du lanceur, il est difficile de croire que l'on puisse obtenir des conditions de propreté équivalentes à celles de cap Kennedy ou de Kourou. Mais c'est la présence des bâtiments de contrôle des opérations de lancement sur le pas de tir même, qui surprend. Certes, une partie de ces installations se trouvaient, elles aussi, dans un bunker tout près de la tour de lancement lors des premières mises à feu d'Ariane. Mais, aujourd'hui, les salles de contrôle sont à 12 km du pas de tir à Kourou, et à environ 5 km à cap Kennedy.

« Tout cela fait un peu sommaire, mais ce n'est pas cela qui fait la différence », relève un responsable d'Arianespace. L'important, c'est *« la qualité de la conception et de l'intégration du lanceur, la fiabilité des systèmes sol-bord, la régularité des lancements, la précision des mises en orbite, la qualité de service aux clients, de la sauvegarde des biens et des personnes »*.

En bref, toute une expérience industrielle qui s'acquiert sur le tas. Compte tenu du développement rapide de ces pays, le marché des lancements de satellites s'annonce juteux pour les années qui viennent, dans le Sud-Est asiatique et plus particulièrement en Chine. Juteux et compétitif.

« Les Chinois ont la volonté d'y aller et, si les prochains lancements avec Longue Marche-3, leur plus gros lanceur, sont des succès, ils investiront massivement », estime-t-on chez Arianespace. De quoi menacer la suprématie européenne dans ce secteur de pointe.

Philippe Le Cœur

Les bases de lancement des grandes puissances

Vandenberg
Cap Canaveral
Kourou
Kagoshima
Tanegashima
Infographie : Le Monde

Le nombre de satellites de plus de 1 tonne à lancer au cours des huit prochaines années devrait osciller entre 210 et 250. Tous les industriels des grandes puissances spatiales sont sur les rangs pour se placer sur ce marché prometteur. Si Arianespace s'est taillé une place enviée dans ce monde avec Ariane-4, elle espère demain poursuivre avec son lanceur géant Ariane-5, dont on attend toujours le premier vol. Mais ce dernier subira de plein fouet la concurrence des Proton russes, des Longue Marche chinois, des futurs Delta, Atlas et Sea Launch américains, mais aussi des H-2 A japonais.

L'idéal : un désert proche de l'équateur

Un site de lancement doit répondre à des critères souvent difficiles à remplir. Il est, bien sûr, préférable de l'implanter dans des régions peu peuplées. Il faut, en particulier, une zone dégagée vers l'est, direction prise par la fusée lors des lancements en orbite géostationnaire (celle des satellites de télécommunications, qui représentent la quasi-totalité du marché civil) ou vers le nord pour les mises en orbite polaire (satellites de télédétection).

Enfin, la proximité de l'équateur est un avantage certain. En effet, plus la latitude est faible, plus le lanceur bénéficie au départ de « l'effet de fronde » dû à la rotation de la Terre pour les tirs vers l'est. A ce titre, le centre spatial de Kourou, à 5 3' de latitude nord sur la côte guyanaise, est particulièrement favorisé par rapport à ses homologues chinois de Xichan (27 58'), américain de Cap Kennedy (28 7'), japonais de Tanegashima (30 24') ou kazakh de Baïkonour (45 55'). A lanceur égal, Kourou offre un gain de performance de 14 % par rapport à Cap Kennedy.

Tout en contestant le qualificatif d'« algue tueuse », l'Académie des sciences s'inquiète de la prolifération de la caulerpe en Méditerranée

APRÈS avoir débattu à huis clos, du 13 au 15 mars, des dangers que présente l'invasion de certaines parties de la Méditerranée par l'algue *Caulerpa taxifolia* (*Le Monde* du 13 mars), l'Académie des sciences a tiré à son tour la sonnette d'alarme. Et ce, dit-elle, au nom du *« principe de précaution »*. *« Malgré une progression soutenue et un impact globalement négatif sur les espèces indigènes de Méditerranée*, a souligné François Gros, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, *plusieurs questions restent sans réponse. »*

Un doute subsiste en effet sur l'origine biologique de cette algue, ce qui renvoie à son introduction en Méditerranée. Comme le pensent la plupart des scientifiques qui l'étudient dans cette zone depuis sept ans, l'algue envahissante pourrait être une *« souche modifiée »* de la *Caulerpa taxifolia*, originaire des mers tropicales. Elle serait dotée d'une morphologie, d'une physiologie et d'une vigueur nouvelles, à la suite de séjours successifs en aquarium.

Ce scénario s'accorde avec la piste d'un rejet en mer depuis le Musée océanographique de Monaco, tandis qu'un autre, défendu par le professeur Jean Jaubert, de l'Observatoire océanologique européen (Monaco), milite pour l'existence d'un « écotype » : la Méditerranée abriterait plusieurs espèces d'« algues reliques », dont au moins deux souches de *Caulerpa taxifolia*, aux morphologies différentes.

Cette hypothèse, dont on attend la publication scientifique, se distingue de ses premiers propos (*Comptes rendus de l'Académie des sciences*, 1995, 318, pp. 1219-26) sur la « métamorphose » d'une espèce (*C. mexicana*) en une autre (*C. taxifolia*) sous l'influence du milieu. Tout en privilégiant la piste d'une introduction naturelle par le canal de Suez, puis d'une colonisation grâce aux courants dominants, Jean Jaubert n'exclut pas une *« introduction accidentelle »* de l'algue (ancre et eaux de ballast d'un navire, rejet d'aquarium).

Pour trancher ce différend quelque peu académique, François Gros a pressé les chercheurs de se lancer dans une caractérisation biologique de l'algue et de reconstituer son histoire évolutive (phylogénie).

Mais d'autres questions demeurent. Quel est l'impact écologique et le mode de propagation de cette caulerpe le long du littoral ? Comment freiner son expansion ? Autant de problèmes que les chercheurs européens posent depuis cinq ans et que les participants au symposium de l'Académie des sciences ont repris tout en rejetant – malgré la présence de toxines dans ses tissus – *« le qualificatif excessif d'algue tueuse »*, et en déplorant l'échec des diverses techniques d'éradication déjà testées (algicides, carboglace, ultrasons, aspirateurs...).

SIMULATION EN MER

Reste l'arrachage manuel, long et limité, et la lutte biologique, encore jamais tentée en milieu marin. Depuis 1994, le professeur Alexandre Meinesz de l'université de Nice, élève en aquarium deux espèces de limaces (des mollusques ascoglosses des Antilles), particulièrement prolifiques, qui semblent dévorer exclusivement *Caulerpa taxifolia*. Aujourd'hui, l'universitaire se propose d'effectuer une simulation en mer avec un des deux mollusques du même genre (*Oxynoe*), mais d'origine méditerranéenne. *« En plaçant une colonie de mollusques sur une tache de* C. taxifolia *couvrant 50 mètres carrés, nous pourrions,* dit-il, *connaître* in situ *les rythmes de broutage de ce genre de limace »*.

D'une espèce à l'autre, les comportements peuvent différer, de même que la vitesse de reproduction, si bien qu'une telle opération ne lèverait pas le doute sur l'efficacité de ces limaces exotiques. A moins d'organiser un essai en situation naturelle. Une hypothèse qui fait frémir les écologistes, qui redoutent que ces limaces, incapables de survivre en laboratoire dans des eaux inférieures à 15 degrés, deviennent résistantes, comme *Caulerpa taxifolia*, en mer à de basses températures et prolifèrent à leur tour. D'où l'insistance de Michel Echaubard du Conseil national de la protection de la nature pour *« chercher d'abord des herbivores indigènes »* et pour qu' *« aucun relâchage en mer des exotiques* [ne soit opéré], *sans procéder à des essais préalables à petite échelle et en site clos »*.

Vincent Tardieu

Odyssée d'un vaisseau viking dans le sillage de ses ancêtres

AUX ALENTOURS de l'an 1000, le Viking Leif Ericsson, fils du fameux Eric le Rouge, quitte les côtes du Groenland, où il vit. Cap à l'ouest. Direction l'inconnu. Il ne dispose avec son équipage ni de carte ni de boussole. Pas un d'entre eux n'imagine que la Terre est ronde, mais ils s'en vont, sans le savoir et avec la protection des dieux du Walhalla, découvrir l'Amérique, cinq siècles avant qu'un navigateur gênois nommé Colomb n'occulte leur saga.

A l'image de l'anthropologue norvégien Thor Heyerdahl, qui, en 1947, traversa le Pacifique sud à bord d'un radeau de balsa, le *Kon-Tiki*, afin de démontrer la possible origine amérindienne des peuples de l'Océanie, un Américain de trente-quatre ans, Hodding Carter, a la ferme intention de reproduire l'épopée de Leif Ericsson dans les conditions de l'époque. Fasciné depuis son enfance par les exploits des Vikings, cet écrivain fait fabriquer – avec le soutien financier d'une société de vente par correspondance, qui n'a pas hésité à investir plusieurs dizaines de milliers de dollars dans l'aventure – un bateau semblable à celui sur lequel voguaient ses héros.

LE KNARR RÉINVENTÉ

Non pas un drakkar, vaisseau de guerre taillé pour la vitesse, mais un knarr, navire plus lourd, plus rond et plus petit, conçu pour le transport.

La première étape de cette reconstitution historique a conduit Hodding Carter et le constructeur du bateau, Robert Stevens, en Scandinavie, où tous deux ont étudié les restes de vaisseaux vikings, afin d'établir les plans de leur réplique. En octobre 1996, le chantier s'est ouvert dans l'Etat du Maine, au nord-est des Etats-Unis. Ici, pas de fibre de carbone, de matériau composite ou d'autre merveille de la technologie, mais quatre essences d'arbres – principalement du chêne et du pin – et des rivets d'acier. Toute la difficulté de l'entreprise consiste à retrouver les gestes des artisans d'antan. Ainsi, pour assouplir chacune des planches de six mètres constituant la coque, cinq heures de chauffage à la vapeur sont nécessaires.

L'emploi du temps est des plus serrés. En effet, ces Vikings en herbe ne disposent que d'une « fenêtre » de deux mois, cet été, pour accomplir leur odyssée. Deux mois pendant lesquels la banquise se retire, alors qu'à l'heure actuelle elle recouvre une bonne partie de la route empruntée par Leif Ericsson il y a un millénaire. Hodding Carter et ses onze compagnons d'équipage partiront donc début juillet pour un voyage de six à huit semaines qui tiendra essentiellement du cabotage.

TRAJET EN SAUTS DE PUCE

Le knarr progressera par sauts de puce le long des côtes, six postes de rameurs étant aménagés pour effectuer les délicates manœuvres d'accostage. Deux mille neuf cents kilomètres à parcourir sous voile carrée, guidés par le soleil et les seules étoiles. A quelques nuances toutefois : l'équipement de bord, bien que sommaire, comprend une radio, un compas, un sextant et... un système de localisation par satellite (GPS), qui ne seront utilisés, c'est promis, qu'en cas de détresse. Le petit bateau de 16,50 m remontera la côte ouest du Groenland, traversera le détroit de Davis, mettra cap au sud en longeant la Terre de Baffin, puis le Labrador, et achèvera son périple au lieudit l'« Anse aux Meadows », à la pointe nord de Terre-Neuve. C'est là que Leif Ericsson et ses camarades bâtirent une ferme, dans une campagne riche en vignes sauvages, qu'ils baptisèrent Vinland, et où des archéologues ont retrouvé les traces de leur éphémère présence (*Le Monde* du 5 juillet 1996). Quelque temps après leur installation, les Vikings durent rebrousser chemin, refoulés par les Indiens, dont on oublie trop souvent qu'ils furent les premiers à occuper l'Amérique.

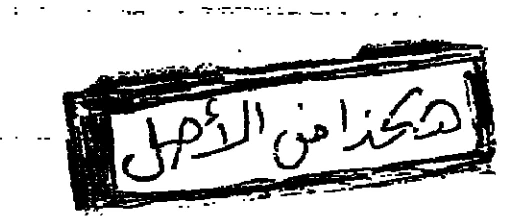
Pierre Barthélémy

DÉPÊCHES

■ **ASTRONOMIE : des molécules organiques,** du type de celles qui ont donné naissance à la vie sur Terre, viennent d'être détectées dans les disques protoplanétaires (systèmes solaires en formation) de deux étoiles jeunes (DM Tau et GG Tau) situées à 450 années-lumière dans la constellation du Taureau. Entre juin 1994 et août 1996, Anne Dutrey, Stéphane Guilloteau et Michel Guélin y ont en effet détecté grâce aux installations de l'Institut de radioastronomie millimétrique (Hautes-Alpes) huit molécules organiques : CO (monoxyde de carbone), CN (radical cyanogène), HCN (acide cyanhydrique), HNC (acide isocyanhydrique), CS (monosulfure de carbone), C_2h (radical éthynyle), H_2CO (formaldéhyde) et HCO^+ (ion formylium). L'étude de ces deux disques de même origine devrait permettre, estime l'Institut national pour les sciences de l'Univers, de tester *« les différents scénarios conduisant à la formation d'un disque protoplanétaire et, éventuellement, à la formation de protoplanètes »*.

■ **INTERNET : le CNRS et le ministère de la culture ont décidé de** créer un site Internet pour rendre accessibles à tous les Archives issues des sciences contemporaines (Arisc). Ce programme a été mis en place en 1993 par les deux organismes pour étudier les documents, matériaux et objets produits par la recherche à partir de 1950, afin de constituer une véritable mémoire du travail scientifique. Sur le site Web, seront ainsi accessibles des travaux d'analyse sur des ensembles de fonds d'archives scientifiques. (*Arisc : http : //www. cnrs. fr/archives/*). –

■ **ESPACE : la société Aerospatiale** réalisera le « bouclier » destiné à protéger le module laboratoire habité (Colombus Orbital Facility [COF]), que les Européens vont greffer sur la station spatiale internationale Alpha contre les microdébris. Lancé en 2003, ce « bidon », qui croisera à quelque 36 000 km/h, sera entouré d'un double cocon : un premier, métallique et un second, sorte d'amortisseur pour les gros chocs, en tissu de Kevlar et de Nextel.



Ali Benarbia propulse Monaco en demi-finales de la Coupe de l'UEFA

Les leaders du championnat de France ont éliminé les Anglais de Newcastle 3-0, grâce notamment à deux buts de leur meneur de jeu. L'Inter de Milan, Tenerife et Schalke 04 se qualifient également

MONACO
de notre envoyé spécial

Le ballon a fendu l'air comme un coup de dague. Il s'est écrasé à gauche de Shaka Hislop, le gardien de but de Newcastle, trop loin de son corps, de ses pieds, de ses mains. La trajectoire était parfaite, on aurait dit une mise à mort appliquée au football. A trois buts à zéro, on ne peut plus penser à vivre. Le score prend soudain un air barbare, comme si l'élimination en quarts de finale d'une Coupe d'Europe n'était pas déjà assez cruelle. A trois à zéro et soixante-sept minutes de jeu sur la pelouse du stade Louis-II, il n'y avait plus d'Angleterre, plus de fiers *« Magpies »*, gagnés à l'avance à l'idée d'une victoire, sur ce bout de rocher entre France et Italie. La tribune s'était tue. L'orgueil était en berne. Les supporteurs avaient du vague à l'âme, ils se muraient dans le silence des perdants. Et tout cela par la faute de ce petit bonhomme, ce tireur de coup franc impénitent armé du seul numéro huit, auteur de cette frappe insensée, si douloureux faire-part de défaite.


FOOTBALL

Ali Benarbia conteste à l'avance l'usage des superlatifs. Impossible d'en faire un héros. Il a réponse à tous les éloges. D'ailleurs, ce genre de coup franc, il ne s'en est pas fait une spécialité. Il ne les travaille pas plus que ça à l'entraînement. La modestie en devanture, il ne revendique rien. Il a marqué deux buts ? Etourdi la défense de Newcastle de ses courses, ses changements de direction, ou ses passes ? Eliminé sous un maillot français une équipe anglaise de la Coupe d'Europe pour la première fois depuis vingt ans ? Et alors ? Il n'a fait qu'accomplir son devoir de joueur professionnel. On n'en tirera pas plus. Si ce n'est cette stupéfiante confession : *« Lorsque j'étais à Martigues*, dit-il, sans ciller, *j'étais bien meilleur. Je perdais moins de ballons dans un match. »* Quand il était à Martigues, on ne le voyait pas, ou si peu... Ali Benarbia a passé dix ans dans cette autre Provence. De 1985 à 1995, de seize à vingt-six ans, il s'est échiné pour une équipe jamais sûre de son lendemain. Il y était la vedette et le joueur à tout faire, le génie et l'ouvrier.

A Monaco, il n'est plus seul au monde. Lorsqu'il s'agit d'aller vite pour affoler l'adversaire, il peut compter sur les attaquants. Sonny Anderson, Thierry Henry ou Victor Ikpeba ont un talent qui lui sied. Il s'attache à les mettre en valeur, car faire briller lui plaît autant que de se distinguer par lui-même. Si, mardi 18 mars, il n'a pas respecté ce voeu, ce n'est pas sa faute. Il s'en excuserait presque. Contre Newcastle, presque tout lui a réussi. Le meneur de jeu a joué au buteur, pour changer, qui sait... Jean Tigana, l'entraîneur, était ravi. Il n'a rien trouvé à redire, même s'il répète qu'Ali Benarbia est d'abord le grand organisateur du football monégasque. *« Ali nous permet de nous porter très vite vers l'avant, et retrouver nos rapides attaquants »*, précise-t-il pour bien définir le rôle. Cette saison, en Coupe d'Europe, plus encore qu'en championnat, il excelle à la manœuvre. Peut-être parce qu'il a longtemps attendu la rude épreuve, qu'à vingt-huit ans il n'est encore qu'un débutant européen.

OVATIONS

C'est pourtant le titre national qui le ferait le plus rêver. *« Pour les sept cents ans de la principauté, ce serait formidable »*, confesse-t-il, avant une nouvelle crise de modestie aiguë. A la sortie du vestiaire, on lui a parlé de l'équipe de France. Il ne veut pas en entendre parler. On lui dit qu'Aimé Jacquet était dans la tribune du stade Louis-II. Il fait mine d'ignorer. Français d'origine algérienne, il est pourtant en état d'être sélectionné. Il se tait. Pour reprendre aussitôt la litanie des objectifs d'Ali Benarbia, footballeur professionnel et modeste homme. Remettre sur le métier ses espoirs de progrès. En finir avec les problèmes physiques qui ont entrecoupé la dernière saison. Après, il sera toujours temps de repenser à la vie en « bleu ».

Ali Benarbia s'est aussi offert le plaisir de déboulonner une idole en la personne d'Enzo Scifo. Des blessures avaient momentanément écarté l'international belge du terrain. A son retour, la place était prise. Mine de rien, la soixante-quinzième minute du match contre Newcastle prit un air de symbole. Ali Benarbia sortait sous les ovations ; Enzo Scifo rentrait, provoquant quelques applaudissements. Les supporteurs monégasques s'étaient définitivement choisi leur avenir.

Pascal Ceaux

■ Coupe de l'UEFA (quarts de finale retour) : **Inter Milan** (Ita)-Anderlecht (Bel) 2-1 ; Bröndby (Dan)-**Tenerife** (Esp) 0-2 ; Valence (Esp)-**Schalke 04** (All) 1-1.

La Fédération internationale de football envisage d'étendre l'arrêt Bosman

LA FÉDÉRATION internationale de football (Fifa) pourrait annoncer *« dans les jours prochains »* l'application de l'arrêt Bosman aux non-communautaires évoluant dans les championnats de l'Union européenne et l'espace économique européen. Tout joueur en fin de contrat pourrait ainsi changer de club à l'intérieur de l'Europe des Quinze sans que puisse être exigée une indemnité.

Une nouvelle fois la décision de la Fifa a été prise sous la pression des événements. Le Roumain Gheorghe Hagi, soutenu par le club turc de Galatasaray, avait attaqué son ancien club, le FC Barcelone, devant un tribunal espagnol (*le Monde* du 19 décembre 1996). Le « Barça » exigeait de l'équipe d'Istanbul un dédommagement alors que le contrat de son joueur arrivait à expiration. Comme le permet la procédure, les avocats avaient demandé au juge de saisir la justice européenne de ce cas. Jean-Marc Bosman n'avait pas procédé autrement au début de son affaire.

Mardi 18 mars, le FC Valence a aussi porté plainte, devant la Commission européenne cette fois, au sujet du Croate Goran Vlaovic. L'international avait été transféré de Padoue à l'intersaison alors qu'il était en fin de contrat. Le club espagnol avait alors refusé de verser une indemnité et le club italien avait saisi la FIFA. Le 19 février, cette dernière décidait d'une indemnité d'un montant de 3,8 millions de dollars. Valence a refusé cette décision et saisi la Commission européenne. L'avocat de Jean-Marc Bosman a été mandaté par le club espagnol pour défendre ses intérêts.

Les conséquences de la décision de la Fifa, qui évite ainsi de se retrouver dans une impasse, ne sont pas négligeables : les clubs européens n'auraient peut-être plus autant intérêt à rechercher les talents en Afrique ou en Amérique du Sud puisqu'ils ne seraient plus assurés de récupérer leur mise de fond. Fortes de ce nouveau droit, les vedettes non communautaires pourront quant à elles monnayer mieux encore leur talent. La surenchère des salaires risque d'en être relancée.

Benoît Hopquin

Michelle Kwan, championne du monde en titre de patinage artistique

« L'âge n'a jamais eu pour moi la moindre importance »

L'Américaine Tara Lipinski brigue le titre mondial de patinage artistique qui sera attribué à Lausanne samedi 22 mars. Championne des Etats-Unis en titre, elle est âgée de 14 ans. Sa compatriote Michelle Kwan en avait 15 et 8 mois lors qu'elle a été sacrée meilleure patineuse du monde en 1996. Avant de venir défendre sa couronne en Suisse elle a accordé *un entretien au Monde* dans lequel elle assure que l'extrême jeunesse n'a pas été un handicap dans une carrière entamée à 12 ans.

ATLANTA
correspondance

« Vous avez remporté le titre de championne du monde, en mars 1996, à l'âge de 15 ans et 8 mois. Pensiez-vous atteindre si jeune une telle réussite ?

– Ce titre mondial était un rêve, un objectif que je poursuivais depuis mes débuts en compétition. Je l'ai atteint à seulement 15 ans, peut-être un peu plus tôt que prévu. Mais l'âge n'a jamais eu pour moi la moindre importance. En pénétrant sur la glace, je n'ai pas pensé un seul instant que j'avais seulement 15 ans et que j'aurais encore le temps de l'emporter si par malheur la victoire m'échappait. Je voulais gagner. Et je n'ai pensé qu'à cela.

– Vous est-il déjà arrivé de penser que vous pourriez ne pas gagner ?

– Non, je ne crois pas. J'ai confiance en moi, depuis toujours. Et l'idée de l'échec ne m'a jamais vraiment effleuré. Aux derniers championnats du monde, j'ai effectué mon programme libre après Lu Chen (la patineuse chinoise alors tenante du titre), qui avait obtenu deux notes maximales de 6 0. Il me fallait donc patiner à la perfection, mais je n'ai absolument pas douté de moi. J'avais réussi de bons entraînements, je savais donc que j'avais les moyens de l'emporter. Je n'ai même pas eu le trac. A la réflexion, l'épreuve du permis de conduire que j'ai passé l'été dernier m'a semblé nettement plus difficile. J'étais nerveuse. Et j'ai échoué la première fois.

– D'où vous vient cette perpétuelle confiance ?

– Je ne sais pas. Mais ce n'est pas un miracle. Je travaille beaucoup à l'entraînement, je reste concentrée sur le patinage ving-quatre heures sur vingt-quatre. Si j'ai confiance en moi dans les grandes compétitions, c'est avant tout parce que mes entraînements me prouvent jour après jour que j'ai les moyens de l'emporter.

– Vous travaillez mentalement votre approche de la compétition ?

– Non. Je ne l'ai jamais fait. Mais mes parents jouent un grand rôle dans cet aspect de ma carrière. Ils s'occupent de tout ce qui ne concerne pas directement le patinage. Et ils font ainsi en sorte que je puisse me concentrer pleinement sur mon travail sur la glace.

– Vous vivez toujours avec eux ?

– Non, j'habite la plupart du temps à Ice Castle, le centre d'entraînement de mon entraîneur, Frank Carroll. Il s'agit d'une sorte de château, en Californie, un endroit magnifique, caché au milieu des arbres.

– Votre existence ne semble ressembler que de loin à celle d'une jeune fille américaine de 16 ans...

– C'est vrai, je voyage beaucoup, je gagne déjà pas mal d'argent et je ne vais pas à l'école. J'ai un tuteur qui s'occupe de moi à domicile lorsque je suis à Ice Castle. Et j'emporte avec moi mes livres de classe lorsque je me déplace en compétition. Ce n'est pas une existence commune, mais je ne m'en plains pas. A 16 ans, je mène la vie que toutes les filles de mon âge rêveraient d'avoir. J'ai visité Paris, Tokyo, Moscou, autant de villes dont elles ne connaissent l'image que dans les livres.

– Le titre mondial a-t-il changé votre existence ?

– Pas du tout. Je suis toujours la même, ce sont simplement les gens qui sont plus nombreux à vouloir me parler. J'ai été invitée à la Maison Blanche et il me faut donner encore plus d'interviews que par le passé. Fin décembre 1996, j'ai passé une journée à New York pour rencontrer la presse américaine. Il m'a fallu enchaîner l'enregistrement d'une émission de télévision le matin, puis quinze ou seize interviews pour des magazines l'après-midi.

– Comment faites-vous le tri parmi toutes ces sollicitations ?

– J'ai un agent qui s'occupe de cela pour moi. Il décide ce que je dois faire et ne pas faire. Et je lui obéis. C'est aussi simple que cela. Et assez naturel pour moi, puisque j'utilise les services d'un agent depuis l'âge de 13 ans.

– Votre réussite semble avoir été totalement prédestinée.

– Non, je ne crois pas. J'ai commencé le patinage artistique à 5 ans, par hasard, parce que mon frère aîné pratiquait déjà le hockey sur glace. J'avais l'habitude d'aller le voir s'entraîner, avec ma sœur Karen. Un jour, j'ai donc chaussé les patins, simplement pour voir. J'ai d'abord fait partie d'un groupe, avec une vingtaine d'autres enfants de mon âge. Puis mes parents ont décidé de me faire donner des leçons particulières. Je devais avoir 7 ans. Par la suite, les choses se sont un peu accélérées.

– A quel âge avez-vous décidé d'abandonner votre vie normale pour mener une existence de championne ?

– A 12 ou 13 ans, je crois. J'ai quitté l'école, pris un agent, un tuteur. Et l'année suivante, en 1994, j'étais remplaçante dans l'équipe américaine aux Jeux de Lillehammer.

– Vous arrive-t-il déjà de penser à l'avenir, à votre vie sans le patinage ?

– Je pense parfois à l'avenir, bien sûr, mais je le vois toujours dans le patinage. Après les Jeux de Nagano, en 1998, j'aimerais aller à l'université. Je veux connaître cette expérience, au moins une année. Mais je n'arrêterais pas pour autant la compétition. Je me vois bien poursuivre ma carrière jusqu'aux Jeux de 2002, aux Etats-Unis, à Salt Lake City. J'aurais alors 21 ans, sans doute le bon moment pour arrêter. Mais je veux rester dans cet univers. Mon rêve serait de passer professionnelle tout en assurant les commentaires des grandes compétitions pour une chaîne de télévision. »

Propos recueillis par Alain Mercier

La Chine devient membre de l'International Rugby Football Board

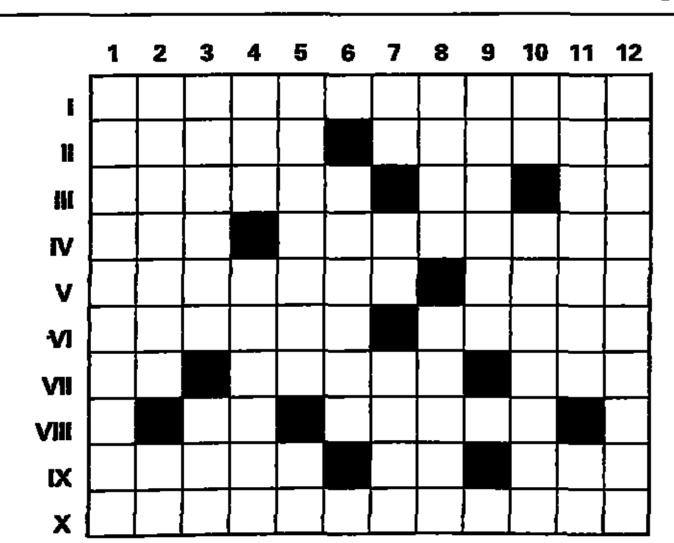
MARDI 18 MARS, LORS D'UNE BRÈVE CÉRÉMONIE sur la pelouse du Hongkong Football Club, la République populaire de Chine est devenue le 76e pays membre de l'International Rugby Football Board (IRFB). *« Nous nous attendons que la Chine devienne une force mondiale dans notre sport »*, a declaré Vernon Pugh, president de l'IRFB. Selon Lou Dapeng, président de la Chinese Rugby Football Association, basée a Pékin, le rugby chinois commence a connaître un certain engouement populaire auprès des jeunes, notamment dans les universités et au sein de l'armée populaire.

■ **ÉQUITATION : Pierre Durand a été réélu** mardi 18 mars à la tête de la délégation nationale aux sports équestres (DNSE), la plus importante des trois composantes de la Fédération française d'équitation. Egalement président de la FFE, Pierre Durand sort renforcé de ce scrutin, avec un nouveau comité directeur plus favorable, au sein duquel Pierre Domenech, le représentant de l'opposition, est absent.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97051

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. Etre terre à terre n'est pas pour eux un problème. – II. Comme un joint gâché. Une surface bien mesurée. – III. Il faut les écraser pour qu'ils tiennent en place. Parmi les mesures prises à Pékin. Petite galette moderne. – IV. Pour que les bandes ne tombent pas dans l'oubli. Le petit bout de la lorgnette. – V. La production quotidienne du *Monde*. Poète autrichien. – VI. Aura beaucoup de mal à se déplacer. Une protection pour les chefs basques. – VII. En verve. Porte la mort en lui. En lisant. – VIII. Conjonction. Jacté à London. – IX. Bien en situation. Un tiers de treize. La grand-mère du RPR. – X. Ne rapportera pas de fruits.

VERTICALEMENT

1. La convocation des plus petits. – 2. Faire le travail d'une grue. Doit être réglé. – 3. Enfonçait le clou. Appel. – 4. Fait surface. Un billet doux écrit à l'envers. – 5. Envoyé sur les roses, il s'y installe. Le chrome. – 6. Des troupes toujours en activité après la réforme. – 7. Un petit lumen. On peut compter dessus. Une des échelles du Levant. – 8. Grand amateur de pommes. Au milieu de la tronche. – 9. Quand le cours est très bas. – 10. Vieille cité. Arrose largement. – 11. Les nouvelles vont disparaître avec la réforme de Chirac. Aux bouts de la nuit. – 12. Difficile à faire bouger.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97050

HORIZONTALEMENT

I. Post-scriptum. – II. Ampoulé. Etna. – III. Réinsérés. In. – IV. AG. Ida. Tétai. – V. Pantins. Tête. – VI. Art. Emaner. – VII. Béru. Gauss. – VIII. Liraient. Ils. – IX. Irène. Goïm. – X. Carte-réponse.

VERTICALEMENT

1. Parapublic. – 2. Oméga. Eira (raie). – 3. Spi. Narrer. – 4. Tonitruant. – 5. Susdit. Iee. – 6. Clean. Ge. – 7. RER. Séance. – 8. Et. Mut. – 9. Pesetas. Go. – 10. Tt. Tension. – 11. Uniate. Lis. – 12. Maniérisme.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1729

L'IMPASSE CONDAMNÉE

Au club Gallia de Cannes, José Le Dentu avait gagné ce chelem en partie libre. Cachez les mains d'Est-Ouest et mettez-vous à sa place.

Nord : ♠ R V 4 / ♡ A 9 4 2 / ◇ V 10 / ♣ R 8 7 6
Ouest : ♠ 10 9 8 5 2 / ♡ 8 7 3 / ◇ 6 5 4 / ♣ 3 2
Est : ♠ D 7 3 / ♡ R V 6 5 / ◇ R D 9 8 3 / ♣ V
Sud : ♠ A 6 / ♡ D 10 / ◇ A 7 2 / ♣ A D 10 9 5 4

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♣	passe	1 ♡	passe
2 ◇	passe	2 ♠	passe
3 ♣	passe	4 SA	passe
5 ♠	passe	6 ♣	passe...

Ouest ayant entamé le 10 de Pique pour le 4, le 7 et l'As de Sud, le déclarant est monté au mort par le Roi de Trèfle (sur lequel le Valet sec d'Est est tombé) afin de jouer le 2 de Cœur. Est a mis le Roi de Cœur et a joué le Roi de Carreau. *Comment Sud a-t-il gagné* ce PETIT CHELEM À TRÈFLE contre toute défense ?

Réponse. Sud était certain que Ouest n'aurait pas attaqué Pique s'il avait eu D 10 9. Ainsi, il fallait fournir le 4 de Pique du mort sur l'entame et ne pas faire l'impasse. *Ensuite, on devait renoncer à couper le troisième Carreau* (en donnant un coup à blanc à Carreau), car il était à craindre que Ouest prenne la main et continue Pique pour détruire cette précieuse communication.

Est ayant fait le Roi de Cœur, il ne restait plus qu'à trouver une douzième levée *grâce au 9 de Cœur ou à un squeeze.* Après avoir pris avec l'As la contre-attaque du Roi de Carreau, *Sud a tiré* la Dame de Cœur, puis il est remonté en Nord par le 8 de Trèfle pour jouer l'As de Cœur. Le Valet de Cœur n'étant pas tombé, Sud tira les atouts :

♠ R V ♡ 9 ◇ V / ♠ 6 ◇ 7 ♣ D 10 — ♠ D 3 ♡ V ◇ D

Sur la Dame de Trèfle et la défausse du Valet de Carreau, Est jeta la Dame de Carreau en espérant que Ouest était gardé à Carreau. Alors, avant de jouer son dernier atout, Sud abattit son jeu en montrant que son 7 de Carreau était devenu maître.

UN TRAIT DE GÉNIE

L'Anglais Alder a publié dans la revue américaine, une donne fort instructive. En effet, Est en flanc a compris la situation pour faire chuter un contrat de « 7 Piques » imperdable.

Nord : ♠ V 9 4 / ♡ 2 / ◇ R D 8 3 / ♣ A R D V 6
Ouest : ♠ 8 3 2 / ♡ D V 10 4 / ◇ 10 7 6 2 / ♣ 10 9
Est : ♠ R 10 / ♡ 9 8 6 3 / ◇ V 9 5 / ♣ 7 5 4 2
Sud : ♠ A D 7 6 5 / ♡ A R 7 5 / ◇ A 4 / ♣ 8 3

Ann. : S. don. Tous vuln.

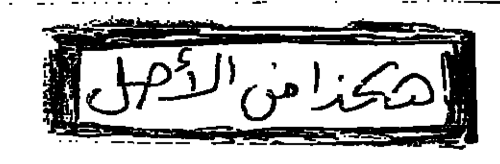
Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	passe	3 ♣	passe
3 ♡	passe	3 ♠	passe
4 SA	passe	5 ◇	passe
7 ♠	passe	passe	passe

Ouest a entamé la Dame de Cœur. Quelle carte Est devait-il fournir et *comment pouvait-il espérer faire chuter* ce GRAND CHELEM À PIQUE (le déclarant ayant joué l'As de Cœur, l'As de Trèfle et le 4 de Pique) ?

Note sur les enchères. Quand cette donne a été jouée, les conventions n'existaient pas sur le Blackwood où le Roi d'atout est compté comme un As. Mais Sud a espéré que Nord détenait les deux Rois noirs.

Philippe Brugnon

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde, 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry cedex

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Gérard Morax
133, avenue des Champs-Elysées

Le « Jardin noir » des Arméniens

Il était une fois, au cœur du Caucase, une incertaine principauté à laquelle rêvaient de jeunes Français...

LA CAUSE est entendue : hier réfugiés discrets (Albert Londres, toutefois, dans *Marseille, porte du Sud* (1927), les jugea envahissants jusqu'à quasiment appeler sur eux une épidémie...), ensuite néo-Français modèles (ils présentent des taux de délinquance et de chômage inférieurs à la moyenne nationale), les Arméniens ou plus exactement les Français de souche arménienne – un demi-million d'âmes en comptant les enfants de couples mixtes – sont gens sans chichis, endurants jusqu'à passer pour besogneux, patients jusqu'à supporter qu'on doute de leur génocide.

Ils ont cependant un jardin secret, un *« jardin noir »*, puisque c'est ce que signifie en turc, *Kara* (noir) et *Bagh* (jardin, vigne), que les puristes écrivent *Gharabagh* et prononcent *Rarabar*. Les Français ont choisi la cote mal taillée de *Karabagh*, prononcé *Karabar*. L'Etat autoproclamé en 1991 s'intitule « Haut-Karabakh ». Des Arménophones se basant sur un atlas médiéval prêchent pour un retour au nom originel d'Artsakh, qui nous ramène à Strabon.

En attendant, sur la vertigineuse voie Erevan-Stepanakert (mini-capitale de l'entité *karabaghtie)*, entre remblayages et fondrières, on entend plutôt de bons gros jurons français, un langage de routier, appris à Marseille ou Issy-les-Moulineaux. Les chauffeurs iraniens qui approvisionnent en douce – diplomatiquement, le Karabagh est toujours azerbaïdjanais – les vieux frigos soviétiques des foyers karabaghtis n'en croient pas leurs oreilles devant ces éclats inattendus de francophonie en pleine Caucasie.

Les Franco-Arméniens n'en continuent pas moins de s'engueuler dans leur idiome d'adoption autour d'une roue déjantée ou à propos d'une élection partielle dans l'Hexagone. Il y a là, en pèlerinage humanitaire ou politique, une majorité de jeunes hommes venus de Lyon ou Paris pour *se changer de leurs études ou* de leurs affaires, mais aussi des pater familias, des retraités voire des élus gaullistes ou socialistes (tel Jean Krikorian, adjoint au maire de Villeurbanne), tous plus ou moins attirés par l'atmosphère héroïque due à *« la première vraie victoire remportée par des Arméniens sur leurs ennemis depuis Léon VI »*. Bigre, c'est remonter au dernier roi de Cilicie arménienne, contemporain de Charles VI, qui donna asile à ce premier réfugié d'Arménie !

En réalité, au Karabagh même, grâce au relief escarpé, des roitelets autonomes, les *mélik*, réussirent à se maintenir les armes à la main, *jusqu'au milieu du dix-huitième* siècle, avant de voir leur patrie passer successivement sous autorité turque, perse, russe. Le démon de l'indépendance ne cessa jamais de couver, puisque, en 1988, le Karabagh, ce mouchoir de poche abritant moins de 150 000 culs-terreux, fut le premier morceau de l'empire communiste à prendre Gorbatchev au mot de sa perestroïka. Avec sa zone d'occupation, acquise ensuite aux dépens de l'Azerbaïdjan tutélaire, le Karabagh doubla ses 4 390 km² originels. Le front s'est refroidi depuis trois ans, mais rien n'est réglé.

Montagne fertile aux rythmes ruraux, le Karabakh, enclave arménienne en terre d'islam, est bien résumé par cette toile de Kilarian, « Sur le chemin de la ville » (1958, Galerie nationale d'Erévan). La « République du Karabakh montagneux » a tous les attributs d'un Etat depuis 1991, mais elle n'est pas reconnue internationalement

LES AMIS DU MUSÉE D'ARMÉNIE, 1992

D.R.

LES MELONS DU CHAH

Vahé, physicien francilien, vient chaque année dans l'incertaine principauté montagnarde, attelé avec quelques potes à la réinstallation des trois cents paysans d'Arakioul, village frontalier, rasé lors des combats de 1989. Il lui a fallu s'accrocher, *« car les Karabaghtsi c'est pas du tout la même mentalité, pour les filles par exemple, qu'à Erevan ou en France, mais aussi c'est pas exactement le même arménien que nous, avec des tournures et un accent qu'ils ne comprennent qu'entre eux. Et ne parlons pas du confort ! »* Stepanakert, au fond de sa combe, aurait pu être un *« hameau capitale »* comme les aimait Valery Larbaud ; ce n'est qu'immeubles en parpaings, baraques coiffées de tôle, étals étiques, chaussées en terre battue.

Heureusement, la bande de Vahé s'occupe aussi d'un orphelinat à Chouchi, la capitale historique, ruinée lors du rejet de la tutelle azerbaïdjanaise, mais qui, outre son site en terrasse dans la montagne, conserve quelques beaux restes dont l'église Saint-Sauveur, édifice de pierre blanche qui fut poudrière azérie, et aussi un bouquet de minarets en faïence bleutée, placé sous protection iranienne.

La Perse a écrit à Chouchi une page de son histoire : c'est là qu'en 1797 fut assassiné par deux valets le terrible eunuque Aga-Mohamed, fondateur de la dynastie kadjare (1794-1925). Les serviteurs avaient mangé les melons réservés au maître. Sentence : la mort, que Mohamed remit à plus tard, car on était vendredi, jour sacré. Les condamnés, abouchés avec un officier menacé de disgrâce, en profitèrent pour poignarder le chah châtré et s'enfuir en Russie avec son trésor. Il n'y a plus que quelques murs pour rappeler ce crime dans l'un des panoramas les plus puissants du Caucase, mais les melons d'eau sont toujours là, amoureusement cultivés par les paysans dans le *gras limon du « jardin noir »* et conservés dans du sable afin d'être dégustés au *printemps, « quand le corps, saturé d'épices, a faim de nourritures fraîches »*.

Le Karabagh n'est pas seulement ce mini-territoire verdoyant où les Arméniens s'accrochent depuis l'Antiquité. A côté de l'ingrate Arménie *stricto sensu*, c'est aussi un Eden miniature, un champ de bataille qui a tout pour être un champ tout court. On comprend que les Arméniens de France, *« plante qui ne pousse qu'entre les pavés »* (A. Londres), aillent s'y dépayser.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

★ ***Artsakh, histoire du Karabagh*, de P. Donabédian et C. Mutafian, préface de G. Chaliand, Sévig-Presse, 174 p. ; *Marseille, porte du Sud*, d'Albert Londres, Laffitte, Marseille, 186 p.**
Association France-Karabagh, 15, rue du 24-Avril-1915, 69150 Décines.

PARTIR

■ **ROUTE DE LA SOIE.** Périple en Iran, au Turkménistan et en Ouzbékistan organisé par l'Association française des amis de l'Orient sous la conduite de la responsable de l'association pour l'art et l'histoire timouride. Du Khorassan à Samarkand, avec étapes à Mashad, la ville sainte des chiites, Merv, l'ancienne capitale de Margiane, Boukhara, ville musée aux 350 mosquées, Tachkent. Du 25 avril au 10 mai, 23 900 F et une température moyenne de 26 degrés.
★ **Association française des amis de l'Orient, 19, avenue d'Iéna, 75116 Paris, tél. : 01-47-23-64-85.**

■ **INDIENS D'AMERIQUE.** Le département American Indian Studies de l'université du Minnesota, qui a établi au fil des ans de bonnes relations avec les tribus indiennes, organise des voyages d'études sur la vie, la terre et la culture des Indiens d'Amérique *(American Indian Lives, Lands and Cultures)*. Différents programmes de 10 jours, effectués en été (de juin à septembre), pour un prix allant de 8500 F à 9300 F environ.
★ **AILLC, University of Minnesota, 306, Westbrook Hall, Pleasant Street S. E., Minneapolis, MN 55455, tél. : 612-624-5214, fax : 612-625-2568.**

■ **LE VIN DE PORTO.** Week-end culturel sur la route du vin de Porto. Quatre jours pour visiter un chai à Vila Nova de Gaia, une *« quinta »* (domaine agricole) produisant ce même nectar, avec dégustation, et faire une croisière sur le Douro. Trois nuits à l'hôtel *Infante de Sagres*, un cinq étoiles et *« hôtel de classe »* de la ville, d'après le guide *Hôtels et maisons d'hôtes de charme au Portugal* (Rivages). Du 1er avril au 25 juin, 2 900 F par personne en chambre double avec petits déjeuners, vols Paris-Porto A/R inclus.
★ **Lusitania, 19, rue de la Pépinière, 75008 Paris, tél. : 01-44-69-75-06.**

■ **L'AVENTURE EN FAMILLE.** La Tanzanie, paradis des bêtes sauvages, qui laissera à tous des souvenirs impérissables (14 jours, enfant à partir de 8 050 F ; adulte, 11 950 F), ou le Canada, refuge des baleines et des caribous (16 jours, enfant, 11 200 F). Plus proche, la Tunisie, ses dunes, ses oasis (8 jours, 5 150 F).
★ **Club Aventure, 18, rue Séguier, 75006 Paris, tél. : 01-44-32-09-30.**

Hausse du dollar et prix des voyages

Les agences de voyages font valser les étiquettes et corrigent les cahiers de prix imprimés pour l'été. Hausse du billet vert oblige. Les coûts des séjours et circuits à l'étranger grimpent, d'environ 10 %. Cette hausse n'affecte pas la zone franc – Antilles françaises, Polynésie, Réunion –, ni les pays du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest. Elle touche les Amériques, l'Asie et le Proche-Orient, où les contrats sont exprimés en dollars américains.

Le dollar, *qui s'achetait autour de* 5 francs en janvier dernier (5,06 francs le 1er janvier), s'approche à la mi-mars des 6 francs (5,71 francs le 17 mars). La livre sterling est passée de 8 francs en septembre 1996, à plus de 9 francs aujourd'hui. Les voyagistes français, qui avaient calculé leurs tarifs 1997 au début de l'hiver, se montrent, à quelque exceptions près, décidés à répercuter ces majorations sur leurs prix. Dans l'ensemble, pour ne pas décourager les voyageurs, les tours-opérateurs épargnent les clients déjà inscrits. Ceux *qui ont versé un acompte échappent à* l'augmentation, quelle que soit la date de départ.

Vingt-six patrons français du tourisme, membres du Cercle d'études des tours-opérateurs (CETO) et représentant 85 % de la profession (en clients et en chiffres d'affaires, dont Nouvelles Frontières, le Club Med, Fram, Costa Paquet, Asia, Africatours, Rev'Vacances, Transtours etc, catalogues en agences), ont décidé de contenir la hausse de leurs tarifs dans une fourchette de 8 % à 12 %, et ce à compter du 1er avril. Face à ces directives, chaque TO, membre de l'association, définit sa propre politique. Ainsi, Jacques Maillot (Nouvelles Frontières) limite l'augmentation à 8 % dans la zone dollar, et à 6 % en Grande-Bretagne. Jean-Paul Chantraine (Asia) parle de 5 % à 7 % sur l'ensemble de l'Asie : *« Cela dépend de la destination et de la quantité de prestations incluses dans le forfait »*, précise-t-il.

En marge du CETO, Gavalda Floréal, chez Kuoni, a modifié ses prix, de 3 % à 5 % depuis le 3 mars. *« Cette hausse peut affecter le cours des ventes*, reconnaît le directeur, *le commerçant est obligé de réfléchir à l'impact de ses propositions tout en refusant de perdre de l'argent.* » Patricia Tartour a décidé pour sa part de maintenir ses tarifs sur tous les programmes signés Maison de la Chine et de l'Indochine (tél. : 01-40-51-95-00), Les Orientalistes (Inde, Pakistan, Népal, Tibet, Sri Lanka) ou Archipel indonésien. *Position également adoptée par* Réductour, qui opère exclusivement sur Minitel (3615 Réductour) et vend des voyages *tous azimuts*.

On note que les tarifs aériens des vols réguliers ne sont pas touchés par cette envolée. Au contraire, ils sont plutôt orientés à la baisse, à cause d'une guerre sans merci entre les transporteurs. British Airways a lancé l'offensive. Deux exemples, le Paris-Los Angeles est vendu à partir de 2 490 francs (hors taxes d'aéroport) du 1er avril au 14 juin (sur British Airways et Corsair, tél. : 08-03-33-33-33) par Nouvelles Frontières, au lieu de 2 690 francs, il y a un an, à la même époque. Idem chez Réductours, qui annonce des tarifs similaires.

Avant de réserver un voyage, il faut prendre connaissance des conditions d'application du contrat. *Car si la loi du* 13 juillet 1992 (art. 19) autorise la révision du prix (à la hausse comme à la baisse, *pour tenir compte des variations du coût* des transports, des redevances et taux de change), elle exige que cette éventualité figure en termes précis dans le contrat. Reste que le prix fixé ne peut faire l'objet d'une majoration au cours des trente jours précédant la date du départ.

Florence Evin

Eden australien attend touristes désespérément

HYMAN ISLAND
de notre envoyée spécial

Tout commence au début des années 70 comme dans un conte de fées hollywoodien. Frappé par la beauté de l'archipel de Whitsunday, sir Peter Abelev décide de s'offrir un des soixante-quatorze îlots situés au nord de la célèbre Grande Barrière de corail, sur la côte nord-est du pays-continent. Ce petit paradis loin du monde, l'émigré hongrois qui a fait fortune dans le transport routier rêve d'en faire un rendez-vous de *rich and beautiful people*.

L'obsession de ce défricheur d'espaces est de transformer cette île déserte de huit kilomètres de circonférence, allongée dans les eaux bleues du Pacifique, en une rivale de la célèbre Costa Smeralda de Karim Aga Khan. Il fait construire une usine de désalinisation, une centrale électrique, un port pour permettre aux yachts de jeter l'ancre et un hôtel entouré de la plus grande piscine du monde et dont la capacité est limitée à deux cents chambres. Tout est fait pour que, dès l'arrivée, les clients de marque se sentent chez eux. Le sol du grand hall est en marbre, l'atrium est décoré de belles mosaïques et de tapisseries flamandes.

Il faut faire 25 000 kilomètres, traverser douze fuseaux horaires, visionner cinq films sur trois avions différents, et ajouter à cela deux heures de vol jusqu'à Hamilton Island, puis une traversée de quarante-cinq minutes. Terminus *Hyman Island Resort, cataloguée* deuxième lieu de villégiature le plus chic au monde par la célèbre *revue touristique américaine Conde Nast Traveller*.

« Ce lieu a été créé à une époque révolue » : le visage de Peter, le directeur général, se creuse de lassitude même si très vite il se ressaisit : *« C'est un Eden. »* La terre de l'îlot est trop pauvre – il n'y pousse que des palmiers – et tout doit être importé par barges. Le restaurant français, où la demi-Margaux est à 1 000 francs, est désespérément vide. L'eau de la piscine est trop salée pour nager sans s'étouffer. Entre novembre et avril la baignade en mer est interdite en raison des méduses venimeuses dont la piqûre peut tuer en cinq secondes.

A voir l'hôtel proprement dit, un assemblage de cubes de béton, on pourrait se croire aux Antilles, à Tahiti ou en Thaïlande. Les grandes fortunes et les gens illustres ne permettant plus de rentabiliser Hyman, qui se targue d'un ratio de deux employés par client, le manageur tente d'attirer les nouveaux entrepreneurs, les professions libérales et les retraités aisés. On repère facilement l'autre créneau, les Japonais en lune de miel, qui se tiennent par la main. *Une chapelle a même été* construite pour tenter de tirer profit de la vogue du mariage exotique.

Qu'y a-t-il donc d'australien dans tout cela ? Chacune de vos demandes est immédiatement exaucée avec grâce, enthousiasme, sans affectation, et toujours avec le sourire. Les chambres sont simples et confortables, avec une porte à glissière s'ouvrant sur la baie et un ventilateur qui tourne lentement. La cuisine est d'inspiration double, californienne et asiatique (le style *Pacific Rim*, le bassin Pacifique comme on dit ici) avec steaks de kangourou et escalopes de crocodile au menu.

L'hôtel a la particularité, lorsque toutes les chambres sont occupées, de paraître vide. Quiconque désire trouver repos et silence sera comblé. Hyman en tout cas n'est pas faite pour les célibataires, la présence d'une femme seule est insolite, la disco n'est ouverte que deux jours par semaine et jusqu'à 23 heures. La rumeur raconte que, venu avec une bande de copains, l'ex-Rolling Stones Keith Richards aurait pris la fuite au bout de deux jours...

Jour d'excursion sur la Grande Barrière de corail, la huitième merveille du monde, longue de 2 000 *kilomètres. Une demi-heure* après le départ, le vent forcissant, la vedette de Hyman est ballottée. Après deux heures d'un tangage épouvantable, l'ancre est jetée au beau milieu de l'océan. Pas de plage ou de récif coralien à l'horizon comme ce fut le cas lors d'un périple précédent au départ de Cairns. Revêtus de la combinaison obligatoire, bras et jambes enduits de crème solaire à haute protection – gare au mélanome – *masques et tubas, les participants* explorent l'énorme fosse marine.

Les formes du corail, mi-animal mi-végétal, se diversifient sans cesse : ici un ballon de rugby couvert de fleurs, un cerveau ou un volcan, là une stalagmite ou un buisson. La couleur vermeil domine, avec des touches bleues ou roses. Une formation de petites lottes argentées passe dédaigneusement alors qu'une colonie de raies reste totalement immobile *au fond de l'océan. Un plongeur* qui veut décoller une anémone se fait tancer par l'accompagnateur car le parc marin est fragile et les coraux tranchants comme des lames de rasoir. Tout à coup le ciel s'obscurcit. L'eau est très froide, le courant de plus en plus fort, les vagues gigantesques.

Malades, cinq Américains exigent de rentrer, brandissant la carte de crédit « platinium » vers le skipper. Ce dernier affrète un avion qui se pose à la surface de l'eau vingt minutes plus tard. Inutile de leur demander de rentrer avec eux. A Hyman, c'est chacun pour soi, comme dans les affaires. Au large, des gerbes d'eau giclent : un dauphin se retourne et plonge. Le skipper, qui connaît « ses » récifs déclare que la zone a peu changé depuis l'arrivée du capitaine Cook en juillet 1770... Le vent qui donne la nausée doit être le même que celui qui a poussé son *Endeavour* sur un banc de corail.

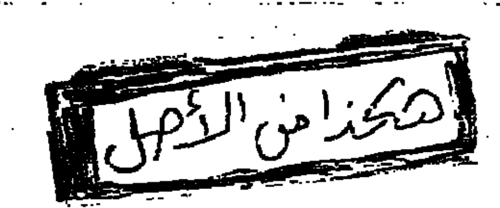
Marc Roche

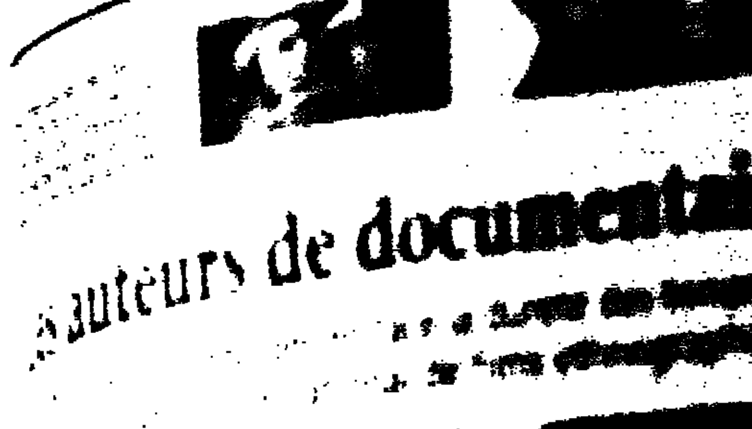
Carnet de route

● **HYMAN ISLAND RESORT.** Les tarifs des chambres (203) standard se situent entre 2 000 et 3 000 francs la nuit. Il faut compter le double pour une suite et le triple pour un appartement. Seul le petit déjeuner est compris. Les enfants bénéficient de tarifs spéciaux. Pour les repas du midi et du soir (outre le room service), les six restaurants couvrent toute la gamme de prix et de cuisines : français, italien, australien, asiatique, poisson, barbecues. Réservations via Ansett Australia ou Leading Hotels of the World (tél. : 0800 181 123).

● **TRANSPORT :** Ansett Australia, la compagnie domestique dessert Hamilton island depuis Cairns, Brisbane, Melbourne et Sydney. Le G'Day Pass permet de voyager dans toute l'Australie (et entre Sydney et Auckland, en Nouvelle-Zélande) pour 1 000 francs le trajet (minimum : deux voyages, maximum dix).

● **SYDNEY :** Observatory Hotel (tél. : 246 2222). Séduisant, superluxe et discret à deux pas du quartier touristique des rocks. Park Hyatt : The Rocks (tél. : 924 12 34) avec vue sur le célèbre pont et le Sydney Opera House. Regent, dans le City, le centre des affaires, superbement situé (tél. : 251 37 55).





MÉTÉOROLOGIE

Le temps va s'améliorer

LES HAUTES PRESSIONS sur le proche Atlantique vont se décaler progressivement vers la France. La zone dépressionnaire sur le nord de l'Allemagne se décale vers la Grèce. L'instabilité s'atténuera progressivement sur le Nord-Est et le temps redeviendra plus clément.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Le temps sera nuageux, surtout le matin. Les côtes sud de la Bretagne et les pays de Loire seront plus ensoleillés. Les températures varieront entre 5 et 8 degrés le matin et 11 à 15 l'après midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Sur les Ardennes, le ciel sera nuageux avec quelques averses en début de matinée. Des éclaircies se développeront l'après-midi. Sur le Nord-Picardie, l'Ile-de-France, le Centre et la Haute-Normandie, les nuages seront nombreux le matin, suivis d'éclaircies l'après-midi. Il fera de 8 à 12 degrés l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le ciel sera très nuageux le matin, avec des averses possibles et de la neige au-dessus de 400 mètres. Dans l'après-midi, des éclaircies se développeront sur l'Ouest. Les températures seront fraîches, entre 7 et 9 degrés l'après midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Après la dissipation des brumes ou brouillards matinaux, le soleil reviendra. Il fera jusqu'à 16 à 18 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Sur Limousin, Auvergne et Rhône-Alpes, les nuages seront nombreux le matin, puis de belles éclaircies perceront par l'ouest. Le thermomètre atteindra de 10 à 13 degrés l'après midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Les vents seront forts : mistral et tramontane dépasseront les 100 km/heure le matin, mais faibliront l'après-midi. Le soleil sera très généreux.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ALBANIE.** L'aéroport de Tirana, fermé depuis le 13 mars après avoir été saccagé par les émeutiers, devait être rouvert le jeudi 20 mars, selon les autorités. Les ministères concernés se sont engagés à assurer la sécurité des vols. – *(AFP.)*

■ **ITALIE.** Un appel à la grève dans les transports en commun (autobus, tramways et métros) a été lancé par les principaux syndicats pour la journée du jeudi 20 mars et devrait être largement suivi, notamment à Rome et à Milan. – *(AFP.)*

■ **ARGENTINE.** Le groupe hôtelier français Accor devrait investir 100 millions de dollars en Argentine pour la mise en place d'une chaîne hôtelière destinée en priorité aux hommes d'affaires en Amérique latine. – *(AFP.)*

La grève des agents de Météo France a été reconduite pour 24 heures

Les prévisionnistes du centre de Toulouse réclament une soixantaine d'embauches pour compenser le développement du temps partiel

TOULOUSE
de notre correspondant

Les prévisionnistes de Météo France sont en grève depuis le samedi 15 mars. Le mouvement serait suivi à 100 % selon l'intersyndicale CFDT, CGT, FO. Mais le grand public ne s'en rend pas forcément compte, car les bulletins météo des grandes chaînes audiovisuelles continuaient pour la plupart à être diffusés normalement mardi 18 mars.

Début mars, des problèmes de personnel ont rendu difficile la publication du Bulletin hebdomadaire d'études et de renseignements. Baptisé « BHER » dans le jargon des météorologues, ce petit fascicule rempli de cartes et de chiffres emploie trois spécialistes 24 h sur 24 et sept jours sur sept, pour une diffusion moyenne de quatre cents exemplaires. 2,4 postes, précise Olivier Moch, le directeur délégué de la météopole toulousaine, où sont concentrés depuis 1991 la plupart des 3 600 agents de Météo France.

C'est précisément parce que l'une des trois personnes affectées à la rédaction du BHER travaille à temps partiel et qu'une autre est tombée malade que le conflit a éclaté, la direction s'étant heurtée à un refus général lorsqu'elle a cherché un remplacement au pied levé dans la salle des prévisionnistes. Une première grève de vingt-quatre heures a été menée le 7 mars dernier à l'appel des syndicats, qui dénoncent le non-conventionnement des temps partiels au sein de l'établissement public administratif.

DES ANNÉES DIFFICILES

« C'est un cadre de la direction qui a fini par lâcher le morceau », explique Pascal Boureau, de la CFDT. Le syndicaliste est d'autant plus *« remonté »* contre la direction générale de Météo France qu'il a toujours milité avec son organisation en faveur du temps partiel, du moment que cette formule est choisie par le travailleur – ou la travailleuse, dans la majorité des cas – et compensée par de nouvelles embauches. Mais il semblerait bien qu'à Météo France les embauches compensatoires se soient longtemps fait attendre.

Aujourd'hui, Olivier Moch explique que quarante-huit personnes ont été recrutées pour la circonstance et qu'il faudrait en tout soixante-dix personnes pour retrouver les *« équivalents temps plein »*.

Le problème est que les nouveaux venus ne sont pas directement opérationnels. Ils doivent d'abord suivre un cycle de deux ans d'études au sein de l'Ecole de la météorologie nationale, également implantée à Toulouse. *« On va vivre deux ou trois années difficiles »*, pronostique Pascal Boureau.

Ce débat sur le temps partiel à Météo France et sur les embauches concomitantes est d'autant plus aigu que l'établissement vient de se porter volontaire pour expérimenter la formule du temps partiel annualisé au sein de la fonction publique. Depuis le début de l'année, quarante-quatre demandes auraient été déposées, dont trente nouveaux postulants qui travaillent jusqu'à présent à temps complet.

ESPRIT DE CAMPUS

La formule peut paraître attrayante à de nombreux météorologues qui cultivent à la météopole un esprit de campus. Les syndicats demeurent prudents face à une flexibilité non maîtrisée. Le directeur, Olivier Moch, avoue ne pas avoir précisément en tête le nombre de travailleurs à temps partiel dans son établissement. La CFDT, quant à elle, en tient le décompte minutieux : 374 agents seraient concernés, sur un effectif total de 3 600 personnes. D'après l'intersyndicale il faudrait donc procéder encore à une soixantaine d'embauches à Météo France.

Olivier Moch estime que le mouvement de grève est *« disproportionné »* et dénonce *« la grève bouchon »* des prévisionnistes, regrettant qu'un service de onze postes suffise à *« gripper la machine météo France »*. L'intersyndicale rétorque que le service concerne par roulement une centaine de prévisionnistes, tous solidaires, et qu'il n'est pas question d'accepter un BHER *« au rabais »* comme le propose la direction, qui souhaite réduire la charge de travail dévolue à ce document de référence.

L'assemblée générale des personnels a voté, mardi 18 mars, la reconduction de la grève pour vingt-quatre heures.

Stéphane Thepot

JARDINAGE

Les pelouses de Pénélope

Tapis de patience, un beau gazon ne tombe pas du ciel

SOLEIL et jours plus longs ont d'un coup fait s'épanouir narcisses et jacinthes. Forsythias et prunus les ont imités... y compris les abricotiers, amandiers et pêchers. Les premières belles journées ont aussi fait reverdir les pelouses. Les tondeuses sont déjà de sortie.

Parmi les jardiniers, il y a ceux qui soignent leur étendue d'herbe comme si elle était aussi précieuse qu'une orchidée et ceux qui se contentent de tondre. Les premiers sont équipés d'un coupe-bordure, d'un rouleau, d'un scarificateur, d'un épandeur d'engrais, de désherbants sélectifs et de chaussures cloutées. Les seconds se contentent d'une tondeuse et ne ramassent pas toujours l'herbe coupée. Pour eux, on en a inventé dont les lames ont un profil particulier : après avoir fauché l'herbe, elles la broient si finement que les particules sont vite décomposées. L'herbe coupée se dessèche alors sur le sol, entraînant ce fameux feutrage qui asphyxie les racines et empêche l'eau et les engrais de pénétrer le sol.

Les amoureux des pelouses sont actuellement en plein boum. Après une première tonte, il vont se lancer dans un travail de titan dont le nom même est annonciateur de grandes peines. La scarification consiste à débarrasser la pelouse de la mousse et du feutrage qui l'empêche de respirer. Grâce à un engin armé de grandes dents qui griffe superficiellement le sol. Après son passage, l'herbe est pelée et le sol à nu partout où la mousse l'envahissait.

Pour tuer la mousse, on a longtemps utilisé du sulfate de fer. Un remède efficace en une seule journée, mais pour mieux la faire revenir l'hiver suivant, puisqu'elle croît dans les sols dont la surface est acide. Il existe aujourd'hui de nombreux produits anti-mousse qui n'acidifient pas le sol. Ils sont efficaces, mais chers. Le meilleur moyen de ralentir sa croissance est de chauler le sol et de l'aérer grâce aux semelles cloutées ou à l'aide d'un rouleau armé de dents.

Après avoir scarifié sa pelouse, l'amateur d'herbe bien verte et drue chasse les mauvaises herbes au désherbant sélectif, puis resème dans les blancs. Il s'attaque aux taupes, à moins qu'il n'ait un chat ou un chien qui s'en régalent. Ensuite, il épand un engrais à diffusion lente (coûteux et efficace), puis il roule sa pelouse. Et s'apprête à la tondre une ou deux fois par semaine jusqu'en juillet, en prenant bien garde à ne pas couper trop court lorsqu'il fait chaud et sec. Plus tranquille, en plein été (sauf s'il pleut beaucoup), il recommence ses tontes assidues après le 15 août en jonglant avec la météo et son temps libre : les tondeuses n'aiment rien moins que l'herbe sèche.

Mars et avril sont d'excellents mois pour semer – la terre se réchauffe et est encore humide – dans les régions où les étés sont arrosés. C'est ainsi que dans le Sud, mieux vaut semer en septembre octobre, de façon que l'herbe ait le temps de s'installer avant l'été. Au nord, l'herbe semée maintenant poussera vite et aura le temps de bien s'enraciner ; ce qui lui permettra de traverser l'été avec un minimum d'arrosage.

Installer une pelouse n'est pas une occupation de tout repos. La terre devra être débarrassée de ce qui poussait auparavant, puis bêchée sur environ trente centimètres de profondeur, en prenant soin d'éliminer racines, cailloux, pierres, débris de toutes sortes.

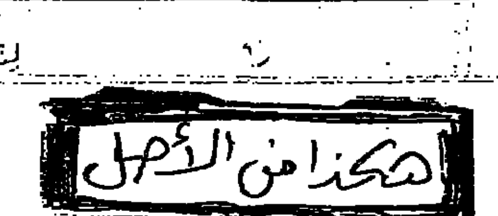
Après quoi, la surface sera égalisée, nivelée, au croc à quatre dents, puis ratissée et tassée. Ensuite, on la roulera. En théorie, une terre est bonne pour recevoir la semence de gazon quand le talon ne marque pas... On sèmera ensuite à la volée (si l'on est doué). Le mieux, si la surface est importante, est d'investir dans un semoir à roulettes. On le passera une fois dans le sens de la longueur, une fois dans le sens de la largeur.

Ce n'est pas fini. Il faut encore ratisser pour que les graines soient légèrement enterrées, puis rouler et arroser. Après, mais après seulement, on pourra s'installer dans un fauteuil pour regarder l'herbe pousser. On verra ainsi que les mauvaises herbes sortent plus vite de terre que la bonne. Il arrive que le printemps soit un peu sec. Si c'est le cas, il faudra arroser ; abondamment une fois par semaine, plutôt qu'une pissée de moineau chaque jour.

Alain Lompech

Erreurs à ne pas commettre

Deux erreurs sont courantes chez les apprentis jardiniers : semer de l'herbe à croissance rapide et croire que l'herbe fine est trop fragile pour laisser les enfants jouer dessus. Il est préférable d'éviter les mélanges contenant une trop grande quantité de ray-grass, qui pousse vite mais supporte assez mal la sécheresse, et de choisir les semences associant différentes sortes de fétuques. On peut faire confiance aux mélanges arborant un label rouge. Ce sont les plus chers, mais, vu la durée d'une pelouse, l'investissement vaut la peine. De même qu'il est raisonnable de semer un mélange spécial ombre là où la terre ne reçoit pas plus de deux heures par jour les rayons du soleil.



CINÉMA Une trentaine de documentaires ont été retenus pour la compétition du 19e Festival international de films ethnographiques et sociologiques, mieux connu sous le nom





D.R.

de Cinéma du réel, qui se tient au Centre Georges-Pompidou. ● POUR son troisième film, Anne-Marie Miéville réussit, avec Platon, Jean-Luc Godard, Aurore Clément et Bernadette Lafont, une souriante mise à l'épreuve des puissances de la pensée au cinéma. ● TOUJOURS au Centre Georges-Pompidou, une rétrospective est consacrée au cinéma japonais.

Les auteurs de documentaires se replient sur l'album familial

Plutôt que de regarder en face la dureté des temps, les cinéastes préfèrent raconter l'Histoire à travers leurs souvenirs. Bilan du 19e Festival international de films ethnographiques et sociologiques, dit Cinéma du réel, au Centre Georges-Pompidou

ELLES n'ont rien et elles ne se plaignent pas... les babouchkas. Simples fermières dans un kolkhoze, membres de l'intelligentsia dont le mari a *été déporté*, ou communistes sans regrets ni remords, elles sont aujourd'hui âgées de soixante-dix ou quatre-vingts ans. Elles sont encore vaillantes mais elles marchent lourdement. Pour Rebecca Feig, elles ont bien voulu chanter, debout, dans un champ avant de remonter dans le bus. Et raconter leur vie. Staline, la guerre, la famine... Ça oui, elles ont travaillé ! Aimé aussi, mais *c'est si loin*.

On sent tout de suite qu'un film est différent. Cela tient à quelque chose d'impalpable, une qualité dans le regard, une complicité comme une grâce. Les témoignages s'ajoutent, divergent, composent une fresque contrastée que les images d'archives ou de propagande viennent judicieusement éclairer. *Bye Bye Babushka* a mérité le Prix Joris Ivens du 19e Festival international de films ethnographiques et sociologiques – dit plus simplement Cinéma du réel, au Centre Georges-Pompidou.

Cette qualité ne fut pas toujours au rendez-vous. Cette année, la déléguée générale, Suzette Glenadel a visionné six cents documentaires avant d'en retenir une trentaine pour la compétition internationale. Si les sujets de cette cuvée ne manquaient pas d'intérêt, le traitement est resté souvent insuffisant. Le jury a imputé ce « manque » au système auquel sont soumis les producteurs et les réalisateurs. A la tentation, pour eux, de se plier aux contraintes du *marché audiovisuel. Le cinéaste* Jean-Louis Comolli, frappé par cette dégradation, a fustigé *« les conditions de production de plus en plus déplorables qui interdisent de faire un travail fort »*, phénomène *d'autant plus grave qu'il converge*, selon lui, avec un *« climat idéologique fascisant »*.

Suzette Glenadel, bien connue pour sa résistance aux formatages télévisuels, se dit également préoccupée. Elle note l'afflux des romans de famille. Curieux, en effet, cette *multiplication des films* centrés sur les pères et mères des réalisateurs. Le mouvement se dessine depuis deux ou trois ans. Peur ou impuissance face aux remontées des nationalismes, du racisme ? *Comme s'il était plus facile* de se replier sur l'album familial que de se confronter aux réalités, à la crise économique, au chômage, aux restructurations mondiales...

Seyhan Derin, venue en Allemagne à l'âge de trois ans avec son père, part à la découverte de sa *mère en Turquie, pour* trouver l'image paradoxale d'une femme soumise et pourtant forte *(Je suis la fille de ma mère)*. Sophie Kotanyi, qui avait trois ans et demi quand les siens ont fui la Hongrie, *donne rendez-vous, quarante ans* plus tard, à Budapest, à sa famille dispersée (*Amor Fati*). Amalia Escriva raconte le parcours de sa famille pied-noir, quatre générations, jusqu'aux « événements » d'Algérie, le drame du retour en France *(Dans les fils d'argent de tes robes)*. Fêtes de famille, jeu d'archives privées et publiques, cela donne des films très personnels, un brin narcissiques, qui auscultent la transmission rompue, la famille éclatée, l'exil, l'arbre généalogique, les racines, la patrie.

Le mouvement se dessine depuis deux ou trois ans

Quintessence de ce courant, *Nobody's Business*, d'Alan Berliner. Après *The Family Album* et *Intimate Stranger*, le cinéaste américain poursuit son travail de recherche sur sa famille en prenant comme sujet (rebelle !) de son enquête, son propre père. Celui-ci oppose en effet à toutes les tentatives de son fils une indifférence totale. Même quand il l'interroge sur leurs ancêtres en Pologne. Et même quand il y va ! Leur duo bien réglé dans l'affrontement est *à la fois drôle, poignant et agaçant* (fermé sur soi).

Beaucoup plus étonnant, le film belge de Szymon Zaleski, intitulé *Ecole 27*. Plus de vingt-cinq ans après avoir quitté son pays, la Pologne, *Zaleski part à la recherche* de ses anciens camarades de classe et des professeurs d'une des dernières écoles juives créées après la destruction du ghetto de Varsovie et l'extermination des juifs dans le pays. Ton d'ironie humour léger qui bouscule les langues de bois et cache le drame qui avance : la remontée de *l'antisémitisme* en Pologne. En 1968, l'école sera fermée et les élèves devront quitter le pays avec leurs parents. Outre la formidable utilisation d'archives (rares), on passe ici de l'histoire personnelle à l'Histoire.

Il faudrait dire un mot de deux films chinois qui confirment la montée en puissance du documentaire dans ce pays. *Barkhor, South Street Nº 16* (Prix du Cinéma du réel) et *Le Village qui disparaît* révèlent une même qualité d'attention au quotidien. Mais le film le plus intéressant, celui qui domine Cinéma du réel 1997, reste *A l'Est de la guerre*, de Ruth Bekermann.

La réalisatrice autrichienne a interviewé, pendant quinze jours, à Vienne, les visiteurs de l'exposition sur les crimes de la Wehrmacht, entre 1941 et 1944, sur le front de l'Est. Debout ou assis, le bras posé sur une table, ces anciens de la Wehrmacht parlent. Ils disent ce qu'ils ont vu (ou pas vu), ils nient ou confirment, donnent des détails sur les exécutions de prisonniers russes, les meurtres de *juifs et les sévices sur les femmes*. Pas de commentaire, pas de musique, très peu de mouvements de caméra, ce film qui se distingue par sa rigueur, le respect des personnes interrogées (quoique clairement *« ennemies »*), *montre une* nouvelle façon d'accumuler des preuves sur les crimes nazis.

Catherine Humblot



DESSIN JACQUES VALOT

Le palmarès

● **Grand prix.** *Nº 16, rue Barkhor-Sud*, de Duan Jinchuan (Chine).
● **Prix spécial du jury.** *A l'est de la guerre*, de Ruth Beckermann (Autriche).
● **Prix Joris-Ivens (premier film).** *Bye bye Babouchka*, de Rebecca Feig (Etats-Unis).
● **Prix du court-métrage.** *Le Printemps*, de Valdas Navasaitis (Lituanie).
● **Prix international de la SCAM.** *Ecole 27*, de Szymon Zaleski et Marilyn Watelet (Belgique) ; **mention spéciale** à *Dans les fils d'argent de ta robe*, d'Amalia Escriva (France).
● **Le jury des bibliothèques** a *décerné le Prix du patrimoine* à *Chemins de traverse*, de Sabrina Malek et Arnaud Soulier (France), **et une mention** à *Nord pour mémoire, avant de le perdre*, d'Isabelle Gould et Vivianne Perelmuter (France).
● **Le ministère des affaires étrangères** a décerné le prix Louis-Marcorelles à *ACD*, de Thomas Sipp (France).

Cinquante années de production venue de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie

PROGRAMMER une soixantaine de courts et longs métrages documentaires réalisés en Lituanie, en Lettonie et en Estonie de 1931 à 1997, c'est, par la force des choses, accorder la part belle aux quelque cinquante années (de 1940 à 1991) de production cinématographique sous étroite surveillance des seizième, dix-septième et dix-huitième Républiques socialistes soviétiques de l'Union.

L'équation ne tient pas seulement à la longueur de la période : l'indépendance de l'entre-deux-guerres n'avait de toute façon pas offert à ce cinéma de réelles possibilités de développement, quant à celle qui vient de se dérouler, elle est principalement caractérisée par la désintégration de l'industrie et du tissu cinématographiques.

Au terme d'une programmation aussi dense, il est tentant de dresser, au risque de l'amalgame, le portrait-type du « documentaire balte ». Il s'agirait, en l'occurrence, d'un film 35 mm en noir et blanc, dépourvu de dialogues, essentiellement contemplatif et rural. Loin d'Hollywood en un mot, pour le pire quand il s'agit d'illustrations du type « arts et traditions populaires » (hélas nombreuses), pour le meilleur lorqu'une véritable école du regard se décèle à travers des compositions poétiques comme *Les Campanules blanches*, d'Ivars Kraulitis (Lettonie, 1961) *Le Vieil Homme et la Terre*, de Robertas Verba (Lituanie, 1965) ou *La Pirogue*, de Mark Soosaar (Estonie, 1986). Il ne faut pas être grand clerc pour lire à travers ces blocs de silence et ce lyrisme de la terre la marque la plus authentique des résistances nationales à l'oppression soviétique.

Si l'on excepte une petite perle d'humour parodique tournée caméra à l'épaule sur les exercices d'autodéfense nucléaire dans un kholkoze : *Nous n'avons peur d'aucun ennemi*, d'Edmundas Zubavicius (Lituanie, 1978), l'autre grande tendance du documentaire balte est représentée par les documents sociaux de l'école de Riga (Lettonie).

Hercz Frank, quand il s'attache à décrire les conditions de détention d'un délinquant juvénile dans *Zone interdite* (1975) ou à accompagner les derniers jours d'un condamné à mort dans *Le Jugement suprême* (1987), offre ainsi l'exemple typique d'une voix off politiquement correcte destinée à « couvrir » la tendresse hétérodoxe de ses images. Quant à Juris Podnieks, il semble bien annoncer dans son document-choc sur la jeunesse lettone, *Est-il facile d'être jeune ?* (1986), l'ébranlement programmé du système soviétique.

L'intérêt de cette manifestation était, enfin, de présenter un nombre relativement important de films réalisés depuis les indépendances, sur fond de crise structurelle, qui pousse les jeunes réalisateurs à filmer contre vents et marées. Deux grands courants s'en dégagent.

Depuis les indépendances, sur fond de crise structurelle, deux grands courants se dégagent

L'un prolonge les recherches formelles d'antan vers une sorte de quintessence moderne et trouve en Sharunas Bartas, *En mémoire d'un jour passé* (Lituanie, 1990), et Laila Pakalnina, *Le Chêne* (Lettonie, 1997), ses deux plus brillants représentants. L'autre, plus aisément localisable, se signale essentiellement par sa thématique de l'évocation des disparus et des survivants. Le film le plus singulier de tous est *La Boîte noire*, d'Algimentas Maceina (Lituanie, 1994). la famille du cinéaste, comme des centaines de milliers d'autres, a perdu un de ses membres déportés en Sibérie. Et, comme beaucoup d'autres, le père du réalisateur fait le voyage pour ramener ses ossements et lui procurer un enterrement décent, selon le rite lituanien.

C'est cette simple et terrifiante histoire que filme Maceina, en brefs chapitres non dialogués et laconiquement commentés de sa voix off. Mais c'est en visionnant le film au montage qu'il prend la décision capitale : accélérer le film dans son intégralité.

Le principe du réalisme ontologique du cinéma en prend peut-être un coup, mais c'est un coup de génie. Car, à travers l'exhumation et l'enterrement express de ce corps, ultime vestige historique des camps qui ont défiguré le siècle, c'est toute l'histoire du cinéma qui semble convoquée pour un *requiescat in pace*. Depuis les corps burlesques des premiers temps aux squelettes de la nuit et du brouillard de Resnais, en passant par la partie de campagne de Renoir. A tel point qu'avec le corps remis en terre on passera, en images fixes, au temps de la photographie.

Jacques Mandelbaum

Les héros faibles et torturés de Douglas Sirk

Découverte d'un inédit du réalisateur allemand et reprise de quatre de ses mélodrames

DARRYL F. ZANUCK, le patron *de la Fox dans l'après-guerre*, avait dit à Douglas Sirk : *« Un film doit plaire à Kansas City et à Singapour. »* Le plus étonnant n'est pas que les films de Douglas Sirk aient plu à Singapour, mais qu'ils aient pu rencontrer le moindre spectateur à Kansas City. Revoir sur un grand écran *Mirage de la vie*, *Ecrit sur du vent*, *Le Secret magnifique*, *La Ronde de l'aube*, et découvrir *Demain est un autre jour*, jusqu'alors inédit en France, permet de constater à quel point la rencontre de Sirk avec le public relevait du miracle.

Sirk faisait des films sur l'amour, la mort, avec des larmes et de la violence, affectionnait les personnages faibles et torturés, et méprisait les bellâtres, sûr d'eux, aux idées affermies. Sur les affiches américaines d'*Ecrit sur du vent* et de *La Ronde de l'aube*, se dessine la silhouette imposante de Rock Hudson, le mâle américain par excellence dans les années 60, avant que le sida ne vienne l'emporter dans les années 80, et contredire cette même image. Même privé de Rock Hudson, Sirk avait réussi à trouver en John Gavin un autre clone, encore plus terne, qui reprenait dans *Mirage de la vie* ce même emploi de jeune homme poli, sacrifiant sa vie et son travail pour Lana Turner, qui ne lui en demandait pas tant et le regardait à peine.

« Rock Hudson, dans Ecrit sur du vent, *c'est vraiment la salope la plus endurcie de la terre »*, écrivait Rainer W. Fassbinder dans un célèbre article sur Sirk (repris dans *Les films libèrent la tête*, éd. L'Arche). Par « salope », Fassbinder entendait sûrement une platitude et une normalité insupportable pour celui qui avait saisi à quel point le cinéma de Sirk reposait sur une inversion des valeurs traditionnelles du mélodrame : le bien et le beau décrits comme abjects, alors que le mal et la faiblesse sont traités comme des qualités.

On reverra toujours *dans Ecrit sur du vent* des fleurs omniprésentes d'un bout à l'autre du film, des miroirs dans lesquels les personnages ne cessent de rechercher ce que le spectateur perçoit de manière *éclatante, en l'occurrence* leur médiocrité patente, et la lumière de Russel Metty, le chef opérateur attitré de Sirk, qui pousse les couleurs à saturation, comme si ce rouge criard et le jaune vif qui irradient le film étaient le reflet d'une Amérique en pleine perdition.

Hudson est l'un des boucs émissaires les plus dociles qu'un réalisateur de cinéma ait jamais pu trouver, rarement un acteur aura accepté à ce point ce rôle ingrat de souffre-douleur. Le personnage central d'*Ecrit sur du vent* n'est pas Hudson, mais Robert Stack, fils d'un richisssime pétrolier, faible, vaguement impuissant, en proie aux mêmes cauchemars récurrents, incapable d'assumer son mariage avec Lauren Bacall, finissant même par provoquer accidentellement la *mort de l'enfant qu'elle attendait* de lui.

RÉVÉLATION

C'est encore le personnage d'aviateur dépressif qu'interprète Stack dans *La Ronde de l'aube*, qui n'a jamais voulu faire autre chose que de voler, quitte à participer à des parades aériennes autour d'un pylône, qui prend le dessus sur Rock Hudson, journaliste de choc, *trop beau pour ne pas s'attirer les* faveurs de Dorothy Malone, trop transparent pour ne pas l'empêcher de retourner avec Stack.

Dans *Demain est un autre jour*, révélation de cette rétrospective, qui permet de saisir que Sirk avait atteint sa maturité de réalisateur bien avant les mélos flamboyants de la fin des années 50, met en avant un autre paradoxe. Un bourgeois américain bien installé (Fred MacMurray, acteur fade par excellence, y est parfait), chef d'une entreprise de jouet, marié, père de trois enfants, retrouve une vieille amie (Barbara Stanwyck) et en tombe amoureux.

Or le film ne s'articule pas tant autour du couple adultère, mais avec deux des enfants de Mac Murray qui font tout pour pister leur *père et le remettre dans le droit* chemin. C'est vrai de Fred MacMurray ici, comme de Robert Stack dans *Ecrit sur du vent*, ou de Lana Turner dans *Mirage de la vie* : ils n'ont pas de descendance, ou s'il en ont une, elle est complètement dégenérée. A la fin de *Demain est autre jour*, Fred MacMurray s'épanche devant une fenêtre alors qu'un mini-robot, le jouet vedette de son entreprise, avance sur une *table avant, sans doute, de tomber* et de se briser en mille morceaux. La réalité du personnage sirkien est sans doute là : faible et désemparé, il est toujours à ramasser à la cuillère.

Samuel Blumenfeld

Réserver la première place aux mots

Nous sommes tous encore ici. Une souriante mise à l'épreuve des puissances de la pensée

Film suisse d'Anne-Marie Miéville. Avec Aurore Clément, Jean-Luc Godard, Bernadette Lafont. (1 h 20.)

C'est comique, déroutant, agaçant. Il y a de la philosophie plein cadre, *Gorgias*, de Platon, dialogue entre deux bourgeoises ménagères, Mme Socrate et Mme Calliclès, *qui sont aussi Mme Clément et* Mme Lafont. Il y a du théâtre, et un texte d'Anna Harendt dit en scène *par un acteur qui est également* Jean-Luc Godard. Ensuite une scène d'amour-scène de ménage, avec voyage en train et bonnet à pompon, un régal. Au début, des voix disent que non, elles ne produiront pas ce film.

Ce sont les voix de la télévision, de professionnels de la production, des commissions d'aide au cinéma sans doute. Qu'ils ne veulent pas d'un truc pareil, on s'en fâcherait et puis pourquoi ? Puisque *Nous sommes tous encore ici* existe malgré tout, malgré eux. On se sent presque fier de voir un film qui ne doit rien aux machineries de l'Audimat ni aux calculs de rentabilité.

Sur l'écran, des plans alternés de voitures sur la chaussée et de piétons sur un trottoir. Avec les voitures, du jazz (Lester Bowie), avec les piétons, de la musique classique (Chostakovitch). Qu'est-ce que ça veut dire ? Rien. Le troisième film d'Anne-Marie Miéville, qui pourtant réserve la première place aux mots, n'habite pas au pays si peuplé, si envahissant du vouloir-dire.

De maison en maison, il vagabonde dans un territoire où on ferait assez confiance aux choses, aux corps et aux paroles pour les *laisser se rencontrer, compter sur* la multiplicité des échos, étincelles, fragments de sens qui en *résulteront. Assez confiance au cinéma* pour faire advenir davantage qu'une addition. « *On ne voit pas le fil rouge entre les différentes parties* », dit l'une des voix qui refuse d'aider le film.

LIBERTÉ

Le « fil rouge », ce doit être ce cordage *qui ligote le sacro-saint* scénario en béton qu'aiment tant les commissions. Pourtant *Nous sommes tous encore ici* est, dans sa perturbante liberté, très solidement construit. En trois parties, donc, autour de « *questions qu'on qualifie de métaphysiques mais qui sont en fait les seules qui préoccupent tout le monde* ».

Dans la première, Socrate « cuisine » Calliclès (à la cuisine, justement) sur ce qui fait que certains hommes seraient meilleurs que d'autres : démonstration de puissance du dialogue pour réfléchir, et sidérante Bernadette Lafont disant Platon les mains dans la lessive. Son discours de fausses évidences et de compromis semble avoir été proféré la semaine dernière par un adepte de la pensée unique, jusqu'à la chiraquienne conclusion : « *Il faut un expert.* » A l'écran, c'est un face-à-face (entre sérieux, burlesque et casse-pied) *de deux actrices dans une maison* cossue, et pourtant c'est le plan large du film, évocation de l'âge fondateur et universel de la pensée.

De l'universel, on passe au collectif avec la deuxième partie, le théâtre (ou le cinéma classique, « art de masse »). Mais sur la *scène l'acteur est seul, et c'est de* solitude qu'il parle, de solitude et d'isolement, avec les mots d'Arendt (*La Nature du totalitarisme*). Superbement filmé dans la pénombre, Godard paraît chanter *sans musique, on ne saisit* pas tous les termes, une émotion émane de cette litanie sourde, et *dont la mélancolie débouche sur* un audacieux message d'espoir, qui fait écho à l'exercice d'intelligence du premier épisode.

Après le collectif, l'intime : troisième partie, qui réunit Godard et Aurore Clément, dans un rôle qui renvoie forcément à Anne-Marie Miéville elle-même, et à la longue relation qui unit les cosignataires de *Numéro deux* (1976). Disputes, tendresse, soliloques, poursuite de conversations commencées de longtemps, il s'agit toujours de comprendre, de se comprendre.

PRÉSENCE COMIQUE

Le monde est là, on s'y déplace le temps d'un voyage qu'on s'était promis, jusqu'à un hôtel dans un lieu qui ressemble à celui dont on est parti. Il y a des interférences, une dispute dans la gare pendant que le couple (est-ce un couple ?) attend son train, des mendiants, un trio de jeunes dragueurs agressifs, la rencontre dans un bar d'un type par qui « Elle » se laissera embrasser. Qu'est-ce qu'on fait là, *nous spectateurs, dans cette plongée* au cœur des mots et des gestes privés ?

D'abord on s'amuse bien. De la finesse et de la crudité des relations, et puis de l'étonnante présence comique de l'acteur Godard, présence courageuse aussi. Et puis on capte, par fragments, *les éléments d'une interrogation* sur comment on fait pour être non seulement « ici » mais un peu ensemble, *comment on existe sous* le regard des autres, comment ça se passe entre ce qu'on fait et ce *qu'on est.*

Avec cette phrase qui dirait, au détour d'une engueulade sur la *manière de s'essuyer les pieds en* entrant, comme l'enjeu du film : *« Je me sens comme Salomon qui demandait à Dieu de lui accorder un cœur intelligent, parce que c'est le don le plus éminent qu'un homme puisse recevoir... Le cœur humain est la seule chose au monde capable d'assumer le fardeau du dialogue avec soi-même, de nous rendre supportable le fait de vivre avec d'autres qui nous sont à jamais étrangers. »*

C'est la voix sombre de Godard qui le dit, avec son visage très beau très vilain, et mal rasé, entre méfiance écorchée et sourire gamin vaurien. C'est sa voix à lui qui dit l'ambition de son cinéma à elle, Miéville : « *Ce cœur intelligent a le pouvoir de pénétrer les ténèbres, de percer à jour les façades effrayantes du réel qui nous entoure... il tourne autour de ce noyau le plus intime uniquement afin de saisir un rayon de la lumière, toujours terrible, de la vérité.* » Ce que fait, à sa manière déroutante, *Nous sommes tous encore ici.*

J.-M. F.

★ Les dialogues du film sont publiés chez Atelier Alpha bleue (96 p., 59 F) ; CD de la bande-son (Virgin Dixit).

Anne-Marie Miéville, réalisatrice

« Quand Godard a accepté le rôle, j'ai su qu'il ne chercherait pas à faire un numéro »

« *Qui est ce "nous" dans le* titre du film ?

– Pour moi, il s'agissait surtout des mots. *Le* film est construit essentiellement sur les paroles, certaines sont très anciennes mais me semblent toujours d'actualité, ces mots sont tous encore ici et nous sommes encore là pour les dire.

ENTRETIEN CINÉMA

– D'où vient cette place centrale accordée aux mots ?

– Du théâtre. A l'origine, j'avais reçu une proposition d'un théâtre en Suisse pour une mise en scène. Comme je ne me voyais pas prendre une pièce existante, ni en écrire une, je suis partie vers ce matériau composé, et puis le projet théâtral ne s'est pas concrétisé. J'ai eu envie d'en faire un petit film en remaniant la troisième partie pour profiter des possibilités du cinéma.

– Comment avez-vous choisi Platon comme scénariste-dialoguiste ?

– L'idée est venue d'une proposition dont m'avait parlé Yves Jaigu après *Mon cher sujet*. Il souhaitait produire pour FR 3 une série consacrée aux œuvres de Platon. J'avais un peu lu Platon au lycée, je n'en gardais pas une mémoire très précise, j'ai acheté tous les livres et les ai lus avec passion. Mais je ne voyais pas comment filmer ces dialogues, deux types en toge qui parlent sans fin, ça me semblait irregardable. Puis est venue une idée qui m'a semblé lever cet obstacle : faire dire le texte par des femmes. J'ai eu l'impression que le corps des femmes, leur fluidité, pouvait véhiculer cette parole de manière plus proche, aider à retrouver combien ces textes sont vivaces, et souvent comiques.

– Le début du film évoque vos difficultés pour trouver son financement.

– Ce n'est pas une phrase vengeresse, juste un petit rappel. Toutes les portes se sont fermées brutalement devant ce projet, y compris chez des organismes dont on aurait pu penser que justement ils étaient destinés à des films de cette nature. Sans la confiance d'Alain Sarde, qui a pu trouver 3 millions, moins de la moitié du budget de *Lou n'a pas dit non* [le coût moyen d'un film français est d'environ 20 millions], j'aurais dû renoncer. Je me suis débrouillée avec cette somme, en la matière je me sens comme une ménagère qui va faire son marché, je regarde ce qu'il y a *dans le porte-monnaie et je fais les* courses en conséquence. Le film s'est fait très vite, à peine un an.

– Comment Jean-Luc Godard s'est-il retrouvé acteur des deux dernières parties ?

– Ce n'était pas prévu. J'ai rencontré beaucoup d'acteurs, et nous avons commencé à travailler avec Hugues Quester, mais, dès le premier jour de tournage, nous ne nous sommes pas compris, bien qu'il ait beaucoup travaillé le rôle. Il est parti et j'étais désemparée, il fallait interrompre le film pendant un temps imprévisible avant de trouver un nouvel interprète. J'ai appelé Jean-Luc pour lui raconter ce qui m'arrivait et au téléphone, j'ai dit tout à coup : "*Est-ce que tu ne veux par reprendre le rôle ?*" Il a aussitôt répondu : "*Oui, de tout mon cœur.*" Il s'est immédiatement mis au travail, il devait apprendre son texte pour le lendemain et le lendemain il a joué avec Aurore Clément.

– Il connaissait le projet ?

– Bien sûr, quand j'écrivais pour la pièce nous en avions parlé, nous nous étions même amusés à interpréter les deux personnages, alors on peut dire aujourd'hui qu'il n'y a pas de hasard, que ça devait finir ainsi. En tout cas, ni lui ni moi ne le savions. En revanche, quand il a accepté, j'ai su tout de suite qu'il *en serait capable, qu'il ne chercherait* pas à faire un numéro, qu'il se tiendrait au plus près des paroles *et du sens. Je le connais bien. Je lui* ai demandé de se présenter sur le plateau comme comédien débutant et pas comme "Jean-Luc Godard, metteur en scène", ce qu'il a tout naturellement fait. En plus, avec *lui, on a fait des économies, il* n'a pas été payé cher. *(Rires.)*

– La troisième partie était-elle aussi entièrement écrite ?

– Oui, il n'y a aucune improvisation.

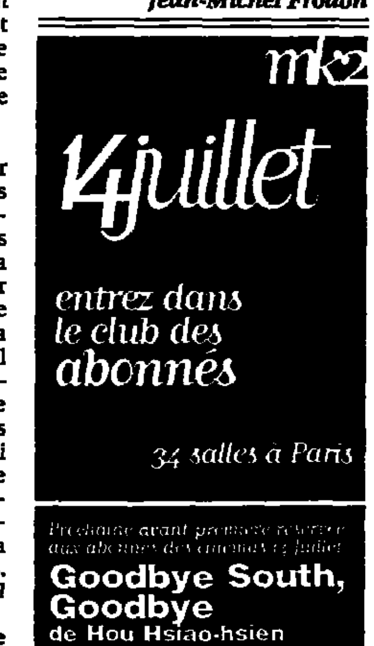
– Ces personnages apparaîtront forcément comme le couple Miéville-Godard.

– Je sais que je ne peux pas y échapper, et bien sûr ce n'est pas entièrement faux, mais très réducteur. Je fais des films en partant de ce que je connais mais en essayant d'atteindre des thèmes plus généraux, ce serait dommage de ramener ça à une petite affaire personnelle. Cette troisième partie est liée aux deux premières, avec cette notion qui se trouvait au centre de *Lou n'a pas dit non* : un homme et une femme, c'est aussi une humanité avec une autre.

– Pourquoi avoir accompagné le film d'un livre et d'un disque ?

– Pendant le montage, j'écoutais des disques de comédiens qui lisaient des textes, entre autres Luchini qui disait *Un cœur simple*, de Flaubert, et c'était magnifique. Je me suis dit que comme le film est centré sur la parole et qu'il ne sortira peut-être pas en vidéo, des gens pouvaient avoir envie de l'écouter. Le livre : souvent ceux qui ont vu le film manifestent l'envie de pouvoir relire ce qui s'est dit dans le mouvement du film. On perçoit plutôt le "fil rouge" à la fin, on peut avoir envie de revenir en arrière. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon



LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

LE SECRET DE ROAN INISH

Film américain de John Sayles. Avec Jeni Courtney, Eileen Colgan, Mick Lally, Richard Sheridan. (1 h 43.)

■ *Cinquième long métrage* de John Sayles distribué en France, *Le Secret de Roan Inish* (1994) témoigne à la fois de ses thèmes de prédilection (la frontière, le lien à la communauté, le métissage) et de la volonté d'embrasser *un nouveau genre, en l'occurrence* celui du conte. En Irlande du Nord, une famille de pêcheurs abandonne après la seconde guerre mondiale sa terre natale, l'île de Roan Inish, pour s'installer sur le continent. Au cours de la traversée, leur jeune fils, Jaimie, est emporté par les flots. Trois ans plus tard, sa sœur Fiona, qui habite chez ses grands-parents en face de Roan Inish, se persuade peu à peu, malgré les réticences des adultes, que son *frère est vivant et qu'il a été enlevé* par ces sirènes mi-femmes, mi-phoques connues dans la mythologie celte sous le nom de *selkies*.

L'enlèvement de l'enfant ne serait à ce titre que la vengeance des semi-*divinités de la mer abandonnées par* la famille – qui se morfond désormais dans son exil terrestre – et l'expression d'une morale qui veut qu'on ne renonce pas à la tradition sans y perdre une part de soi-même. Il suffit ainsi à *la famille de retrouver son île grâce à l'opiniâtreté* de Fiona pour justifier une fin heureuse. En privilégiant une approche réaliste, où le fantastique ne se glisse qu'à la faveur d'une écriture purement cinématographique (le *montage hitchkockien de l'enlèvement de Jaimie*), John Sayles évite l'écueil de la fantasmagorie. Mais il ne parvient pas à contourner celui de l'illustration édifiante (retours en arrière, multiples fondus enchaînés au rythme de *la musique irlandaise...) ni à rendre à l'univers de la légende sa part de sur*réalité. *J. M.*

DONNIE BRASCO

Film américain de Mike Newell. Avec Al Pacino, Johnny Depp, Michael Madsen, Anne Heche. (2 h 05.)

■ *Donnie Brasco* est inspiré d'une histoire authentique, celle d'un agent du FBI qui pendant plusieurs années s'est fait passer pour un gangster afin d'infiltrer une « famille » mafieuse new-yorkaise. Le film de Mike Newell reprend la figure inusable de l'imposteur et fonctionne sur le suspense du risque d'être découvert. Le récit alterne des démonstrations d'amitié poisseuse entre le flic (Johnny Depp) et le truand (Al Pacino, caricatural) et de multiples scènes de ménage. Le héros succombera-t-il aux attraits de la vie de gangster ? Peut-on être agent fédéral infiltré en préservant une harmonie conjugale et familiale ? Difficile de résister aux bâillements provoqués par de si artificiels dilemmes. Tentant de copier le Scorsese des *Affranchis* et le De Palma de *L'Impasse*, Newell produit un devoir d'écolier appliqué. La seule idée originale du film (le portrait du demi-solde raté de Cosa Nostra joué par Al Pacino) n'est pas traitée. ***Jean-François Roger***

CHAMANKA

Film franco-polonais d'Andrzej Zulawski. Avec Iwona Petry, Boguslaw Linda, Agnieszka Wagner, Pawel Delag. (1 h 50.)

■ Ce film consacre, sous le signe de la frénésie postromantique chère à Zulawski, l'union de l'érotique et du putride. L'incarnation du premier terme est une jeune et mystérieuse étudiante en mécanique qui semble affligée d'une lourde pathologie psychomotrice : rictus et convulsions, borborygmes et hypersécrétion salivaire constituent l'essentiel de son registre, qui peut à l'occasion comporter quelque accès d'anthropophagie. Côté putréfaction, voici le cadavre d'un chaman vieux de dix siècles, mort apparemment dans des circonstances peu naturelles. Le lien entre ces deux figures est assumé par Michel, brillant anthropologue qui les a toutes deux découvertes.

La tâche du savant, et partant celle du film, consiste donc à vivre sur le *mode d'une expérience primitive des limites, avec l'une le mystère de* l'amour, avec l'autre celui de la mort. Lesquels finiront naturellement par se rejoindre, au terme d'une action qui se déroule dans la Varsovie d'au*jourd'hui et que le cinéaste filme d'une caméra en perpétuel mouvement*, saupoudrant l'intrigue de divers aléas mystiques ou mafieux sur une musique qui rappelle celle de *L'Exorciste*. Cette apocalypse selon Zulawski trahit, sous ses airs tonitruants, une constitution pour le moins débile au service d'un symbolisme poussiéreux (le sexe c'est la mort). *J. M.*

REVUE

POSITIF

N° 433, mars 1997, 103 p., 40 F.

■ L'aura de mystère qui nimbe le travail et la personne de Chris Marker a *incité Positif à lui consacrer ce mois-ci un dossier, dans le sillage de Level Five*. A en croire l'éditorial de la revue, il s'agirait de « *l'ensemble de textes le plus important consacré en France à Chris Marker depuis plus de trente ans* ». C'est faire peu de cas de *Trafic* (cité en note dans le dossier), qui a proposé dans son édition de l'été 1996 quelques textes passionnants sur le cinéaste, et plus encore d'*Images documentaires*, qui lui a consacré en 1993 un numéro entier. On trouve en tout cas dans ce dossier des analyses critiques sur l'oeuvre en général et quelques films en particulier – notamment celle de Barthélemy Amengual, qui voit dans le voyageur de *La Jetée « un cobaye du docteur Mengele »*, ou de Vincent Amiel, qui, comparant *Sans Soleil* au *Tokyo-Ga* de Wenders, fait du Japon le lieu de leur credo esthétique. Plus strictement informatifs, l'article de Jean-Pierre Jeancolas sur les structures militantes mises en place par le cinéaste ainsi que les témoignages de plusieurs de ses collaborateurs sur sa méthode de travail sont aussi d'un grand intérêt. *J. M.*

LES ENTRÉES À PARIS

■ **Où est passé le public ?** La question commence à se poser avec acuité, en cette douzième semaine consécutive de 1997 qui voit se creuser de manière ininterrompue le déficit d'entrées par rapport à la période correspondante de 1996. A Paris surtout (et en périphérie plus encore), mais aussi en régions. Et les rares succès du moment ne peuvent que creuser l'écart entre cinéma américain et cinéma français.

■ **Succès annoncé**, *La Guerre des étoiles* remplit son contrat, sans plus, avec 170 000 entrées dans 36 salles. 81 500 spectateurs pour *Le Patient anglais* constituent une déception, alors que la plus belle réussite de la semaine est pour *Les Randonneurs*, avec 63 500 entrées dans 20 salles. *Dernier recours* débute moyennement à 59 500 dans 26 salles, comme *Fred* avec 21 500 dans 18 salles. Parmi les autres sorties de cette semaine pléthorique, *Gladstonbury* s'adjuge un triste record, avec seulement un spectateur durant toute la journée du ven-dredi 14.

■ **En continuation**, *Mars Attacks !* garde un certain tonus à 76 000 (total : 424 500 en trois semaines), *Jerry Maguire* déçoit mais mobilise encore 56 000 supporteurs en deuxième semaine (total : 155 000), tandis que *Tout le monde dit « I Love You »* conserve le tempo avec 33 000 spectateurs en cinquième semaine (total : 476 500). Porteur des espoirs commerciaux du cinéma français, *Lucie Aubrac* décline rapidement, à 36 500 en troisième semaine (total : 216 500), mais se défend mieux à l'échelle nationale.

J.-M. F.

★ Chiffres : *Le Film français*.

Six mois de cinéma japonais au Centre Pompidou

TOKYO
correspondance

Onze ans après la rétrospective de la Cinémathèque française et dix ans après le cycle du Centre Pompidou, ce dernier présente, à l'occasion de l'Année du Japon en France, un nouveau panorama du cinéma nippon. Si les 220 films retenus comportent un grand nombre de classiques, on pourra voir également les œuvres de réalisateurs moins connus tels qu'Hiroshi Shimizu ou Daisuke Ito. Certains inédits n'ont pu toutefois être programmés, en raison des exigences financières excessives de la Toho (l'une des « majors » japonaises).

La très riche production des années 60-70 est bien représentée : Nagisa Oshima, Shohei Imamura et Kiju Yoshida, mais également Susumu Hani, Kaneto Shindo ou le travail expérimental de Shuji Terayama. Les films de Mitsuo Yanagimachi, Juzo Itami, Kohei Oguri et Takeshi Kitano offrent un aperçu des créations contemporaines. En revanche, les toutes dernières générations de réalisateurs sont absentes – à l'exception du dessin animé *Akira*. Cet ensemble de films s'accompagnera (dans quelques mois) de la publication d'un ouvrage en deux volumes sur le cinéma japonais, traduction du grand œuvre du critique Tadao Sato.

Face à son riche héritage, face aussi à la vitalité des cinématographies de Chine, de Taïwan et de Corée, la production japonaise actuelle fait pâle figure. A qui la faute ? Aux « majors » qui ont délaissé le cinéma, à la spéculation immobilière qui a condamné bon nombre de salles, à l'extrême versatilité des consommateurs japonais ? Ou à Hollywood, qui a les faveurs du public comme des investisseurs japonais ? Ce cinéma nippon au passé glorieux a en effet du mal à lui résister : les films japonais ne représentent plus que 40 % des recettes. Et tandis que la musique, l'édition ou les médias sont au Japon des industries florissantes, le cinéma est devenu le parent pauvre d'une télévision toute-puissante et peu cinéphile. Espèce non protégée, le cinéma d'auteur est en voie de disparition. Seuls les dessins animés, avec près de 40 % de part de marché des films japonais, et la pléthore de films tournés uniquement pour la vidéo tirent leur épingle du jeu.

LE TOURNANT DE 1996

Avec moins de 120 millions de spectateurs pour 1 828 salles, le Japon est, malgré ses 750 millions de spectateurs vidéo estimés, de loin le plus mal loti des pays industrialisés. En 1960, on comptait plus d'un milliard de spectateurs pour 7 500 écrans. Pourtant, on parle à présent d'une renaissance. L'année 1996 a peut-être marqué un tournant. Elle a vu la fin des deux grandes séries immuables de la Toho et de la Shochiku, *Godzilla* et *Tora-san*, mais aussi le triomphe inattendu de *Shall We Dance* de Masayuki Suo, premier film japonais à enthousiasmer les foules depuis longtemps. Depuis, Suo est parti en croisade contre les « majors » (Toho, Toei, Shochiku) qui contrôlent les circuits de salles et la billetterie : il produira son prochain film en indépendant. Ce que Juzo Itami (*Tampopo*), grand chroniqueur de la vie quotidienne nipponne, est pour l'instant le seul à réussir : son dernier film, *Super no onna* (La Femme du supermarché), s'est classé cinquième au box-office nippon.

L'année 1996 est mémorable à d'autres égards : Shohei Imamura a pu réaliser un nouveau film, *Unagi* (L'Anguille) produit par Kazuyoshi Okuyama, le très actif vice-président de la Shochiku. *L'Homme qui dort*, de Kohei Oguri, produit, lui, grâce à un mécène providentiel (la municipalité de Gunma), est arrivé en tête des sorties en salle unique (le lot des films d'auteur, mais aussi des films étrangers indépendants), avec 110 000 entrées, devant *Smoke* et *Dead Man*.

Enfin, la Nikkatsu, mise en faillite en 1993 à la suite de malheureux investissements dans des terrains de golf, a été renflouée par le fabricant de jeux vidéo Namco. Après un essai remarqué (*Dangan Runner*, premier film prometteur signé Sabu), l'ancienne « major » va produire le prochain film d'un des seuls vétérans à avoir poursuivi une carrière prolifique, Kei Kumai : *Aisuru* (Aimer), adapté comme ses trois précédents d'un roman de Shusaku Endo.

C'est du tout jeune cinéma que vient également le vent nouveau. Un vivier de jeunes auteurs, tels Ryosuke Hashiguchi (*Grains de sable* – sortie en France le 16 avril), Junji Sakamoto (*Billiken*) ou Shinobu Yaguchi (*Mon jardin secret*) s'escriment à réaliser des films avec les moyens du bord. Si beaucoup viennent de la télévision, tous sont à mille lieues de l'environnement dans lequel évoluaient encore récemment leurs aînés. De marginaux, ils sont devenus à la mode, portés par un intérêt récent des jeunes japonais pour ce « cinéma année zéro », sans pourtant que les budgets ou la distribution ne suivent : la plupart produisent leur films avec moins de 50 millions de yens (2,5 millions de francs), une somme dérisoire.

RECENTRAGE

Le financement se diversifie toutefois : Majors qui se rallient à la mode, comme la Toho ou la Shochiku, mais surtout sociétés de distribution ou de vidéo indépendantes. Pour Kayo Yoshida d'Ace Pictures, « *les films ne peuvent sortir que dans une salle à Tokyo, et très difficilement en province. Même si on récupère la plus grande partie du budget sur la vidéo, c'est impossible dans ces conditions d'investir davantage* ». Mais le réalisateur de *Focus*, Satoshi Isaka, vient de recevoir 40 millions de yens du MITI pour son prochain film, un des seuls soutiens publics au cinéma existant au Japon. « *On sent que quelque chose se passe, beaucoup de metteurs en scène se remettent au travail. Les techniciens, eux, sont sollicités de partout* », ajoute Kayo Yoshida. Le cinéma japonais est-il sur le seuil du renouveau ?

Paradoxalement, la crise que traverse l'économie japonaise devrait inciter les sociétés de production à se recentrer sur leur métier d'origine. Le boum du multimédia et des chaînes numériques, l'implantation de multiplexes américains (le nombre d'écrans a augmenté pour la deuxième année consécutive) et la montée des distributeurs indépendants sont susceptibles de provoquer un appel d'air salutaire.

Brice Pedroletti

« La Porte de l'Enfer », de Teinosuke Kinugasa (1953).

Guy Verecchia, le patron d'UGC, parie sur l'avenir du cinéma en salles

CE NE FUT PAS un événement, juste une de ces informations « techniques » qui n'attirent que l'attention des spécialistes et des journaux spécialisés. C'était pourtant peut-être le symbole d'un changement profond dans la réalité du cinéma, et dans la perception qu'en ont les professionnels. Au mois d'août 1996, UGC se défaisait de sa filiale UGC-DA au profit de Canal Plus, par le biais d'un échange d'actifs. Pourtant, UGC-DA (pour « droits audiovisuels ») était à la fois une poule aux œufs d'or pour sa société mère et l'archétype de la société correspondant au développement annoncé de l'audiovisuel, où les films ne seraient plus qu'un gisement à faire fructifier par la multiplication des chaînes. Pourquoi s'en défaire ? « *Parce que nous croyons au cinéma, au cinéma en salle* », répond Guy Verrechia, PDG d'UGC.

L'affirmation a, de sa part, un poids certain. Parce qu'il est le patron d'une des trois grandes Majors françaises, et parce que, contrairement à son éternel rival Gaumont qui a toujours manifesté un attachement « historique » et quasi sentimental au grand écran, nul ne soupçonne les responsables d'UGC de se laisser guider par d'autres considérations que les intérêts de leur entreprise. Guy Verrechia persiste : « *Il y a cinq ans, quand la fréquentation était au plus bas* (116 millions d'entrées en 1992), *j'ai dit qu'on pouvait tabler sur une remontée à 150 millions pour la fin de la décennie, on m'a pris pour un rêveur. Aujourd'hui, mon pronostic est encore supérieur.* »

Le grand ressort de ce retournement de tendance s'appelle évidemment les multiplexes, qu'on nomme chez UGC « Ciné-cité ». Avec 1,7 million d'entrées, celui implanté aux Halles est devenu la première salle de France en fréquentation, confirmant la société dans une stratégie d'investissements lourds – en particulier à Lyon, à Paris et à Madrid. Pour M. Verrechia, le bilan est d'ores et déjà « *très positif* », même s'il concède l'existence de problèmes locaux « *qui doivent être réglés au cas par cas* ». UGC a récemment fait les frais de cette situation, lorsque ses salles en centre-ville à Nantes ont souffert de la concurrence de deux multiplexes rivaux implantés à Saint-Herblain au même moment par Pathé et… UGC.

La solution trouvée pour la salle en centre-ville avait déclenché un joli tollé, en mettant les places à 10 F pour des films de répertoire et des reprises. Le public avait apprécié, pas les concurrents et moins encore les producteurs et distributeurs, rémunérés au pourcentage d'un prix du billet baissé unilatéralement. Guy Verrechia revendique le bien-fondé de la mesure « *au profit de films qui, sans ces séances, ne seraient plus montrés du tout* ». Mais, sans exclure que l'expérience puisse être répétée, il n'envisage pas de la généraliser. Et déplace le débat à un niveau plus global, en faveur des multiplexes comme preuve d'un nécesaire dynamisme : « *Depuis que le cinéma existe, il est associé à l'idée de crise, parce que c'est un secteur en constante mutation. La France s'est dotée d'un système de défense du cinéma qui a permis de traverser de grosses turbulences mais ne demeure légitime que si les professionnels manifestent leur capacité d'adaptation.* »

Considérant la récente législation, qui soumet l'installation de multiplexes à l'approbation de commissions départementales « *comme un frein, mais qui ne devrait pas interrompre le mouvement* », le patron d'UGC analyse les actuels développements de l'audiovisuel comme plutôt favorables à un nouvel essor du cinéma en salle : « *Face à la surabondance de l'offre, et d'une offre segmentée, le cinéma apparaît comme un loisir global, plus attractif. La nouvelle conception technique et architecturale des Cité-Ciné y contribue.* » Et de citer les grands architectes (Renzo Piano, Valode et Pistre, Richard Rogers) qui ont dessiné les installations, y compris dans des lieux peu fréquentés par les stars de l'équerre, comme le centre commercial de Rosny où un multiplexe s'est ouvert en février.

« NOUVEAUX COMPORTEMENTS »

« *Ces installations permettent aussi de nouveaux comportements des spectateurs*, souligne M. Verrechia. *Aux Halles, une partie du public vient voir un film précis, comme dans une salle ordinaire, une partie vient « au cinéma » en général, disponible pour un film ou l'autre, grâce au grand nombre de titres à l'affiche, mais aussi certains viennent pour un film et vont en voir un autre en profitant de l'échelonnement des horaires, quitte à revenir une autre fois pour le film prévu à l'origine. C'est un comportement que nous n'avions pas prévu.* » Optimiste sur l'avenir du cinéma en salle, Guy Verrechia insiste également sur ses effets bénéfiques pour l'ensemble de la filière. Et annonce des modifications dans les secteurs production et distribution de son entreprise, traditionnellement minoritaires ou filialisés à UGC dont 60 % du chiffre d'affaires vient des salles.

Côté distribution, il ne cache pas qu'une reprise en main s'impose, un an et demi après l'entrée en fonction de l'accord avec la Fox qui a fait d'UFD la société commune pour la sortie des films acquis par la Major française et de ceux de la Major américaine. La politique du rouleau compresseur a classé UFD comme plus gros distributeur en 1996 (44 titres) en ne lui permettant d'atteindre que la cinquième place par nombre d'entrées. Le changement est confié à Steve Rubin, venu de Warner France pour remplacer Bruno Chatelin à la tête de la branche distribution. « *Nous souffrons d'un manque d'image*, reconnaît M. Verrecchia. *Il faut diminuer le nombre de nos titres, et que notre partenaire américain fasse de même* ». Même « resserrement » côté production, par la suppression des associations avec des producteurs indépendants, pour privilégier deux pôles : les « films-maison » dont s'occupe Yves Marmion (au programme, *La Femme de chambre du Titanic*, de Bigas Luna, et le prochain Régis Wargnier), et l'accord à long terme signé avec Christian Fechner, qui a donné *Tout doit disparaître*, en attendant *Un amour de sorcière*.

Confiant sur l'avenir du cinéma, Guy Verrecchia est plus inquiet sur le comportement des professionnels. Président du Blic (Bureau de liaison des industries cinématographiques) en 1996, il dit avoir souvent vu ses confrères se déchirer lorsqu'il fallait présenter un front uni, en particulier lors des négociations avec les chaînes. Et de conclure : « *Les gens de cinéma sont très forts en défense, ce qui leur a permis de préserver l'essentiel dans les situations de grand péril. Mais il leur reste à apprendre à construire.* » Et pas uniquement des multiplexes.

Jean-Michel Frodon

Le premier circuit français

Les salles constituent depuis l'origine le cœur de l'activité d'UGC, créé en 1971 par le regroupement d'exploitants indépendants autour des débris d'une société nationalisée à la Libération. Avec 228 écrans regroupés dans 36 sites, la société de Guy Verrechia représente le premier circuit national et aussi le plus fort pôle de fréquentation : 18,72 millions d'entrées en 1996, soit 14 % du public total, quand le nombre d'écrans représente 5,7 % du nombre global.

***Des multiplexes sont pour l'instant implantés à Paris (aux Halles),* Lille, Nantes - Saint-Herblain, Rosny-sous-Bois et Bruxelles. Les prochaines ouvertures sont annoncées à Lyon, Paris-Bercy, Marseille, Bordeaux, Nancy et Madrid. Un projet à Caen fait l'objet d'une négociation, un autre à Strasbourg est en phase exploratoire, un troisième près de Rouen reste hypothétique, tout comme à Noisy-le-Grand.**

UGC bataille à Rouen contre le « complexe Fabius » de Gaumont

ROUEN
de notre envoyé spécial

Sur la rive gauche de la Seine, Le Grand-Quevilly, dont le maire est Laurent Fabius, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale ; sur la rive droite, la mairie de Rouen, dirigée par Yvon Robert, ancien adjoint de Laurent Fabius, qui a succédé au centriste François George en 1995. Un tramway, le Métrobus, relie les deux cités en dix minutes. Le temps qu'il faudra peut-être bientôt aux habitants du centre de l'agglomération pour rejoindre en voiture le multiplexe projeté par Gaumont au Grand-Quevilly.

Seize salles, 3 800 fauteuils, un Imax dynamique et de larges espaces d'accueil, le « complexe Fabius », comme l'a baptisé la presse locale, devrait permettre de créer environ 50 emplois directs et 100 emplois indirects, à la satisfaction des administrés du Grand-Quevilly et au désespoir d'UGC, qui avait prévu, dès 1990, en accord avec l'ancienne municipalité de Rouen, d'implanter son propre complexe dans les anciens docks. L'ensemble prévoyait hôtel, restaurant et salle de sport. Ce projet, largement amendé, avait été soumis en 1995 à la nouvelle équipe municipale, laquelle, selon Hugues Borgia, directeur du développement d'UGC, s'était montrée « *enthousiaste* ». Aussi, l'annonce de l'installation de Gaumont, accompagnée d'une fin de non-recevoir au projet UGC à Rouen avant 2004, pour cause de construction d'un sixième pont sur la Seine à l'emplacement prévu, avait « *choqué* ».

DEUX VICTIMES DANS LE CENTRE-VILLE

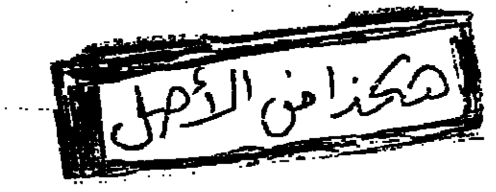
« *Nous avons l'impression d'avoir été manipulés*, ajoute Hugues Borgia. *Partout, les villes-centres se battent pour garder leurs salles ; à Rouen, on s'est trouvé devant un maire qui défendait l'idée que le centre ne devait pas monopoliser les équipements de dimension régionale. Il tenait le discours d'un homme de district, pas d'un maire.* » A la mairie, on rétorque que le projet UGC n'était qu' « *un simple crayonné d'architecte* » et qu'aucune étude sérieuse ne l'accompagnait. On ajoute que la dégradation des Clubs (salles du centre-ville), qui ont perdu les deux tiers de leurs spectateurs en dix ans, ne plaidait pas pour la crédibilité d'UGC.

Rouen est un enjeu important pour les distributeurs. Le nombre de spectateurs de l'agglomération est au plus bas des courbes nationales (1 144 000 spectateurs en 1996 pour 400 000 habitants), et on ne compte qu'une salle pour plus de 20 000 habitants, alors que Grenoble, dont la population est équivalente, en compte deux fois plus.

Le PDG de Gaumont, Nicolas Seydoux, estime cependant que « *Le projet d'UGC rend*[ait] *notre maintien quasi impossible à Rouen* ». Lorsqu'on lui demande ce qu'il ferait si UGC s'installait sur les plateaux nord, comme elle en a maintenant l'intention, il estime que, dans ce cas, « *ses engagements* [le maintien des Gaumont du centre-ville] *tomberaient* ». Propos sans doute excessif (ces salles drainent actuellement près des deux tiers des spectateurs de l'agglomération), mais suffisant, pour qu'en privé certains responsables se fassent fort de refuser l'agrément au « *multiplexe de trop* », celui d'UGC.

Cette situation risque de faire au moins deux victimes dans le centre-ville : les salles de Saint-Sever d'abord, sur la rive gauche de Rouen, qui seront à six minutes du multiplexe Gaumont. Leur directeur, Yves Rausenberger, est conscient de son peu de poids dans une bataille entre circuits, malgré les 5 millions de francs de travaux qu'il vient d'effectuer. Les salles art et essai ensuite, car UGC bloque désormais le plan qui envisageait la reprise des Clubs par Jean-Michel Mongrédien, directeur du Melville à Rouen et de l'Ariel à Mont-Saint-Aignan (salles classées « de recherche ») pour constituer un véritable pôle indépendant en « *préservant un segment culturel dans la ville* ».

Jean-Louis Perrier



LA SÉLECTION DU « MONDE »

LES ANGES DÉCHUS (Hongkong, 1 h 36) de Wong Kar-Wai.
ARCHANGEL (canadien, noir et blanc, 1 h 25) de Guy Maddin.
BRIGANDS, CHAPITRE VII (franco-géorgien-italien-suisse, 2 h 09) d'Otar Iosseliani.
CARMIN PROFOND (**) (franco-mexicain-espagnol, 1 h 54) d'Arturo Ripstein.
DIEU SAIT QUOI (français, 1 h 30) de Jean-Daniel Pollet.
DU JOUR AU LENDEMAIN (franco-allemand, noir et blanc, 1 h 02) de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet.
FRED (français, 1 h 25) de Pierre Jolivet.
KARDIOGRAMMA (kazakh, 1 h 13) de Darejan Omirbaev.
LEVEL FIVE (français, 1 h 46) de Chris Marker.
MACADAM TRIBU (franco-zaïrois-portugais, 1 h 27) de José Laplaine.
MARION (français, 1 h 46) de *Manuel Poirier.*
MARS ATTACKS ! (américain, 1 h 45) de Tim Burton.
LA MOINDRE DES CHOSES (français, 1 h 45) de Nicolas Philibert.
NÉNETTE ET BONI (français, 1 h 43) de Claire Denis.
LA SERVANTE AIMANTE (français, 2 h 46) de Jean Douchet.
TALES FROM THE GIMLI HOSPITAL (canadien, noir et blanc, 1 h 12) de Guy Maddin.
TOUT LE MONDE DIT « I LOVE YOU » (américain, 1 h 41) de Woody Allen.

LES FESTIVALS

LES DÉBUTS DU CINÉMA BELGE D'ALFRED MACHIN À JACQUES FEYDER
Avec des films inédits et des classiques, le Musée d'Orsay rend hommage aux grands noms du cinéma belge des années 10 aux années 30. Pour la première fois à Paris, on pourra voir un large choix films d'Alfred Machin, considéré comme le fondateur du cinéma belge. Drames, comédies, fictions animalières montrent la variété d'une œuvre encore méconnue. Dans *Maudite soit la guerre* (1913-1914), il pressent avec talent la première guerre mondiale qui va freiner l'essor de l'industrie cinématographique belge. On pourra aussi redécouvrir les films d'Henri Storck (*Images d'Ostende, Une pêche au hareng, Trains de plaisir*) et de Charles Dekeukeleire (*Combat de boxe, Histoire de detective*), les deux artisans du renouveau du cinéma belge à la fin des années 20. Le festival se terminera par un choix de films de Jacques Feyder, dont *L'Atlantide* (1921), *The Kiss* (1929), avec Greta Garbo, et *La Kermesse héroïque* (1935).
Du 22 mars au 6 avril. Auditorium du Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7e.
Tél. : 01-40-49-49-69.

LES ACTEURS À L'ÉCRAN
Seule manifestation cinématographique en France entièrement dédiée aux acteurs et directeurs d'acteurs, le festival propose pour sa 11e édition un voyage cinématographique à travers quatre pays européens. L'Ecosse, avec entre autres une *rencontre (sous réserve)* avec Robert Carlyle, un des comédiens les plus remarqués ces dernières années pour ses rôles dans *Riff-Raff, Trainspotting, Go Now*, et *Carla's Song*. L'Espagne, avec des comédiens et des réalisateurs qui viendront présenter des films. Le Portugal, avec un hommage rendu, en sa présence, au comédien et metteur en scène Luis Miguel Cintra. L'Irlande, avec de jeunes comédiens qui viendront présenter leurs films. Le festival présente aussi une sélection d'une quarantaine de courts-métrages et des rencontres professionnelles *autour du thème de l'écriture.*
Du 21 au 30 mars. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis.
Tél. : 01-49-33-66-77.

HOMMAGE À VINCENT SHERMAN
L'Institut Lumière continue son entreprise d'exploration des grands inconnus du cinéma américain avec Vincent Sherman, qui viendra présenter plusieurs de ses films. Solide et souvent brillant metteur en scène de studio, désigné à la Warner pour les mélodrames noirs et les films de femmes, Vincent Sherman a dirigé Ida Lupino, Joan Crawford, Bette Davis, Rita Hayworth, Paul Newman, Humphrey Bogart. *The Hard Way* (1942), *Femme aimée est toujours jolie* (1944), *L'Amant sans visage* (1947), *Underground* (1941) seront présentés dans le cadre de cette rétrospective. *Les 22 et 23 mars. Institut Lumière, 25, rue du Premier-Film, 69 Lyon.*
Tél. : 04-78-78-18-95.

MIGRATIONS ; UN SIÈCLE DE VIE DES JUIFS D'EUROPE
Organisée par le Musée d'art et d'histoire du judaïsme, cette manifestation propose, à travers une trentaine de films (documentaires et fictions), de suivre l'itinérance juive telle que le cinéma l'a captée au cours de ce siècle. Cette rétrospective présente *Récits d'Ellis Island* (1980) de Robert Bober et Georges Perec ou *Les Lapirov passent à l'Ouest* (1994) de Jean-Luc Léon, *Histoires d'Amérique* de Chantal Akerman (1988) ou, classique parmi les classiques, *L'Emigrant* de Charlie Chaplin (1917). Quelques films rares ou inédits figurent aussi au programme. Outre les premières vues tournées par les opérateurs Lumière en Palestine (1897), figurent parmi eux trois films muets : *La Carte jaune* (Allemagne, 1918) de Victor Janson, un pur mélodrame dont Pola Negri interprète le rôle principal, *Le Juif errant* (Autriche, 1920) d'Otto Kreisler, biographie édifiante de Theodor Herzl, et *Aimez-vous les uns les autres* (1922) de Carl Theodor Dreyer, œuvre peu connue de l'auteur de *La Passion de Jeanne d'Arc, qui décrit la* Russie des pogroms, et un film récent du réalisateur de l'ex-Union soviétique Michael Kalik, *Et le vent s'en retourne* (Russie 1992). Auteur d'œuvres remarquées au cours des années 70, Kalik a émigré en Israël en 1971, puis a tourné ce film en forme d'autobiographie lors d'un retour en URSS en 1989.
Du 20 au 25 mars. Cinéma des cinéastes, 7, avenue de Clichy, Paris 17e.

FESTIVAL DES PREMIERS FILMS EN ILE-DE-FRANCE
Cette manifestation se tient au cœur même des lieux habituels de *diffusion sur toute une région*, avec le désir de résister pour que vive dans les salles un cinéma européen riche dans son expression artistique, libre et indépendant. Plusieurs premiers films seront présentés en avant-première avant leur sortie prochaine en salles : *Oranges amères* de Michel Such, *Autre chose à foutre qu'aimer* de Carole Giacobbi, *Pizzicata* d'Edoardo Winspeare, *Alama Gitana* de Chus Gutierrez. *Jusqu'au 23 mars. 14, rue Alexandre-Parodi, Paris 10e.*
Tél. : 01-44-89-99-83.

NOUVEAUX FILMS

CHAMANKA
Film franco-polonais-suisse d'Andrzej Zulawski, avec Iwona Petry, Boguslaw Linda, Agnieszka Wagner, Pawel Delag, Piotr Machalica, Alicja Jachiewicz (1 h 50).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Espace Saint-Michel, dolby, 5e (01-44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (01-43-59-36-14) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (01-48-24-88-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

DONNIE BRASCO
Film américain de Mike Newell, avec Al Pacino, Johnny Depp, Michael Madsen, Bruno Kirby, James Russo, Anne Heche (2 h 05).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Trois Luxembourg, dolby, 6e (01-46-33-97-77 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Montparnasse, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, THX, dolby, 8e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; *Majestic Passy, dolby, 16e* (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-*sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).*
VF : Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96 ; réservation : 01-40-30-20-10).

NOUS SOMMES TOUS ENCORE ICI
Film franco-suisse d'Anne-Marie Miéville, avec Aurore Clément, Bernadette Lafont, Jean-Luc Godard (1 h 20).
Saint-André-des-Arts II, 6e (01-43-26-80-25).

LE SECRET DE ROAN INISH
Film américain de John Sayles, avec Jeni Courtney, Eileen Colgan, Mick Lally, Richard Sheridan, John Lynch, Susan Lynch (1 h 43).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5e (01-43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (01-43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20).
VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10).

UN AMOUR DE SORCIÈRE
Film français de René Manzor, avec Vanessa Paradis, Gil Bellows, Jean Reno, Jeanne Moreau, Dabney Coleman, Malcolm Dixon (1 h 42).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Danton, dolby, 6e ; UGC Montparnasse, *dolby, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby,* 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43 ; réservation : *01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby,* 8e ; UGC Opéra, dolby, 9e ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, *14e (réservation : 01-40-30-20-10)* ; UGC Convention, dolby, 15e ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10).

EXCLUSIVITÉS

L'AMOUR EST À RÉINVENTER (**)
Dix films courts.
Français (58).
14-Juillet Parnasse, 6e (01-43-26-58-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LES ANGES DÉCHUS
de Wong Kar-Wai,
avec Leon Lai Ming, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michele Reis, Karen Mok.
Hongkong (1 h 36).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; Racine Odéon, 6e (01-43-26-19-68 ; réservation : 01-40-30-20-10).

ARCHANGEL
de Guy Maddin,
avec Kyle McCulloch, Kathy Marykuca, Sarah Neville, Ari Cohen, Michael Gottli, David Falkenberg.
Canadien, noir et blanc (1 h 23).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).

BRIGANDS, CHAPITRE VII
de Otar Iosseliani,
avec Amiran Amiranachvili, Dato Gogibedachvili, Guio Tzintsadze, Nino Ordjonikidze, Keti Kapanadze, Alexi Djakeli.
Franco-géorgien-italien-suisse (2 h 09).
VO : Lucernaire, 6e.

CARMIN PROFOND (**)
d'Arturo Ripstein,
avec Regina Orozco, Daniel Gimenez Cacho, Marisa Paredes, Patricia Reyes Espindola, Julieta Egurrola, Rosa Furman.
Franco-mexicain-espagnol (1 h 54).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (01-43-26-58-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LA COLLINE OUBLIÉE
d'Abderrahmane Bouguermouh,
avec Djamilla Amzal, Mohand Chabane, Samira Abtout, Abderrahmane Kamal, Abderrahmane Debiane, Faroudja Hadjloum.
Franco-algérien (1 h 45).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Elysées Lincoln, 8e (01-43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20) ; Le Cinéma des ci-*néastes*, 17e (01-53-42-40-20 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LE COMMENT ET LE POURQUOI
de Ventura Pons,
avec Lluis Homar, Pepa Lopez, Alex Casanovas, Merce Aranega, Merce Pons, Pere Ponce.
Espagnol (1 h 30).
VO : *Latina, 4e (01-42-78-47-86)* ; Espace Saint-Michel, dolby, 5e (01-44-07-20-49).

DERNIER RECOURS (*)
de *Walter Hill*,
avec Bruce Willis, Bruce Dern, Christopher Walken, William Sanderson, David Patrick Kelly, Karina Lombard.
Américain (1 h 41).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Odéon, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, 8e ;

DIEU SAIT QUOI
de Jean-Daniel Pollet,
Français (1 h 30).
Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

DU JOUR AU LENDEMAIN
de Jean-Marie Straub,
Danièle Huillet,
avec Christine Whittlesey, Richard Salter, Claudia Barainsky, Ryszard Karczykewski.
Franco-allemand, noir et blanc (1 h 02).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

ENQUÊTE SUR ABRAHAM
d'Abraham Ségal,
Franco-israélien-palestinien (1 h 42).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

FOR EVER MOZART
de Jean-Luc Godard,
avec Madeleine Assas, Bérangère Allaux, Ghalya Lacroix, Vicky Messica, Frédéric Pierrot, Harry Cleven.
Franco-suisse-allemand (1 h 20).
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65) ; Le République, 11e (01-48-05-51-33).

FRED
de Pierre Jolivet,
avec Vincent Lindon, Clotilde Courau, François Berléand, Albert Dray, Roschdy Zem, Stéphane Jobert.
Français (1 h 25).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; *réservation : 01-40-30-20-10)* ; Bretagne, 6e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; ré-*servation : 01-40-30-20-10)* ; George-V, 8e ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e ; Mistral, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96 ; réservation : 01-40-30-20-10).

GET ON THE BUS
de Spike Lee,
avec Richard Belzer, Deaundre Bonds, Andre Braugher, Thomas Jefferson Byrd, Gabriel Casseus, Albert Hall.
Américain (2 h).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Images d'ailleurs, 5e (01-45-87-18-09) ; Lucernaire, 6e.

GHOST DANCE
de Ken McMullen,
avec Jacques Derrida, Léonie Mellinger, Pascale Ogier, Robbie Coltrane, Dominique Pinon.
Britannique (1 h 40).
VO : Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).

JERRY MAGUIRE
de Cameron Crowe,
avec Tom Cruise, Cuba Gooding Jr., Renee Zellweger, Kelly Preston, Jerry O'Connell, Jay Mohr.
Américain (2 h 18).
VO : UGC Ciné-cite les Halles, dolby, 1er ; UGC Danton, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e.

KARDIOGRAMMA
de Darejan Omirbaev,
avec Jasulan Asauov, Saile Toktybaeva, Gulnara Dosmatova.
Kazakh (1 h 13).
VO : Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).

LADY OSCAR
de Jacques Demy,
avec Catriona Mac Coll, Barry Stokes, Christina Bohm, Jonas Bergstrom, Terence Budd, Martin Potter.
Franco-japonais (2 h 04).
Le Cinéma des cinéastes, 17e (01-53-42-40-20 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LARRY FLYNT
de *Milos Formas*,
avec Woody Harrelson, Courtney Love, Edward Norton, Brett Harrelson, Donna Hanover, James Cromwell.
Américain (2 h 10).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Odéon, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réser-*vation : 01-40-30-20-10) ; UGC Opéra,* 9e ; La Bastille, 11e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

LEVEL FIVE
de Chris Marker,
avec Catherine Belkhodja, la participation de Nagisa Oshima, Kenji Tokitsu, Ju'nishi Ushiyama.
Français (1 h 46).
Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (01-42-22-87-23 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60) ; Escurial, dolby, 13e (01-47-07-28-04 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LOOKING FOR RICHARD
de Al Pacino,
avec Al Pacino, Harris Yulin, Penelope Allen, Alec Baldwin, Kevin Spacey, Winona Ryder.
Américain (1 h 53).
VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1er ; Action Ecoles, dolby, 5e (01-43-25-72-07) ; UGC Rotonde, 6e ; UGC *Triomphe*, 8e.

MACADAM TRIBU
de José Laplaine,
avec Lydia Ewandé, Hassane Kouyaté, Sidy *Camara, Assitou Kanté, Gabriel* Magma Konaté, Maïmouna hélène Diarra.
Franco-zaïrois-portugais (1 h 27).
VO : Images d'ailleurs, 5e (01-45-87-18-09) ; Le République, 11e (01-48-05-51-33).

MARION
de Manuel Poirier,
avec Coralie Tetard, Pierre Berriau, Elisabeth Commelin, Marie-France Pisier, Jean-Luc Bideau, Laure Fernandez.
Français (1 h 46).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra I, 2e (01-43-12-91-*40 ; réservation : 01-40-30-20-10)* ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (01-43-54-15-04) ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; *Escurial, 13e (01-47-07-28-04 ; réservation : 01-40-30-20-10)* ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e *(01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).*

MARS ATTACKS !
de Tim Burton,
avec Jack Nicholson, Glenn Close, Annette Bening, Pierce Brosnan, Danny DeVito, Martin Short.
Américain (1 h 45).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Montparnasse, 6e ; UGC Odéon, dolby, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e ; Gaumont Opéra Français, *dolby, 9e (01-47-70-33-88 ; réservation :* 01-40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; *réservation : 01-40-30-20-10)* ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 ; *réservation : 01-40-30-20-10)* ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).

LA MOINDRE DES CHOSES
de Nicolas Philibert,
avec les pensionnaires, les soignants de la clinique de La Borde.
Français (1 h 45).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

NÉNETTE ET BONI
de Claire Denis,
avec Grégoire Colin, Alice Houri, Jacques Nolot, Valéria Bruni-Tedeschi, Vincent Gallo.
Français (1 h 43).
14-Juillet Parnasse, 6e (01-43-26-58-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Denfert, 14e (01-43-21-41-01 ; réservation : 01-40-30-20-10).

NI D'ÈVE NI D'ADAM (*)
de Jean-Paul Civeyrac,
avec Guillaume Verdier, Morgane Hainaux, Frédérique Gagnol, hélène Chambon, Luc Tissot, Lucile Nogier.
Français (1 h 30).
Le République, 11e (01-48-05-51-33) ; L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63).

NO WAY HOME (*)
de Buddy Giovinazzo,
avec Tim Roth, James Russo, Deborah Unger, Bernadette Penotti, Larry Romano, Mike Grief.
Américain (1 h 36).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; George-V, 8e ; 14-Juillet Bastille, 11e *(01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10).*

PARTITION
de Ken McMullen,
*avec Roshan Seth, Zohra Segal, Zia Mo*hyeddin, Saeed Jaffrey, Léonie Mellinger, John Schrapnel.
Britannique (1 h 30).
VO : Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).

LE PATIENT ANGLAIS
d'Anthony Minghella,
avec *Ralph Fiennes, Kristin Scott Tho*mas, Juliette Binoche, Willem Dafoe, Naveen Andrews, Colin Firth.
Américain (2 h 40).
VO : *Gaumont* les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-*30-20-10) ; Grand Action, dolby, 5e (01-*43-29-44-40) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Rotonde, dolby, 6e ; La *Pagode, dolby, 7e (réservation : 01-40-*30-20-10) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (01-43-59-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e ; *Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e* (01-48-24-88-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 ; *réservation : 01-40-30-20-10)* ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).

POUR RIRE
de Lucas Belvaux,
avec Ornella Muti, Jean-Pierre Léaud, Antoine Chappey, Tonie Marshall, Philippe Fretun, Bernard Mazzinghi.
Français (1 h 40).
Epée de Bois, 5e (01-43-37-57-47) ; Lucernaire, 6e ; Denfert, 14e (01-43-21-41-01 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Grand Pavois, 15e (01-45-54-46-85 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LES RANDONNEURS
de Philippe Harel,
avec Benoît Poelvoorde, Karin Viard, Géraldine Pailhas, Vincent Elbaz, Philippe Harel.
Français (1 h 35).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (réserva-*tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet* Haute*feuille, dolby,* 6e (01-46-33-79-38 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, dolby, 8e (01-45-61-10-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opera Français, *dolby, 9e (01-*47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e *(01-43-43-*04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-*30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e* (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-*10) ; 14-Juillet Beaugrenelle*, dolby, 15e (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27 ; reservation : *01-40-30-20-10)* ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).

RÉSISTANCE
de Ken McMullen,
Britannique (1 h 30).
VO : Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).

SELECT HOTEL (**)
de Laurent Bouhnik,
avec Julie Gayet, Jean-Michel Fête, Serge Blumental, Marc Andreoni, Sabine Bail, Eric Aubrahn.
Français (1 h 25).
14-Juillet Parnasse, 6e (01-43-26-58-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LA SERVANTE AIMANTE
de Jean Douchet,
avec Catherine Hiegel, Jean-Yves Dubois, Alain Pralon, Claire Vernet, Nicolas Silberg.
Français (2 h 46).
*Denfert, 14e (01-43-21-41-01 ; réserva*tion : 01-40-30-20-10).

STAR TREK-PREMIER CONTACT
de Jonathan Frakes,
avec Patrick Stewart, Jonathan Frakes, Brent Spiner, Alice Krige.
Américain (1 h 52).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (01-47-20-76-23 ; réservation : 01-40-30-20-10).

TALES FROM THE GIMLI HOSPITAL
de Guy Maddin,
avec Kyle McCulloch, Michael Gottli, Angela Heck, Margaret-Anne Mac *Leod, Heather Neale, Caroline Bonner.*
Canadien, noir et blanc (1 h 12).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).

TOUT LE MONDE DIT « I LOVE YOU »
de Woody Allen,
avec Alan Alda, Woody Allen, Drew Barrymore, Lukas Haas, Goldie Hawn, Gaby Hoffmann.
Américain (1 h 41).
VO : *UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Reflet Médicis I, 5e* (01-43-54-42-34) ; UGC Montparnasse, 6e ; UGC Danton, dolby, 6e ; La Pagode, 7e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48 ; ré-*servation : 01-40-30-20-10)* ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-*27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-*10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dol-*by, 15e (01-48-28-42-27 ; réservation* : 01-40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, *dolby, 18e (réservation : 01-40-*30-20-10).

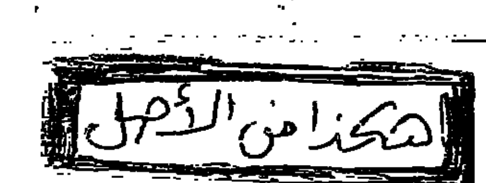
VA OÙ TON CŒUR TE PORTE
de Christina Comencini,
avec Virna Lisi, Tcheky Karyo, Margherita Buy, Galatea Ranzi, Valentina Chico, Massimo Ghini.
Italien (1 h 50).
VO : UGC Forum Orient Express, 1er ; George-V, 8e.
VF : Mistral, 14e (01-39-17-10-00 ; réser-*vation : 01-40-30-20-10).*

Y AURA-T-IL DE LA NEIGE À NOËL ?
de Sandrine Veysset,
avec Dominique Reymond, Daniel Duval, Jessica Martinez, Alexandre Roger, Xavier Colonna, Fanny Rochetin.
Français (1 h 30).
14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (01-43-26-58-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).

REPRISES

LA GUERRE DES ÉTOILES
de George Lucas,
avec Mark Hammil, Harrison Ford, Peter Cushing, Alec Guinness.
Américain, 1977 (2 h).
VO : *UGC Ciné-cité les Halles, dolby,* 1er ; UGC Odéon, dolby, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; *14-Juillet* Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-*Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-*30-20-10).

(*) Interdit aux moins de 12 ans.
(**) Interdit aux moins de 16 ans.





PUBLICITÉ Philippe Vuitton, président de Giraudy, a été nommé directeur général d'Europe 1 Communication, mardi 18 mars. Il est remplacé à la tête de la filiale affichage par Michel Cacouault, qui reste président d'Europe Régies. ● LA RÉORGANISATION de l'état-major du groupe, voulue par le président Jacques Lehn, affirme la volonté de s'affirmer comme une alternative publicitaire à la télévision. ● LES RÉGIES radio et affichage sont actuellement la troisième offre publicitaire derrière TF 1 et France Télévision, mais le média radio accuse une diminution de sa part de marché. ● LE PÔLE radio reste, malgré la nouvelle grille d'Europe 1, le plus *fragile des quatre piliers du groupe* qui comprend aussi l'affichage, les régies publicitaires et enfin la production audiovisuelle, dans laquelle Europe 1 Communication a récemment *multiplié ses investissements.*

Europe 1 Communication affiche sa nouvelle stratégie commerciale

Le rapprochement des régies radio et affichage veut proposer aux annonceurs une alternative à l'offre publicitaire de la télévision. La restructuration voulue par Jacques Lehn préfigure une réflexion sur l'ensemble du pôle média du groupe Lagardère

EUROPE 1 COMMUNICATION (radio, affichage, régie publicitaire et production audiovisuelle) rassemble ses troupes pour passer à l'offensive. Afin de prendre des parts de marché publicitaires à la télévision qui, en dépit de son essoufflement, continue de totaliser 40 % des investissements des annonceurs, Europe 1 Communication se réorganise pour proposer une offre commerciale unique en *affichage-radio*.

Le groupe est actuellement le troisième opérateur commercial (avec 2,4 milliards de francs de chiffre d'affaires) d'un marché publicitaire jusqu'ici dominé par les régies télévisées : TF 1 Publicité (6 milliards de francs) et France Espace, *régie du service public (4 milliards de francs)*. Europe 1 Communication (filiale à 45,11 % de Lagardère) vivrait-elle les prémices d'une stratégie destinée à développer le pôle média du groupe Matra-Hachette ? La fragilité financière de la filiale, ajoutée à une longue *période de flou stratégique*, complique la tâche du président-directeur général, Jacques Lehn, qui a décidé d'étoffer son état-major : mardi 18 mars, les conseils d'administration d'Europe 1 Communication et de sa filiale Giraudy (56 %) ont entériné deux nominations destinées, d'une part, à installer un dirigeant dont la mission sera d'accroître la rentabilité du groupe, d'autre part, à pousser au développement de synergies commerciales entre les filiales.

L'ensemble du média radio a dû annoncer, pour la première fois, une baisse de sa part de marché publicitaire

Philippe Vuitton, ancien président-directeur général de Giraudy, a été promu administrateur délégué et directeur général du groupe Europe 1 Communication, aux côtés d'un Jacques Lehn qui voit d'un œil gourmand l'arrivée de ce polytechnicien encore auréolé de ses performances à la tête de la société d'affichage (+ 80 % de résultats d'exploitation entre 1995 et 1996). Michel Cacouault se voit confier la coordination de l'activité publicitaire en cumulant désormais la présidence des filiales Giraudy, où il remplace Philippe Vuitton, et d'Europe Régies.

En marge de ce jeu de chaises musicales, la nouvelle configuration du groupe fait émerger un axe fort Europe Régies-Giraudy. Les deux entreprises se ressemblent à tel point qu'elles pourraient finir par n'en former plus qu'une... Une hypothèse réfutée par le nouvel état-major, en dépit des nombreuses similarités : elles ont le même chiffre d'affaires (1,2 milliard de francs environ en 1996), les mêmes clients (40 % du chiffre d'affaires est réalisé dans les deux cas par les secteurs automobile et grande distribution), et leurs médias sont tous deux *« techniques »* (médias de la journée, proches de l'acte d'achat), dont l'un permet *la visualisation sans le* son et l'autre le son sans les images.

« On gardera deux entreprises », précise Philippe Vuitton, qui concède toutefois que le rapprochement des cellules marketing et études n'est pas à exclure, au même titre que la création de produits *commerciaux communs*.

En fait, la réorientation politique et stratégique d'Europe 1 Communication a débuté il y a quinze jours par la simplification de la structure d'Europe Régies. Les équipes ont été réorganisées en fonction de la couverture géographique des stations (régionales ou nationales) et une cellule dédiée à la prospection de clients n'ayant pas investi dans la radio depuis plusieurs années a été créée. *« Sans être révolutionnaire, faire remuer les structures est sûrement positif »* commente, sceptique, un membre du personnel.

Augmenter la rentabilité du groupe est une autre gageure. Sur ce terrain, *« le message du groupe est plutôt pessimiste »*, commente un analyste financier. Aux prises depuis plusieurs années avec une décélération de son activité radio, Europe 1 Communication, dont le chiffre d'affaires serait d'environ 2,8 milliards de francs en 1996, maintient péniblement un résultat d'exploitation stable à 70 millions de francs depuis deux ans. Ce dernier reste inférieur de 23 % à celui de 1994 qui s'élevait, lui, à 92 millions de francs.

Le « vaisseau amiral » Europe 1 est au centre de la tourmente. La station de la rue François-Ier a connu une chute de son audience cumulée en dessous de la barre des 10 %, et n'a pas encore réussi à l'enrayer en dépit de la refonte de sa grille en *talk-radio* (information parlée) sous la houlette de Jérôme Bellay, nouveau directeur de l'antenne. Il est vrai que c'est l'ensemble du média radio qui souffre : il y a un mois, c'est la première fois qu'il a dû annoncer, pour 1996, la baisse de sa part de marché publicitaire (*Le Monde* du 5 février).

Pour Europe 1 Communication, le salut passerait par une diversification dans des activités à forts taux de croissance. Estimant nécessaire *« d'investir un domaine tiré par la demande de chaînes de télévision sans cesse plus nombreuses »*, le groupe multiplie les prises de participation au capital de sociétés de production télévisuelle (GMT Productions, producteur de *Julie Lescaut*, DEMD, producteur de *Nestor Burma*, Amaya Films du commandant Cousteau...). Au total, une dizaine d'entre elles composent déjà le pôle audiovisuel dirigé par Jean-Pierre Ozannat, vice-président délégué général. De quoi nourrir la réflexion de Jacques Lehn, désormais à même de se consacrer à la stratégie globale des activités médias du groupe Lagardère.

Florence Amalou

Après les « grandes voix », la « talk radio »

Dans les années 70, Europe 1 était l'antenne préférée des cadres et des décideurs, séduits par les « grandes voix » de l'époque – Etienne Mougeotte, Jean-Pierre Elkabbach, Philippe Gildas, Yvan Levaï – qui, pour la plupart, ont continué leur carrière ailleurs. Puis la station s'est mal positionnée dans le nouveau paysage radiophonique et elle a subi une lente érosion de ses auditeurs, jusqu'à toucher le fond au printemps 1996 avec 8,5 % d'audience.

Après le passage éclair de Denis Jeambar, à la tête de la rédaction, Jacques Lehn a fait appel à un ancien de la maison, Jérôme Bellay, qui a opté pour la formule de la *talk radio*. Pour réaliser cette radio parlée, où la musique conserve une place, M. Bellay a réorganisé la rédaction, avec quelques embauches pour remplacer des départs qui se seraient faits sans aménité. En 1996, Europe 1 a, par ailleurs, lancé des décrochages régionaux. Le pôle radio d'Europe 1, dirigé par Martin Brisac, inclut aussi Europe 2, créé en 1986, RFM et des radios à l'étranger. La régie publicitaire intervient pour BFM et Skyrock.

Inquiétude des journalistes de « Var Matin »

TOULON
de notre correspondant

Marc Forman a été nommé directeur général de *Var Matin* (journal du groupe Hachette) le 15 mars, en remplacement de Claude Marchand, qui occupait le poste de directeur général délégué depuis novembre 1994. C'est par une note de service du 10 mars que le personnel a appris que M. Marchand avait été *« sollicité pour prendre de nouvelles responsabilités dans la région parisienne »*, sans autres précisions. La note souligne toutefois que M. Forman conserve ses fonctions de directeur général adjoint du groupe Le Provençal et de directeur général d'Eurosud (structure publicitaire commune aux journaux méridionaux du groupe Hachette). Il sera assisté de Pierre Paolini, quarante-huit ans, actuel secrétaire général du groupe, qui devient responsable des ressources humaines.

Ce changement hiérarchique intervient à un moment où se prépare la fusion des deux journaux marseillais du groupe Hachette, *Le Provençal* et *Le Méridional* (*Le Monde* du 1er novembre 1996), dont la nouvelle formule devrait être présentée en septembre, sous le titre *La Provence*.

Cette restructuration inquiète les journalistes de *Var Matin*. Il y a près de deux ans, Jean-Pierre Millet, PDG du groupe Le Provençal, avait fait savoir que Claude Marchand prendrait la suite de René Clau, directeur général du *Provençal* et de *Var Matin*, lors de son départ à la retraite, initialement prévu pour décembre 1995. *« La date a été retardée à décembre 1996, puis à juin 1997. Et M. Clau est toujours là ! Il est chargé d'une mission de restructuration au sein de* Var Matin, explique un responsable du Syndicat national des journalistes (SNJ) du quotidien toulonnais. *L'arrivée des deux nouveaux Marseillais ne fait que donner plus de corps à ce qui n'était jusqu'alors qu'une rumeur : la fusion avec ce nouveau journal que sera* La Provence. » Le quotidien varois connaît des difficultés, avec un endettement de 30 millions de francs et des ventes en régression : 72 292 exemplaires en 1995, contre 83 800 lors de son rachat en 1987 par le groupe Hachette.

José Lenzini

« Pleine Vie » et « Notre temps » à la conquête des « baby-boomers »

DANIEL COHN-BENDIT lit-il *Notre temps* ou *Pleine Vie* ? A cinquante-deux ans, Dany le Rouge ne songe certes pas à la retraite politique, mais il symbolise néanmoins la vague des *baby-boomers*, *cette génération de l'après-guerre qui arrive en* rangs serrés à l'âge de la maturité et que la presse seniors s'apprête à conquérir. Les soixante-huitards retrouvent leurs parents dans cette tranche d'âge qu'on ne sait plus très bien définir. Des vieux ? Des personnes âgées ? Des retraités ? Ou bien des seniors, selon le terme par lequel les publicitaires désignent cette cible de consommateurs ?

En fait, les dix-sept millions de Français de plus de cinquante ans refusent aujourd'hui toute étiquette qui risquerait de les marginaliser. En 2015, ils seront 25 millions et représenteront 40 % de la population. Economiquement à l'aise et physiquement en bonne santé, ils ont pris conscience qu'ils représentaient aussi l'avenir du pays. *« En quelques années, cette population a beaucoup changé. Les seniors ne veulent plus être désignés, car il n'y a plus de rupture entre la vie active et la retraite, il y a continuité de vie »*, estime Antoine Adam, éditeur du mensuel *Le Temps retrouvé*, dont la nouvelle formule sortira le 25 mars sous le titre *Pleine Vie*.

Les éditions Taitbout souhaitent donner ainsi un nouveau souffle à leur magazine vedette, créé en 1981 et aujourd'hui diffusé à 600 000 exemplaires. *Le nouveau titre a été bien accueilli par les lecteurs* auprès desquels il avait été testé, alors que *Senior Magazine* avait provoqué un *« rejet complet »*. Sur les 200 pages de la nouvelle formule, les deux tiers seront consacrées aux loisirs, et la couverture adoptera *« une ambiance jeune et féminine »*. La volonté de développer les ventes en kiosque (50 000 espérés contre moins de 10 000 aujourd'hui) passe par un rapprochement avec la presse féminine et de loisirs. *« Nos lecteurs demandent une forme de presse tournée vers les loisirs, des loisirs adaptés à leurs besoins*, affirme Anne de Poncins, la rédactrice en chef. *Nous y répondrons par une attention à tous les petits détails plutôt que par l'affichage du mot senior. »*

Changer à la fois de formule et de titre est un pari à haut risque. Mais Antoine Adam ne craint pas de déstabiliser son lectorat. Il promet même *« la révolution »* d'ici trois ou quatre numéros : *« Nous sommes convaincus que les jeunes seniors sont moins conformistes qu'on le croit »*, dit-il. Les éditions Taitbout ont consacré deux ans et 2 millions de francs à l'étude de cette formule, dont le lancement bénéficie d'un budget global de 20 millions de francs. *« Depuis dix ans, nous courons après notre concurrent*, explique Anne de Poncins. *Notre objectif est de le rattraper et de le dépasser. Nous visons 750 000 exemplaires à la fin de 1997. »*

Le concurrent que l'on rechigne à nommer ? *Notre temps*, bien sûr. Né au lendemain des événements de mai 1968, le magazine de Bayard Presse est, avec 1 062 000 exemplaires (dont 70 000 en kiosque en moyenne), *auxquels s'ajoutent sept édi*tions étrangères, le mastodonte de la presse seniors, et le deuxième mensuel français, derrière *Prima*. Ses dirigeants font une analyse proche de celle de leur concurrent sur l'arrivée en masse des nouveaux retraités. Toutefois, explique Frédéric Noizat, éditeur du magazine, *« il n'est pas question de changer une formule qui satisfait plus d'un million de personnes, qui se réabonnent à 75 %. Nous préférons évoluer par touches successives, car notre public n'est pas un public de révolutionnaires »*.

LA MÈRE ET LA FILLE

Le mensuel reste appuyé sur ses *« trois piliers »* : la santé, les droits et la psychologie. Mais il compte attirer l'attention d'un public plus jeune, grâce à *trois hors-séries annuels : celui sur la santé est paru* début mars ; un autre suivra sur les loisirs en juin, puis sur les droits. A l'intention de ses lectrices (60 % du lectorat), il publie avec son numéro d'avril un supplément « beauté et maturité » de 52 pages en quadrichromie. Claudia Cardinale, Marisa Berenson, Macha Méril et Alexandra Stewart y plaident pour *« l'épanouissement de la maturité »*. *« Il y a seulement trois ans, aucune star n'aurait accepté de poser pour* Notre temps », dit Frédéric Noizat, exaspéré par *« le jeunisme permanent »*, notamment du milieu de la publicité.

Avec l'allongement de la durée de la vie, la presse seniors devra de plus en plus s'adresser à la fois à la mère et à la fille. *Pleine Vie* et *Notre temps* se préparent à cette gageure, tous deux convaincus que ce public *« n'est pas un marché à part, mais une part de marché »*.

Jean-Jacques Bozonnet

Jean Miot estime « inéluctable » l'examen du statut de l'AFP

PDG de l'Agence France-Presse (AFP), Jean Miot a souligné mardi 18 mars, devant la mission d'information commune sur la presse écrite de l'Assemblée nationale, que le statut de l'agence, voté en 1957 par le Parlement, ne pouvait être réexaminé que par la même instance, mais que cela ne se ferait *« sans doute pas avant les élections »* de 1998. *« J'ai interpellé sereinement le personnel de l'agence en lui disant qu'il était indispensable de réfléchir à ce que devait être un statut réformé et modernisé de l'AFP de l'an 2000 »*, a dit M. Miot, en précisant que *« ce statut viendra inéluctablement devant les parlementaires »* et que *« l'objectif primordial »* était *« de préserver l'indépendance de l'AFP et sa pérennité »*. *« Je fais confiance aux parlementaires, mais je me méfie de leur imagination »*, a-t-il indiqué en conseillant *« la prudence »*.

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION : la chaîne américaine CNN a ouvert un bureau à Cuba**, lundi 17 mars, où s'est installée la journaliste Lucia Newman, (*voir la chronique d'Alain Rollat, page 32*). Le même jour, CNN a lancé ses émissions en langue espagnole pour le marché latino-américain.

■ **ESPAGNE : Pierre Lescure, président de Canal Plus France, s'est vu notifier**, mardi 18 mars à Madrid, par l'Audience nationale, une plainte pour « acquisition frauduleuse, escroquerie, délit de société et usage de faux » dans le cadre de la procédure dont fait l'objet la société Sogecable, opérateur de la plate-forme Canal Satélite Digital, lancée en Espagne en février et dont Canal Plus détient 25 % (*Le Monde* des 5 et 8 mars).

■ **ITALIE : le gouvernement italien a reporté d'un an** son projet de réorganisation du paysage audiovisuel. *Ce nouveau délai donne un répit* à Silvio Berlusconi pour ramener son nombre de chaînes privées de trois à deux. – (*AFP*)

■ **RADIO : les personnels de RFI poursuivent la grève.** Lors d'une assemblée générale, mardi 28 mars, 254 votants se sont exprimés en faveur d'une poursuite de la grève, commencée le 13 mars et qui continuera jusqu'à mercredi à minuit.

■ **CABLE : 1,49 million de foyers étaient abonnés** au service base du câble – au moins 15 chaînes – au 31 janvier, contre 1,33 million un an plus tôt, selon l'Association des villes câblées (Avica). Sur douze mois, les réseaux câblés ont enregistré une hausse de 12,15 % des souscriptions.

■ **PRESSE : le *Financial Times* va investir 100 millions de livres** (environ 900 millions de francs) pendant cinq ans sur le marché américain. Le groupe Pearson, propriétaire du *Financial Times*, a dégagé en 1996 un bénéfice avant impôt en baisse de 2,3 %, à 356,8 millions de livres (environ 3,21 milliards de francs).

■ **PUBLICITÉ : les Assurances générales de France (AGF) communiqueront** leurs résultats annuels à la télévision et à la radio à partir du vendredi 14 mars. C'est la première fois qu'une société cotée en Bourse accorde la primeur de ses informations financières à un autre média que la presse.

Yves de Chaisemartin poursuit la réorganisation de « France-Soir »

DEPUIS l'annonce en décembre 1996 d'un changement d'imprimerie et de format de *France-Soir*, son PDG, Yves de Chaisemartin, poursuit son travail de déclarations-négociations avec les ouvriers du Livre-CGT, sur fond de profonde division syndicale.

Un obstacle a été levé la semaine dernière avec la signature, avec les rotativistes, d'un *« constat de discussion »* pour examiner les conséquences sur les différents sites d'impression parisiens du groupe Hersant du passage de *France-Soir* en tabloïd, *« en fonction de l'hypothèse d'un centre dédié à* France-Soir *pour sa partie parisienne »*. Les rotativistes s'étaient jusque-là opposés à un recours aux imprimeries de fac-similé de province.

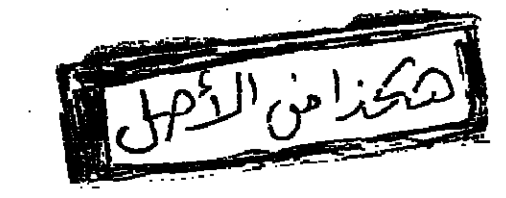
La direction de *France-Soir* a également évoqué devant les ouvriers du prépresse un nouveau schéma d'organisation. *« Située dans un site dédié, la rédaction du nouveau* France-Soir *sera installée sur un même plateau ouvert. »* Il n'y aura pas d'atelier, et les ouvriers du Livre seront avec les journalistes secrétaires de rédaction, de manière à rationaliser les méthodes de fabrication. L'ensemble du quotidien sera prémaquetté, en dehors des trois ou quatre premières pages qui *« offriront une variété de présentations et de tons qui donneront au lecteur, dès l'ouverture du journal, le sentiment que* France-Soir *colle à l'événement »*. La note conclut : *« L'organisation décrite ci-dessus permettra de définir de nouveaux effectifs. »*

DIVISIONS SYNDICALES

En présentant son *« plan de la dernière chance »*, Yves de Chaisemartin avait évoqué un effectif d'une cinquantaine de personnes. Le chiffre d'une dizaine d'ouvriers du Livre et d'une dizaine de secrétaires de rédaction est aujourd'hui avancé. Le journal, qui comprendrait de trente-deux à quarante pages, dont douze en quadrichromie, doit être, pour le patron de la Socpresse, *« imprimé et rédigé dans des conditions extraordinaires »* de la presse parisienne (*Le Monde* du 21 décembre 1996). Lors du congrès de l'Union nationale des diffuseurs de presse, le 22 janvier, Yves de Chaisemartin avait déclaré vouloir faire *« un nouveau journal populaire, sans argent mais avec beaucoup d'idées »* et, reprenant une formule de Robert Hersant à propos du *Figaro-Magazine*, *« un anti-journal pour des anti-lecteurs »*.

Ces négociations interviennent alors que les divisions au sein du Syndicat du livre grandissent. Au cours d'une réunion en présence d'Yves de Chaisemartin, les représentants des photograveurs et des typographes ont ouvertement affiché leurs désaccords. Dans une déclaration, les photograveurs – dont les représentants ont rencontré ceux des syndicats de journalistes – en appellent *« au dialogue entre toutes les organisations syndicales »* pour proposer des perspectives face aux changements technologiques.

Alain Salles



Parité *par Alain Rollat*

ELLE n'a pas l'air très commode. Elle a même l'air assez revêche. Elle n'est sûrement pas du genre à se laisser marcher sur les pieds. La bagarre ne doit pas lui faire peur. Son long visage ascétique ne manque pourtant ni de finesse ni de charme. Peut-être a-t-elle des origines irlandaises. Ce n'est pas, en tout cas, une débutante. Elle a de l'assurance, ça se voit à son maintien. Elle a aussi de la prestance. Il en faut pour en imposer à la foule qui se presse autour d'elle pendant qu'elle s'exprime, en direct, en pleine rue. Son regard affronte sans émotion l'objectif de la caméra, sa voix ne tremble pas. Elle est d'ailleurs très élégante, cette femme rousse, dans sa robe turquoise. Il y a en elle un mélange d'infirmière en chef et de gendarme à cheval sur les principes. Elle plairait sûrement à Jean-Pierre Elkabbach, qui regrette, dans ses Mémoires d'ancien président de France Télévision, *« de ne pas avoir pu ou su promouvoir plus de femmes à l'antenne »*.

Est-il vrai, du reste, que la rédaction de France 2 soit à ce point *« imprégnée d'une culture machiste »* qu'elle ait, comme l'écrit Jean-Pierre Elkabbach, *« la fâcheuse tendance d'envoyer les femmes là où il y a du danger si elles ne veulent pas se contenter de préparer les cafés ou de jouer les doublets des seigneurs de l'antenne »* ? S'il n'y a pas de danger là où Lucia est en train de réaliser sa première émission, dans ses nouvelles fonctions d'envoyée spéciale permanente il lui faudra avoir les nerfs solides. Tout à l'heure, pendant qu'elle interrogeait une consœur locale, Anna-Luisa Lopez, une journaliste indépendante connue pour son opposition au régime en place, une main anonyme a glissé sous la porte un dessin obscène. Lucia sait qu'elle va désormais travailler sous surveillance. On ne badine pas, ici, avec le contrôle de l'information. C'est bien pour cela qu'elle tient d'emblée à manifester sa propre indépendance. En donnant la parole à une opposante dès son premier reportage, et en montrant comment la presse et la télévision sont, ici, bridées par le parti au pouvoir, Lucia marque son territoire.

Ici, c'est Cuba. Lucia Newman y représente désormais CNN, qui vient d'obtenir l'autorisation d'ouvrir un bureau à La Havane. Pour la télévision internationale, il s'agit d'un événement. Lucia explique que les Cubains sont avides de nouvelles. Ces gens qui l'observent en file indienne font tout simplement la queue, sous le soleil, devant les kiosques à journaux. Elle veut leur dire en face, à visage découvert, qu'elle n'est pas venue chez eux pour servir la soupe à Fidel Castro dans sa guerre avec les Etats-Unis. Ses mots ont la neutralité des couperets. *« Ici, l'ennemi,* dit-elle, *c'est toute personne qui ne défend pas la Révolution. »* Lucia est de la trempe de ces femmes qui ont le courage de regarder le monde en face et qui nous le racontent, chaque jour, sans maquillage, sur France 2, France 3 ou TF 1. Avec elles le pouvoir d'informer est entre de bonnes mains.

Le pouvoir des juges en question

Au cours d'une soirée thématique, Arte démontre que les termes du débat actuel sur une réforme de la justice trouvaient déjà une illustration dans l'« affaire de Bruay-en-Artois », en… 1973

LE 13 AVRIL 1973, quelques *jours après la découverte du corps* mutilé d'une jeune fille dans un terrain vague, un juge d'instruction de Béthune, Henri Pascal, inculpe et écroue Pierre Leroy, notaire et voisin de la victime. C'est la première fois en France qu'un « petit juge » ose jeter un notable en prison. Bien que très peu de charges existent contre le notaire, le juge Pascal croit tenir l'auteur du crime et prend les médias à témoin : l'affaire de Bruay-en-Artois est née. Remis en liberté au bout de trois mois, le notaire restera le coupable idéal aux yeux de la presse, qui dénonce une justice de classe. L'opinion publique se partage, les passions se déchaînent… A ce jour, le crime n'est toujours pas élucidé.

Avec *Un crime sans coupable, l'affaire de Bruay*, un documentaire de Jean-Michel Meurice et Jeanne Licht, Arte revient sur cette affaire dans une soirée thématique intitulée « Les Juges et leur pouvoir ». Bruay-en-Artois illustre les dérives du pouvoir judiciaire, encouragées par une presse avide de sensationnel. Tous les ingrédients de l'actuelle querelle sur les rapports presse-justice sont réunis, grossis et amplifiés : un juge qui met en détention un puissant et viole le secret de l'instruction avant d'être dessaisi et de démissionner ; un inculpé présumé coupable, qui obtiendra un non-lieu mais dont la réputation est à jamais entachée ; une polémique sur le fonctionnement de la justice qui tourne à la lutte des classes…



Vingt-cinq ans après, ces questions n'ont rien perdu de leur acuité. Dans *La Justice en question*, Jean-Michel Meurice et Jeanne Licht les soumettent à deux spécialistes. Répondant à ceux qui s'insurgent contre le *« gouvernement des juges »*, Antoine Garapon, magistrat et secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice, explique que *« les juges d'aujourd'hui ne sont pas rouges, ils appliquent tout simplement la loi »*, même aux puissants. En fait, *« ce n'est pas le juge qui devient un nouvel homme politique, mais le politique qui devient un nouveau justiciable »*.

Mireille Delmas-Marty, professeur de droit à l'université Paris-I, estime que l'équilibre entre les principes de respect de l'innocence et de la liberté d'informer doit passer par une plus grande publicité lors de l'instruction.

Constatant que, *« dans les affaires en cours, la personne mise en examen ressent souvent le besoin de rectifier publiquement ce qu'elle estime être des contre-vérités »*, Mme Delmas-Marty se prononce pour l'instauration de phases publiques au cours de l'instruction, où partie civile et défense feraient valoir leur point de vue. Ancienne présidente de la commission Justice pénale et droits de l'homme, chargée de réfléchir en 1988 sur la réforme des procédures pénales, Mme Delmas-Marty estime en outre qu'il faut réformer les pouvoirs du juge d'instruction afin d'en faire un *« vrai juge impartial »*. *« Aujourd'hui, le juge d'instruction possède plusieurs casquettes,* explique-t-elle. *Il est policier quand il enquête, procureur quand il met en examen et juge quand il met en détention provisoire ou prononce un non-lieu. Il y a forcément mélange des genres. Cela conduit, par exemple, certains juges à placer en détention pour les besoins de l'enquête afin d'obtenir des aveux. »*

Pour en finir avec cette *« schizophrénie »* du juge d'instruction, Mme Delmas-Marty propose de confier les pouvoirs d'enquête au parquet, le juge d'instruction contrôlant les investigations et arbitrant entre les demandes de l'accusation et la défense. Dans son esprit, cette architecture ne vaut que si le parquet est lui-même indépendant. Proposée en 1988, cette idée avait fait long feu, mais entre-temps les mentalités ont évolué. Le président de la République n'a-t-il pas estimé, le 12 décembre 1996, qu'il fallait *« sérieusement envisager la possibilité de rendre le parquet indépendant du garde des sceaux »* ?

Cécile Prieur

★ **Théma « Les juges et leur pouvoir », Arte, jeudi 20 mars à 20 h 40.**

MERCREDI 19 MARS

TF 1

20.20

GRANDE SOIRÉE FOOTBALL DE LA LIGUE DES CHAMPIONS
Présentée par Roger Zabel et Hervé Mathoux.
20.20 Football. En direct d'Auxerre. 1/4 de finale retour de la Ligue des champions : A.J. Auxerre - Borussia Dortmund ; 21.15, Mi-temps, Météo (125 min). 88957884
22.25 Grande soirée football de la Ligue des Champions. Les temps forts des autres rencontres (105 min). 4310722
0.10 Les Dessous de Palm Beach. Série. Confidences sur canapé.
1.00 et 1.45, 2.45, 3.55 TF 1 nuit.

1.15 Cas de divorce. Série. Girard contre Girard. 1.55 et 3.00, 4.05, 4.35, 5.15 Histoires naturelles. Documentaire. 5.05 Musique. Concert (10 min).

France 2

20.55

UNE PETITE FILLE PARTICULIÈRE
Téléfilm de J.-P. Prévost, avec Alexandra Vandernoot (105 min). 2774451
Une femme désabusée trouve le bonheur auprès d'un professeur d'université et d'une petite trisomique.

22.40

ÇA SE DISCUTE
Magazine. Les Français aiment-ils toujours les paysans ? (110 min). 4506161
0.30 Journal, Bourse, Météo.
0.45 Le Cercle de minuit. L'évasion : la culture en prison. Invités : Brigitte Sy, Marco Zucco, Heïdi Zughi, Eliane de Latour, Bruno Albanti, etc. 4179759

2.30 Connaître l'islam. Magazine (rediff.). 3.00 Le Jour du Seigneur. Magazine (rediff.). 3.25 Rapport du Loto. 3.30 24 heures d'info. 3.40 Météo. 4.15 Aux marches du palais. Documentaire. Pétain. 4.30 Outremers. Documentaire. Reprise de France 3 (rediff., 60 min).

France 3

20.50

LA MARCHE DU SIÈCLE
Magazine présenté par Jean-Marie Cavada. Faut-il craindre le pouvoir des psy ? Invités : Catherine Deneuve, Françoise Giroud, Elisabeth Roudinesco, André Green (110 min). 691529
22.40 Journal, Météo.

23.15

▶ UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS
Documentaire de Michel Dumoulin. *Louis-René des Forêts* (55 min). 3748967
Un écrivain dont l'œuvre marque la littérature française contemporaine.
0.10 Cap'tain Café. Invités : Marc Lavoine, Indochine, Wes, X Men Lumatic (55 min). 6939391
1.10 Matlock. Série.

2.00 Musique graffiti. Magazine. *Andante Spianato et Grande Polonaise* de Chopin. Giovanni Bellucci, piano (20 min).

Arte

20.45

LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : LA MORT D'UN DÉMOCRATE
Documentaire de Nick Read (55 min). 6700345
Arte poursuit sa série « 1917 et après. Variations soviétiques ». Ce soir, une analyse du meurtre probable, en mars 1948, de Jan Masaryk, ministre libéral des affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, deux semaines après la prise du pouvoir par les communistes.

21.40

MUSICA
21.40 L'Opéra baroque avec René Jacobs. Extase musicale, documentaire de Hubert Ortkemper (1996, 60 min). 1476726 *Portrait du contre-ténor et chef d'orchestre spécialisé dans la musique baroque.*
22.40 Les Tréteaux de maître Pierre. Animation de Larry Weinstein. D'après l'opéra de Manuel de Falla (1992, 30 min). 4008635
23.10 Paul Cox, étranger au monde. Documentaire (1997, 60 min). 5946432 *Portrait du cinéaste australien Paul Cox.*
0.10 La Lucarne : une deuxième Babylone. Documentaire de Samir (85 min). 5075759
1.35 Un court jour de travail ■ ■ Film de Krzysztof Kieslowski, avec Waclaw Ulewicz (1981, v.o., 75 min). 9034407

M 6

20.45

LE CRI DU SILENCE
Téléfilm ○ de Jacques Malaterre, avec Alexandra Vandernoot (120 min). 902242
Un jeune garçon, intercepté par la police alors qu'il courait sur le périphérique, est confié à une femme inspecteur.

22.45

SOUFFRANCES DE FEMME
Téléfilm △ d'Armand Mastroianni, avec Michele Lee (100 min). 8018567
0.25 Secrets de femmes. Magazine □ (35 min). 1579048
1.00 Rock express. Magazine. Aerosmith, Fountains of Wayne, Helmet

1.25 Best of pop rock. 3.10 Turbo. Magazine (rediff.). 3.40 Coulisses. Documentaire. L'affaire Louis Trio. 4.05 Les Derniers Plongeurs d'éponges. Documentaire. 4.40 Culture pub. Magazine (rediff.). 5.10 Fréquenstar. Magazine. Vanessa Paradis (rediff., 50 min).

Canal +

21.00

LES NOUVEAUX ASSOCIÉS ■
Film de Michael Ritchie, avec Chevy Chase, Jack Palance (1994, 90 min). 63884
22.30 Flash d'information.
22.35 IAM, le documentaire. Documentaire (25 min). 784722

23.00

IAM, LE CONCERT
En direct sur le plateau de Nulle part ailleurs (42 min). 37682
Le groupe IAM *nous font découvrir en exclusivité des longs extraits de leur album* L'école du micro d'argent.
23.45 The Doom Generation ■ Film de Gregg Araki (1995, v.o., 80 min). 8033906
1.30 Le Journal du hard.
1.40 Sexhibition Film classé X (1990, 80 min). 2975594

Radio

France-Culture

20.30 Paroles sans frontière. Tire ta langue : Un Québécois aérien, Sol ; 21.32 Correspondance ; 22.00, Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques. Théâtre en prison. 2. A Chaillot : l'écran passe-muraille.

0.05 Du jour au lendemain. Jean-Pierre Faye (*Le Siècle des idéologies*). 0.48 Les Cinglés du music-hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture. (rediff.).

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 15 février, salle Pleyel, à Paris, par l'Orchestre de Paris, dir. Semyon Bychkov : Les Noces de Figaro (ouverture), de Mozart ; Concerto pour violon et orchestre nº 2, de Tanguy, Philippe Aiche, violon ; Symphonie nº 2, de *Rachmaninov*.
22.30 Musique pluriel. Cycle des profondeurs : sous le regard d'un soleil noir (extraits), de Dhomont ; Maschera sur un thème de *Rigoletto de Verdi* pour orgue, de Campo.
23.07 Musicales comédies. Avec la participation de Leslie Caron.

0.00 Jazz vivant. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 19 novembre 1996, à l'Eglise Saint-Séverin, par l'Ensemble Capriccio Stravagante, dir. Skip Sempé. Œuvres de Marini, Legrenzi, Monteverdi, Rosenmüller, Purcell.

22.20 Les Soirées… (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Faut pas rêver. Invitée : Juliette Binoche (France 3 du 14/3/97).
21.00 Au nom de la loi.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Pulsations.
23.30 Bon baisers d'Amérique.

Planète

20.35 Per Jakez Hélias, le conteur *des merveilles*.
21.25 La Vie secrète des machines. [11/18].
21.55 Vertical. [4/6] Vitesse et puissance.
22.50 *Les Aquanautes*.
23.40 Une biographie politique de Sartre. [1/2] On a le droit de se révolter : vers l'engagement.
0.35 Ladies and Gentlemen, Mr Leonard Cohen

Animaux

20.30 Singes d'Amazonie.
21.00 Monde sauvage. L'homme, ce prédateur.
21.30 Le Vagabond. Le chien de mer.
22.00 Le Grizzly.
23.00 Les Rhinos de l'Assam.
0.00 Monde sauvage.

Paris Première

20.00 et 23.35 20 h Paris Première.
21.00 Paris modes.
21.50 Le J.T.S.
22.20 Le Mot de la fin. *Pièce de théâtre en trois actes de Jules Renard. Mise en scène d'Yves Carlevaris. Enregistré au Festival d'Avignon, en 1995 (130 min).* 11065635

France Supervision

20.30 Les Enfants du voyage. De Dominique Mauclair et Laurent Chevallier [3/3] Les bêtes de cirque.
21.20 *Catherine Lara* Concert (85 min). 17367819
22.45 Concerti de Mozart. Concert (65 min). 58670513
23.50 Les Portes de l'évasion. *La Casamance.*

Ciné Cinéfil

20.30 Stress es tres, tres ■ ■ Film de Carlos Saura (1968, N., v.o., 90 min). 7938093
22.00 L'Etrange Rêve (Blind Alley) ■ ■ Film de Charles Vidor (1939, N., v.o., 70 min). 77524277
23.10 L'Amazone aux yeux verts ■ *Film d'Edwin L. Marin* (1944, N., 90 min). 7861513

Ciné Cinémas

20.30 Fatale ■ Film de Louis Malle (1992, 110 min). 6301068
22.20 Music Box ■ ■ ■ Film de Constantin Costa-Gavras *(1989, v.o., 120 min).* 76305426

Série Club

20.45 Flash. L'imposteur.
21.35 et 1.30 La Chambre des dames.
22.30 Le Choix de… Andrew L. Stone. Merci, docteur Walton.
23.00 Buck Rogers. La Légion Noire.
23.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Le document disparu.

Canal Jimmy

20.30 Star Trek : The Next Generation. Un trop court moment.
21.15 Vélo.
21.40 Mister Gun. Amour d'acrophobie.
22.10 Chronique de mon canapé.
22.15 Seinfeld. L'aéroport.
22.45 ▶ Spin City. Episode pilote (v.o.).
23.10 Absolutely Fabulous. La veillée funèbre.
23.40 Elvis : Good Rockin' Tonight. The Storm.

Festival

20.30 Un mort très convenable.
22.10 Le Gorille : Le Pavé du Gorille.
23.40 Sueurs froides. A la mémoire d'un ange (30 min).

Téva

20.25 Téva mode.
20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 La Fleur du désert. De Désiré Berckmans et Patrick Tacq.
22.30 Murphy Brown. La mort du petit chien.
23.00 Téva vie pratique.
0.00 Téva spectacle (90 min).

Voyage

19.00 Rough Guide.
19.55 et 23.25 Chronique Meunier.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 A l'horizon.
22.30 L'Heure de partir (55 min).

Eurosport

14.00 *Patinage artistique*. En direct. Championnats du monde. Programme court messieurs, à Lausanne (Suisse) (210 min). 82898364
17.30 Motors.
18.30 Patinage artistique. En direct. Championnats du monde. Programme libre couples, à Lausanne (Suisse) (240 min). 22987109
22.30 Aérobic.
23.30 Boxe.
0.30 ATP Tour Magazine.
1.00 Course sur glace (30 min).

Muzzik

19.40 Haydn : Symphonie nº 103 «Mit dem *Paukenwirbel*». Concert (35 min). 6594074
20.15 Les Instantanés de la danse.
20.30 Le Journal de Muzzik.
21.00 *Dead Dreams* of Monochrome Men.
22.00 Kirov Opera : Welcome Back St Petersburg.
23.25 Mojazz, Live at the House of Blues. Concert (65 min). 9579190
0.30 Elisabeth Chojnacka : Hommage à Maurice Ohana. *Récital.*
1.30 Musique émotions (60 min).

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 22.15 Economia. 19.45 et 21.15, 0.15 Perspective. 20.10 Sport. 20.15 No Comment. 20.25 et 22.20 Europa. 20.45 et 23.45 Label Europe. 21.40 et 22.50 International. 21.45 Odeon. 21.50 Visa. 23.15 et 0.10 Analysis. 23.20 Labnews. 0.40 Artissimo.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

هكذا من الأصل

Buenos Aires, dernier comptoir d'un voyage de commerce

La presse argentine a accueilli sans chaleur excessive la visite de Jacques Chirac. A droite, on lui reproche un ton anti-américain ; à gauche, l'oubli des victimes de la dictature

LA VISITE OFFICIELLE à Buenos Aires de Jacques Chirac, les 17 et 18 mars, a occupé de bout en bout la « une » des journaux. Le quotidien conservateur *La Nacion*, qui est loin d'avoir été celui qui a accordé le plus d'importance à la présence du président français, titrait le jour du départ du président français : « *Chirac a promu l'axe Europe-Mercosur* », soulignant ainsi l'importance que la France et l'Europe accordent au marché commun régional. Le quotidien soulignait que le chef de l'Etat français avait mis l'accent sur la « *latinité* ». « *Bien que M. Chirac n'ait pas mentionné de façon spécifique la rivalité avec les Etats-Unis, l'insistance avec laquelle il a évoqué les racines culturelles communes entre pays latins apparaît comme une proposition d'alternative à l'influence nord-américaine.* » *La Nacion* avait consacré, la veille de l'arrivée de Jacques Chirac, quatorze pleines pages à des interviews de patrons français installés en Argentine. Le quotidien traitait également des liens culturels historiques qui unissent les deux nations, notamment en publiant un article intitulé « *L'influence d'une bonne culture* », où l'écrivain argentin Adolfo Bioy Casares rappelait les origines de sa famille, qui quitta le Béarn à la fin du dix-neuvième siècle pour venir s'installer en Amérique du Sud.

En revanche, la couverture de *Clarin*, le plus gros tirage du monde hispanique – 500 000 exemplaires en semaine et un million le week-end –, a été plus discrète. « Chirac a défini



l'Argentine comme une grande puissance », titrait le 18 mars le quotidien dans une page intérieure. Après avoir évoqué les éloges de M. Chirac au président Carlos Menem, *Clarin* ajoute que « *tout n'a pas été rose* » pourtant, et insiste sur la fermeté avec laquelle le président argentin a souhaité un meilleur équilibre de la balance des échanges commerciaux, nettement déficitaire pour l'Argentine. Enfin, le quotidien n'a pas manqué de souligner le ton « *anti-américain* » du discours en faveur de la langue française, prononcé par Jacques Chirac devant des étudiants de la faculté de droit.

C'est de façon beaucoup plus critique que *Pagina 12* a traité la visite officielle du président français. Le quotidien déplore qu'au nom de la « *nouvelle diplomatie économique, le conservateur libéral Jacques Chirac* [ait] *évité d'évoquer les droits de l'homme et insisté sur les thèmes commerciaux* ». Et, sous le titre « Les droits oubliés », *Pagina 12* rapporte que plusieurs organisations de défense des droits de l'homme en Argentine considèrent comme une « *régression globale* » dans la politique française le fait que le président Chirac n'ait pas évoqué le sort des victimes de la dictature (1976-1983). Ces organisations, précise le journal, réprouvent également « *les lois discriminatoires et xénophobes en France, et la montée du fascisme dans un pays qui fut autrefois le berceau des droits de l'homme* ». Dans un article publié avant l'arrivée du président Chirac, le correspondant à Paris de *Pagina 12* avait d'ailleurs résumé le point de vue de son journal sur les relations de la France avec l'Amérique Latine : « *De de Gaulle à Mitterrand ce fût "la mano en la mano", de Mitterrand à Chirac cela a voulu être la main sur le cœur, depuis Chirac c'est la main au portefeuille* . »

Christine Legrand

EN VUE

■ **Lady Michelle**, l'épouse du vicomte **Peter Curzon**, l'un des hommes les plus riches de Grande-Bretagne, descendant de Guillaume le Conquérant, vient de fuir l'oisiveté et la fortune, ses villas, ses châteaux, ses bijoux, pour un modeste appartement d'Eastbourne, dans le Sussex, où elle a repris son ancien métier, le plus vieux du monde. **Michelle Curzon**, dont les tarifs sont très raisonnables, provoque l'étonnement de la *high society*, qui la croyait « *bien née* » et dînait à ses frais. Quant aux vraies *ladies* de Londres, elles sont au comble de l'indignation. Michelle a franchement dit qu'elle ne recevrait pas de clients issus de l'aristocratie britannique. « *Ils sont trop ennuyeux, je préfère les marins du port* », a-t-elle fait savoir.

■ **Joseph Vandrisse**, Père blanc, correspondant du *Figaro* au Vatican, a été invité à célébrer la messe, mardi 18 mars, aux côtés de Jean Paul II, rapporte *Le Figaro* du 19 mars. Après la célébration, le souverain pontife, affable et souriant, a offert au Père blanc une statuette de saint Joseph, saint patron du père Vandrisse, puis, dit-on, le visage du pape s'est assombri à l'évocation des malheurs actuels de l'Afrique.

■ **Une jeune femme** de Milan poursuit en justice un dentiste maladroit qui a insensibilisé sa bouche en lui extrayant une dent, et l'a rendue incapable de sentir les effets des baisers. L'avocat a ajouté que sa cliente, « *craignant une dégradation de ses rappports conjugaux* », réclamait 100 millions de lires de dommages et intérêts.

DANS LA PRESSE

EUROPE 1
Alain Duhamel

■ Lionel Jospin soutient une politique de la demande : augmentation du pouvoir d'achat des salariés, réduction ambitieuse de la durée du travail, embauche des jeunes, réforme fiscale, etc. Il s'agit bien d'une politique social-démocrate : *plutôt* du grain à moudre que des chimères, plutôt le respect de la parole donnée que le rêve. La conférence annuelle des revenus, l'Etat donnant les orientations mais les partenaires sociaux négociant les modalités, une politique de redistribution, une fiscalité accrue sur les entreprises, les revenus financiers, les hauts salaires : c'est bien la social-démocratie, tentant de gérer les marges au sein du système.

BFM
Philippe Alexandre

■ *Soucieux d'offrir aux jeunes du* concret plutôt que des commentaires ou des réflexions, Jacques Chirac annonçait, il y a huit jours à la télévision, une baisse substantielle de la TVA sur les produits du multimédia (...). On sait aujourd'hui qu'il ne pourra tenir sa promesse, cette baisse de la TVA ayant été refusée par les instances européennes. On retiendra de cette histoire que Jacques Chirac est à l'affût de tout ce qui pourrait ébranler l'opinion en sa faveur. On risque donc d'avoir une campagne électorale dans laquelle les rôles seront inversés : une gauche tellement soucieuse de ne rien promettre d'irréalisable qu'elle va priver ses électeurs de leur part du rêve. Et une droite prête à toutes les *promesses pour retrouver son* état de grâce du printemps 1995.

LA CHAÎNE INFO
Pierre-Luc Séguillon

■ La relance par un encouragement de la demande, telle que l'envisage Lionel Jospin, pose plus de questions qu'elle ne promet d'en résoudre. Comment éviter, dans une Europe ouverte et libérale, qu'une pénalisation des revenus des placements financiers ne conduise aussitôt à une fuite des capitaux, à un assèchement de la Bourse et à une incapacité des entreprises à financer leurs investissements ? Comment éviter qu'une consommation plus soutenue ne bénéficie aux produits étrangers, moins chers, plutôt qu'aux produits *français ? Comment éviter* que l'économie française, dans cette Europe des restructurations, ne soit désavantagée par l'embonpoint de son secteur public et la fragilité de son secteur privé ? Comment à la fois se vouloir redistributif et dirigiste et prétendre adhérer à un modèle européen libéral ?

LIBÉRATION
Serge July

■ A prétendre que le PS et le FN, c'est-à-dire un parti démocratique et un parti qui ne l'est pas du tout, c'est en réalité du pareil au même, on peut être certain que les valeurs démocratiques sortent singulièrement dévaluées de cette « compression » démagogique. Par *cette opération de crétinisation*, la droite espère gagner sur tous les tableaux : elle offre à ses électeurs déçus une image de radicalisation idéologique – la déréglementation à outrance, même si elle ne s'harmonise pas au mieux avec la dénonciation de la fracture sociale – tout en empruntant au FN sa crécelle de la rupture et en espérant rejeter Jean-Marie Le Pen au rang des complices de Lionel Jospin. La légitimation progressive du Front national s'opère au fil de tels raisonnements.

JEUDI 20 MARS

TF 1

16.15 L'Homme qui tombe à pic. Série.
17.10 Melrose Place. Feuilleton.
18.00 Papa revient demain. Série. Une heure de réflexion.
18.30 Jamais deux sans toi...t. Série.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.35 Météo.
20.00 Journal, Tiercé.

20.40

CHAMPIONNATS DU MONDE DE PATINAGE ARTISTIQUE
En direct de Lausanne. Programmes libre messieurs (115 min). 483469

22.35

FAMILLE, JE VOUS AIME
Magazine. L'histoire de Danny, l'enfant progérique ; Paul Belmondo : la troisième génération d'une famille d'artistes ; Jeanne Cooper, comédienne dans la série *Les Feux de l'amour*... (100 min). 9199240
0.15 Les Rendez-vous de l'entreprise.
0.40 Attachez vos ceintures. Série. *Attention explosifs !*

1.30 et 2.10, 3.15, 4.20 TF1 nuit, Météo. 1.40 Cas de divorce. Série. *Savart contre Savart.* 2.20 et 3.25, 4.30, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 5.00 Musique. Concert (10 min).

France 2

17.00 Des chiffres et des lettres. Jeu. 1/4 de finale.
17.30 Le Prince de Bel Air.
17.55 Hartley, cœurs à vif.
18.50 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 2.15 Studio Gabriel.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, A Cheval, Météo, Point route.
20.50 Tirage du Loto.

20.55

ENVOYÉ SPÉCIAL
Magazine présenté par Bernard Benyamin.
Dopage, toujours plus ; Ces immigrés qui réussissent ; Post-scriptum : le dernier visiteur (130 min). 4386643
23.05 Expression directe. Magazine. UNSA.

23.15

TARATATA
Divertissement présenté par *Alexandra Kazan.*
Invités : OMC, Warren G., Carmel, Shaï no Shaï, Fred Poulet, China (90 min). 1297594
0.45 Journal, Bourse, Météo.
1.00 Le Cercle de minuit. Magazine présenté par Laure Adler. *Journées de la justice.* Invité : Antoine Garapon (75 min). 4741624

2.45 Ballons glacés. Documentaire. 3.35 Profession pilote. Documentaire. 3.55 Rapport du Loto. 4.00 24 heures d'info. 4.30 Météo. 5.15 *Chip et Charly.* Monsieur le maire (20 min).

France 3

17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. *Comment tu tchatches !*, de J.-P. Goudailler.
18.55 Le 19-20 *de l'information.*
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

LE PASSAGER DE LA PLUIE ■ ■
Film O de René Clément, avec Charles Bronson, Marlène Jobert (1970, 120 min). 775223
Un drame de la personnalité remarquablement mis en scène et interprété.
22.50 Journal, Météo.

23.25

QU'EST-CE QU'ELLE DIT ZAZIE ?
Magazine. Le Roman de Montmartre ; Signer. Le Salon du livre est une occasion pour les écrivains de rencontrer leurs lecteurs ; Polac Plus ; Prière d'insérer : Au Salon du livre (50 min). 4767961
0.15 Saga-Cités (rediff.).
0.45 Espace francophone. Nouvelles technologies de la *communication.*

1.15 Matlock. Série. Le marié. 2.05 Musique graffiti. Magazine. Orchestre. Ouverture de la *Force du Destin* de Verdi par l'Orchestre national de Lyon sous la direction d'Emmanuel Krivine (15 min).

La Cinquième

18.20 Le Monde des animaux. La marmotte des Alpes. 18.50 50 jours pour 50 Palmes. [3/50].

Arte

19.00 La Panthère rose. Dessins animés.
19.30 7 1/2. Le sommet de l'OTAN : Clinton et Eltsine à Helsinki. *Mode : Berlin.*
20.00 Palettes : Wassily Kandinsky. Jaune-Rouge-Bleu (1925).
20.30 8 1/2 journal.

20.40

SOIRÉE THÉMATIQUE : LES JUGES ET LEUR POUVOIR
Proposée par Jean-Michel Meurice et Jeanne Licht.
● Lire page 32.
20.45 L'Affaire Monika Weimar. Documentaire (1996, 50 min). 7796407
21.35 et 22.15, 23.35 La Justice en question. Documentaire de Jean-Michel Meurice et Jeanne Licht. Avec Mireille Delmas-Marty, Antoine Garapon, Marcel Lemonde.
21.50 Un crime sans coupable. *L'affaire de Bruay* (25 min). 800827
22.35 Portraits de juges. Documentaire (60 min). 4103223
23.55 *Cactus* ■ ■ Film de Paul Cox, avec Isabelle Huppert (1986, rediff., 95 min). 5486846
1.30 Paul Cox, étranger au monde. Documentaire (rediff., 60 min). 8079131
2.30 Un certain dimanche. Court métrage de Dan Zeff (1994, rediff., 20 min). 2713044

M 6

17.40 Classe mannequin.
18.10 Agence Acapulco. Série. Illusion parfaite.
19.00 Loïs et Clark. Série. La mémoire de l'œil.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. Entreprises familiales.
20.35 Passé simple. Magazine. *1962 : tuer de Gaulle.*

20.45

LES INVINCIBLES
Film O de Dominik Graf, avec Herbert Knaup (1994, 130 min). 551594
Un inspecteur du SEK, section d'intervention de la police allemande, croit reconnaître dans un faux monnayeur en fuite un ancien collègue.

22.55

TERREUR SUR LA LIGNE ■
Film △ de Fred Walton, avec Carol Kane, Rutanya Alda (1979, 105 min). 796391
Ce film d'angoisse est mis en scène avec une redoutable efficacité.
0.40 Fréquenstar. Vanessa Paradis (rediff., 55 min). 1460353

1.35 Best of trash. 3.05 Jazz 6. Magazine (rediff.). 4.00 Hot forme. Magazine (rediff.). 4.25 Faites comme chez vous. *Magazine (rediff.). 5.10 Mister Biz.* Magazine (rediff.). 5.35 Fan de. Magazine (rediff.). 6.00 Culture pub. Magazine (rediff., 25 min).

Canal +

15.40 La Folie du roi George ■ ■ Film de Nicholas Hytner (1995, 105 min). 3904933
17.25 Le Journal du cinéma.
17.50 Drôles de monstres. Dessin animé.
▶ En clair jusqu'à 20.15
18.35 Nulle part ailleurs. Magazine. *Invité : Wilco.*

20.05

FOOTBALL
En direct. Coupe des Coupes. 1/4 de finale retour : AEK Athènes - PSG ; 20.15 Coup d'envoi ; à la mi-temps, le journal du foot (130 min). 4742440
22.15 Flash d'information.
22.20 Babylon 5. Série. La voix de l'autorité.

23.00

LE SYNDICAT DU CRIME 2 ■
Film de John Woo, avec Ti Lung, Leslie Cheung (1987, v.o., 99 min). 7983 98
Un gangster chinois sorti de prison choisit le droit chemin et prête main-forte à la police, qui cherche à arrêter un homme d'affaires véreux.
0.40 Danielle Darrieux. Documentaire de Denys de La Patellière (rediff., 50 min). 8356537
1.30 La Vérité sur Bébé Donge ■ ■ Film de Henri Decoin (1951, N., 112 min). 9499315

Radio

France-Culture

20.30 Lieux de mémoire. L'entreprise - Le XXe siècle : culture de produits, culture de procédés.
21.32 Fiction. Les poétiques. François de Cornière.
22.40 Nuits magnétiques. Paul Strand : Le jeune homme contrarié.

0.05 Du jour au lendemain. Jean-Luc Nancy (*Hegel*). 0.48 Les Cinglés du music-hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture. (rediff.). L'acteur, métier, passion ; 5.04, Michel Butor ; 6.02, Le monde vu par Abbas, photo-journaliste à l'agence Magnum.

France-Musique

20.00 Concert. *Le Quatuor* Ysaye : Quatuor à cordes nº 10, de Schubert ; Quatuor pour piano et cordes (inachevé), de Lekeu ; Quintette pour piano et cordes, de Franck, Barry Douglas, piano.
22.30 Musique pluriel. Cycle des profondeurs : Forêt profonde (extraits), de Dhomont ; Fabel pour piano *et ensemble instrumental, de* Campo, par le Nouvel Ensemble instrumental du Conservatoire.
23.07 Histoire de disques.
0.00 Tapage nocturne. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Mozart à Paris.
22.30 Les Soirées... (Suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Notre-Dame de Paris ■ Film de Jean Delannoy (1956, 115 min) 79359759
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 *Journal* (France 2).
22.35 La Marche du siècle. Invités : Catherine Deneuve ; Françoise Giroud ; Elisabeth Roudinesco ; André Green (France 3 du 19/3/97)

Planète

20.35 Rue des lapidaires.
20.55 Guerre des gangs à Little Rock.
21.55 Per Jakez Hélias, le conteur des merveilles.
22.50 La Vie secrète des machines. [11/18] La radio.
23.15 Vertical. [4/6] Vitesse et puissance.

Animaux

21.00 Monde sauvage. L'obscure vie des cavernes.
21.30 La Vie des zoos.
22.00 In the Wild.
23.00 Beauté sauvage. Guépards.
23.30 L'Ile aux flamants.
0.00 Monde sauvage. Cobra ou python.

Paris Première

20.00 et 1.00 20 h Paris Première.
21.00 Milliardaire d'un jour (Pocketful of Miracles) ■ ■ ■ Film de Frank Capra (1961, v.o., 135 min). 86040865
23.15 Le J.T.S.
23.40 Perahia joue Beethoven. Concert (80 min). 67065136

France Supervision

20.30 La Firme Film de Sydney Pollack (1993, 155 min). 27918846
23.05 Europa jazz Estival du Mans. Concert (60 min). 13690594
0.05 Simple Minds. Concert (95 min). 50897599

Ciné Cinéfil

20.30 Pas d'amour pour Johnny ■ *Film de Ralph Thomas* (1960, N., v.o., 110 min). 6382310
22.20 L'Amazone aux yeux verts ■ Film d'Edwin L. Marin (1944, N., v.o., 95 min). 25449827
23.55 Le Club. Invité : Philippe Rousselot.

Ciné Cinémas

20.30 Le Gang des champions Film de David Mickey Evans (1993, 100 min). 8700682
22.10 Quatre New-Yorkaises ■ Film de Beeban Kidron (1992, v.o., 115 *min*). 85466001
0.05 Une semaine *de vacances* ■ ■ Film de Bertrand Tavernier (1980, 100 min). 80875353

Série Club

20.15 Skippy, le kangourou. Les petits visiteurs.
20.40 Le Club.
20.45 Ellery Queen : *A plume et à sang.* Duel sur le ring.
21.35 La Chambre des dames.
22.30 Le Choix de... George Marshall. Partenaire muet.
23.00 Flash. L'imposteur.
23.45 Chapeau melon et bottes de cuir. *A vos souhaits.*

Canal Jimmy

20.35 Bang Bang ■ Film de Serge Piollet (1967, 95 min). 34768339
22.10 Beetlejuice ■ ■ Film de Tim Burton (1988, v.o., 90 min). 14204778
23.40 Souvenir. Numéro Un : Claude François.

Festival

19.35 Une dernière fois, Catherine.
20.30 Les Carnassiers.
22.00 Poison d'amour.
23.45 Laura, Laura pas (15 min).

Téva

20.25 Téva mode.
20.30 et *23.30* Téva interview.
20.55 La Fille de quinze ans ■ ■ Film de Jacques Doillon (1988, 95 min). 504708827
22.30 *Murphy Brown.* Le monde selon Avery.
23.00 Coups de griffes.
0.00 *Téva spectacle* (90 min).

Eurosport

14.00 Patinage artistique. En direct. Championnats du monde. Programme original danse, à Lausanne (Suisse) (210 min). 82792136
17.30 Fitness.
18.30 Patinage artistique. En direct. Championnats du monde. *Libre messieurs*, à Lausanne (Suisse) (240 min). 22874681
22.30 Football. AIK Stockholm - FC Barcelone et AEK Athènes - PSG.
0.30 Kick.
1.00 Slam (30 min).

Voyage

19.00 Rough Guide. Provence.
19.55 et 23.25 Les Clés du luxe.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 A l'horizon. *Le nord de l'Italie.*
22.30 L'Heure de partir (55 min).

Muzzik

19.00 Carlos Gardel. De Guillermo Splavk.
20.00 Kiri Te Kanawa. concert.
21.00 Les Printemps du Sacre. De Brigitte Hernandez et Jacques *Malaterre.*
22.05 Astor Piazzolla à Montréal. *Concert (60 min).* 1654681
23.05 Carnival of Shadows. De Barbara Willis Sweete.
0.10 Mozart en tournée. De Robin Lough et Janos Darvas. Concerto pour piano en fa majeur K459 par Radu Lupu.
1.10 Jeanne d'Arc. Opéra en trois actes de Giuseppe Verdi, enregistré au Teatro comunale de Bologne (140 min). 25724605

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 22.15 Economia. 19.45 et 21.15 Azimuth. 20.10 et 23.15, 0.10 Sport. 20.15 No Comment. 20.25 et 22.20 Europa. 20.45 et 23.45 Mediterraneo. 21.40 Analysis. 21.45 Artissimo. 21.50 Ecologia. 22.50 et 23.20 International.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 *Le 18-21.* 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.30 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 *Le Débat.*

LES CODES DU CSA
O *Accord parental souhaitable.*
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
◻ *Public adulte ou* interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

22.20 Utz. Film anglo-germano-italien de George Sluizer (1991, v.o., 95 min). Avec Armin Mueller-Stahl, Brenda Fricker. *Drame.*

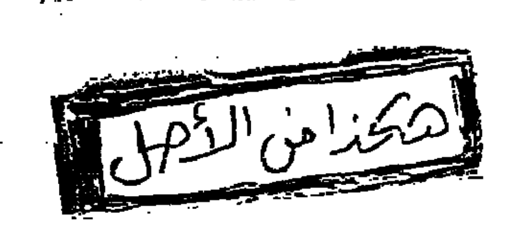
RTL 9

20.30 Torpilles sous l'Atlantique. Film de Dick Powell (1957, 105 min). Avec Robert Mitchum. *Aventures.*
22.15 La Maison des otages. Film de Michael Cimino (1990, 105 min). Avec Mickey Rourke. *Policier.*
0.15 Trois chambres à Manhattan. Film de Marcel Carné (1965, N., 110 min). Avec Maurice Ronet. *Drame.*

TMC

20.35 Shag. Film de Zelda Barron (1988, 100 min). Avec Phoebe Cates. *Comédie.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



La vie du rail

par Pierre Georges

INCRÉDULITÉ, d'abord. Effroi, ensuite. L'affaire est incroyable mais pourtant vraie. Le 6 février, vers 5 h 15 du matin, une jeune Anglaise se suicide en se jetant sous un train. Le drame se produit sur le réseau ferroviaire de la Great Estern Line, entre Shenfield et Southend, dans l'Essex. Et il ne passe pas inaperçu du conducteur du train qui en réfère à la compagnie et à la police.

Et c'est là qu'une décision inouïe va être prise. « *Roulez !* » ordonne la compagnie. Le convoi repart. Le cadavre reste *sur la voie*. Et vingt autres trains vont, pendant quatre heures, passer sur le corps. Leurs conducteurs en ont reçu l'ordre au motif impératif de l'intérêt « *des voyageurs des heures de pointe qui, sinon, auraient été confrontés à de très importants retards*. »

Cette décision prise, parait-il, en commun avec le Railtrack, organisme coordonnateur de la circulation, et la police, a provoqué, on s'en doute, quelque émoi en Grande-Bretagne. Du moins quand elle fut connue, c'est à dire un bon mois après. Dans une revue, la *Locomotive Union*, le secrétaire général de l'Aslef, organisation syndicale de cheminots, a révélé, mardi, toute l'affaire : « *Une vingtaine de conducteurs ont vécu l'expérience traumatisante d'avoir, sur instruction, à rouler sur le corps, gisant sur la largeur de 4 pieds qui existe entre les rails, et juste recouvert d'une couverture* »

Expérience traumatisante. Et décision insensée. A tel point que le patron de l'Aslef, Lew Adams, en situe l'origine dans un simple souci des comptes : « *Tout fut fait pour préserver le profit et pour éviter d'avoir à rembourser aux voyageurs des pénalités de retard pour service interrompu.* » Avant d'ajouter : « *Jusqu'à quel point le nouveau régime des chemins de fer privatisé peut-il devenir malade ou indifférent ?* »

On ignore tout à fait si la privatisation a quelque chose à voir avec cette dérégulation des mœurs et comportements. Mais l'affaire fait scandale en Grande-Bretagne. Et le gouvernement a été interpellé, mardi aux Communes, par une députée travailliste qui qualifie tout cela de « *barbarie.* » C'est le juste mot, en effet. Et nul besoin d'épiloguer davantage sur la vie du rail ainsi illustrée ! Après une telle histoire, la transition n'est pas évidente. Sauf à chercher consolation ailleurs, comme on userait d'un petit remontant. Dans la presse anglaise, justement, dans *The Express*, l'impossible passion d'une femelle orang-outan pour un scientifique humain. Cela s'est passé dans la forêt de Bornéo, endroit où ordinairement ne circulent guère les trains. Le docteur Gary Shapiro, vice-président de l'association de protection des orangs-outans, s'efforçait d'enseigner à une jeune primate, Rinnie, le langage des signes. A signes, signes et demi. Vint le jour où Rinnie, très explicite, prit le savant par la main et tenta de l'attirer vers un grand lit-nid douillet qu'elle venait de construire. Moi Rinnie ! Toi Tarzan ? Bref, le chercheur déclina l'offre. Et voici comment, raconte l'ami des primates, à partir de ce moment-là, Rinnie se montra « *beaucoup plus froide, pas aussi affectueuse, seulement sérieuse* ».

Les internes des hôpitaux dénoncent une partie de la réforme de la Sécurité sociale

Rejoints par des chefs de clinique, ils poursuivent leur « grève illimitée »

DES DIRIGEANTS poussés à la démission, des assemblées générales très remontées, des grèves qui perturbent le fonctionnement des hôpitaux pour des revendications qui portent, en fait, sur la médecine de ville : le mouvement des internes, amorcé le 11 mars en province, a pris un tour plus radical et plus imprévisible, mardi 18 mars, avec la décision des représentants des internes des vingt-six centres hospitalo-universitaires (CHU), *réunis à Paris*, de poursuivre la grève « *illimitée* » des soins et des urgences. Ils entendent, désormais, obtenir une renégociation des conventions signées le 12 mars par les caisses d'assurance maladie et deux syndicats de praticiens libéraux, les généralistes de MG-France et les chirurgiens de l'UCCSF.

Après la reconduction de la grève, lundi soir, dans de nombreux CHU (Paris, Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Montpellier, Strasbourg, Tours, Grenoble, Poitiers...), il ne faisait plus de doute que le président de l'Intersyndicat national, qui prônait dès dimanche la reprise du travail, n'obtiendrait pas le vote de confiance qu'il réclamait. Mis en minorité, mardi, par 83 voix contre (54 pour), Didier Legeais a démissionné. L'Intersyndicat a élu un nouveau bureau, présidé par Gilbert Zakine (Paris). Il a appelé les dix mille internes, dont 85 % s'installeront dans quelques années en ville, à une « *grève illimitée* » avec un « *service minimum* » pour la révision de la nouvelle convention applicable aux spécialistes libéraux. Dans la nuit de mardi à mercredi, les chefs de clinique de Paris et d'Ile-de-France adoptaient une position identique, comme ceux de Bordeaux et de Strasbourg.

« *Les internes ont obtenu beaucoup avec le moratoire de sept ans sur les pénalités financières, plus que toute autre catégorie sociale ces cinq dernières années*, a expliqué au *Monde* M. Legeais. *Ils risquent aujourd'hui de perdre leur crédibilité, dans un mouvement qui va sans doute devenir impopulaire* ». Les internes font, selon lui, « *une erreur politique* » en pensant qu'Alain Juppé acceptera, sous la pression, une renégociation des conventions médicales, alors que le gouvernement a déjà donné des « *signes très nets* » de son refus de discuter sur ce point.

MOUVEMENT PAR PROCURATION

Le ministre des affaires sociales en a donné de nouveau, mardi : pas question de revenir sur les conventions. Jacques Barrot, qui a beaucoup « lâché » aux internes depuis dix jours, leur a conseillé de ne pas se faire « *manipuler* » par certains responsables de syndicats de médecins libéraux qui, eux, se sont constitué des clientèles solvables grâce à la couverture sociale offerte par la « Sécu ». « *Ne vous laissez pas entraîner par des slogans qui sont dans certains cas de véritables désinformations, pour ne pas dire des mensonges*, a-t-il lancé au cours d'une déplacement à Brest. *Il ne faut pas se laisser égarer par des gens qui plaident le* statu quo *et les petits égoïsmes d'aujourd'hui contre l'avenir de ce pays et de son assurance-maladie.* »

Les internes n'ont pas encore pris conscience que les conventions ne font que transcrire les réformes prévues par l'ordonnance du 24 avril 1996 sur la médecine libérale, qui pose le principe même de l'encadrement des dépenses médicales et des reversements d'honoraires en cas de dépassement des objectifs fixés par le gouvernement, puis votés par le Parlement. Une abrogation de ce texte « fondateur » de la réforme de l'assurance-maladie étant plus qu'improbable, on voit mal comment la maîtrise des dépenses de soins – déjà sensiblement assouplie sous la pression du corps médical – pourrait être remise en cause.

Le mouvement a-t-il un avenir ? Tout en soufflant sur le feu, les syndicats médicaux hostiles au plan Juppé, incapables de mobiliser leurs maigres effectifs, approuvent du bout des lèvres cette forme de grève par procuration. Les infirmières et les aides-soignants ne soutiennent pas un mouvement qui ne les concerne pas, alors que les hôpitaux sont soumis à une diète budgétaire sans précédent. Quant aux praticiens hospitaliers, ils le comprennent, mais certains cachent mal leur irritation devant des grévistes qui utilisent l'hôpital public pour défendre la cause de la médecine libérale. « *Ils devraient faire preuve de plus de solidarité face aux difficultés des hôpitaux* », estime Francis Peigné, président de l'Intersyndicat national des praticiens hospitaliers (INPH). Une analyse partagée par le Syndicat des anesthésistes-réanimateurs (SNPHAR) qui, lui aussi, met en garde les internes contre toute manipulation.

Jean-Michel Bezat

A Bordeaux, des grévistes déterminés et bon enfant

BORDEAUX
de notre correspondant régional

La cafétéria du CHU de Bordeaux, QG des grévistes, est presque vide, cet après-midi du mardi 18 mars. Deux ou trois banderoles et quelques internes. Les autres sont en ville pour lâcher une centaine de souris dans les locaux de la caisse d'assurance-maladie. Les deux délégués des internes et des chefs de clinique sont à Paris pour la convention.

REPORTAGE

Le mouvement se durcit, mais avec une « *immaturité* » revendiquée

Pour l'administration du CHU, la grève est suivie par 60 à 70 % des externes et internes, et par 50 % des chefs de clinique. Tout en reconnaissant que la comptabilité est difficile à tenir dans un ensemble aussi parcellisé, les grévistes avancent un chiffre de 265 votants sur 350 cotisants à l'intersyndicale. Lundi matin, les partisans de la grève étaient 244 alors qu'étaient recensés quatorze bulletins contre et sept nuls. Un autre vote a dégagé une nette majorité (67,4 %) contre toute convention qui ne serait pas l'aboutissement d'une négociation avec une véritable représentation des internes.

La grève commencée, ici, il y a une semaine n'a pas véritablement perturbé le fonctionnement des services hospitaliers jusqu'à ce que les chefs de clinique se joignent au mouvement. Dans un premier temps, les services s'étaient adaptés d'autant plus facilement que l'annonce de la grève avait provoqué *une certaine autorégulation des petites urgences* tandis que des grands programmes opératoires étaient repoussés ou arrêtés *sine die*, notamment en chirurgie orthopédique. Depuis lundi, elle a pris une tout autre dimension. Certains chefs de service qui disaient hier que « *les petits ont eu raison de faire grève* » et saluaient un mouvement « *dur et bien suivi* » – d'autant plus *facilement qu'ils savaient pouvoir* faire appel à un gréviste en cas de besoin – se retrouvent aujourd'hui devant une machine plus difficile à contrôler.

Le mouvement se durcit, mais *dans une certaine ambiance bon* enfant avec des gens qui se déclarent en permanence d'une « *totale immaturité* ». Il y avait, ainsi, près de quatre cents personnes à l'AG de mardi soir. Toutes déterminés. *Certaines au point de mettre* en doute l'efficacité du nouveau bureau qui venait d'être élu à Paris et de proposer des moyens de contrôle pour combattre la « *structure pervertissante de la fréquentation du pouvoir* ». En revanche, très peu de mains se sont levées lorsqu'il s'est agi de mettre en place des piquets de grève chargés d'expliquer le mouvement à l'entrée de l'hôpital, d'organiser une opération de gants gonflés à l'hélium ou de prise de tensions à Bordeaux. L'idée d'une manifestation vendredi devant la mairie de Bordeaux – « *Juppé sera là* » – a soulevé à peine plus d'enthousiasme. Quand la salle s'est vidée, on pouvait mieux voir deux ou trois affichettes en noir et blanc annonçant une grève illimitée, collées sur les décors sanguinolents indispensables dans une cafétéria de carabins. Dans un coin, deux étudiants étrangers finissaient tranquillement leur repas, comme s'il ne s'était rien passé.

Pierre Cherruau

Découverte d'une tache de contamination radioactive dans les Vosges

APRÈS de longues semaines de délicates recherches sur le terrain, une tache de contamination radioactive « *relativement homogène et étendue* » a été enfin découverte dans la forêt de Saint-Jean-d'Ormont (Vosges) par l'une des *équipes de l'Institut de protection* et de sûreté nucléaire (IPSN) chargées de déterminer l'origine du césium radioactif présent dans la viande de sangliers abattus dans la région (*Le Monde* du 21 février). Sur les quatre prélèvements effectués par l'IPSN, les 5 et 6 mars, sur le versant sud de la forêt et dans une prairie avoisinante, l'un présente un taux de 11 000 becquerels par mètre carré de terrain, deux un taux de 12 000 becquerels et le dernier un niveau de 24 000 becquerels, niveau analogue à ceux qui, en 1986, peu après l'explosion de la centrale ukrainienne de Tchernobyl, avaient été constatés dans un certain nombre de « points chauds » dans la vallée de la Moselle.

Pour préciser l'étendue de la zone et vérifier l'absence d'autres taches, l'IPSN envisage de faire contrôler par hélicoptère équipé de « *capteurs gamma* » quelque 25 kilomètres carrés de terrain. Cette opération permettrait ainsi de mieux « traquer » le césium et ses isotopes et de cartographier les zones suspectes. Faudra-t-il en interdire l'accès ? Interrogés, les experts de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire et de l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) assurent « *qu'à ces niveaux, il n'y a aucun risque sanitaire pour les populations* ».

Reste que cette contamination, due à la concentration des matières radioactives « *rejetées pour leur très grande majorité par Tchernobyl* » *par le lessivage des pluies* – l'OPRI s'intéresserait d'ailleurs à certains orages du mois de mai 1986 – et les eaux de ruissellement, fait un peu désordre. « *A tout hasard* », les autorités préfectorales *ont donc décidé de « densifier »* le nombre des mesures faites sur les produits comestibles de manière à éviter la consommation de viandes trop chargées en radioéléments.

Juste précaution lorsqu'on sait que les trop célèbres sangliers de Saint-Jean-d'Ormont présentaient des teneurs en césium 137 de 1 500 à 2 000 becquerels par kilo, et que les champignons consommés par *une famille d'un gros bourg voisin* (*Le Monde* du 7 mars) n'étaient pas de première fraîcheur radioactive. Certes on est loin du niveau de points chauds découverts dans le Mercantour (314 000 becquerels par kilo de prairie).

Quant aux mousses piétinées et retournées par les sangliers de Saint-Jean-d'Ormont, elles ne dépassent pas les 710 becquerels, précise l'IPSN, qui ajoute qu'il faudrait absorber 40 kilos de viande de ces bêtes pour atteindre une dose de 1 millisievert, à la limite des nouvelles normes européennes de radioprotection. Ne reste donc plus qu'à attendre la disparition progressive du césium 137, dont la moitié des atomes disparaissent spontanément en trente ans sous l'effet de la désintégration radioactive. Une solution que les Ukrainiens et les Biélorusses, autrement exposés à ce radionucléide, sont loin d'apprécier.

Jean-François Augereau

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 19 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	18445,20	+2,17	−4,48
Honk Kong Index	12748,90	−0,70	−5,22

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 18/03	Var. en % 17/03	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2573,95	−0,56	+11,15
Londres FT 100	—	—	+5,91
Zurich	—	—	+15,91
Milan MIB 30	—	—	−2,12
Francfort Dax 30	3320,38	−0,91	+14,94
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SBS	—	—	+12,50
Madrid Ibex 35	—	—	+7,23
Amsterdam CBS	—	—	+15,75

Tirage du *Monde* daté mercredi 19 mars 1997 : 485 997 exemplaires

